THE LIBRARY - THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9462 | 40 PAGES | — SAMEDI 21 JUIN 1975

Dans le Gard

LE DIRECTEUR D'UN CAMP DE HARKIS PRIS COMME OTAGE PAR QUATRE FRANÇAIS MUSULMANS

LIRE PAGE 40



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,80 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

ANDIS QUE LES DÉLIBÉRATIONS SE POURSUIVENT

es militaires « modérés » paraissent l'emporter à Lisbonne au sein du M.F.A.

Révolution et liberté

L'enjeu du conflit qui oppose s ouvriers du quotidien « Republica » aux journalistes soutenus par le parti de M. Soares dépasse largement le cadre du Portugal. Voilà de nouveau l'information, son utilisation et son monopole en question. Entre le simple conflit du travail » ont parle M. Séguy et l'« atteinte la liberté » dont se plaignent s socialistes, la vérité est moins exclusive qu'il n'y paraît.

Sans doute les socialistes ont-s quelques raisons de redouter ne mainmise du P.C. portugais des groupes gauchistes sur ensemble des moyens d'information. Mais, en réclamant un droit e contrôle des travailleurs ur l'orientation des journaux u'ils fabriquent, l'extrême gauche oulève au moins deux questions e fond qu'aucune révolution ne saurait éluder. L'information est-lle neutre ? Relativement claire n période calme et dans un système démocratique, la question est lus ambiguë, dès lors qu'il s'agit – par le biais de la révolution — e remplacer une « idéologie ominante » par une autre.

Le retard culturel d'un pays un ong passé de dictature et d'obscurantisme, rendent difficile l'application immédiate et sans nuance une liberté d'expression qui a uvent tendance à s'exercer au ofit des nostalgies du passé core installées dans l'« appa- l ». Au Portugal, la « liberté la presse » dont se réclament socialistes n'a pas deux ans ses « utilisateurs » ne sont pas s sans arrière-pensée. La tation est donc grande d'assujettir prioritairement l'information à une « mission éducatrice » ns laquelle la révolution serait ndamnée à piétiner ou à s'imser par la force. La « liberté » est pas toujours invoquée incemment.

Mais l'expérience montre aussi e ni la vérité ni l'information l la sert envers et contre tout sauraient être mises bien longnps au service d'une cause ns se dégrader au rang de propagande. Or, en matière de presse us qu'en aucun autre domaine, est plus difficile de reconquéune liberté perdue que de endre celle qui existe.

M. Fanfani accuse aujourd'hui journalistes italiens d'avoir mis la victoire des communistes dénonçant la corruption du uvernement démocrate-chré- n. La Maison Blanche s'irrite e fois de plus, et après l'affaire Watergate, des révélations de presse américaine sur la C.I.A. France, l'union de la gauche éclamé le 19 juin un rééquilige des informations diffusées l'O.R.T.F. Tous ces exemples ents prouvent, si besoin en it, que la presse ne saurait e elle-même sans déplaire aux uvoirs, quels qu'ils soient. C'est la grandeur et les risques de mission. C'est aussi le sujet n débat qui n'est pas près de chever.

Mais les grands principes et les larations solennelles ne doit pas faire oublier pour aut que la liberté d'informer — de s'informer — ne signifie n sans que des moyens matés soient mis à son service. ceux qu'exige la presse sont sidérables. Si chaque citoyen libre de publier comme bon semble un quotidien dans une iété démocratique, il suffit bserver la situation de la se occidentale pour mesurer que cette liberté peut avoir formel. Il serait équitable que socialistes portugais aient la sibilité juridique d'avoir un tidien, mais il est juste d'obrer que les socialistes français nt pas la possibilité économi- d'en avoir un. La vraie quesn'est-elle pas alors de savoir en permettant à tous d'user la liberté d'expression, on ne met pas en fait à quelques- d'en abuser ?

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Le conclave des responsables militaires touche à sa fin. On devrait connaître, ce vendredi 20 juin ou la nuit prochaine, les conclusions de la session marathon de la commission politique du Conseil de la révolution. Qu'annonceront-elles ? D'importantes mesures, sans doute, mais probablement pas les bouleversements radicaux si souvent évoqués ces derniers jours.

Le communiqué du Conseil publié jeudi, après une semaine d'incertitude et de confusion, a remis bien des choses en place. La réaffirmation solennelle de la ligne « *pluraliste* » du M.F.A. a mis fin, au moins provisoirement, aux spéculations de tous ordres sur un « *changement de cap* » soudain des militaires portugais.

Une fois de plus, tout s'est passé dans la coulisse. Malgré les dénégations successives des porte-parole du M.F.A., il apparaît clairement que le tour d'horizon auquel ont procédé les membres de la commission politique a confirmé l'existence d'oppositions sérieuses entre les différents dirigeants militaires. Dans les milieux politiques, on n'hésite pas à parler de « *lutte pour le pouvoir à l'intérieur du M.F.A.* ». Restent à connaître les termes du nouveau compromis élaboré dans le secret.

« *Otelo a perdu !* », entendait-on hier dans la rue. Soulagement des uns, déception des autres. La réalité est certainement moins simple. Mais tout indique aujourd'hui que l'accélération brutale du processus souhaité par le chef adjoint du Copcon se heurte à l'opposition résolue de certains de ses pairs et au scepticisme craintif de quelques autres. Le général de Carvalho en a déjà, semble-t-il, tiré les leçons. Il fait machine arrière. Le Copcon a en effet adopté jeudi une position tranchée sur les « *conseils révolutionnaires de travailleurs* ».

L'explication, bien sûr, est un peu embarrassée. On ne peut nier ni cacher que le général avait des sympathies pour ces conseils. Mais le verdict est net : le Copcon dénonce « *les groupes politiques de gauche, de faible implantation nationale* », qui ont utilisé les déclarations de son chef pour organiser des « *manœuvres de caractère réactionnaire ou opportuniste* ». Otelo de Carvalho et ses hommes n'entendent soutenir que « *les organisations populaires parfaitement solidaires, unitaires, et attachées à l'esprit révolutionnaire et non partisan qui est celui du M.F.A.* ». L'ajustement de dernière minute prend des allures d'autocritique.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 2.)

A L'ISSUE DE LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La France et la Pologne s'engagent à « développer par tous les moyens les échanges de personnes et d'informations »

Varsovie. — M. Valéry Giscard d'Estaing rentre dans la soirée du 20 juin à Paris, à l'issue d'un voyage de trois jours et demi en Pologne.

Au terme de leurs entretiens, le président de la République française et M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, ont procédé vendredi en fin de matinée, à Varsovie, à la signature des documents mis au point pendant la visite. Ils ont personnellement apposé leur paraphe sur trois textes : une charte des principes de la coopération amicale entre la République française et la République populaire de Pologne, une déclaration sur les principes et moyens du développement de la coopération culturelle et scientifique, de l'information et des relations humaines entre les deux pays, qui engage notamment les deux pays à « développer par tous les moyens les échanges de personnes et d'informations ».

Enfin les deux chefs de délégation ont signé un accord quinquennal sur la coopération économique.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, qui s'était joint jeudi après-midi à la délégation française, a pour sa part signé quatre documents : un programme à long terme du développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique, un accord charbonnier, un protocole financier pour l'ouverture d'une ligne de crédit estimé à 4,5 milliards de francs et une convention fiscale tendant à éviter les doubles impositions. En outre, un communiqué commun a été adopté par les deux parties.

Les principes de la coopération franco-polonaise sont énumérés et précisés dans la « charte » adoptée par les deux parties. La dénomination de ce document avait donné lieu à discussion. En retenant finalement le terme de charte, la partie française a donné satisfaction à la partie polonaise qui souhaitait ainsi donner un caractère plus solennel à un document qui est analogue aux habituelles déclarations signées avec les pays de l'Est.

La charte prévoit que des consul-

De notre envoyé spécial

tations politiques entre les deux gouvernements se tiendront en principe une fois par an, au niveau des ministres ou de leurs représentants.

A l'issue de la cérémonie officielle de signature de l'ensemble de ces documents au siège de la Diète, M. Giscard d'Estaing s'est fait présenter la colonie française dans les locaux de l'ambassade de France à Varsovie, puis il a offert un déjeuner en l'honneur de M. Gierek au palais de Wilanow, lieu de sa résidence dans la capitale polonaise. Avant son départ, M. Giscard d'Estaing offre une grande réception au palais de Jablona.

L'avant-dernier jour du séjour du président de la République, jeudi, s'était décomposé en deux parties : le matin, il avait visité, en compagnie de M. Jaroszewicz, chef du gouvernement polonais, les grands ports du nord, Gdansk (ex-Dantzig) et Gdyna, et déposé une gerbe au monument érigé en souvenir du sacrifice héroïque des trois cents soldats qui défendirent jusqu'à la mort, le 1er septembre 1939, la presqu'île de Wesperplatte contre l'agression allemande ; l'après-midi, le président de la République avait rejoint M. Gierek dans une résidence de chasse située à Lansk, dans la région des lacs de Mazurie. Les deux hommes, entourés seulement chacun de leur proche collaborateur, M. Poniatowski pour le président de la République et M. Jaroszewicz pour M. Gierek, y avaient poursuivi dans la plus entière discrétion, et hors la présence de la presse, les entretiens commencés mardi.

Les défaillances — ou bien faut-il parler en certains cas d'une mauvaise volonté délibérée ? — des organisateurs polonais n'auront d'ailleurs pas toujours permis aux journalistes de recueillir pendant ce voyage des impressions très sûres, en particulier pour ce qui fut de l'accueil de la population au président de la République. La carence du service de presse de l'Elysée ne contribua pas à corriger ces incertitudes.

MANUEL LUCBERT.

(Lire nos informations page 3.)

L'ANNIVERSAIRE DU 19 JUIN

M. Boumediène annonce l'élection d'ici un an d'une Assemblée nationale

M. d'Ornano à Alger

Le président Boumediène a annoncé, le jeudi 19 juin, plusieurs décisions importantes, dont l'élection, d'ici à un an, d'une Assemblée nationale.

D'autre part, M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, est arrivé vendredi 20 juin en fin de matinée à Alger, où il va tenter d'aplanir les difficultés qui sont apparues ces dernières semaines dans les relations économiques entre les deux pays (« le Monde » du 18 juin).

De notre correspondant

Alger. — Le chef de l'Etat algérien, qui s'adressait aux cadres de la nation à l'occasion du dixième anniversaire du « *redressement révolutionnaire* » qui a marqué son accession au pouvoir, a déclaré qu'une Assemblée nationale populaire sera élue avant le 19 juin 1976. L'élection du président de la République et la convocation d'un congrès du F.L.N. seront également préparées. Enfin, une charte nationale définissant la philosophie de la révolution sera soumise à discussion puis à référendum. Les problèmes concernant les rapports du parti, de l'armée, de l'Islam avec la révolution, d'autres aussi dont il est « *temps qu'ils soient tranchés* », a dit M. Boumediène, seront traités dans ce texte.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

« EPPUR, SI MUOVE ! »

Décidément, M. Kissinger a de plus en plus de soucis : Le voici inquiet maintenant de ce qui se passe en Italie...

On avait emprisonné Galilée pour avoir prétendu que la Terre tournait, ce qui s'était révélé exact par la suite, d'ailleurs. Que fera-t-on à présent avec tous ceux qui constatent qu'elle tourne vers la gauche — contrairement à la thèse des astronomes traditionnels, — et que fera-t-on surtout de ceux qui l'aident à tourner ?

Heureusement que notre soucieux thaumaturge est prix Nobel de la paix. Autrement, son astronomique inquiétude pourrait devenir inquiétante...

PABLO DE LA HIGUERA.

PONIATOWSKI
conduire le changement
ESSAI SUR LE POUVOIR
les métamorphoses nécessaires du pouvoir
Collection "EN TOUTE LIBERTÉ" dirigée par ALAIN DUHAMEL
fayard

RÉFORME HABY OU RÉFORME GISCARD D'ESTAING ?

L'Élysée à la recherche d'une idée-force sur l'enseignement

A l'Assemblée nationale, l'examen du projet de loi relatif à l'éducation, qui avait débuté mardi après-midi, s'est achevé vendredi 20 juin à l'aube. Le texte, finalement peu modifié, a été adopté par 291 voix contre 186, au terme d'un débat souvent confus. L'article que nous publions ci-dessous tente de répondre à la double question de savoir quelle a été la part du chef de l'Etat dans l'élaboration du texte et quelle place tient dans ses préoccupations le problème de l'enseignement.

par THOMAS FERENCZI

Projet Giscard ou projet Haby ? Le ministre de l'éducation avait souhaité, devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qu'à la nouvelle loi fût associé le nom du président de la République plutôt que le sien. De fait, bien que l'Elysée ait pris soin de distinguer à plusieurs reprises entre les « principes fondamentaux » inspirés par le chef de l'Etat et les détails de la réforme dus à la seule plume de M. Haby, le projet, sous sa forme première — le « descriptif » — comme sous sa forme dernière, a été élaboré sous l'étroit contrôle de M. Giscard d'Estaing. C'est, par exemple, le président de la République qui a tranché — dans la première version du texte — en faveur de la dualité professeurs certifiés, professeurs brevetés dans les « collèges », c'est lui qui a tenu à préciser, de sa propre main, que les diplômes professionnels « *conduisent éventuellement à une formation supérieure* » (article 5 du projet définitif). C'est lui qui a décidé d'introduire les enseignements de soutien dès l'école primaire et de renoncer aux enseignements d'approfondissement ; c'est lui encore qui a choisi de rétablir, devant les protestations, l'enseignement de la philosophie en terminale : M. Giscard d'Estaing ne s'est donc pas contenté de définir les orientations du projet, il a fixé lui-même de nombreuses modalités.

[illegible] de ses interlocuteurs, [illegible] de l'élaboration du texte en [illegible] l'impression qu'en fait, si vérifiait, le chef de l'Etat [illegible] éducation, le ministre [illegible] même du Haby, choisi, dit-on, pour sa [illegible] résident de la R[illegible] « maison » et connaissance [illegible] de technicien, pour sa [illegible] d'un « super-directeur » jouant le cabinet. M. Giscard d'Estaing [illegible] plusieurs fois fait observer lorsque le ministère de la rue de Grenelle était confié à des « politiques », ceux-ci avaient besoin d'un an au moins pour se mettre au courant : la désignation de M. Haby transfère ainsi au chef de l'Etat la responsabilité politique directe de ce secteur. Au reste, le ministre de l'éducation reconnaît lui-même, en privé, qu'il se sent bien incapable de concevoir une « *politique de l'éducation jusqu'à la fin du siècle* », telle que le président de la République l'a souhaitée au cours de sa conférence de presse du 25 juillet 1974 : cette tâche revient donc à M. Giscard d'Estaing, qui a été conduit à porter une attention beaucoup plus grande à la « modernisation du système éducatif » qu'à tout autre projet.

Est-ce à dire que pour lui, la réforme de l'enseignement représente, comme l'ont souvent proclamé les gouvernements [illegible] la Ve République, la « *priorité* [illegible] *priorités* » ? Sans doute a-t-[illegible] firmé au cours de la même [illegible] rence de presse que la question [illegible] pour lui « *fondamentale* ». Il a [illegible] précisé à un interlocuteur que [illegible] cation constitue, selon lui, « *l'*[illegible] *trois grands problèmes* » de [illegible] temps — sans spécifier le[illegible] autres. Ses collaborateurs [illegible] quent pas de souligner q[illegible] est « *très importante* » p[illegible] de l'Etat et doit « *marque*[illegible] *sage au pouvoir* ».

(Lire la suite pa[illegible])

UN ART ANIMAL ET VÉGÉTAL

Au pays des Lalanne

Le pays des Lalanne, qui ne doit pas être bien loin de la « Grande Garabagne », se reconnaît tout de suite à son climat propice aux créatures saugrenues et aux floraisons [illegible]ies. Comme le pays d'Alice, c'est un pays de rencontres aberrantes, mais où la féerie est soigneusement recueillie dans de beaux objets tranquilles, par ces Lalanne [illegible]eusement amateurs d'hybridation.

Bien que cousins des surréalistes, les monstres ne sont, ici, ni méchants ni messagers d'obscurs « discours ». Ingénieusement apprivoisés, les règnes animal et végétal pratiquent avec bienveillance la promiscuité. Dans la familiarité de l'homme, ils semblent chercher des moyens inattendus de se rendre utiles. Ils les trouvent sur la voie ancienne où déjà le chien se faisait chenet ou le coq girouette, mais sans aucun souci des habitudes et des symboles reçus ; un humour et une imagination seuls au pouvoir les guident vers des fonctions nouvelles qui, toutes, répondent à leur vocation unanime pour le fantasque.

Le plus curieux est que, dans le pays des Lalanne, qui n'est en cela pas comparable à celui d'Alice, l'affectation imprévue est assumée avec sérieux : tout y marche admirablement. Quand, lassé d'être une monture, l'âne devient un secrétaire, des finitions de l'abattant aux charnières, chaque détail d'exécution est digne des meilleurs ouvriers classiques.

PAULE-MARIE GRAND.

(Lire la suite page 28.)

SAMEDI 21 JUIN
COURSES A ST-CLOUD
De belles épreuves sur distances variées dont
LE PRIX FILLE DE L'AIR
Pour juments de 3 ans et au-dessus - 2.100 mètres
100.000 F à la gagn[illegible]

EUROPE

Allemagne fédérale

M. Helmut Kohl est désigné comme candidat chancelier de l'opposition chrétienne-démocrate

Trois jours avant le congrès de l'Union chrétienne-démocrate, qui se tiendra du 22 au 25 juin, à Mannheim, et au cours duquel il sera de nouveau seul prétendant à la présidence, M. Helmut Kohl a été désigné, le jeudi 19 juin, candidat chancelier de toute l'opposition chrétienne-démocrate. La C.S.U. bavaroise n'a cependant accepté M. Kohl qu'avec des réserves expresses, qui apparaissent dans le communiqué commun. Au congrès de Mannheim, la C.D.U. va adopter une déclaration qui servira de base à son programme électoral et lui donnera une image plus libérale. Elle se lance cependant dans la bataille avec un lourd handicap, car la C.S.U. vient de faire savoir que M. Kohl était placé sous sa surveillance et qu'elle ne lui pardonnerait pas le moindre faux pas. Cette mise en garde n'est pas sans importance au moment où l'affaire des écoutes téléphoniques mettant en cause M. Kohl rebondit (« le Monde » daté 15-16 juin). Le 19 juin, le magazine « Stern » a publié la transcription intégrale de la conversation tenue à l'automne dernier entre M. Kohl et son secrétaire général, M. Biedenkopf, qui circulait déjà sous le manteau depuis plusieurs jours. Une plainte a été déposée contre le magazine.

De notre correspondant

Bonn. — En fin d'après-midi, jeudi 19 juin, les journalistes attendaient les deux secrétaires généraux des partis frères C.D.U.-C.S.U. pour commenter la nomination de M. Helmut Kohl comme candidat commun de l'opposition chrétienne-démocrate à la chancellerie.

C'est cependant l'ancien chancelier Kurt-Georg Kiesinger qui est venu lire le communiqué. Le texte indique que la C.D.U. a proposé son président pour diriger l'opposition pendant la campagne électorale et prendre la direction du gouvernement en cas de victoire. La C.S.U. *« prend acte »* de cette proposition, mais n'en rappelle pas moins que M. Strauss *« aurait été l'homme le plus qualifié »*. *« Dans l'intérêt de la cause commune »*, elle soutiendra cependant M. Kohl.

Après deux jours de réunions à huis clos des présidiums des deux partis (la première avait eu lieu le 10 juin), la C.D.U. a atteint l'un de ses objectifs. Son président est devenu le candidat commun de l'opposition avant le congrès de Mannheim, mais on ne saurait parler pour autant d'un succès de M. Kohl. Comment va-t-il pouvoir s'imposer auprès des électeurs, alors qu'une partie de ses troupes ne le suit qu'en traînant les pieds ? Depuis quelque temps, déjà, la nomination de M. Kohl ne faisait guère de doute. En laissant apparaître ses ambitions, puis en faisant annoncer officiellement sa *« candidature à la candidature »* par M. Biedenkopf, quelques jours seulement avant les élections régionales de Rhénanie-Westphalie, il avait pris de vitesse ses concurrents. Il avait aussi indisposé la C.S.U. bavaroise, qui lui fait payer aujourd'hui cette hâte.

M. Kohl peut toutefois compter sur l'appui de son propre parti. Patiemment, il a renforcé sa position au sein de l'Union chrétienne-démocrate. Pour la première fois de son histoire, la C.D.U. n'est plus dirigée par le chancelier ou par le groupe parlementaire qui, sous la présidence de M. Karl Carstens, a perdu beaucoup d'influence, mais par son comité directeur. Autour de M. Biedenkopf, M. Kohl a développé l'appareil du parti pour en faire une organisation efficace. Pendant vingt ans, le nombre des adhérents de la C.D.U. avait tourné autour de trois cent cinquante mille. En deux ans, le parti a gagné plus de deux cent mille membres. Sous l'impulsion de M. Biedenkopf, il cherche maintenant à se donner des bases idéologiques solides.

Son congrès va se prononcer sur un document d'une quarantaine de pages intitulé *« Déclaration de Mannheim »* ou *« Alternatives 76 »*. Il ne s'agit pas d'un programme électoral, mais d'une analyse nouvelle de la situation internationale et d'une déclaration d'intentions. Il doit être considéré plus comme un instrument pédagogique à usage interne que comme un plan d'action. Le texte insiste sur l'interdépendance grandissante entre la politique intérieure et la politique étrangère. L'aide au développement, la lutte contre les privilèges des groupes organisés, la prise en charge des faibles sont appelés à y jouer le même rôle mobilisateur que la reconstruction après la guerre. La C.D.U. fera de ces nouvelles questions sociales son cheval de bataille de la prochaine campagne électorale, en espérant que ces thèmes exerceront un attrait sinon sur le parti libéral lui-même, du moins sur ses électeurs.

On peut se demander, cependant, si la démocratie chrétienne parviendra à traduire dans des propositions concrètes ces nouvelles idées. Depuis qu'elle a été rejetée sur les bancs de l'opposition, elle hésite entre trois stratégies : influencer les décisions gouvernementale, en usant de sa majorité à la Chambre des Etats ; reprendre à son compte les réformes proposées par le gouvernement, ou attaquer sur tous les fronts la coalition libérale-socialiste. Cette dernière solution est proposée inlassablement par M. Strauss. Le communiqué commun de jeudi utilise un langage cher au président de la C.S.U. : il déclare que le but commun de la C.D.U.-C.S.U. est de provoquer, en 1976, un changement de gouvernement, qui « évitera à la République fédérale de nouveaux déboires et empêchera une évolution fatale vers *une société socialiste* ». La C.D.U.-C.S.U. est appelée à lutter contre le « bloc » des partis S.P.D.-F.D.P.

Est-ce une consolation superficielle accordée à M. Strauss, ou celui-ci est-il parvenu à faire triompher son point de vue ? La composition de l'équipe que la démocratie chrétienne présentera aux électeurs apportera la réponse, mais les discussions sur ce sujet délicat ne commenceront qu'à l'automne. En attendant, M. Strauss peut être satisfait. Sans doute n'est-il pas candidat-chancelier, mais il n'est pas sûr qu'il ait jamais souhaité l'être. En revanche, il a réussi, par ses menaces à peine voilées d'étendre son parti à toute la République fédérale ou de former un groupe parlementaire indépendant au Bundestag, à donner à la C.S.U. une influence beaucoup plus grande que son importance numérique lui aurait permis d'acquérir.

M. Strauss ne croit pas que la démocratie chrétienne puisse gagner les élections contre la coalition S.P.D.-F.D.P. En acceptant M Kohl seulement du bout des lèvres, il désigne par avance un éventuel bouc émissaire. C'est ce que le porte-parole du parti libéral appelait, jeudi, l' *« auto-démontage »* du candidat-chancelier. C'est une vieille habitude. M. Strauss a toujours mis des bâtons dans les roues du président de la C.D.U., qu'il considère plus comme un rival que comme un allié. Ce qui est nouveau, c'est que ce *« démontage »* ait commencé le jour même de la nomination du candidat.

DANIEL VERNET.

— *PORTRAIT* —

Un chancelier citoyen ?

De notre correspondant

Bonn. — *L'indignation n'altère pas sa bonhommie. M. Kohl est scandalisé d'avoir été victime d'une affaire d'écoutes téléphoniques. Il ne reconnaît plus son pays. Il fronce ses sourcils charbonneux derrière des lunettes d'écaille :* « Ce n'est plus notre République fédérale pour laquelle nous avons lutté pendant trente ans », *dit-il. L'emportement retombe vite. Sa phrase à peine achevée, M. Kohl sourit de nouveau largement, son teint rosit, ses yeux pétillent. Depuis deux ans qu'il a accédé à la présidence de l'Union chrétienne démocrate,* « le géant noir du Palatinat » *n'a rien renié de ses habitudes. Resté enjoué, bon vivant, il ne manquerait pas un carnaval.*

Le costume d'homme politique national est encore un peu trop grand pour ce jeune ministre-président, — il est né en 1930 dans une famille de fonctionnaires, — qui a fait toute sa carrière dans son Land de Rhénanie-Palatinat. Dans celui de candidat chancelier, il risque fort de flotter encore quelques mois.

Cependant, l'homme est courageux, tenace, travailleur. Il adhère à la C.D.U. en 1947 et gravit un à un, mais rapidement, tous les échelons de la hiérarchie provinciale et nationale, qui le mènent du comité directeur de la démocratie chrétienne en Rhénanie-Palatinat, en 1950, au poste de ministre-président, en 1969, à celui de président, en 1973, à la place de Rainer Barzel.

« Une véritable aciérie »

Sa tâche n'est pas facile après la cuisante défaite subie par la démocratie chrétienne aux élections de 1972. Avec l'aide de M. Biedenkopf, professeur d'université [illegible] *administrateur d'entreprises,* [illegible] *il fait son secrétaire général, il réussit cependant à transformer la C.D.U. d'une coalition passagère d'intérêts divergents en un véritable parti politique, grâce à sa bonne connaissance des rouages de la « machine », ses relations amicales avec [illegible] les groupes et ses qualités [illegible]ques. De l'époque où il é[illegible], fonctionnaire de l'organisation patronale de l'industrie chimique dans sa ville natale de Ludwigshafen, il a gardé des liens avec les milieux d'affaires. Bien que soutenu par la vieille garde de la C.D.U. (les anciens chanceliers Erhard et Kiesinger), il a su s'attirer la sympathie de l'aile gauche du parti. En Rhénanie-Palatinat, il s'est forgé, à juste titre, une réputation de réformateur. Avant d'être ministre-président, il mène les jeunes* Turcs *qui critiquent la gestion trop conservatrice de son prédécesseur, Peter Altmeier. Pendant sa première année de pouvoir, il supprime l'école confessionnelle — dans un Land très catholique, c'est une véritable révolution. Il engage la réforme administrative et met en œuvre une politique économique qui place la Rhénanie-Palatinat parmi les premiers Lander de la R.F.A. pour le taux de croissance. Son auréole de libéral serait restée intacte s'il n'avait commis l'erreur au congrès de Düsseldorf, en 1971, de voter contre sa propre motion qui réclamait la cogestion paritaire des grandes entreprises.* « Une véritable ânerie », *reconnaît-il...*

M. Helmut Kohl n'a jamais passé pour un théoricien ni même un penseur. C'est un administrateur consciencieux qui a toujours eu la main heureuse dans le choix de ses collaborateurs, à Mayence comme à Bonn. Il ne cherche pas une cour d'admirateurs mais des gens compétents qui, éventuellement, sauront lui tenir tête. Le voici maintenant placé devant des épreuves difficiles. Il n'a pas la facilité oratoire que procurent souvent vingt années de vie parlementaire. Sa philosophie politique est des plus simples : « Le citoyen veut un Etat, *dit-il,* doté d'une forte autorité, mais qui soit anti-autoritaire et pas arrogant, un Etat qui fasse une place à la liberté de l'homme. »

M. Strauss a eu l'année dernière un mot féroce à son égard : « Helmut Kohl est un ministre-président plein de succès, qui doit reconnaître lui-même ses propres limites. » *Mais peut-être les Allemands souhaitent-ils aujourd'hui, comme le pense la C.D.U., un dirigeant simple, sociable et honnête, proche du peuple : un chancelier citoyen.* — D. VL

LES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR DES MARINES DE SEIZE PAYS DE L'EST ET DE L'OUEST SE SONT RENCONTRÉS PRÈS DE STOCKHOLM

Stockholm (A.F.P.). — La « réunion informelle » des chefs d'état-major des marines de seize pays (1), [illegible] comme de l'Ouest, a eu lieu [illegible]ment à Saltsjoebaden, près [illegible]ockholm. Les organisateurs [illegible]s avaient proposé comme [illegible] de réflexion les opérations dans les eaux arctiques, les [illegible]es de formation des jeunes [illegible] participation des marines [illegible] à l'exploitation pacifique [illegible]urces de la mer. [illegible]ériences respectives ont [illegible] confrontées et certains [illegible] coopération amorcés, mais [illegible] majeur de cette réunion [illegible] les chefs d'état-major et [illegible]ts, de pouvoir nouer des [illegible] entre eux et avoir des [illegible]n tête à tête. Ainsi, les [illegible]-major des marines des [illegible]agnes ont pu se rencontrer — la première fois.

(1) Belgique, Canada, Danemark, R.F.A., R.D.A., Finlande, Irlande, Islande, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Suède, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, U.R.S.S.



Portugal

Les militaires « modérés » paraissent l'emporter au sein du M. F. A.

(Suite de la première page.)

Mais la volte-face d'Otelo de Carvalho n'est pas pour déplaire à ceux qui, à l'extrême gauche, trouvaient son appui un peu encombrant. C'est, selon eux, un élément de confusion qui disparaît, rendant ainsi plus claire la perspective des *« conseils ouvriers »*. Déjà, le Mouvement de la gauche socialiste et la Ligue communiste internationaliste (trotskiste) sont tombés d'accord pour appeler dans les prochains jours à la généralisation de ces conseils.

Il suffisait, hier, de rencontrer quelques dirigeants socialistes pour comprendre que la situation était en train de changer. Mario Soares, visage serein, l'air très détendu, prenait tout le temps nécessaire pour répondre aux questions. *« Otelo a beaucoup fait pour la révolution portugaise*, a-t-il dit. *Sans lui, le 25 avril n'aurait pas existé. C'est un homme sincère et farouche dans ses convictions. »* L'hommage n'est pas sans importance. Pour M. Soares, il ne fait aucun doute, même si les apparences sont contraires, que dans le *« conflit principal »* — celui qui oppose les tenants du « pluralisme » aux partisans de la « démocratie populaire » — le jeune général est *« dans le bon camp »*.

La satisfaction des socialistes répond évidemment à la prise de position du Conseil de la révolution. Ils estiment que le ferme rappel de la voie pluraliste s'adresse davantage aux communistes qu'aux officiers du Copcon, sensibles aux sirènes de l'extrême gauche. Ils ont donc aussitôt repris la balle au bond. Les militants ont reproduit et distribué à des milliers d'exemplaires le texte intégral du communiqué. Mais le P.S. voudrait pousser encore plus loin l'avantage : dans ce but, il a pris l'initiative de convoquer pour lundi une manifestation massive de soutien à l'orientation défini[e] par le Conseil de la révolution. Et, habilement, il invite les autre[s] forces démocratiques à se joindr[e] à lui... derrière le M.F.A.

Les socialistes espèrent-ils, dan[s] la foulée, gagner la bataille dan[s] l'interminable conflit de *Repu[blica]* ? Cette partie est peut-êt[re] plus difficile à jouer. L'affaire n'[a] pas évolué hier, mais elle pour[rait], ce vendredi, prendre u[ne] nouvelle dimension. En effe[t], selon certaines indications, l[es] ouvriers et employés qui, depu[is] deux jours, occupent l'immeub[le] du matin au soir, tenteraient c[et] après-midi de sortir une éditio[n] pirate du quotidien.

Dans un long communiqué p[u]blié le jeudi 19 juin, le Copc[on] accuse pourtant les journalist[es] de jouer *« démagogiquement [le] rôle des victimes »* en *« utilisa[nt] des propos nettement de droite »*. En outre, ils auraient manife[sté] au long de ce conflit *« des int[é]rêts bourgeois de classe oppo[sés] aux intérêts de la classe ouvri[ère] historiquement exploitée »*.

Mais ce jeu politique pourr[ait] rapidement passer au seco[nd] plan. D'aucuns en effet assur[ent] que l'essentiel des décisions [du] Conseil de la révolution ser[a] d'ordre économique. Mesures d'[ur]gence ou nouveau pas dans [la] prise de contrôle par l'Etat [des] rênes du pouvoir économiqu[e] ? Les deux peut-être. Ce serait l'étape nouvelle de la révolut[ion] portugaise programmée par [le] cénacle des militaires.

DOMINIQUE POUCHIN

M. DANIEL ET LA C.G.T.

M. Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, en réponse à la déclaration de la C.G.T. sur son dernier éditorial (*le Monde* du 20 juin) demande : *« Est-il vrai oui ou non que les typographes de* Republica *avaient un désaccord politique et non syndical avec la rédaction du quotidien qu'ils avaient en charge d'imprimer et qui défendait les positions du parti socialiste ? Est-il vrai que* Republica, *perdant moins d'argent que les autres quotidiens de Lisbonne, la sécurité de l'emploi y était moins menacée qu'ailleurs ? »*

M. OLAF PALME N'EXCLUT [PAS] LA POSSIBILITÉ D'ACCO[RDS] ENTRE COMMUNISTES [ET] SOCIAUX-DÉMOCRATES.

Dans une déclaration à l'h[eb]domadaire du P.S. fran[çais] *l'Unité*, M. Olof Palme, prem[ier] ministre suédois, dément qu'[une] position commune sur les r[ela]tions entre communistes [et] sociaux-démocrates entre [lui-]même, M. Bruno Kreisky, ch[an]celier d'Autriche, et M. W[illy] Brandt, ancien chancelier de [la] République fédérale d'Allemag[ne], ait été arrêtée à Vienne lors d'[une] rencontre entre les trois chefs [de] file de partis sociaux-démocr[ates] (*le Monde* daté 27-28 m[ai]). M. Palme précise :

« Les rapports entre les pa[rtis] sociaux-démocrates et commu[nis]tes doivent être déterminés [par] chaque parti indépendammen[t et] être évalués d'après les condit[ions] de chaque pays. »

Italie

La démocratie chrétienne n'a pas encore tiré la leçon de la victoire communiste

De notre correspondant

Rome. — *« La direction du parti devrait démissionner, le gouvernement aussi. »* Formulée jeudi 19 juin pendant la réunion des instances dirigeantes de la démocratie chrétienne, cette double demande de M. Donat-Cattin, ministre de l'industrie, n'a reçu aucun écho. Le cabinet Moro restera en place tant que les socialistes ne seront pas décidés à reconstituer un *« gouvernement organique »* avec les trois autres formations de la majorité de centre-gauche. C'est du moins ce qui a été répondu à l'« enfant terrible » du parti (il a cinquante-six ans). Quant à M. Amintore Fanfani, secrétaire de la démocratie chrétienne, il ne peut *« trahir, prendre la fuite ainsi »*, alors qu'il s'était engagé devant les électeurs à défendre une certaine ligne.

L'homme qui symbolise l'échec du 15 juin face à la poussée communiste demande qu'on le comprenne bien : il *« n'avait pas cherché cette charge »* ; on était venu le trouver en juin 1973 pour lui *« demander d'abandonner un siège prestigieux »* (la présidence du Sénat) et de *« prendre une croix dont personne ne voulait »*. Le calvaire du chef de la démocratie chrétienne n'a donc aucune raison de se terminer en ce triste mois de juin, alors que le conseil national du parti n'a même pas encore été convoqué.

Tirant les conclusions de la défaite, M. Fanfani a, comme tout le monde, souligné *« les conséquences négatives d'une longue permanence au pouvoir »*, évoqué *« les mutations culturelles, résidentielles, professionnelles et structurelles »* de l'Italie... Mais il a aussi dénoncé quatre nouveaux responsables de la victoire communiste (après s'en être pris mardi au parti socialiste et à l'extrême droite) : certains secteurs de la presse et de l'édition *« qui critiquent de manière corrosive »*, les associations catholiques de travailleurs (ACLI) et le syndicat C.I.S.L. qui manifestent *« un abandon toujours plus marqué de la ligne chrétienne sociale »* ; une partie du clergé, limitée, certes, mais active, qui exprime *« ouvertement son opposition »* ; l'autorité écclésiastique, dont *« la position réservée a été interprétée à tort ou à raison comme une neutralité agnostique »*.

M. Fanfani met donc l'accent sur le vote des catholiques. Il est clair, en effet, que nombre de croyants appartenant à l'aile avancée de l'Eglise ont fait le grand saut. En France, ils auraient plutôt voté pour le parti socialiste ou pour l'extrême gauche : ici, en Italie, le P.C. leur apparaît comme une structure suffisamment souple et accueillante.

L'examen de conscience de la démocratie chrétienne n'a pas encore été vraiment fait. Plusieurs de ses dirigeants sentent malgré tout la portée de *« la leçon »* du 15 juin. *« Personne*, a déclaré M. Rumor, ministre des affaires étrangères, *ne peut s'illusionner et croire que tout continuera comme si rien ne s'était passé. »*

La direction communiste s'est réunie le même jour à Rome. Toujours aussi prudente, elle a constaté *« l'échec des droites »* [et] *« la volonté puissante d'assaini[sse]ment et de renouvellement »* manifestée par le peuple ital[ien]. Pour le moment, le P.C.I. [se] contente de réclamer *« la form[a]tion immédiate dans les régi[ons], les provinces et les communes [de] majorités unitaires et popula[ires] fondées sur de larges enten[tes] démocratiques, sur des progra[m]mes clairs, un fort engagem[ent] moralisateur favorisant et or[ga]nisant la participation perm[a]nente des citoyens à la vie [des] régions et des collectivités lo[ca]les »*. Il est clair que par *« dém[o]cratique »*, le P.C.I. entend n[on] seulement la gauche, mais ce[tte] grande force populaire que re[ste] à ses yeux la démocratie chr[é]tienne. *« Il faut être fou p[our] croire que le parti de la major[ité] relative s'est envolé le 15 juin [en] fumée »*, nous a fait remarqu[er] de manière significative un di[ri]geant du parti.

ROBERT SOLÉ.

● *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du P.S., a adressé des télégrammes de félicitations à MM. de Martino, secrétaire général du parti socialiste italien, et Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, à la suite du succès de la gauche lors des élections dans ce pays. Dans son message à M. Berlinguer, M. Mitterrand explique que le P.S. apprécie le scrutin *« comme un choix en faveur de la voie démocratique vers le socialisme »*.

Refusant de modifier la « ligne » du journal

LE RÉDACTEUR EN CHEF D'« IL MESSAGGERO » PRÉSENTE SA DÉMISSION

Rome (*A.F.P., U.P.I., Reuter*). — M. Italo Pietra, rédacteur en che[f] du quotidien *Il Messaggero*, [a] démissionné, le 19 juin, aprè[s] avoir refusé de modifier la lign[e] politique du journal, favorabl[e] aux socialistes lors de la récent[e] campagne électorale.

Selon des responsables du part[i] socialiste, c'est M. Eugenio Cefis directeur de la Montedison e[t] principal actionnaire du journal qui, sur la demande de M. Amintore Fanfani, secrétaire généra[l] de la démocratie chrétienne, avait demandé à M. Pietra un changement d'orientation d'*Il Messaggero*.

A la suite de cette intervention, les journalistes et le personnel du journal ont décidé une grève de protestation de huit heures.

EUROPE

Espagne

L'interdiction de séjour du comte de Barcelone [p]lace son fils Juan Carlos dans une position difficile

Le ministre de l'armée, le général Francisco Coloma Gallegos, [a] félicité, le jeudi 19 juin, dans un discours prononcé à Bilbao, la police pour son action dans les provinces basques et déclaré que [l]es militaires étaient prêts « à renforcer sa mission si on le leur [d]emandait ». *Le ministre des affaires étrangères, M. Pedro Cortina y Mauri, attendu à Paris pour une visite officielle les 25 et 26 juillet, [a]bordera, lui aussi, avec ses interlocuteurs français, le problème basque, et en particulier celui des réfugiés politiques et des incursions récentes de la police espagnole en territoire français.*

Les mesures prises par le gouvernement de Madrid contre le [c]omte de Barcelone, interdisant désormais à celui-ci de pénétrer sur le territoire espagnol, sont venues alourdir le climat social et [p]olitique ce qui a provoqué à la Bourse de Madrid une baisse spectaculaire des cours. En outre, les élections qui se déroulent ce mois-ci [d]ans toute l'Espagne pour le renouvellement des cinq cent mille postes [d]e délégués au sein du « sindicato », *le syndicat officiel, ont vu, dans [c]ertains grands centres industriels, la victoire des listes soutenues par les organisations clandestines de gauche.*

De notre correspondant

Madrid. — L'interdiction de sé[j]our en Espagne notifiée le 18 juin à Don Juan, comte de Barcelone (*le Monde* du 20 juin), a beaucoup surpris à Madrid lorsqu'elle a été connue jeudi. Dans un discours prononcé le 14 juin à Estoril (Portugal), le comte de Barcelone se déclarait favorable à un changement démocratique et affirmait que la loi de succession de 1947 et son application en 1969 au profit de son fils ne représentait que la « *continuation du régime de pouvoir obsolu* ».

Certes, on s'attendait à Madrid à une réaction gouvernementale qui ne se limiterait pas à interdire à la presse de commenter le discours d'Estoril (seule la revue *Blanco y Negro*, jeudi, a publié le texte intégral de l'allocution de Don Juan, en ajoutant que celui-ci confia à l'un des assistants, à propos de son fils : « *Le prince remplit une mission de grande abnégation.* »). Mais, concrètement, la décision du gouvernement contraint le prince Juan Carlos, deuxième personnage de la hiérarchie officielle de l'Etat, à continuer de servir un régime qui interdit de séjour son propre père, à qui il a conservé son affection malgré leurs divergences sur les moyens de parvenir à la restauration de la monarchie.

Don Juan Carlos devra-t-il choisir entre Estoril et le palais du Prado, entre sa loyauté à l'égard du chef de la dynastie, qui est son père, et sa loyauté à l'égard du chef de l'Etat qui l'a désigné comme son successeur ?

JOSÉ ANTONIO NOVAIS.

● *Pendant des affrontements qui ont opposé, jeudi 19 juin, à Grenoble*, le service d'ordre à une soixantaine de jeunes gens casqués et armés, ayant participé à une manifestation antifranquiste, l'un des manifestants, M. Patrick Barbero, dix-neuf ans, a eu la main droite déchiquetée par une explosion.

Grande-Bretagne

DESTINÉE A RÉDUIRE L'INFLATION

La politique de contrôle des salaires réclamée par M. Wilson divise les syndicats

Le premier ministre, M. Harold Wilson, a lancé le 18 juin un nouvel avertissement aux syndicats pour qu'ils acceptent une politique de contrôle des salaires. Dans un message adressé au candidat travailliste à l'élection partielle de West-Woolwich du 26 juin, M. Joe Stanyer, le premier ministre, a déclaré qu'il était « impératif de réduire l'inflation des dernières années. Ce qui implique de limiter volontairement et effectivement les augmentations de revenus de toutes sortes ». Mercredi, les syndicats de cheminots ont déposé un préavis de grève illimitée pour le 29 juin, le gouvernement refusant de leur accorder les 30 % d'augmentation de salaires qu'ils exigent. Le ministère de l'emploi a annoncé jeudi que le nombre des chômeurs s'était accru de 20 000 depuis le mois de mai et dépasse maintenant 860 000, soit 3,7 % de la population active.

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement, la Confédération des syndicats (TUC) et la Confédération patronale de l'industrie (C.B.I.) poursuivent laborieusement leurs efforts en vue de mettre sur pied un contrat social plus strict que celui de l'année dernière, dont l'échec est aujourd'hui évident. Les dernières statistiques publiées par le ministère du travail indiquent que, au cours des douze mois écoulés, la rémunération globale des travailleurs s'est accrue de 32,6 %. Certains dirigeants syndicaux, effrayés par les conséquences de l'inflation galopante, commencent à faire preuve de réalisme.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le TUC a pris l'initiative du dialogue avec la C.B.I. Avant de se rencontrer, mercredi 18 juin, les dirigeants des deux organisations s'étaient séparément rendus à Downing Street. Le seul résultat positif de ces échanges, pour l'instant, est l'annonce que les conversations se poursuivront la semaine prochaine.

Les dirigeants du TUC hésitent entre deux formules. La première, proposée par M. Jack Jones, le secrétaire général de la puissante fédération des transports et des travailleurs généraux, accorderait à tous les salariés les mêmes augmentations indexées sur le coût de la vie. Les syndicats qui représentent les travailleurs plus qualifiés s'opposent à cette mesure, qui défavoriserait les mieux rémunérés. L'écart entre les propositions sur l'ampleur de la hausse des salaires à envisager, lorsque la nouvelle série de négociations s'ouvrira à l'automne, reste très large : dans le camp syndical, on parle de 12 à 15 %, alors que les patrons et le gouvernement estiment que seule une hausse des salaires inférieure à 10 % permettrait de freiner l'inflation.

Mais certaines organisations ouvrières sont opposées au principe même du contrôle des salaires, même s'il est accepté par la direction du TUC. Tel est le cas de la fédération des ouvriers métallurgistes, qui compte un million quatre cent mille adhérents, et des mineurs écossais.

JEAN WETZ.

PROCHE-ORIENT

Trente ans après l'assassinat, au Caire, d'un ministre britannique

L'Égypte va rendre à Israël les dépouilles mortelles de deux terroristes du groupe Stern

Correspondance

Jérusalem. — Les dépouilles mortelles de deux terroristes du groupe Stern, Elyahou Hakim et Elyahou Beit-Tfouri, qui avaient assassiné au Caire, il y a trente ans, le ministre délégué britannique au Proche-Orient, le lord Moyne, seront rendues à Israël par les Egyptiens mercredi 25 juin et seront inhumées au mont Hertzel, à Jérusalem. Israël a accepté de libérer en échange plusieurs Arabes condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Les deux terroristes avaient été envoyés au Caire en 1944 par le haut comandement de leur organisation, avec l'ordre d' « *exécuter* » la plus haute personnalité britannique au Proche-Orient dans le cadre de la lutte pour la libération de la Palestine de la domination anglaise. Lord Moyne avait été choisi car il était considéré comme le responsable direct de l'action menée contre l'immigration clandestine juive en Palestine. Il fut tué en novembre 1944. Ses assassins furent condamnés par un tribunal égyptien à la peine capitale et pendus en mars 1945. Le procès de ces jeunes juifs avait, à l'époque, défrayé la chronique du Caire et les avocats égyptiens des accusés avaient mis en relief leur patriotisme et leur volonté de créer un Etat juif en Palestine.

Les autorités israéliennes avaient demandé, il y a quelques années, le transfert des dépouilles mortelles des suppliciés. En janvier 1971, M. Natan Yalin-Mor, ancien commandant du Stern et ancien membre de la Knesset, s'était adressé à cet effet au président Sadate, par le truchement de journalistes égyptiens, en soulignant que l'exécution de lord Moyne avait été ordonnée dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme britannique et que l'Egypte n'était nullement visée.

Les chefs de la communauté juive en Palestine avaient condamné à l'époque l'assassinat de lord Moyne en le qualifiant d'acte de folie, et M. Begin, alors chef de l'Irgoun, l'association rivale du Stern, l'avait désapprouvé. Ajourd'hui, on exalte à Jérusalem l'exécution de l'homme d'Etat britannique. Le ministre de la défense, M. Shimon Pérès, a qualifié les assassins de « *héros nationaux* ».

Y a-t-il une différence entre le terrorisme des juifs de Palestine en 1945 et celui que les Arabes palestiniens pratiquent aujourd'hui ? La question a été posée à la radio nationale à M. Itzhak Shamir, député du Likoud et ancien membre du groupe Stern.

Celui-ci a répondu en glorifiant toutes les opérations de son groupe et en condamnant celles des Palestiniens, qui, a-t-il dit, « *ne sont que des criminels* ».

M. Natan Yalin-Mor, qui représente l'aile gauche de l'organisation Stern, a répondu à la même question en soutenant que le terrorisme est une arme légitime dans toutes les luttes de libération. Il a ajouté cependant, faisant allusion aux attentats palestiniens contre les civils israéliens, qu'ils ne pouvaient être justifiés lorsqu'ils étaient dirigés contre des femmes ou des enfants.

(Intérim.)

LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT EST « TRÈS DANGEREUSE », estime le président Ford.

La situation au Proche-Orient est « *très dangereuse* » et « *tend* » vers une reprise des combats, a estimé le président Ford, dans une interview publiée jeudi 19 juin par le *Minneapolis Tribune*. « *C'est une situation très dangereuse en puissance, qui pourrait dégénérer à tout moment en un dur conflit. Plus nous restons sans perspective d'action, plus le risque d'une conflagration devient grand* », a déclaré le chef de l'Etat américain. Une nouvelle guerre dans la région, a conclu M. Ford, « *serait pire que celle du Yom Kippour en 1973. Elle serait plus sanglante, plus ruineuse et mènerait inévitablement à un embargo pétrolier. Nous pensons qu'il faut agir* ».

D'autre part, M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, est arrivé jeudi à Washington. Il devait avoir, ce vendredi, des conversations avec le président Ford et M. Kissinger. La visite de M. Khaddam fait suite aux entretiens qu'a eus le président Ford avec M. Sadate à Salzbourg, puis avec le premier ministre israélien, M. Rabin, dans la capitale américaine. Elle doit en principe constituer la phase finale du « réexamen » de la politique américaine au Proche-Orient, engagé à la suite de l'échec de la dernière mission de M. Kissinger dans la région, en mars dernier. Avant d'arriver à Washington, M. Khaddham, de passage à Londres jeudi matin, y avait conféré avec le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan. — *(A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)*

LES VUES DE M. GISCARD D'ESTAING SUR UN RÈGLEMENT DE PAIX

Dans un article publié par l'*International Herald Tribune* de jeudi 19 juin, James Reston écrit à propos de la politique proche-orientale de Paris :

« *La France joue un rôle calme et prudent dans la crise du Proche-Orient. Son intérêt premier est bien sûr de s'assurer un approvisionnement en pétrole dans les pays arabes ; elle pousse fermement Israël à en revenir aux frontières qui étaient les siennes avant 1967, mais travaille aussi à un plan afin de* « *garantir* » *un règlement de paix négocié.*

» *La clé d'une* « *garantie* » *véritable, nous a dit le président Giscard d'Estaing, lors d'un récent entretien, réside dans un engagement international des principales puissances d'arrêter toute livraison d'armes à toute partie qui violerait l'accord de paix.*

» *Un tel engagement, qu'il préfère à une garantie politique des tracés frontaliers, lui paraît être la sanction la plus sérieuse. Il estime qu'aucun agresseur ne pourrait se battre pendant longtemps si les principales puissances cessaient de livrer des armes.* »

LES LOCAUX DE L'AMBASSADE D'ISRAEL A SAIGON SONT REMIS A L'O.L.P.

Beyrouth (A.F.P.). — Les bâtiments de l'ambassade d'Israël à Saigon ont été remis à l'Organisation de libération de la Palestine par le gouvernement révolutionnaire provisoire, annonce, ce jour, l'agence palestinienne d'information Wafa.

L'agence précise que cette information a été communiquée à M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., par le représentant de l'organisation palestinienne en Chine et en Asie du Sud-Est.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING EN POLOGNE

[L]a déclaration sur la coopération culturelle et les « relations humaines »

La « *déclaration sur les prin[ci]pes et moyens du développe[m]ent de la coopération culturelle scientifique, de l'information des relations humaines entre [la] République française et la [R]épublique populaire de Pologne* » [in]dique notamment :

« *Les deux parties, conscientes [de]s liens historiques d'amitié [ex]istant entre les deux pays, ainsi [q]ue de l'enrichissement apporté chacun par la connaissance du [pa]trimoine culturel de l'autre ; [an]imées du désir d'approfondir [en]core leurs relations d'amitié et [de] rechercher de nouvelles formes de nouveaux domaines à leur [co]opération ; tenant compte des [pr]incipes élaborés par la confé[re]nce sur la sécurité et la coopé[ra]tion en Europe, dont elles [s'a]ttacheront à mettre en œuvre [le]s résolutions ; se fondant sur [la] richesse de leur patrimoine [cu]lturel et scientifique et sur la [co]ntribution qu'elles ont apportée [à] la civilisation mondiale et [re]connaissant la nécessité de [ma]intenir et de développer les [va]leurs originales de leur culture [na]tionale ;*

» *Déclarent solennellement se [fix]er les objectifs suivants :*

» 1) *Développer par tous les [mo]yens la coopération, les [éc]hanges de personnes et d'infor[ma]tion dans les domaines de la [cu]lture, de l'éducation, de la [sci]ence et de la technique ;*

» 2) *Faciliter en particulier la [coo]pération et les échanges en [ce] qui concerne la littérature, les [art]s, l'architecture, les sciences [ex]actes, les sciences humaines et techniques ;*

» 3) *Améliorer la circulation [de]s objets culturels, faciliter à [leu]rs publics respectifs l'accès de [ces] derniers, ainsi que des œuvres, [réa]lisation d'expériences cultu[rel]les et du matériel d'informa[tio]n qui s'y rattache, et favoriser [un]e meilleure adaptation des im[por]tations de biens culturels aux [bes]oins des publics concernés ;*

» 4) *Multiplier les contacts entre [cré]ateurs, interprètes, animateurs [cul]turels, enseignants, chercheurs [et] spécialistes à titre individuel [et] entre organismes compétents à cette fin, perfectionner les [pra]tiques en vigueur en ce qui [con]cerne la circulation des per[son]nes ;*

» 5) *Faciliter sur le plan indi[vid]uel ou collectif, public ou privé, [les] mouvements et contacts entre personnes, institutions et organismes des deux pays, y compris les échanges de jeunes ;*

» 6) *Favoriser une coopération accrue entre organes de presse, de radiodiffusion et de télévision afin de développer les échanges et la diffusion d'information ;*

» 7) *Consolider et améliorer les résultats déjà acquis par leurs efforts communs et rechercher de nouveaux domaines et de nouvelles formes de coopération répondant à leur intérêt réciproque.* »

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

Le communiqué commun publié vendredi 20 juin déclare notamment :

« *Les deux parties ont accordé une attention particulière à l'évolution de la situation en Europe. Elles constatent que cette situation évolue favorablement, et elles se déclarent prêtes, pour ce qui les concerne, à poursuivre leurs efforts en vue de donner à l'évolution de la détente un caractère irréversible.*

» *Un échange de vues approfondi a eu lieu sur le déroulement des travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. (...) Les deux parties sont résolues à continuer leurs efforts, afin de résoudre de façon satisfaisante, pour tous les Etats participants, les questions qui sont encore en suspens. Elles considèrent que, dans cette perspective, une heureuse conclusion des travaux de la deuxième phase peut être envisagée pour le proche avenir, ce qui permettrait de tenir la phase finale à Helsinki au plus haut niveau au cours de l'été. Les deux parties ont souligné l'importance qu'elles attachent aux traités conclus avec la République fédérale d'Allemagne par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Pologne, la République démocratique allemande et la République socialiste tchécoslovaque, ainsi qu'à l'accord quadripartite du 3 septembre 1971* [sur Berlin], *qui représente une contribution essentielle à la détente en Europe. Elles se prononcent en faveur de la poursuite du processus de normalisation et de développement des rapports entre les Etats européens.*

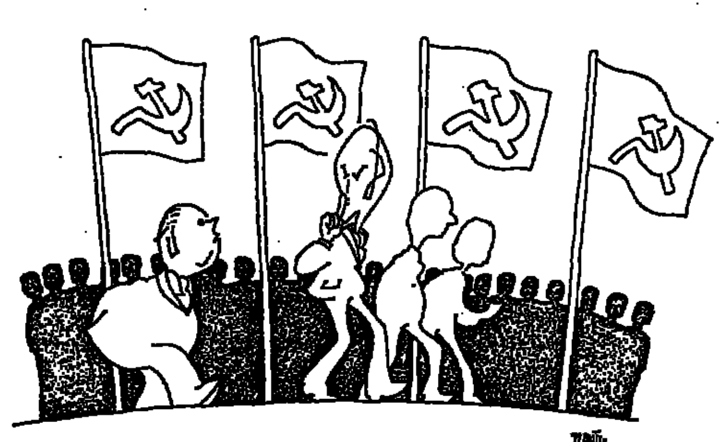
» *Les deux parties (...) se sont prononcées pour la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement, à la préparation et aux travaux de laquelle participeraient toutes les puissances nucléaires.*

» *Les deux parties ont (...) souligné l'importance de la coopération politique entre les deux pays, dans l'esprit de la déclaration sur l'amitié et la coopération de 1972 et de la charte des principes de la coopération amicale entre la République française et la République populaire de Pologne, signée ce jour.*

» *(...) Elles ont exprimé leur volonté de faire les efforts nécessaires pour élever leurs relations économiques à un niveau correspondant à celui de leurs rapports politiques. Dans cet esprit, elles considèrent que les documents signés à l'occasion de la visite de M. Valéry Giscard d'Estaing, l'accord sur la coopération économique, le programme à long terme de coopération et l'accord relatif au charbon doivent donner un nouvel élan à la coopération et créer une base solide pour un développement accéléré et plus équilibré de leurs échanges, dont le volume devrait au minimum tripler au cours des cinq prochaines années.*

» *(...) Elles ont estimé qu'il existe des perspectives particulièrement favorables dans les secteurs de l'électronique, des télécommunications, de la chimie, de la pétrochimie, de la métallurgie, de la mécanique et des industries alimentaires. Elles se sont félicitées de la prochaine conclusion de l'accord sur le développement de la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.*

» *M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République française, a invité M. Edward Gierek, premier secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais, à faire une visite officielle en France. Cette invitation a été acceptée avec plaisir.* »


(Dessin de PLANTU.)

Le Parlement européen a débattu de l'aide de la C.E.E. à Lisbonne

La question de l'aide de la Communauté européenne au Portugal a fait l'objet d'un débat d'actualité, mercredi, au Parlement européen de Strasbourg. Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission de Bruxelles, a fait valoir que le projet d'aide dont doit débattre prochainement le conseil des ministres des Neuf avait pour but de renforcer les « fondations économiques et sociales d'une démocratie pluraliste au Portugal ».

De son côté, M. Garrett Fitzgerald, ministre irlandais des affaires étrangères, dressant un bilan de sa présidence du conseil des ministres, qui prend fin ce mois-ci, a déclaré qu'il serait « tragique » de voir le Portugal « fuir la démocratie ».

De notre correspondant

Strasbourg. — Le Parlement européen s'est prononcé mercredi à Strasbourg pour le développement des relations économiques avec la Chine populaire. Pékin a en effet reconnu récemment la C.E.E. et a décidé d'y accréditer un ambassadeur. Sir Christopher Soames a indiqué que les négociations exploratoires à ce sujet sont terminées. La prochaine phase aura lieu à Bruxelles.

Le Parlement a évoqué d'autre part la question des « interdits de professions » prononcés à l'encontre de certains candidats à des fonctions publiques et parapubliques en Allemagne fédérale. Comme un représentant communiste lui demandait si de telles pratiques étaient compatibles avec l'esprit et la lettre du traité de Rome, Sir Christopher a répondu que les traités de la C.E.E. n'influençaient pas les règlements nationaux concernant les emplois dans les pays membres. Les traités, a-t-il indiqué, affirment uniquement le principe de la liberté de circulation des travailleurs sans aucune discrimination.

J.-C. H.

[•] ERRATUM. — Une erreur [s'es]t glissée dans l'avant-dernière [phr]ase de l'article de Paul Fabra, [pub]lié dans *le Monde* daté 13 juin, [sou]s le titre « Le désaccord sur la [ré]forme monétaire ». Au lieu de « [ta]ux de croissance entre l'or et [les] D.T.S. », c'est évidemment « [ta]ux de conversion » qu'il fal[lait] lire.



PROCHE-ORIENT

L'Arabie Saoudite après Fayçal

II. — Un développement débridé

Dans un premier article, notre envoyé spécial a dressé le bilan du règne du roi Fayçal, assassiné en mars dernier (« le Monde » du 20 juin). Les successeurs du souverain wahabite auront pour tâche de résoudre les problèmes posés par le développement économique, qui devrait prendre au cours de la décennie à venir une ampleur spectaculaire.

De notre envoyé spécial J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Djeddah. — Dans le centre de la capitale économique du royaume, un seul emplacement a échappé à la frénésie de construction : le champ où la tradition veut qu'Eve ait été ensevelie. Partout ailleurs, des façades de béton semées de climatiseurs ont remplacé les vieilles maisons à encorbellement de bois de l'époque d'Henri de Monfreid. Les usines et les magasins surgissent du désert. Cent bateaux attendent, en mer Rouge, de déverser dans le port leurs cargaisons de biens de consommation et de machines.

« *Pour le moment, n'affleure à l'officiel, en Arabie Saoudite, qu'une grande conviction dans les vertus bridées de l'équipement* », avait noté Jacques Berque, avant la disparition de Fayçal. C'est plus vrai que jamais sous le nouveau règne. Le roi assassiné avait donné deux grandes axes à sa politique : le panislamisme militant à l'extérieur, la modernisation modérée à l'intérieur. Ses successeurs ne vont pas renoncer à l'influence saoudienne dans le tiers-monde, mais ils seront amenés à lui donner une coloration moins passionnelle. On voit mal le paisible roi Khaled, et encore moins le prince héritier Fahd, amateur de casinos, brandir la bannière de la guerre sainte.

En revanche, chacun s'attend que le développement économique, avec comme corollaire l'occidentalisation des mœurs, prendra, au cours de la décennie à venir, une ampleur spectaculaire.

« *Lorsque Fayçal a accédé au trône, en 1964, nous avions encore des créanciers. Il a disparu au moment où un véritable raz de marée financier s'abat sur nous. Une époque nouvelle commence. Il va falloir que nous trouvions les moyens d'endiguer ce flot d'argent au profit de notre propre essor* », déclare un économiste saoudien.

Troisième producteur mondial de pétrole (412 millions de tonnes en 1974) derrière les Etats-Unis et l'Union soviétique, premier exportateur de ce produit, détenteur d'environ 40 % des réserves pétrolières connues, le royaume saoudite, grâce à la hausse des taxes et des prix du « brut », et à la récupération progressive (actuellement 60 %) de son patrimoine pétrolier, a encaissé l'équivalent d'environ 135 milliards de francs en 1974, contre moins de 15 milliards de francs en 1972.

La plupart des responsables saoudiens donnent l'impression d'être décidés à consacrer les pétrodollars à la construction d'une économie nationale. Le premier plan (juillet 1969 - juillet 1975) prévoyait environ 55 milliards de francs de dépenses. Près d'un quart de ce montant était destiné à la défense, 18 % à l'éducation et la formation, et seulement 3,6 % à l'agriculture et 2,7 % à l'industrie. « *En fait,* nous précise le vice-président du plan, frais émoulu d'une université de l'Arizona, *60 % seulement des crédits alloués ont été utilisés, faute de cadres et de main-d'œuvre.* » Néanmoins, le second plan quinquennal sera beaucoup plus ambitieux que le précédent, et davantage orienté vers le développement économique. Selon le vice-président du plan, son « enveloppe » financière, défense non comprise, « *pourrait représenter plus de 400 milliards de francs* ».

Un sujet tabou

Les neuf cents pages du plan ne soufflent mot du nombre d'habitants que compte le royaume, et pour cause. Il s'agit d'un sujet tabou, dont l'évocation suscite dans les cercles officiels des grimaces tristes. Le premier recensement général vient d'être effectué, mais il est vraisemblable, dit-on à Ryad, que ses résultats « *resteront toujours sous le coude du roi, ou qu'ils ne seront pas publiés tels quels* ». Avouer que les Saoudiens ne sont que trois *millions* huit cent *mille*, alors qu'on proclame depuis des années qu'ils sont sept millions, provoquerait une « *humiliation nationale* ». Les Saoudiens découvriraient que le petit Yémen du Nord est plus peuplé que leur propre pays, et que les étrangers actifs vivant en Arabie sont au nombre d'un million, soit quatre cent mille personnes de plus que les nationaux actifs.

La colonie yéménite comprend, à elle seule, plus d'un million d'âmes, les Palestiniens sont environ cent mille, les Egyptiens quatre-vingt mille, etc. Dans les grandes villes, il faut parfois chercher un moment avant de voir des Saoudiens, pourtant reconnaissables à leurs longues robes blanches. Les éboueurs viennent d'Oman, les manœuvres des deux Yémens, les domestiques du Soudan, les cadres d'Egypte, du Liban ou de Syrie. Les serviteurs de l'Etat d'origine syrienne ou palestinienne ne se comptent plus. Le gouverneur de la banque centrale, récemment décédé, était pakistanais. Parmi la vingtaine d'hommes d'affaires saoudiens d'envergure internationale, on relève certes des noms bédouins (Abou Nayane, Hatlani), mais aussi des patronymes d'origine syrienne ou persane (Pharaon, Kashoggi, Ali Réza). Nombre d'entreprises saoudiennes devraient fermer leurs portes si elles étaient contraintes de respecter la proportion légale de 75 % de nationaux parmi leur personnel.

Les nouveaux dirigeants saoudiens, misant sur la docilité sociale des immigrés, semblent avoir choisi d'ouvrir plus largement leurs frontières qu'à l'époque de Fayçal, car ils ont conscience que l'édification de l'infrastructure et de l'économie du pays est à ce prix. Parallèlement, l'Etat multiplie les incitations financières ou juridiques pour que les citoyens s'insèrent à tout prix dans les circuits modernes d'activité. Au moins un tiers des cent cinquante mille fonctionnaires ne servent notoirement à rien. Les entreprises étrangères doivent être parrainées en permanence par un Saoudien. Des prêts sans intérêt sont accordés aux sujets du roi les moins favorisés.

Mais le goût de l'effort soutenu et de la compétition économique n'est pas la principale vertu des Bédouins. Ce n'est pas par hasard que l'on attribue à Mahomet un hadith où il fait de la charrue le symbole de l'avilissement. Un aimable parasitisme, un péculat sans mauvaise conscience, dans le meilleur des cas la facilité, permettent à nombre de Saoudiens, de l'émir au chamelier, de vivre sans se fatiguer. Dieu n'a-t-il pas envoyé la manne pétrolière à ceux qu'il a voulu récompenser ?

C'est donc avant tout sur les étrangers — main-d'œuvre arabe et technologie occidentale — que les Saoudiens comptent pour réaliser leur prochain plan, dont le principal fleuron industriel ser[a] le complexe de Jubail, sur l[e] golfe Persique. *Raffinage*, pétrochimie et sidérurgie constitueron[t] les trois piliers de ce combinat qui utilisera notamment le « ga[z] fatal », équivalent à 50 million[s] de tonnes de « brut », brûlé jus[-]qu'ici chaque année en pur[e] perte. Naturellement, les Améri[-]cains, déjà omniprésents dans l[e] secteur pétrolier, se tailleront l[a] part *du lion à Jubail*. Les Bri[-]tanniques, qui, depuis Lawrenc[e] d'Arabie et Saint-John Philby (1) ont des relations dans le royaum[e,] sont aussi bien placés, de mêm[e] que les Nippons, en raison [de] leurs bas prix.

La présence française

Quant aux Français, les Saoudiens voudraient qu'ils se montrent plus « agressifs ». Contrairement à ce qui s'est passé en Iran et en Irak, la France n'a pas encore réussi sa « percée » commerciale en Arabie, sauf dans le domaine de l'armement blindé et de la télévision en couleurs. Dans les secteurs de la construction routière et du téléphone, les Français ont laissé un souvenir désastreux. Des techniciens de la société Thinet se sont en revanche distingués en se convertissant à l'islam pour pouvoir construire l'hôtel Intercontinental de La Mecque. Sur cette lancée, les Français pourraient être appelés maintenant à réaliser la voie ferrée des pèlerins entre Djeddah et La Mecque (72 kilomètres).

Le bureau de recherches géologiques et minières et la S.C.E.T.-International se sont également taillé une place en Arabie, ainsi que la Compagnie générale de géophysique et Forex-Languedoc, qui ont constitué des sociétés de prospection pétrolière avec le groupe saoudien Pétromine.

Réglé par un accord de 1963, la coopération culturelle et technique (dix-sept experts et douze enseignants en 1975) reste modeste. Malgré les vœux du roi Fayçal, qui avait fait apprendre le français à plusieurs de ses e[n]fants, l'enseignement de cet[te] langue n'est plus obligatoire d[e]puis 1970 dans le cycle secondai[re] faute de professeurs. Toutefo[is] entre les universités, les tr[ois] centres audiovisuels français [de] Ryad, Djeddah et Dammam, et [le] collège royal de jeunes filles [de] Djeddah, un millier de Saoudie[ns] apprennent actuellement le fra[n]çais. L'Institut technique pil[ote] de Djeddah, qui formera cha[que] année, en arabe et en frança[is] six cents cadres moyens et [ou]vriers spécialisés, sera géré pa[r la] France. Près d'une centaine d'é[tu]diants saoudiens sont insc[rits] dans les facultés françaises. [La] radiodiffusion saoudienne a ma[in]tenant plusieurs heures d'émiss[ion] en français, et, après avoir la[ncé] un quotidien en anglais, les Sa[ou]diens veulent en créer un [en] français. Même dans l'« *Ar[abie] américaine* », une présence fr[an]çaise plus marquée est souhai[tée].

FIN

(1) Fonctionnaire britannique [en] mission durant la première gu[erre] mondiale auprès d'Ibn Saoud. [Per]sonnage pittoresque, Saint-J[ohn] Philby avait embrassé l'islam, [et] était devenu le conseiller du [sou]verain wahabite après avoir ro[mpu] avec l'administration anglai[se.] Philby, le célèbre espion, est [son] fils.

Une gamme unique

Les calculateurs Hewlett-Packard pour les sciences et les affaires.

Si vous avez un problème de calcul particulier, il existe à coup sûr une solution dans la gamme unique des calculateurs Hewlett-Packard.

Voici trois ans, le HP-35 était le premier calculateur de poche à franchir le mur des quatre *opérations. En plus des fonctions* scientifiques, il se distinguait par l'adoption de la notation polonaise inverse combinée à une pile opérationnelle de quatre registres : tous les calculs sont effectués suivant la même logique simple et *cohérente et il n'est plus besoin de* recopier les résultats intermédiaires. Seule sa compétence en électronique de pointe et en informatique, appliquée jusqu'alors à ses calculateurs programmables et à ses ordinateurs, a permis à Hewlett-Packard de franchir cette *étape décisive.*

Aujourd'hui, il existe, dans la gamme des calculateurs Hewlett-Packard, un modèle adapté à votre secteur d'activité. C'est en l'utilisant que vous découvrirez toutes ses possibilités ainsi que la *qualité* Hewlett-Packard.

Quand vous achetez un calculateur Hewlett-Packard, les batteries, le chargeur, un manuel d'utilisation en français et un an de garantie totale et efficace vous sont fournis sans aucun supplément de prix.

Vous pouvez faire connaissance avec la gamme unique des calculateurs Hewlett-Packard en nous retournant le coupon-réponse ci-dessous, ou en vous rendant directement chez un distributeur agréé : magasin spécialisé, mécanographe, grand magasin ou librairie.

Sciences | *Affaires*



Hewlett-Packard France, Quartier de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay. Tél. 907 78-25.

Cette année, les Bahamas avec Plein Soleil !

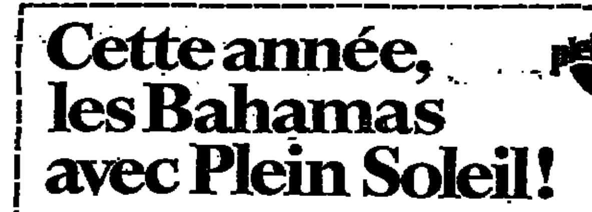
pleinsoleil

Ne croyez pas les Bahamas "hors de prix". Par exemple 8 jours à Nassau au Flagler Inn (hôtel 4 étoiles), directement sur la plage, ne vous coûteront que 2.250 F*

Demandez la brochure "Plein Soleil", à votre agent de voyages ou Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26

Nom.................. Adresse..................

*Transport en Jet, logement, petit déjeuner et transferts (lic. A. 496)



PRÊT-A-PORTER DE LUXE

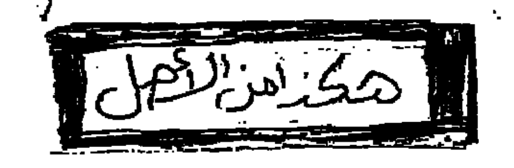
AUTEUIL HOMMES

soldes

Pour les hommes forts, le prêt-à-porter, la chemiserie et le sportswear en différentes longueurs de manches, carrures d'épaules, tours de taille, tours de col.

jusqu'au 12 juillet - 39, rue Lafayette - Paris





AFRIQUE

Algérie

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU « REDRESSEMENT RÉVOLUTIONNAIRE »

Que sont devenus les hommes du 19 juin ?

De notre correspondant

Alger. — Le « *redressement révolutionnaire* » du 19 juin 1965, selon l'expression consacrée en Algérie, qui a abouti à l'arrestation de M. Ben Bella, résulta d'un conflit qui portait moins sur les principes (options socialistes, principales orientations de politique étrangère) que sur les méthodes utilisées par celui qui était alors le chef de l'Etat.

Ce dernier vit depuis en résidence surveillée. Il se trouverait actuellement dans une villa, dans la région de Blida. Il s'est marié, le 28 mai 1971, et la presse algérienne a brièvement rendu compte de l'événement.

La décision d'écarter M. Ben Bella fut prise par MM. Boumediène, alors vice-président du conseil et ministre de la défense, Bouteflika, ministre des affaires étrangères, Ahmed Medeghri, ministre de l'intérieur, mort en décembre dernier, Chérif Belkacem, membre du comité central du F.L.N., aujourd'hui ministre d'Etat, Kaïd Ahmed, député et ministre du tourisme jusqu'en juillet 1964, les commandants Slimane Hoffman, responsable des blindés, devenu conseiller à la présidence après avoir été wali (préfet) d'Alger, et Chabou, secrétaire général de la défense, décédé le 31 mars 1971.

Les colonels Draïa, directeur de la sûreté nationale, et Benchérif, directeur de la gendarmerie — qui ont conservé leurs fonctions — et les chefs des régions militaires, participèrent à l'entreprise, de même que Tahar Zbiri, chef d'état-major. Ce dernier a gagné l'Europe après avoir tenté un putsch le 15 décembre 1967. M. Kaïd Ahmed en a fait autant en 1975, après avoir été déchargé de ses fonctions de responsable du parti, deux ans plus tôt ; il a proclamé, sans trouver d'écho, son opposition au régime.

Lorsque M. Boumediène a formé son premier gouvernement, le 10 juillet 1965, il a constaté qu'il avait rallié la quasi-totalité des ministres, des membres du bureau politique du F.L.N., des députés de l'Assemblée constituante. Deux partisans de M. Ben Bella devaient cependant être arrêtés le 19 juin : M. Hadj Ben Alla, président de l'Assemblée nationale et membre du bureau politique, et le Dr Mohamed Nekkache, ministre de la santé. Tous deux ont retrouvé la liberté.

Quelques ministres ont fait défection en 1966. M. Hadj Smaïn (reconstruction et habitat) s'est retiré à Constantine, où il gère des affaires familiales ; MM. Bachir Boumaza (information) et Ahmed Mahsas (agriculture), hostiles aux options socialistes, ont démissionné et se sont retirés en France. Le premier a été remplacé le 24 octobre 1966 par M. Ben Yahia, devenu, en 1970, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le second par M. Ali Yahia Abdenour. Ce dernier a cédé son portefeuille à M. Tayebi Larbi, le 6 mars 1968, et exerce depuis la profession d'avocat à Alger. M. Noureddine Delleci a conservé le portefeuille du commerce dans les semaines qui ont suivi le 19 juin, puis il a été versé aux affaires étrangères avant d'être nommé ambassadeur à Rabat, où il se trouve toujours. Enfin, M. Zerdani, ministre du travail en 1965, a regagné l'Algérie en 1971, après avoir passé quelques années en France.

D'autre part, des hommes comme le Dr Taleb Ibrahimi (information et culture), qui avait été arrêté par M. Ben Bella, ont été intégrés dans le gouvernement ou dans d'autres organismes de l'Etat après le 19 juin et y jouent toujours un rôle important. — P. B.

LES CONDITIONS DE VIE DE L'ANCIEN CHEF D'ÉTAT

« *Depuis dix ans, l'ex-président Ben Bella est retranché du monde. La « surveillance » dont il est l'objet est pire que la prison* », a déclaré Mᵉ Lafue-Véron, avocate à la cour, lors d'une conférence de presse organisée jeudi par le Comité international pour la libération du président Ben Bella à l'occasion du dixième anniversaire de la prise du pouvoir par le colonel Boumediène.

Mᵉ Lafue-Véron, qu'entouraient M. David Rousset, le pasteur André Dumas, doyen de la faculté de théologie de Paris, Mᵉ Jean-Jacques de Felice, M. Daniel Guérin et M. Michel Raptis, ancien conseiller de l'ex-chef de l'Etat algérien, a précisé que M. Ben Bella vivait dans deux pièces.

Le président Boumediène annonce l'élection d'une Assemblée nationale d'ici un an

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat a présenté toutes ces décisions comme le « *couronnement de l'action des dix dernières années* ». « *Une nouvelle étape commence aujourd'hui... L'Algérie est un chantier où s'édifie le socialisme... La révolution est revenue des villes dans les campagnes* », a-t-il dit.

Le régime avait, dès le début, mis entre parenthèses l'Assemblée constituante, estimant qu'il s'agissait d'un legs du colonisateur qui ne correspondait ni aux besoins de la société algérienne, en mutation, ni à la réalité révolutionnaire du pays. D'autre part, il ne convenait pas, selon lui, d'édifier les institutions en commençant par le haut, la démocratie devant s'apprendre et d'abord se pratiquer à la base. C'est ainsi qu'avaient été élues pour la première *fois* des A.P.C. (assemblées populaires communales) en 1967, et des A.P.W. (assemblées populaires de wilayas) en 1969. L'Assemblée nationale viendra *donc* couronner *la* pyramide.

Promise à plusieurs reprises au cours des dernières années, notamment par M. Medeghri, ministre de l'intérieur, décédé en décembre dernier, l'élection des députés avait été différée. Le pouvoir voulait que les A.P.C. et les A.P.W. se rodent avant de passer à l'étape suivante. Le fait est que, d'un mandat à l'autre, leur fonctionnement s'est amélioré. Surtout, ces institutions sont devenues plus populaires, nombre de notables ayant été éliminés, ainsi que les éléments les moins révolutionnaires.

Pour ce qui est du congrès du F.L.N. — le précédent remonte à 1964 et avait abouti à l'adoption de la charte d'Alger — il ne s'est pas réuni plus tôt pour de multiples raisons. Tout d'abord, comme l'a expliqué à plusieurs reprises M. Boumediène, le pays a dû faire face à trois priorités : mettre en place les structures de l'Etat, qui faisaient tragiquement défaut, poser les bases du développement économique, récupérer les richesses nationales.

D'autre part, le régime souhaitait mieux structurer les organisations de masse existantes, comme l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens), l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes), etc., et surtout créer celles qui n'existaient pas, comme l'UNPA (Union nationale des paysans algériens) et l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne). En effet, les paysans et les jeunes — impliqués dans la révolution agraire lancée en 1971 — représentent, avec les ouvriers et les soldats, les composantes essentielles du parti socialiste d'avant-garde souhaité par le chef de l'Etat.

La commémoration du 19 juin s'est déroulée dans une atmosphère de fête à Alger et dans les villes et villages, pavoisés et illuminés. De nombreuses manifestations artistiques et sportives, retransmises toute la journée par la télévision, se sont déroulées dans le village socialiste d'El-Meïda, dans l'Oranais, symboliquement choisi. Le 17 juin, qui marquait le troisième anniversaire de la première attribution de terres aux paysans pauvres, le chef de l'Etat a signé deux ordonnances. La première concerne le code pastoral, la seconde l'autonomie de l'autogestion agricole (elle vise à améliorer le fonctionnement des domaines autogérés).

De plus, la plupart des ministres ont, au cours de conférences de presse, largement diffusées par les journaux, dressé le bilan des réalisations de la décennie écoulée. Ils n'ont pas hésité à signaler les lacunes et les difficultés rencontrées, et mis l'accent sur les obstacles à surmonter pour atteindre les objectifs fixés.

PAUL BALTA.

CORRESPONDANCE

Le sort de M. Ben Bella

Le Père André Legouy, qui fut aumônier à Fresnes pendant la guerre d'Algérie, et qui, à ce titre, a noué à l'époque des relations avec Ben Bella, nous a adressé la lettre suivante à propos du sort de l'ancien chef de l'Etat algérien, que le président Boumediène a évoqué dans l'interview publiée dans nos éditions du 19 juin :

L'Algérie célèbre le dixième anniversaire de l'accession au pouvoir du président Boumediène.

Depuis l'indépendance, chèrement conquise par le sang versé, les combats à armes inégales, la longue patience des luttes dans les prisons, l'Algérie n'a cessé de donner au monde les preuves d'une évolution positive qui la place au premier rang des pays en voie de développement et représente un grand espoir pour le tiers-monde.

Mais, depuis maintenant dix ans, l'ancien président Ben Bella est interné dans le secret le plus absolu. Malgré les déclarations publiques faites par le Conseil de la révolution, peu après les événements du 19 juin 1965, aucune procédure n'a jamais été engagée, aucun Livre blanc publié. Il paraît que M. Ben Bella est en bonne santé, il paraît qu'il est fort bien traité, qu'il vit avec sa femme et son enfant. Peut-être. Il n'en reste pas moins qu'il est placé en régime de forteresse, que personne ne peut l'approcher — à part, semble-t-il, dans des conditions draconiennes, quelques membres de sa famille toute proche, — qu'il est totalement coupé du réseau normal de la communication avec autrui et qu'en fait on ne peut pas ne pas penser qu'il a été purement et simplement jeté aux oubliettes.

Quelle contradiction avec l'image que l'Algérie libre donne par ailleurs d'elle-même sur la scène internationale, avec les positions vigoureuses qu'elle sait prendre pour dénoncer et combattre les atteintes aux droits de l'homme ! Comme l'on comprend le malaise qui saisit les meilleurs des Algériens dès que l'on tente d'aborder avec eux ce sujet tabou. Combien, en retour, les Algériens peuvent facilement comprendre la gêne qu'éprouveront leurs amis de tous les pays — notamment ceux qui ont forgé cette amitié dans les prisons françaises en compagnie d'Ahmed Ben Bella — tant que n'aura pas cessé le déni de justice qui lui est opposé depuis plus de dix ans.

Que vienne enfin la clarification qui dénouera cette gêne et dissipera ce malaise.

SELON UN SONDAGE DE LA SOFRES

La politique actuelle de coopération « bénéficie d'une image très positive » dans l'opinion

Moins d'une semaine avant le conseil restreint qui se tiendra à l'Elysée le 26 juin, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, et qui sera consacré à la coopération, le ministre en cause s'apprête à rendre public un sondage d'opinion concernant des Français à l'égard de son champ d'activités (1). Contrairement à l'opinion généralement admise, il ressort de ce document qu'ils ne sont pas « *indifférents au tiers-monde* ».

Généralement, les personnes interrogées pensent que le gouvernement consent un effort « *important* » en faveur de la coopération. [illegible] % d'entre eux estiment qu'il est « *très important* », et 53 % « *plus important qu'il y a dix ans* ».

Appréciant les résultats pour la France, 55 % des personnes interrogées insistent sur les avantages économiques et 45 % d'entre elles font valoir la sécurité d'un approvisionnement en matières premières. Elément important, « *56 % estiment que la politique de coopération a, pour la France, des conséquences plutôt positives* ». Le sondage ne décèle que 12 % de « cartiéristes », pour lesquels ces conséquences sont « *plutôt négatives* ».

En revanche, l'avantage de la coopération apparaît beaucoup plus net pour les pays destinataires : 86 % des Français interrogés estiment que, pour ces derniers, la coopération est un bon choix. Seuls 4 % sont d'un avis contraire.

Interrogés sur le bon usage qui est fait de cette aide, 44 % refusent de se prononcer. La plupart des arguments avancés en faveur de la coopération recueillent l'adhésion des Français, mais dans des proportions variables. 78 % estiment que la coopération est un devoir moral ; 65 % considèrent qu'elle permet à la France de préserver son influence culturelle et politique ; 57 % pensent que la France tire des avantages économiques de sa coopération

Halte au gaspillage

Parmi les arguments opposés à la politique de coopération vient en tête celui du gaspillage (67 %) et celui selon lequel l'aide profite plus aux privilégiés et aux gouvernements qu'aux populations elles-mêmes (61 %). En revanche, notent les réalisateurs de l'enquête, « *le slogan « Cartiérisme », « La Corrèze avant le Zambèze », formulé dans le questionnaire, « il y a encore trop de pauvres en France pour qu'on aide les pays étrangers », divise la population. Se prononcent dans* ce *sens (53 %) les électeurs d'opposition (communistes, socialistes) et les personnes de condition modeste (ouvriers, agriculteurs et commerçants), ainsi que les plus jeunes et les plus âgés. Rejettent l'argument (42 % au total) les électeurs de la majorité, sauf les républicains indépendants et les cadres)* ».

A la question « *la coopération sert-elle de puissants intérêts privés ?* », 44 % répondent positivement, tandis que 28 % y voient « *une forme déguisée de colonialisme* ».

Considérant comme « *normal* » l'effort financier fait par la France en faveur de la coopération, 43 % des personnes interrogées pensent que la France dépense ce qu'il faut, et 39 % accepteraient, au besoin, de faire des sacrifices supplémentaires. 48 % les refuseraient.

Selon les enquêteurs de la SOFRES, « *les Français sont très partagés sur le point de savoir si les pays qui bénéficient de l'aide de la France sont ceux qui ont le plus besoin d'être aidés. 37 % pensent que c'est le cas, 36 % pensent au contraire que cette aide ne va pas à ceux qui en auraient le plus besoin. Les catégories les plus favorables à la situation actuelle sont les femmes, les électeurs de plus de trente-cinq ans, les ouvriers, les commerçants et les agriculteurs, ainsi que les électeurs de la majorité. Les plus critiques sont les jeunes, les cadres et les électeurs de gauche* ».

Les trois conclusions générales de l'enquête sont les suivantes :

« 1) *En premier lieu, les Français, tant sollicités de céder aux tentations du repliement égoïste, apparaissent assez solidement attachés au principe de la coopération ;*

» 2) *Cet attachement, ils le justifient volontiers par des arguments « nobles », d'ordre moral ou culturel. Mais ils se fondent sans doute également sur la conviction que la coopération est finalement bénéfique pour l'économie de la France ;*

» 3) *La politique actuelle de coopération bénéficie d'une image très positive : dans son ampleur, dans ses modalités, comme dans son extension géographique, la politique actuellement suivie satisfait la majorité des Français, sauf en ce qui concerne l'aide militaire.* — Ph. D.

(1) Réalisé par la SOFRES entre le 7 et le 14 mars 1975 auprès d'un échantillon national de cinq cents personnes représentatives de l'ensemble de la population, âgées de dix-huit ans et plus.

Angola

Les trois mouvements de libération décident de créer une armée unique

Nakuru (*Reuter*). — Un communiqué officiel publié jeudi 19 juin annonce que les trois mouvements de libération de l'Angola, dont les chefs sont réunis depuis lundi en conférence à Nakuru, au Kenya, sont convenus d'unifier leurs forces et de créer une armée nationale. Aucune autre précision n'est donnée sur cet accord, dont il est pour l'instant difficile de mesurer la portée. Mercredi, les trois mouvements s'étaient entendus sur la nécessité de désarmer les civils. Le communiqué de jeudi indique que « *l'unanimité s'est faite* » sur de nombreux autres sujets. Il a ainsi été décidé de créer un bureau chargé des affaires étrangères, placé sous la responsabilité du collège présidentiel. (Jusqu'à présent, les affaires étrangères étaient du ressort du haut commissariat portugais). Un accord a d'autre part été conclu pour régler le sort des anciens « gendarmes » katangais, accusés depuis longtemps par M. Holden Roberto d'être au service du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) de M. Agostinho Neto (1).

M. Holden Roberto, président du Front national de libération (F.N.L.A.), a confirmé, dans une conférence de presse, que l'Angola accédera à l'indépendance, comme prévu, le 11 novembre. Il a déclaré que, contrairement au souhait exprimé par Lisbonne, il n'y aurait pas de conférence entre Angolais et Portugais après la rencontre de Nakuru. Il a estimé qu'une telle réunion serait « *inutile* ».

De son côté, M. Agostinho Neto, dans une interview recueillie par l'agence yougoslave Tanyoug, a renouvelé ses attaques contre les Etats-Unis et le Zaïre. Il a accusé les premiers d'« *immixtion dans les affaires intérieures angolaises* » et a affirmé que le Zaïre, « *dont certains officiers sont dans les rangs de l'armée du F.N.L.A.* », souhaitait « *prendre le contrôle de l'Angola* ».

(1) Passés en Angola après l'échec (en 1963) de la sécession katangaise au Zaïre, plusieurs milliers de « gendarmes » katangais, dont certains avaient été recrutés par l'armée portugaise, se sont rangés aux côtés du M.P.L.A. après le 25 avril 1974.

Zaïre

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS EST EXPULSÉ

Le gouvernement du Zaïre a ordonné l'expulsion, avant le samedi 21 juin, de M. Dean Hinton, ambassadeur des Etats-Unis à Kinshasa. L'ordre d'expulsion lui a été notifié mercredi 18 juin, après que le président Mobutu Sese Seko ait accusé les Américains de fomenter des complots contre lui (*le Monde* des 19 et 20 juin). M. Anderson, porte-parole du département d'Etat, a démenti une nouvelle fois jeudi que la C.I.A. soit impliquée dans cette affaire.

Libye

LE COLONEL KADHAFI MET SES TROUPES A LA DISPOSITION DU MAROC POUR « LIBÉRER SON SAHARA »

Rabat (*A.F.P.*). — « *Les forces armées libyennes sont à la disposition du Maroc pour la libération de son Sahara* », a déclaré le président Kadhafi dans une interview publiée, jeudi 19 juin, par les quotidiens de l'Istiqlal *Al Alam* (en arabe) et *l'Opinion* (en français).

Après avoir exprimé son opposition à la multiplication des entités au sein de la nation arabe, le colonel Kadhafi a dit aux journalistes marocains : « *Il est important que le peuple marocain sache que la République arabe de Libye est son alliée. Le Maroc fait partie de nous comme nous faisons partie de lui. Nous serons donc à ses côtés lorsqu'il engagera le combat, pour libérer Ceuta, Melilla, Rio-de-Oro et Seguiet-el-Hamra.* »

[Le 16 juin dernier, le colonel Kadhafi a reçu une invitation du roi Hassan II à se rendre au Maroc. Ce geste du souverain et l'engagement de la Libye aux côtés du Maroc dans l'affaire du Sahara occidental confirment la normalisation des relations entre les deux pays, rétablies le 6 janvier 1975 après une « interruption » de trois ans et demi.

La rupture avait été la conséquence du soutien officiel exprimé par Tripoli aux auteurs de la tentative d'attentat contre le Boeing royal, en 1972.]

Lundi 23 juin, dans le Nouvel Observateur un grand document inédit.


GAMMA.

Jean-Paul Sartre : Autoportrait à 70 ans. – L'écrivain qui a sans doute le plus profondément marqué notre époque a, ce mois-ci, soixante-dix ans. – Quel regard jette-t-il sur sa vie ? – Qu'a-t-il cherché, aimé, réussi, manqué ? – Qu'ont représenté pour lui l'écriture, la célébrité, les femmes, les amitiés, l'argent, la politique ? – Pour la première fois, cet homme que les mêmes certitudes ont conduit dans tant de combats livre un portrait de lui-même. – Ce document exceptionnel paraîtra, à partir du 23 juin, dans trois numéros du "Nouvel Observateur."

RETENEZ CE NUMERO DES AUJOURD'HUI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
LUNDI 23 JUIN
LE NOUVEL observateur

Femmes d'Amérique latine

II. — Des bourgeoises pas si émancipées que cela

par GENEVIÈVE ROZENTAL

Après avoir traqué durant six mois, « la femme latino-américaine », Geneviève Rozental en est arrivée à cette première conclusion qu'être Indienne est « le dernier des métiers » (« le Monde » du 20 juin). Qu'en est-il des bourgeoises ?

L'idée très répandue qu'il n'y a, en Amérique latine, que des gens très riches et d'autres très pauvres est démentie en Argentine. *« Assieds-toi ici, je vais te faire ta coupe »*, m'a lancé le garçon coiffeur de Buenos-Aires. A mi-chemin entre le *usted* de politesse et le *vos familier*, le *tutoiement* est une manière de manifester que l'on est entre égaux. Depuis que des jeunes filles de bonnes familles travaillent comme vendeuses, il n'y a plus de fournisseurs obséquieux et de clients-qui-ont-toujours-raison dans les boutiques à la mode : on est entre bourgeois moyens.

Cela fait beaucoup de monde sur le continent. L'Uruguay et le Chili sont aussi des pays de classe moyenne. Des pays assez proches de l'Europe malgré leur situation australe. Des pays en pleine évolution, où rigueur traditionnelle et moralité permissive coexistent.

« A dix-neuf ans, me dit Sonia, peintre et mère de famille, *je n'avais pas le droit de sortir seule. Ma fille, elle, comme beaucoup d'étudiantes, trouve inutile de se marier. Nous lui laissons beaucoup de liberté et cultivons la franchise. Ses amies appartenant à des familles conservatrices mentent continuellement : « Maman, » je vais passer la nuit chez une » amie. » Ou alors elles se marient avec n'importe qui pour échapper à la famille. »*

Cela n'est pas une solution en Argentine, pays où le divorce n'existe pas. Il y a là un paradoxe. Dans ce pays de descendants d'immigrants encore tournés vers l'Europe, à la mentalité proche de la nôtre, l'Eglise catholique reste assez puissante pour bloquer la légalisation du divorce. A son retour au pouvoir, Peron a supprimé la vente libre des produits anticonceptionnels. Elle n'a pas été rétablie depuis.

On trouve en Argentine à peu près la même proportion qu'en France de femmes au foyer et de femmes qui travaillent hors de chez elles. Pour beaucoup de ces dernières, la charge domestique est moins lourde que pour leurs homologues françaises : une employée de maison se paie dans les 300 francs par mois.

C'est l'Uruguay qui a fait la part la plus belle aux femmes, dans une législation sociale bien plus avancée que la nôtre. Outre les congés de maternité et la limitation des horaires de travail qui existent maintenant dans toute l'Amérique latine, la jeune mère, durant six mois après sa reprise du travail, bénéficie d'un demi-service et d'un plein salaire. Quant à la femme célibataire, elle hérite, à la mort de son père, de la retraite de ce dernier. Elle la percevra jusqu'à la fin de ses jours, même si elle se marie, cela afin d'assurer son indépendance financière.

La retraite est accordée, de façon générale, après vingt années de travail. Mais les mères peuvent l'obtenir après dix années. Comme un Uruguayen sur dix est fonctionnaire, on imagine combien le budget de ce petit pays en crise est grevé par ces généreuses dispositions !

Là-bas, la femme divorce sur simple demande, sans rien avoir à prouver. Tandis que son conjoint, s'il veut en faire autant, doit intenter un procès. Pourtant, les Uruguayennes que j'ai interrogées *se sont montrées fidèles aux traditions* de la société masculine *« Quand je choisis un médecin, un dentiste, un avocat, je préfère un homme »*, dit une célibataire. *« Fonder une famille, c'est la chose la plus intéressante »*, déclare une jeune fille qui, pourtant, travaille et suit en outre des cours à l'Alliance française. Une autre approuve : *« Mettre au monde et former des hommes, c'est le rôle le plus important de la femme. »* Une étudiante studieuse, désireuse de passer ses examens avant de se marier et d'avoir des enfants est jugée *« égoïste »* !

Esprit de famille et conformisme

Au Chili, où 37 % des travailleurs et la moitié des étudiants sont des femmes, j'ai trouvé un peu la même mentalité : esprit de famille et conformisme faisant bon ménage avec une relative indépendance. Mais les lois sont beaucoup moins favorables : on ne divorce pas. Selon une fonctionnaire de l'ONU, le Chili, avec ses mères de famille consciencieuses, ses employées modèles, ses *lolitas* qui sortent dès treize ans avec leur obligatoire *pololo* (« boy friend ») et ses grandes bourgeoises qui prennent le thé, serait une société de matriarcat dissimulé.

Certes, au niveau du groupe, les Chiliennes sont capables depuis longtemps de s'unir et de montrer leur force. Leurs interventions — parfois spectaculaires, comme la *« marche des casseroles »*, au temps des restrictions, sous l'Unité populaire — ont joué un rôle politique déterminant, aussi bien pour le succès que pour la chute du gouvernement Allende. Et dans la cellule familiale, ce sont, paraît-il, les femmes qui prennent les décisions et élèvent les enfants. Mais les couples que j'ai connus s'occupaient en commun des leurs.

Un spectacle de création collective, qui a triomphé presque deux ans à Santiago et a traversé le changement de régime presque indemne, montre, sur *le mode ironique*, l'*amour tel qu'il* est vécu dans les trois principales *classes sociales*. De passion, point ! Une certaine spontanéité dans l'amour populaire. Un devoir social dans la classe moyenne (quatre employés se réunissent un samedi soir et s'efforcent de constituer deux couples). Une revendication chez l'épouse oisive du cadre supérieur, qui rentre fatigué de son bureau et souhaite avant tout la paix.

De nombreux observateurs ont remarqué cette tiédeur des rapports, cette difficulté de communication entre les sexes, la faible proportion de couples non mariés et de natalité naturelle, traits spécifiques de l'Amérique latine. On peut compter que cette mentalité « sage » n'évoluera guère sous la houlette bien-pensante des militaires. C'est le style dame patronnesse — croix sur le cœur et générosité mesurée — de leurs épouses qui donne désormais le ton. Celles qui, du temps de l'Unité *populaire*, avaient *eu* l'*ambition* d'élargir l'horizon de leurs intérêts et de leurs activités, de s'instruire ou, plus ambitieusement, de changer la vie, sont rentrées, prudemment, au foyer ou dans le train-train du bureau.

Le piège des enfants

Dans tout le reste du continent, nous sommes au royaume du « machismo », cet avatar tropical de l'orgueil du mâle méditerranéen et de l'honneur de l'Espagnol. Si l'on ne pratique plus guère le *duelo criollo*, duel au couteau, pour défendre sa fille ou sa sœur, la femme reste dépositaire de l'honneur familial qui dépend de sa fidélité conjugale. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour se l'assurer. *« Il y a trente ans*, me dit une actrice mexicaine, *ma mère ne sortait qu'avec mon père ou allait au marché escortée de la bonne. »*

Il n'est plus question aujourd'hui de cloîtrer les femmes. Beaucoup exercent des professions en vue, étudient, voyagent, suivent le courant mondial. Mais on peut toujours les prendre au piège du mariage, même si elles ont fait des études et ont une *profession. Une fiancée instruite* représente un nouvel élément de standing. Mais sa mère, sa belle-mère, son mari et les amis de la famille s'ingénieront à la convaincre, dès qu'elle aura mis au monde un enfant, qu'il serait criminel de l'abandonner aux mains irresponsables des employées de maison pour aller travailler. Personne ne lui reprochera, par contre, de l'abandonner entre les mêmes mains pour se rendre chez le coiffeur ou aller jouer à la canasta avec ses amies.

« La vie que l'on offre à la femme indépendante est si peu confortable qu'on se laisse prendre », me dit la jeune femme colombienne d'un diplomate français. *« Ma mère a fait des études et a même donné des cours à l'université. Mais si son mari faisait un voyage en Europe, elle laissait tomber l'université pour l'accompagner. Elle n'a jamais cherché à faire une carrière ou à se réaliser par le travail. Elle a donné la priorité à ses dix enfants et s'est conformée à ce qu'on attendait d'elle. »*

Les jeunes filles qui ne veulent plus de cette vie entrent en conflit avec leur famille. Or on ne peut vivre en conflit permanent avec ceux que l'on aime. Il faudrait partir pour résister à une *pression* le *plus souvent insidieuse*. Et ce serait le comble du déshonneur qu'une jeune fille vive seule. Une jeune psychologue colombienne revient de Suisse, où elle a achevé ses études. Devant la perspective du drame familial et du scandale social, elle renonce à exercer sa profession à Bogota et s'installe dans une ville de province où elle n'a aucune attache familiale et où il sera donc admis qu'elle vive seule. Mais je connais, à Quito, une brillante avocate de trente-trois ans, riche et belle, qui vit... avec sa mère.

Jeune fille qui passe de la maison paternelle au *foyer* conjugal, jeune femme tenue en bride et ligotée par ses enfants, la femme latino-américaine humiliée *fait* la mère triomphante.

« Ma femme est irréprochable et ma mère est une sainte », dira tout Latino-Américain, qui voit en elle l'incarnation de la Vierge. Mais, hormis son épouse, sa mère, sa fille, *« toutes les autres femmes sont des putains »*. Et il es[t] bien placé pour le savoir, puisqu[e] son standing lui command[e] d'avoir de nombreuses aventure[s] et même un ou deux ménage[s] secondaires (les *casas chicas*).

Certains se tuent au trava[il] pour entretenir deux ou trois fa[-]milles. D'autres se contenten[t] d'honorer leurs autres femme[s] toujours de condition sociale pl[us] modeste, de leurs visites et [de] leur fécondité. Dans tous les ca[s] la mère se sacrifie pour ses en[-]fants : pour gagner leur vie [et] pour arracher à leur père d[es] sommes suffisantes à leur entr[e]tien.

Une plongée dans l'inconnu

Les latino-américaines divorcent peu, même dans les pays où cela est possible. Car c'est une plongée dans l'inconnu pour celles qui n'ont jamais exercé de profession et qui, de plus, doivent *franchir* le labyrinthe juridique sans relations, sans moyens de soudoyer les petits intermédiaires de la justice dans des pays où cet usage est constant. Mara, qui est passée par là, résume ainsi son expérience : *« La Mexicaine de la classe moyenne, lorsqu'elle divorce, se retrouve à la rue, seule, privée de sa maison, de ses vêtements, de ses meubles, de ses livres et ne sachant plus à quoi elle sert. Mais le plus grave, c'est qu'elle est aussi privée de ses enfants. »*

Au Venezuela — aguerries par une longue tradition d'irresponsabilité masculine, dans un pays *plus ouvert et une société plus* tolérante, où le mélange des races est profond, où 60 % de la population est née hors mariage — les femmes ont appris à *« retomber très vite sur leurs pattes »*. Elles n'ont pas de préjugés : il n'y a pas, pour elles, d'activités nobles et d'autres qui les feraient déroger. Elles se mettent courageusement au travail. Certaines vont jusqu'à refuser la contribution financière du mari volage. Elles font une question de dignité de leur capacité d'assumer seules l'éducation de leurs enfants. Elles se sacrifient, avec simplicité et sans amertume, pour leur donner *autant que si leur père était présent*. Comment s'étonner que les Vénézuéliens, dans leur ensemble, soient un peuple de fils à maman, de grands enfants gâtés qui perpétuent la tradition masculine d'insouciance ? Peut-être cela va-t-il changer lorsque la nouvelle génération de filles gâtées se trouvera face aux garçons gâtés ! Déjà les étudiantes ont adopté la liberté sexuelle et mis leurs compagnons à la vaisselle...

« La classe moyenne est ina[u]thentique, me dit une jolie Colo[m]bienne issue de l'oligarchie. *E[lle] singe la classe supérieure. »* Ré[ac]tion commune à tous les aris[to]crates du monde qui ont vu l'[as]cension sociale de leurs anci[ens] fournisseurs. Mais il reste [une] différence certaine entre ces de[ux] types de Latino-Américaines [:] celles qui, selon l'expression [de] l'une d'elles, *« ont tout et ne f[ont] rien »*, se transmettant, de gé[né]ration en génération, la certitu[de] que l'important c'est le bonh[eur] et le bien-être individuel ; celles qui mettent la main à [la] pâte, dans leur foyer ou en deh[ors]. Les premières donneront d'el[les-]mêmes, quelles que soient le[urs] difficultés intimes, une image [de] reine. Les autres reflètent, in[va]riablement, l'image du sacri[fice] et de la vertu. Certaines exp[loi]tent ce symbolisme. Mais [elles] renoncent certainement à leur [ac]complissement personnel pour [as]surer la promotion sociale de l[eurs] enfants.

Prochain article :

« CELLES QUI ÉMERGE[NT] LES CÉLIBATAIRES »

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLE[S]

TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS

ont choisi CAPÉLOU
pour la vente de leurs
MEILLEURES LITERIES



Modèle TRÉC[A]
LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉ[E]
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPÉLOU Distributeur
Seule adresse de vente :
37, Av. de la République
PARIS XIe • Métro PARMENTIE[R]
Tél. 357.46.35 +

SIX DE NOS PROGRAMMES
ONT QUATRE POINTS COMMUNS.
L'UN CONCERNE LE FINANCEMENT.
L'AUTRE LE NOTAIRE.
LE TROISIÈME LE CHÔMAGE.

TROUVEZ LE QUATRIÈME.

1. Le financement. Avec la collaboration de grands organismes, nous avons pu mettre au point les financements aujourd'hui les plus avantageux sur le marché. Ces six programmes bénéficient des prêts 1 % et des prêts du Crédit Foncier.
Tous les prix sont fermes et définitifs.
Même avec un apport personnel faible vous avez certainement la possibilité de devenir propriétaire.

2. Le notaire. Les frais d'acte de vente sont inclus. Quand nous affichons un prix, c'est donc un prix vrai, *tout compris.*

3. Le chômage. Dans une période d'insécurité d'emploi, vous hésitez à vous engager dans un achat d'appartement. Nous le savons. Pour cela nous avons assorti nos prêts de garanties qui vous assurent d'une aide en cas de chômage.

4. Quoi d'autre à présent? Le quatrième point commun à ces six programmes est la possibilité pour vous, ce matin locataire, d'être ce soir propriétaire.
Les immeubles sont finis. Venez voir votre appartement. Il est prêt, habitable immédiatement. *Vous pouvez emménager.*

Nos six programmes.
Bures-les-Ulis, Créteil, Elancourt, Sainte-Geneviève-des-Bois, Paris Porte de la Chapelle, Bobigny.
Pour tous renseignements, appelez le 522.67.10 ou 387.33.28.



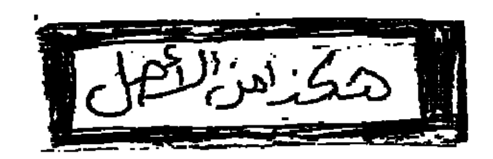
57-59, boulevard Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

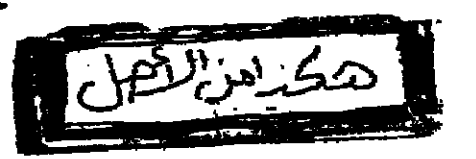
Je désire recevoir une documentation sur vos programmes
Bures-les-Ulis ☐ Créteil ☐ Elancourt ☐ Sainte-Geneviève-des-Bois ☐
Super-Chapelle ☐ Bobigny ☐
Nom
Adresse
Tél.
Découpez ce bon et adressez-le à Ocil 57-59, bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08

MÊME SI VOUS
MESUREZ
2 MÈTRES
NOUS VOUS
HABILLONS EN
PRÊT-A-PORTER
en liquette
en saharienne
en blouson
de jean
ou de toile
écrue



79 AV. DES TERNES.
75017 PARIS. TEL. 380 35.13
PARKING GRATUIT





OUTRE-MER

Territoire français des Afars et des Issas

NOUS NE SOMMES PAS PRÊTS POUR L'INDÉPENDANCE IMMÉ-[DI]ATE », déclare à Paris une délégation de l'assemblée territoriale.

Une mission de treize membres [de] l'assemblée territoriale du [Te]rritoire français des Afars et [de]s Issas, de passage à Paris [av]ant de se rendre dans quatre [pa]ys d'Afrique noire et dans six [pa]ys arabes, a exposé, jeudi [19] juin, au cours d'une conférence [de] presse, le point de vue de l'as[se]mblée sur l'action de la France [à] Djibouti et sur l'avenir du Ter[rit]oire.

« *On accuse la France d'être [un]e puissance coloniale, qui brime [et] opprime*, a déclaré M. Omar [Fa]rah Eltire, le chef de la mis[sio]n. *C'est faux. Nous ne sommes [pa]s une colonie, mais un territoire [fra]nçais. Nous considérons la pré[sen]ce de la France comme bien[fa]itrice, bienveillante, généreuse [et] protectrice. Elle assure le déve[lo]ppement du Territoire dans tous [le]s domaines.* »

La délégation a réfuté les accu[sa]tions de fraude électorale, d'ac[tio]n arbitraire de la police, de [tr]ansferts de population, qui *proviennent de gens mal infor[m]és et de nos deux voisins, la [So]malie et l'Ethiopie, qui convoi[te]nt le Territoire* ».

« *Nous ne sommes pas prêts [po]ur l'indépendance immédiate [ré]clamée par nos adversaires*, a [po]ursuivi M. Eltire, *la sagesse est [d']attendre, afin d'obtenir une in[dé]pendance stable, garantie et [sa]ns risque.* »

Le chef de la délégation a [dé]claré ne pas avoir connaissance [d']un discours de M. Ali Aref [B]ourhan, président du conseil de [g]ouvernement du Territoire, dans [le]quel celui-ci se serait prononcé [e]n faveur de la création d'un [E]tat Afar, groupant les Afars de [D]jibouti et ceux d'Ethiopie (*le [M]onde* du 9 mai). *L'indépendance [se]ra celle des Afars et des Issas* », [a] affirmé M. Eltire.

Le Front de libération envisage de passer à l'action directe

De notre correspondant

Mogadiscio. — « *Notre libération aura été une belle victoire pour le Front de libération de la côte française des Somalis : principalement sur le plan psychologique, car c'est la première fois que nous parvenons à faire réfléchir totalement le gouvernement français* », nous ont déclaré, à Mogadiscio, MM. Omar Osman Rabeh et Omar Elmi Khareh.

M. Omar Osman Rabeh avait été arrêté en mai 1968 et condamné à la prison à perpétuité à la suite d'un attentat contre M. Ali Aref, président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas. M. Omar Elmi Khaireh était également condamné à la prison à vie pour avoir commis un attentat en 1970. Tous deux purgaient leur peine en France quand ils ont été échangés, en mars dernier, contre M. Jean Gueury, ambassadeur français en Somalie, enlevé à Mogadiscio par le Front.

« Une évolution irréversible vers l'indépendance »

Installé au siège du Front de libération, où a été détenu l'ambassadeur, M. Omar Osman Rabeh est aujourd'hui porte-parole du Front et M. Omar Elmi Khaireh responsable de la sécurité. « *Nous entrons actuellement dans une phase décisive de notre lutte*, nous ont-ils déclaré. *Jusqu'à présent, nous nous sommes principalement maintenus dans des activités diplomatiques pour faire connaître Djibouti et sa situation coloniale. A présent nous cherchons toujours, bien évidemment, à faire l'économie d'une guerre. Mais nous sommes décidés à tout faire pour obtenir l'indépendance et nous utiliserons les méthodes appropriées et efficaces, quoi qu'il en coûte.* »

MM. Omar Osman Rabeh et Omar Elmi Khaireh ont rappelé le rôle de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.), qui regroupe l'opposition légale à M. Ali Aref. Les membres de la L.P.A., qu'ils jugent « *trop modérés* ont t-il dit, *épuisés toutes les possibilités légales et pacifiques... Le gouvernement français les a repoussées. Ils ont dû changer de tactique, car aujourd'hui, ils sont convaincus que l'indépendance ne sera pas pour demain si on poursuit la voie empruntée jusqu'à présent* ».

Créé en 1963, le Front de libération de la côte française des Somalis réclame, dans un premier temps, la libération de ce qu'il refuse d'appeler le Territoire français des Afars et des Issas. « *Par la suite, la population tout entière aura à décider si elle juge nécessaire de se fédérer avec la République démocratique de Somalie* », précise M. Osman Rabeh.

« *Le principal argument de la France pour nous refuser l'indépendance*, dit-il, *a été la crainte de voir l'Ethiopie et la Somalie se battre pour s'approprier Djibouti. La Somalie a, en fait, toujours considéré Djibouti comme une des cinq parties de son territoire, qui comprend, selon elle, les anciennes Somalies britannique et italienne, le Territoire français des Afars et des Issas, l'Ogaden éthiopien et le « North Eastern Distric t» du Kenya. Or, l'actuelle République démocratique de Somalie se limite aux anciennes colonies anglaise et italienne.* »

Hailé Selassié réclamait Djibouti alors qu'il n'y avait historiquement aucun droit. Mais Djibouti représente un débouché important pour l'Ethiopie, c'est son principal port d'exportation. Après la chute d'Hailé Selassié, les rapports seront certainement plus faciles si le nouveau gouvernement éthiopien choisit la voie socialiste », estime le porte-parole du Front, qui conclut : « *Djibouti est la dernière colonie française en Afrique : l'intérêt de la France serait d'admettre l'évolution irréversible vers l'indépendance.* » — C. C.

ASIE

Vietnam

[L'A]VIATION SERAIT INTERVENUE POUR OCCUPER DES ILOTS [DA]NS LE GOLFE DE THAÏLANDE

[S]elon les services de renseigne[me]nts américains, cités par [l'ag]ence A.P., les Vietnamiens [aur]aient récemment utilisé dix [bo]mbardiers légers A-37 de fabri[ca]tion américaine pour occuper [pl]usieurs îles du golfe de Thaï[lan]de. Il s'agit apparemment des [de]ux îlots de Wai, dont les Viet[na]miens et les Khmers revendi[qu]ent la propriété, et qui se [tro]uveraient à proximité de gise[me]nts pétroliers (*le Monde* des 15-16 juin). Les avions pour[rai]ent avoir été pilotés par des [Su]d-Vietnamiens qui, sous l'an[cie]n régime, avaient été formés [par] les Américains. Des unités [na]vales auraient participé aux [op]érations.

[U]ne mission cambodgienne au[rai]t quitté Phnom-Penh pour [Ha]noï le 11 juin pour tenter de [rég]ler le différend. Un quotidien [ja]ponais avait alors écrit que [M.] Khieu Samphan, vice-premier [mi]nistre cambodgien, se trouvait [da]ns la capitale de la R.D.V.

[L]es services de renseignements [am]éricains croient savoir que les [Kh]mers ont, depuis quelque [tem]ps, renforcé leurs garnisons [sur] plusieurs îles de la région, [afi]n de prévenir toute occupa[tio]n étrangère. Ces mouvements [de] troupes expliqueraient pour[quo]i, lors de l'affaire du *Maya[gue]z*, en mai, les « marines » [am]éricains ont rencontré une très [for]te résistance lorsqu'ils ont dé[bar]qué sur l'île de Tang.

A travers le monde

États-Unis

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN a demandé, jeudi 19 juin, au Congrès d'accorder une aide économique de 87,5 millions de dollars à quatre pays asiatiques : la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines. — *(A.P.)*

Pakistan

LES PARTIS D'OPPOSITION ont récemment publié une résolution critiquant le gouvernement de M. Bhutto, et déclarant qu'il n'y a pas de libertés politiques dans le pays.

Thaïlande

LE PREMIER MINISTRE THAÏLANDAIS, M. KUKRIT PRAMOT, se rendra en Chine le 27 juin. Il signera le communiqué sino-thaïlandais annonçant l'établissement de relations diplomatiques entre Bangkok et Pékin. — *(A.F.P.)*

Comores

DES ÉLUS DE MAYOTTE PROTESTENT CONTRE LE PROJET DE LOI SUR L'INDÉPENDANCE

Après le dépôt, la semaine dernière, devant le Parlement d'un projet de loi relatif à l'indépendance des Comores, cinq députés de l'île de Mayotte à l'assemblée territoriale, MM. Marcel Henry, leader du mouvement mahorais, Younoussa Bamana, Zoubert Adinani, Abdallah Houmadi, Younoussa Ben Ali, ont signé un communiqué commun proclamant :

« *Les députés de l'île de Mayotte s'élèvent farouchement contre l'interprétation abusive du référendum local en date du 22 décembre 1974. En dépit de pressions illégales constatées par des commissions métropolitaines, la population mahoraise avait alors, par une importante majorité, manifesté expressément son désir de conserver son statut de territoire d'outre-mer. Depuis l'organisation administrative de l'archipel en 1961, elle n'avait cessé de protester contre son inclusion dans une entité territoriale contraire à son passé, à ses intérêts, à ses aspirations.*

» *Les députés de Mayotte soulignent le caractère anticonstitutionnel d'une loi qui, en violation de l'article 53 de la Constitution, veut priver des citoyens français d'une nationalité à laquelle depuis toujours ils ont manifesté leur attachement, et déclarent solennellement qu'en tout état de cause la population mahoraise n'y renoncera jamais. Ils font un ultime appel au Parlement pour que celui-ci, pleinement informé par une mission de sept de ses membres envoyée récemment aux Comores, propose un contre-projet tenant compte des réalités et non des préjugés dont l'adoption permettrait à leur île de faire l'économie d'une révolte ou d'une révolution.* »

MONTE-CARLO SPORTING CLUB

un établissement de la Société des Bains de Mer

OUVERT LE 13 JUIN

SALLE DES ÉTOILES
Un spectacle chaque soir
Gala le vendredi

MAONA
Dîners dansants exotiques

JIMMY'Z
Les folles nuits avec RÉGINE

SALONS DE JEUX
européens et américains
Banque à deux tableaux
Réservations 30-80-80

CHRISTIAN CHASSIN

Ils sont nés à Parly 2...
Ils adorent Parly 2



Offrez Parly 2 à votre famille

Appartements de 3 à 6 pièces **entièrement équipés,** avec une ou même deux terrasses, dans des **petits immeubles** de 2 ou 4 étages.

Parly 2 tout proche de Paris par l'autoroute est la résidence la plus prestigieuse et la **mieux organisée** de la région parisienne avec : **le célèbre centre commercial, huit piscines-clubs,** des tennis, un centre culturel avec bibliothèque et discothèque, des **écoles et collèges** et une église.

VENEZ VISITER LES APPARTEMENTS-MODÈLES. Ouvert tous les jours, même le dimanche, de 10 h à 20 h et le mardi, mercredi, jeudi et vendredi jusqu'à 22 h.

Envoyez ce bon ou votre carte de visite au **C.P.H.** avenue Charles de Gaulle 78150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation **PARLY 2**

MON

Nom ____

Adresse ____

Tél. ____ Nombre de pièces recherché ____

A titre de résidence personnelle ☐ ou d'investissement ☐

TÉLÉPHONE ***954.54.54***

AUTOROUTE DE L'OUEST, DEUXIÈME SORTIE ET A GAUCHE SUR LA N 184.

Livraisons 2e trimestre 1975.

(Publicité)

Pour les porteurs de lunettes : du nouveau, la carte V internationale

A la gamme de services réservés à sa clientèle - verres à vision totale, centres de verres de contact et d'acoustique avec essais gratuits, technicité d'avant-garde, délais rapides - LEROY vient d'ajouter cette année la carte V : encore une exclusivité dont les porteurs de lunettes apprécieront la nouveauté et l'originalité.

Renseignez-vous auprès d'un centre LEROY proche de votre domicile, ou de votre lieu de travail. LEROY, l'Opticien de Paris. 9 succursales : 104 Ch. Elysées - 5 pl des Ternes - 158 rue de Lyon - 147 rue de Rennes...

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
122, av. du Maine. SUF. 47-82 (F. lundi)
TERRASSE PLEIN AIR
Ses demoiselles en brochette
Son homard poché vivant
Son célèbre carré d'agneau
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

Une nouvelle Etoile Mercedes-Benz
Laos-Paris
Concessionnaire exclusif
Service Commercial : 96, av. de Suffren
Après-Vente : 15, rue du Laos 75015 Paris
☎ : 567.79.20
Essais - Crédit - Leasing - Reprises

POLITIQUE

L'Élysée à la recherche d'une idée-force sur l'enseignemen

(Suite de la première page.)

Mais au-delà de ces déclarations de principe, *la vision qu'a* M. Valéry Giscard d'Estaing de la société et de son avenir est-elle commandée par une réflexion personnelle sur l'éducation ? Serait-il capable, le cas échéant, comme l'avait fait Georges Pompidou, de citer son action dans le domaine de l'enseignement comme son principal motif de satisfaction ? On peut en douter. Georges Pompidou, fils d'instituteur, ancien professeur, ressentait avec intensité les problèmes de *l'éducation nationale. Il* était de ceux que la crise de l'école, *« cette espèce de désarroi actuel de l'enseignement »*, comme il l'a dit un jour, touchait profondément : le malaise des enseignants, l'agitation des lycéens, l'évolution des méthodes et des programmes, le faisaient vivement réagir. Imprégné de cette « tradition républicaine » qui, depuis Jules Ferry, loue les vertus de la promotion par l'éducation, il croyait avec force au rôle moteur de la formation des hommes pour assurer le passage d'une société paysanne à une société industrielle, pour « conduire le changement » dans l'ordre et la mesure.

M. Giscard d'Estaing n'a pas ces liens affectifs avec l'enseignement. Rien, dans son attitude comme dans les témoignages de ses proches, ne permet de penser qu'il ait jamais éprouvé une particulière prédilection pour la question. S'il est, par-là même, de l'avis de tous ceux qu'il a consultés, plus ouvert aux avis et aux suggestions, s'il a sans doute, selon les mêmes témoins, « sa propre idée » sur le système éducatif, il ne paraît pas s'être construit encore une théorie un peu précise de l'enseignement.

Ceux qui ont siégé, à ses côtés, dans les précédents gouvernements rappellent qu'il ne s'est jamais exprimé que sur les incidences financières des problèmes intéressant l'éducation. On sait, seulement, qu'il n'était pas favorable aux dispositions de la loi Royer autorisant le préapprentissage à quatorze ans. Au cours de sa campagne électorale, M. Giscard d'Estaing a développé les thèmes communs à tous les projets de réforme un peu modernistes, sans que la place de l'école dans la nation soit clairement définie. Il s'est engagé, en outre, à revoir la réforme Fontanet sur trois points : la suppression des filières, l'organisation du corps enseignant, le baccalauréat. Son entourage n'hésite d'ailleurs pas à dire que s'il s'est attaqué, dès la première année de son mandat, à *la réorganisation du système éducatif*, c'est moins par conviction que parce qu'il lui fallait bien prendre en compte le projet de M. Fontanet.

Il est tout de même singulier que la suppression des filières, présentée aujourd'hui comme l'innovation majeure du projet, ait été mise en question, il y a un an, par le candidat Giscard d'Estaing ! Il faut enfin noter que, s'il a choisi pour conseillers des hommes dont la compétence d'économistes est reconnue — tels que MM. Pierre Brossolette, Serisé ou Stoleru, — il n'a pas appelé auprès de lui de « théoriciens » de l'éducation. M. Yves Cannac, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et principal responsable en la matière, passe sans doute pour avoir quelques idées, qu'il a eu l'occasion d'exprimer au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, mais, outre qu'il assume les lourdes fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence, il est considéré avant tout comme un bon administrateur. Quant à M. Jean-Daniel Camus, chargé tout particulièrement de ce domaine, il a découvert le dossier après être entré à l'Elysée.

La « rumeur »

M. Giscard d'Estaing est arrivé, semble-t-il, à la présidence sans position bien arrêtée sur la question. Il n'éprouve pas d'animosité à l'égard des professeurs, à la différence d'une grande partie de la droite, qui les accuse de tous les maux : au contraire, le président de la République, qui a du respect pour les intellectuels — il l'a confié à Jacques Chancel devant les caméras de la télévision, — a témoigné à plusieurs reprises de la considération que lui inspire le corps enseignant, des instituteurs — tradition oblige ! — aux universitaires. Aussi déplore-t-il *l'isolement dans lequel celui-ci est trop* souvent tenu. L'un de ses objectifs, affirmé lors de sa réunion de presse du 25 juillet, n'est-il pas d'obtenir *« que les enseignants participent plus activement à la vie sociale de notre pays »* ? Le même souci explique que, auprès des professeurs reçus à déjeuner à l'Elysée en février dernier, le chef de l'Etat ait manifesté son attachement à la notion de « communauté scolaire », qui rapproche parents, élèves et éducateurs.

Enfin cette volonté d'intégration n'est pas étrangère à la rumeur qui s'est développée au printemps sur une éventuelle nationalisation de l'e[n]seignement privé. Hypothèse *« invra[i]semblable »*, affirment certains pr[o]*ches de M. Giscard d'Estaing*, q[ui] rappellent ses traditions familiale[s]. *« Ce n'est pas à l'ordre du jour* », se contente-t-on de dire à l'Elysée. [A] l'origine de l'affaire, une convers[a]tion entre M. Cornec, président de [la] Fédération des conseils de paren[ts] d'élèves des écoles publiques, et [le] chef de l'Etat. M. Cornec rappo[rte] que, interrogé par M. Gisca[rd] d'Estaing sur la réforme Haby, il [a] posé, au préalable, au président [de] la République, la question suivant[e] : *« Au cours du débat de 1971 sur [la] reconduction de la loi Debré, p[lu]sieurs députés, dont M. Olivier G[is]card d'Estaing, ont expliqué [en] substance : « Le service public fo[nc]» tionne mal, il faut donc subventi[on]» ner l'enseignement privé. » L'au[tre] solution serait de dire : « Le serv[ice] » public fonctionne mal, il faut [lui] » donner les moyens de fonction[ner] » mieux. »* Quelle est votre position [?] » Le chef de l'Etat a répondu, touj[ours] selon M. Cornec : *« Je suis d'acc[ord] sur la deuxième formule, et je [le] dirai. »*

« Un grand service public »

De fait, quelques jours plus [tard], M. Giscard d'Estaing parlait, [à] l'issue du conseil restreint cons[acré] au projet Haby, *« du grand se[rvice] public qu'est l'éducation »*. Il n'[a] pas fallu plus pour déclencher [une] vaste campagne des partisans [de] l'école libre. M. Giscard d'Es[taing] a tenu à apaiser aussitôt ces crai[ntes] réelles ou non, en recevant no[tam]ment M. Norbert Ségard, min[istre] du commerce extérieur et a[ncien] président de l'Association parle[men]taire pour la liberté d'enseignem[ent]. Ceux qui ont débattu de ce prob[lème] avec le chef de l'Etat en ont ce[pen]dant retiré l'impression qu'*« il [n'est] pas un fanatique de l'enseigne[ment] privé »* et qu'il est, en partic[ulier], quelque peu irrité par « l'adm[inis]tration parallèle » que forme, à [côté] de l'administration officielle, l'e[nsei]gnement catholique.

Il semble, en réalité, que M. [Gis]card d'Estaing aborde la que[stion] sous un angle différent, celui [de la] « qualité » de l'enseignement, [plus] importante, à ses yeux, que [son] unité. D'où son refus d'inscrire [en] tête du projet de loi, les gr[ands] principes républicains qui définis[sent] le service public : laïcité, gra[tuité,] obligation. D'où aussi son att[ache]ment au système des grandes éc[oles] dont il est issu : M. Giscard [d'Es]taing est un « X » et, selon [ses] proches, ne l'oublie pas.

Elever *« le niveau de con[nais]sance »* des Français, cette am[bition] avouée du chef de l'Etat, qui mérite d'échapper aux vues pure[ment] économiques sur l'école, relèv[e en] définitive d'une conception [encore] vague du rôle de l'éducation [dans] l'évolution de la société. M. Gis[card] d'Estaing est encore à la reche[rche] d'une idée-force. Ses doutes té[moi]gnent éloquemment du passage [d'une] époque où les finalités de l'ense[igne]ment étaient nettement per[çues,] même si les moyens de les atte[indre] restaient à définir, à une époqu[e où] les interrogations sont plus [nom]breuses que les certitudes. Ce[pen]dant, la complexité du prob[lème] éveille sans nul doute — plus[ieurs] témoignages en font foi — l'intér[êt du] président de la République, [dont] l'esprit est volontiers aiguillonné [par] la difficulté. A défaut d'émouvoir [son] cœur, la réforme de l'éduc[ation] excite son intelligence.

THOMAS FERENCZ

QUAND ON FUME UNE GALLIA, ON A LA PAIX.

GALLIA TRIPLE FILTRE CAPORAL LÉGER

La Gallia est une harmonieuse sélection des tabacs bruns les plus légers. Le séchage naturel à l'air et une légère torréfaction de ces tabacs donnent à la Gallia le goût caporal traditionnel.

De plus, la Gallia a un triple filtre a charbon actif et un double manchon perforé.

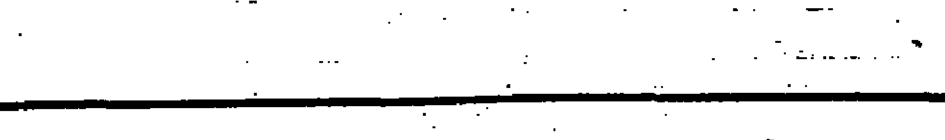
Fumez en paix. Parce que la Gallia est une cigarette douce.

Gallia. Une brune légère triple filtre.

"Faites vos congrès en plein cœur de Paris."

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour reserver : tel. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel



Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 moi[s]
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	233 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. - TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

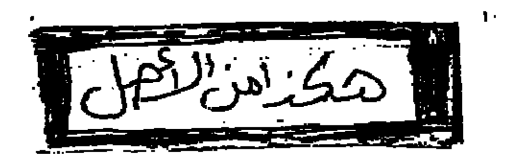
Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.



A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

..u terme d'un débat confus, le projet de loi relatif à l'éducation est adopté par 291 voix contre 186

Un bateau ivre, telle était l'impression donnée ... certains moments par l'hémicyle du Palais-...ourbon, où les députés ont poursuivi et achevé ...udi et vendredi, l'examen du projet de loi relatif ... l'éducation.

Il était, en effet, parfois fort difficile de savoir ...i de M. Haby, le ministre, ou de M. Mexandeau, ...orte-parole des socialistes, menait réellement un ...ébat où s'affrontèrent le texte du gouvernement ... par le biais de très nombreux amendements, ...n véritable contre-projet de l'opposition. On entendit même un député de la majorité qualifier M. Mexandeau de « contre-ministre ».

Si les socialistes avaient un instant envisagé de boycotter la discussion des articles, ils unirent finalement leurs efforts à ceux des communistes dans un efficace combat de retardement, en multipliant, par exemple, les demandes de scrutins publics.

Première victime de cette version parlementaire de la grève du zèle, la machine à enregistrer les votes : « Il faut laisser la machine refroidir », indiquait M. Boulay, qui présidait la séance de l'après-midi. Un président quelque peu dépassé par un débat qui prit trop souvent des allures de discussion en commission. « Vous m'en aurez fait faire, une gymnastique ! », constatait M. Boulay.

Face à la guérilla de l'opposition, le ministre joua plus d'une fois, à l'égard de la majorité, la carte du compromis, ce qui contribua souvent à accroître la confusion du débat. Conséquence : les nombreuses suspensions de séance destinées à clarifier des idées qui ne l'étaient plus du tout.

Si M. Haby a réussi son « examen de passage », comme l'a estimé M. Gissinger (U.D.R.), il doit surtout son succès à l'effet mobilisateur du tir de barrage systématique qu'il a opposé aux amendements de la gauche. Il lui était plus difficile de recueillir l'assentiment de la majorité pour un texte dont elle n'a cessé de reconnaître implicitement le caractère vague, s'efforçant constamment d'aller au-delà des « bonnes intentions » et des « grands principes ».

Jeudi 19 juin, l'Assemblée ...ationale a abordé l'examen des ...ticles du projet de loi relatif ... l'éducation.

Avant l'article premier, les ...éputés examinent de très nom...reux amendements tendant à ...sérer des articles additionnels ...u début du texte en discussion. ...s repoussent les propositions ...ommunistes affirmant notam...ent « *le droit à l'éducation, la ...utte contre la ségrégation sociale, ... caractère laïque de l'éducation ...ationale, le refus d'une philo...ophie d'Etat, la garantie de ...éducation religieuse* ».

Plusieurs amendements socia...stes sont également repoussés ...ar l'Assemblée, en dépit de l'in...tervention de M. MEXANDEAU (Calvados), qui explique : « *Il est ...écessaire de réaffirmer les prin...ipes fondamentaux suivants : ...ratuité, laïcité, unicité de l'en...seignement public, obligation sco...laire (de six à seize ans), neutra...lité et respect de toutes les ...royances, droit à l'emploi et à ...a formation continue.* »

A l'article premier, qui déter...mine la nature et l'objet de la ...ormation scolaire et rappelle ...action éducative des familles, ...n large débat s'instaure sur la ...ratuité.

Un amendement socialiste est ...epoussé par 283 voix contre 187. M. SIMON-LORIERE (U.D.R., ...Var) propose d'affirmer nette...ment que « *des dispositions assu...rent la réalisation de la gratuité ...scolaire* ». De son côté, M. GAUS...SIN (réf., Loire) demande que ...Etat garantisse « *la neutralité ...olitique, idéologique et religieuse ...ans l'enseignement public* ». M. HABY ne souhaite pas, pour ...a part, que l'on fasse explici...tement référence à l'enseignement ...ublic et craint que la gratuité ...e signifie pas la même chose ...our tout le monde.

Devant la confusion du débat, ... groupe U.D.R. demande alors ...ne suspension de séance.

Lorsque la séance reprend, le ...ouvernement propose une nou...velle rédaction d'un amendement ... la commission. Au scrutin ...ublic, par 298 voix contre 181, ...Assemblée adopte l'amendement ...uivant, qui devient de ce fait ...article premier :

« Tout enfant a droit à une ...ormation scolaire qui complète ...action éducative de sa famille. ...ette formation scolaire est obli...gatoire entre six et seize ans. Elle ...avorise l'épanouissement de l'en...fant, lui permet d'acquérir une ...ulture, le prépare à la vie pro...fessionnelle et à l'exercice de ses ...esponsabilités d'homme et de ...toyen. Elle est le point de ...épart de l'éducation permanente. ...es familles sont associées à l'ac...complissement de ces missions.

» Pour favoriser l'égalité des ...hances, des dispositions appro...priées rendent possible l'accès de tous aux différents types ou niveaux de la formation scolaire. Ces dispositions assurent la gratuité de l'enseignement durant la période de scolarité obligatoire.

» L'Etat garantit le respect de la personnalité de l'enfant et de l'action éducative des familles. »

A l'article 2, qui traite des classes enfantines ou maternelles ouvertes aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de la scolarité obligatoire, l'Assemblée repousse les amendements de l'opposition, notamment un amendement socialiste (par 293 voix contre 188) précisant que « *la scolarisation des enfants à partir de deux ans doit être une obligation pour l'Etat* ».

Les députés, sur proposition de M. Haby, modifient ainsi la première phrase de l'article 2 : « Les classes enfantines ou maternelles sont ouvertes, en milieu urbain et rural, aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de la scolarité obligatoire. »

L'Assemblée adopte également un amendement de la commission précisant que « l'Etat affecte le personnel enseignant nécessaire au bon fonctionnement de ces classes », puis un amendement du gouvernement ainsi rédigé : « La formation qui y est dispensée favorise l'éveil de la personnalité des enfants. Elle tend à prévenir les difficultés scolaires, à dépister les handicaps et à compenser les inégalités, sans rendre obligatoire l'apprentissage précoce de la lecture ou de l'écriture. »

En séance de nuit, les députés examinent l'article 3, relatif à l'organisation de la formation primaire, laquelle, après modifications demandées par M. Haby et approuvées par l'Assemblée, sera répartie sur cinq « niveaux », la période initiale pouvant s'étaler sur une durée variable.

Les députés ajoutent la musique à la liste des « *instruments fondamentaux de la connaissance* » dont la formation primaire doit assurer l'acquisition, cela à la suite d'un amendement de M. JEAN CHASSAGNE (n.-i., Indre-et-Loire). De même, un amendement de M. GABRIEL DE POULPIQUET (U.D.R., Finistère) ajoute à « *l'éducation morale et civique* », à laquelle cette formation « participe », l'adjectif « *patriotique* ».

M. GEORGES HAGE (P.C., Nord) « *craint que l'on ne fasse des enfants de l'an 2000 des « analphabètes du sport* ». Il affirme que l'éducation sportive conçue par le gouvernement n'est « *ni obligatoire, ni laïque, ni gratuite* ».

Après avoir adopté l'article 3, les députés examinent les dispositions qui concernent l'enseignement dispensé dans les collèges et substituent, à l'initiative du gouvernement, le mot « niveau » au mot « classe » employé dans le texte initial.

M. Haby pense que les modalités d'enseignement de la philosophie ne sont pas encore définies. Un amendement de la commission précisant que « *la formation secondaire peut être prolongée dans les lycées en associant, et à des niveaux différents, une formation générale et une formation spécialisée* » est adopté.

Le rôle du baccalauréat

La question du baccalauréat est ensuite abordée. M. Haby propose l'article additionnel suivant : « L'examen du baccalauréat comporte : la vérification d'un niveau de culture générale ou technique définie par les enseignements des deux premières années des lycées ; le contrôle de connaissances spécialisées dans les enseignements choisis par l'élève en dernière année. Ce contrôle est effectué indépendamment dans chacun de ces enseignements. »

Cet article est adopté.

M. ANDRE GUERLIN (P.S., Hautes-Pyrénées) propose aux députés l'adoption d'un amendement précisant que le baccalauréat « *ouvre l'accès aux établissements d'enseignement supérieur* ».

M. Haby indique que l'accès à l'enseignement supérieur ne relève pas du texte en discussion, et déclare : « *La définition du baccalauréat comme couronnement de la formation secondaire est satisfaisante. D'ailleurs, la moitié seulement des bacheliers se dirigent vers une université. Mais, bien entendu, le baccalauréat continuera de préparer aux études universitaires.* »

M. LOUIS MEXANDEAU qualifie d' « *énorme* » l'affirmation selon laquelle « *le débouché de l'examen qui termine les études secondaires est étranger à la discussion* ». Il rappelle que le baccalauréat reste actuellement « *le premier grade de l'enseignement supérieur* » et demande une suspension de séance pour permettre au secrétaire d'Etat aux universités de venir l'affirmer dans l'hémicycle.

A la reprise de la séance (M. Soisson toujours absent), l'amendement socialiste affirmant ce principe est repoussé en scrutin public par 291 voix contre 187.

Les députés adoptent ensuite l'article 7, qui introduit la notion d'enseignement de soutien dans les enseignements élémentaires et du premier cycle du second degré. En réponse à MM. Mexandeau, Garcin et Fanton, le ministre précise qu'il est « *incapable d'indiquer quelles méthodes seront finalement utilisées* » et espère qu'il en sera différemment « *lorsque les expériences qui vont commencer à la rentrée prochaine auront porté leurs fruits* ».

Amélioré dans la forme, l'article 9 est approuvé. Il concerne l'ensemble des décisions d'orientation préparées par une « *observation continue* » de l'élève. Les députés approuvent les dispositions de l'article 10, qui prévoit que durant la scolarité l'appréciation des résultats s'exerce par un contrôle continu assuré par les enseignants, et supprime définitivement les examens de passage. M. Mexandeau souligne que les élèves de l'enseignement privé échapperont ainsi au contrôle exercé sur eux au moyen d'examens organisés par le secteur public.

L'article 11 est ensuite adopté. Il réaffirme le principe du monopole de la collation des grades par l'Etat pour les diplômes nationaux qui sanctionnent les études secondaires, prévoit que les jurys sont composés de membres des personnels enseignants de l'Etat et autorise pour la délivrance des diplômes le recours, soit aux seuls résultats du contrôle continu, soit aux résultats d'examen, soit la combinaison des deux formules précédentes, soit sous forme d'unité de valeurs capitalisables (ce dernier cas introduit par un amendement de la commission).

Un amendement de M. JEAN BRIANE (réf., Aveyron), soutenu également par M. LOUIS LE PENSEC (P.S., Finistère), tendant à rendre possible tout au long de la scolarité « *un enseignement des langues et cultures régionales* », est adopté.

Les députés approuvent ensuite l'article introduisant et définissant la notion de communauté scolaire dont chaque membre doit contribuer au bon fonctionnement « *dans le respect des personnes et des opinions* ».

Les députés de la majorité repoussent un amendement défendu par M. Le Pensec (P.S.), donnant dans les établissements le droit d'association, de réunion, d'information aux élèves âgés de plus de quatorze ans. En revanche, ils approuvent une proposition de M. Georges Mesmin (réf., Paris) reconnaissant « *une fonction éducative* » à l'architecture scolaire « *élément indispensable de la pédagogie* ».

Après avoir admis que des décrets préciseront les modalités d'application de cette loi et fixeront les conditions dans lesquelles elle entrera en vigueur, les députés décident que « *le gouvernement déposera chaque année devant le Parlement, avant le 1er juin, un rapport sur l'application de la loi et de celles qui la compléteront* », contenant les « *observations présentées par les conseils de l'éducation sur les textes d'application dont ils ont à connaître* ». Ils approuvent le dernier article du projet qui rend possible l'application, par décrets en Conseil d'Etat, des dispositions de la présente loi aux territoires d'outre-mer.

Après une nouvelle suspension de séance, les députés précisent, sur proposition de M. Guermeur (U.D.R., Finistère), que les dispositions de la réforme proposée par M. Haby sont applicables simultanément à l'enseignement public et à l'enseignement privé sous contrat.

Les députés décident de suivre le gouvernement pour étendre le bénéfice de la loi aux élèves français résidant à l'étranger.

Premier orateur inscrit pour les explications de vote, M. JOANNE (Charente-Maritime) indique que les députés républicains indépendants voteront ce texte, car ils veulent « *parfaire* » cette société « *pour que les enfants y vivent heureux* ».

M. BAILLOT (Paris), au nom du groupe communiste, déclare : « *Vous portez la très lourde responsabilité de la désinformation, notamment des parents, qui découvriront la nocivité de votre projet. (...) Nous voterons contre un projet qui était inamendable.* » Pour le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche, M. MEXANDEAU estime : « *Ce projet était au départ un projet-croupion, projet-croupion il arrive. Le texte était inamendable : tout au plus aurions-nous pu accrocher quelques haillons à cet épouvantail. (...) Vous avez glissé du côté de l'autoritarisme, de l'ordre moral, de la sélection.* »

M. GAUSSIN (Loire) indique que le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux se prononcera en faveur de ce texte, qui « *défend la liberté et l'épanouissement de l'enfant* ». Enfin, M. ANTOINE GISSINGER (Haut-Rhin), porte-parole du groupe U.D.R., affirme que le ministre de l'éducation a réussi « *son examen de passage* ».

Soumis au vote, le projet de loi amendé est adopté par 291 voix contre 186, sur 477 suffrages exprimés et 482 votants. La séance est levée vendredi matin 19 juin à 5 h. 20.

ANNE CHAUSSEBOURG.
PATRICK FRANCÈS.

L'ANALYSE DU SCRUTIN

Voici le détail du scrutin sur l'ensemble du projet :

291 DEPUTES ONT VOTE POUR :

167 U.D.R. (sur 174) ;

64 R.I. (sur 66) ;

50 réformateurs (sur 52) ;

10 non-inscrits (sur 17) : MM. Audinot, Boudon, Caurier, Cerneau, Chassagne, Dousset, Duvillard, Fontaine, Honnet, Hunault.

186 DEPUTES ONT VOTE CONTRE :

Les 107 socialistes et radicaux de gauche ;

Les 74 communistes ;

4 non-inscrits : MM. Chauvel, Chazalon, Cornut-Gentille, Ribière ;

1 R.I. : M. Brugerolle (app.).

5 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT :

2 non-inscrits : MM. Brun et Drapier ;

1 réformateur : M. Bourdellès ;

1 R.I. : M. Cabanel ;

1 U.D.R. : M. Offroy.

4 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

4 U.D.R. : MM. Charles Bignon, qui présidait la séance, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Foyer, et Mme de Hauteclocque.

4 DEPUTES ETAIENT EXCUSES :

2 U.D.R. : MM. Petit et Peyret ;

1 non-inscrit : M. Stehlin ;

1 réformateur : M. Sudreau.

ET, PENDANT CE TEMPS-LA...

Au moment où, jeudi après-midi, en séance publique, les députés débattaient de l'avenir des jeunes de l'an 2000, le comité parlementaire des bouilleurs de cru s'est réuni au Palais-Bourbon afin de définir les grandes lignes de l'action qu'il se propose de mener, en accord avec le Syndicat national des bouilleurs de cru. Il vise à obtenir le rétablissement des privilèges que possédaient les producteurs d'alcool fermier, et qui leur avaient été enlevés durant l'été 1954 par le gouvernement Mendès France.

Ce comité auquel ont adhéré cent trois députés a procédé à la nomination de son bureau qui est ainsi composé : MM. Jean Boyer (R.I., Isère), président, François Grussenmeyer (U.D.R., Bas-Rhin), Raymond Dronne (Réf., Sarthe) et Jean-Jacques Beucler (Réf., Haute-Saône), vice-présidents.

La commission des lois rejette deux projets ramenant à soixante-cinq ans la limite d'âge de tous les fonctionnaires

La commission des lois de l'Assemblée nationale a décidé mercredi 18 juin de ne pas examiner les deux projets de loi relatifs à la limite d'âge des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat.

Ces deux textes ont pour objet de ramener progressivement au plafond minimum de soixante-cinq ans la limite d'âge du corps de magistrats ou de fonctionnaires qui cessent normalement aujourd'hui leur activité : soit à soixante-dix ans pour les magistrats de la Cour de cassation, des membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la plupart des grands corps d'inspection, des présidents de tribunaux administratifs et de tous les professeurs de l'enseignement supérieur, soit à soixante-sept ans pour les autres magistrats de l'ordre judiciaire et pour les conseillers administratifs.

Suivant son rapporteur, M. Claude Gerbet (R.I., Eure-et-Loir), la commission a rejeté les deux textes du gouvernement en proposant à l'Assemblée de leur opposer la question préalable, dont l'objet es tde décider qu'« *il n'y a pas lieu à délibérer* ».

Le rapporteur a considéré que l'abaissement de la limite d'âge des magistrats et des membres des juridictions administratives était inopportun dans la situation actuelle de pénurie des effectifs dont souffrent les tribunaux.

Pour les autres fonctionnaires, M. Gerbet a estimé que cette mesure exigerait le maintien d'exceptions, car elle contraindrait certaines institutions à se priver de leurs éléments les plus éminents et risquerait de provoquer une « fuite de cerveaux » à l'étranger.

Les deux projets de loi sont néanmoins inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée le mardi 24 juin après-midi.

● *M. Chirac*, reçu jeudi par les membres du groupe sénatorial de l'U.D.R., a indiqué que « *le gouvernement veillerait avec une particulière attention à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter les conséquences dommageables de la dégradation de l'emploi, spécialement pour les jeunes* ». En réponse à la demande des sénateurs, il a annoncé un allégement de l'ordre du jour des travaux du Sénat.

(Publicité)

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'HUMANISME

...evue des Francs-Maçons du Grand-Orient de France qui vient de paraître

- Message de J.-P. Prouteau, Grand Maître du Grand-Orient de France.
- La tradition du Grand-Orient de France, par Jacques Mitterrand.
- Rationalisme et Humanisme, par Ernest Kahane
- Changer les institutions ou les esprits ? Interview de Casamayor
- Innovation, réforme ou ravalement de l'éducation ? par J. Tronchère.

Shakespeare ou le théâtre de la vie, par Cl. Faber
La saison lyrique en France, par N. Sadoul.
Le phénomène associatif et la société française.
Le rôle de l'informatique et le droit à la culture.
Les expositions, etc..

...n vente dans toutes les grandes librairies, bibliothèques, gares, aérodromes, ...rands hôtels, ainsi qu'à la librairie EDIMAF, 16 bis, rue Cadet, Paris-9e.

Pour tous renseignements : s'adresser à EDIMAF 523-28-92

Le numéro : 8 F
Abonnement ordinaire 1 an : 46 F.
Etranger : 53 F.



A PARTIR DU LUNDI 23 JUIN, DANS LE NOUVEL observateur

UNE GRANDE AVANT-PREMIERE

EN COULEUR !

"LA GUERISON DES DALTON". UNE BANDE DESSINEE VA ETRE PUBLIEE INTEGRALEMENT EN PRE-PARUTION

P.C.E.M.
Pharmacie
- Recyclage scientifique des Bacheliers A.B.C.D. au mois de septembre.
- Encadrement annuel parallèle à la Fac - groupe de 15 - par CHU.
- Année préparatoire pour

BACHELIERS A et B : PCEM O

CEPES groupem. (libre) de professeurs 57, r. Ch.-Laffitte, 92 - Neuilly.
722-94-94

(Publicité)
VALAIS SUISSE
à vendre directement du promoteur-constructeur
avec autorisation de vente étrangers à NAX
alt. 1.250 m - 15 km de Sion, capitale du canton.
APPARTEMENTS 2 pièces, dès 90.000 F
3 pièces, dès 206.000 F
Cuisine aménagée, cheminée française
Renseignements et ventes :
Roger Comina, entrepreneur, av. de la Gare 25, CH 1950 SION

qui dit vacances dit...
Hachette
les guides bleus
nouvelle génération

Les Guides Bleus sont une somme touristique, des "accumulateurs" de renseignements qui peuvent vous rendre service au moment où vous vous y attendez le moins. Mieux vaut les avoir dans votre boîte à gants ou dans votre valise que de tomber en panne d'informations en cours de route.

Les Guides Bleus sont conçus à la fois pour ceux qui veulent visiter un pays à la loupe et pour les voyageurs qui disposent de peu de temps et vont à l'essentiel. Très riches en notations culturelles, ils font une large place aux renseignements pratiques et sûrs. Leur cartographie intégrée, leur signalétique de marge, leur typographie très lisible en deux couleurs, leur couverture souple adaptée au voyage en font les instruments de tourisme les plus complets, les plus modernes, et les plus faciles à consulter.

Plus de cent guides au service du tourisme, dont dix-neuf titres "nouvelle génération".

IRLANDE, PÉROU, FRANCE, ROME, LIBAN, MAROC, CORSE, LONDRES, GRÈCE, ESPAGNE, YOUGOSLAVIE, TUNISIE, ALGÉRIE, ROUMANIE, URSS, RDA, TURQUIE, IRAN-AFGHANISTAN, ANTILLES-GUYANE, SUÈDE.

POLITIQUE

LE VIIe PLAN AU SÉNAT

Plus de critiques que d'approbation[s]

Les sénateurs ont commencé, jeudi 19 juin, l'examen du rapport sur l' « orientation préliminaire du VIIe Plan », qu'ils devaient poursuivre ce vendredi. La séance a été marquée par le discours du premier ministre et par l'interventi[on] de M. Edgard Pisani. L'ancien ministre, qui [a] adhéré il y a quelques mois au P.S., effectua en quelque sorte sa rentrée politique.

Après l'exposé de M. Levard, qui exprime l'avis du Conseil économique et social, et insiste sur la nécessité de décentraliser les créations d'emplois pour aider à l'aménagement du territoire, on entend M. LUCOTTE (ind.), rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan, qui approuve la conception selon laquelle le Plan a été élaboré. Celui-ci, précise-t-il, se présente comme une stratégie pour les cinq prochaines années ; il évaluera les contraintes auxquelles notre économie sera soumise. Et c'est en fonction de ces priorités et de ces contraintes que sera fixée cette stratégie.

Le rapporteur demande que l'on donne à l'objectif de redressement démographique la même priorité qu'à celui de réduction des inégalités sociales. Enfin, annonce-t-il, la commission présentera une série d'amendements sur les sujets qui lui tiennent particulièrement à cœur : l'aménagement du territoire et les collectivités locales. Le VIIe Plan doit affirmer une volonté très ferme de mettre fin à l'exode rural et freiner la « *croissance insupportable* » de certaines agglomérations.

M. LEGARET (ind.), qui exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, critique le « galimatias » du document gouvernemental, son « flou » et son « ésotérisme ».

M. BOHL (union centr.), au nom de la commission des affaires sociales, réclame une politique plus nettement familiale et une décentralisation qui ne soit pas un « désengagement financier de l'Etat ».

M. MONORY (Union centr.) présente l'avis de la commission des finances, qui comporte trois « recommandations » : il faudrait indexer l'épargne car ce serait un facteur de réduction des inégalités sociales et cela permettrait de rationaliser la décision d'investir ; l'Etat devrait renoncer à « *pénaliser fiscalement le facteur travail* » ; enfin il y aurait lieu de réduire les gaspillages, tant sur le plan de la consommation privée (publicité, etc.) que sur celui des investissements (mieux rechercher la valeur sociale des investissements).

M. CHIRAC : les moyens d'un nouvel élan

M. CHIRAC, qui succède aux rapporteurs, s'en prend d'abord vivement à M. Legaret : « *Je ne puis considérer ses observations*, dit-il, *que comme le brouillon de son rapport !* » La procédure de la lettre rectificative, annonce ensuite le premier ministre, permettra au gouvernement de tirer les leçons du présent débat.

Ce Plan, indique-t-il, ne se borne pas à prolonger les six Plans précédents. Les orientations qui sont proposées expriment une adaptation à une situation mondiale qui, en deux ans, s'est profondément transformée. L'évolution des données économiques et monétaires rend notamment plus « aléatoire » que naguère l'accomplissement du Plan. La prévision demeure néanmoins possible et nécessaire. Mais, note M. Chirac, « *faire évoluer les structures sociales, améliorer les conditions de vie, affermir l'équilibre économique qui nous est nécessaire, tout cela n'est possible que si l'économie française échappe à la stagnation. Il n'est pas sans intérêt à cet égard de constater que l'opinion publique, avec bon sens, ne s'est jamais abusée sur l'importance de ce problème. Les difficultés des dix-huit derniers mois ont fait paraître combien étaient excessives les spéculations, qui avaient cours il y a quelques années, sur les dangers d'une croissance qu'on jugeait alors démesurée et sur la prétendue nécessité de revenir de toute urgence à ce que les théoriciens nommaient alors « la croissance zéro. (...)* »

« *Maintien d'une croissance régulière, effort soutenu d'exportation, lutte poursuivie contre l'inflation, redéploiement de notre économie, aménagement du territoire, telles sont les orientations qui guideront notre action économique durant le VIIe Plan. (...) La récession qui affecte l'économie mondiale s'est révélée plus forte et plus longue que ne l'attendaient les experts internationaux ; bien que moins touchée que nos partenaires étrangers, la France a été également atteinte et notre croissance en 1975 sera, c'est ce qui ressort de la dernière réunion de la Commission des comptes de la nation, sensiblement plus réduite que ce nous attendions. Il semble cependant aujourd'hui que le plus bas soit atteint, et tous les experts internationaux semblent s'accorder pour prévoir en 1976 une reprise assez générale de la croissance dans le monde. Notre problème est donc d'essayer de faire en sorte que cette repri[se] s'effectue en France le plus t[ôt] possible, que ses répercussio[ns] sur l'emploi soient rapides, a[insi] que la reprise, tout en resta[nt] soutenue, ne provoque pas u[ne] nouvelle poussée inflationniste.*

Au sujet des inégalités social[es] M. Chirac déclare : « *Les t[ra]vaux de la Commission des i[né]galités sociales ont le grand [in]térêt de mettre en lumi[ère] combien diverses sont les form[es] que revêtent dans notre pays [les] inégalités, d'autant plus proj[on]des qu'elles s'additionnent et s[ur]tout se transmettent. Cette p[er]pétuation des inégalités [de] génération en génération est s[ans] nul doute aujourd'hui, plus [en]core que dans le passé de n[otre] peuple, la forme d'injustice [que] les Français supportent [le] moins.* »

Le premier ministre parle [de] la durée du travail : en 1980 [le] rythme effectif de quarante h[eu]res par semaine devra être gé[né]ral dans l'économie française [; il] faudra revaloriser le travail [ma]nuel : « *D'ici quelques mois*, [an]nonce-t-il, *les ambitions du g[ou]vernement se marqueront par [des] initiatives importantes.* » Su[r la] réforme de l'entreprise, les pr[écis]sions suivantes sont apportée[s :] « *La démocratie est nécess[aire] dans l'entreprise. Mais, de m[ême] qu'il n'y a pas de démocratie [dans] l'Etat sans organisation polit[ique,] il ne saurait y avoir de démo[cra]tie dans l'entreprise sans o[rga]nisations syndicales. Or, qu'es[t-ce] que la démocratie, sinon la [par]ticipation concrète de chacu[n à] l'élaboration des décisions qui [en]gagent l'avenir de tous ? I[l ne] saurait donc s'agir seulemen[t de] participation aux bénéfices[; il] faut établir une particip[ation] effective aux responsabilités.*

M. PISANI : il serait temps d'ouvrir le dé[bat]

M. RAYMOND BRUN (pays.) souhaite que l'on arrive à modérer l'augmentation de la consommation, confondue par certains avec le progrès, pour s'orienter davantage vers les valeurs humaines. Les moyens donnés aux collectivités locales et régionales lui paraissent insuffisants.

M. VALLON (non-inscrit), sénateur du Rhône, borne son intervention au problème de la liaison Rhin-Rhône.

M. BLIN (Union centr.) souscrit aux intentions du Plan mais exprime quelques inquiétudes au sujet des « *moyens* » et de la « *volonté* ».

M. PISANI (P.S.) souligne que, pour les socialistes, la planification ouvre un débat « *essentiel* » et non pas « *rituel* ». Il proclame « *dérisoires pour ne pas les considérer comme odieuses* » les paroles du premier ministre affirmant qu'une victoire de la gauche l'an dernier aurait été une « *catastrophe nationale* ». « *L'élection présidentielle de 1974*, déclare l'ancien ministre du général de Gaulle, *a rendu plausible, voire certaine, l'accession de la gauche au pouvoir. Nous sommes l'opposition aujourd'hui, mais nous nous considérons comme un élément de la majorité de demain et, à ce titre, un Plan portant sur cinq ans nous concerne directement.* »

M. Pisani se livre alors à [une] critique méthodique de la [poli]tique actuelle. Depuis dix [ans,] souligne-t-il, la planific[ation] décline jusqu'à n'être [plus] qu'« *un rite dérisoire et un f[aux-]semblant* », alors que les méth[odes] de planification se sont affin[ées.] « *Nous sommes ici à la join[ture] de deux conceptions. Vous [vous] faites de la planification qu['une] simple technique ; nous en [vou]lons faire l'acte politique esse[ntiel,] la prise en main des f[orces] aveugles du marché. Capital[isme] et socialisme s'opposent su[r ce] point. Pour le capitalisme[, le] Plan sert à faire fonctionn[er le] marché ; pour le socialism[e, le] marché sert à faire abouti[r les] objectifs du Plan.* »

M. Pisani dénonce l'« *al[...]* de l'environnement internati[onal] et l'« *étrange conception* » [qui] fait dépendre l'indépendance [na]tionale du niveau des exp[orta]tions. Il annonce qu'un ame[nde]ment socialiste proposera [une] méthode démocratique de pl[ani]fication, puis conclut : « *La [pro]cédure suivie est révélatrice d['une] politique : la volonté d'accen[tuer] le caractère présidentiel [du] régime. C'est à cela que ré[pond] notamment la création du Co[nseil] central de planification. [...] exploite la crise à des fins [poli]tiques. Telles sont les raisons [pour] lesquelles, sauf fait nouveau [de] prise en cause de son amen[de]ment, le groupe socialiste [...] considérer que la politique [de] planification n'a pas encore [été] engagée. Il serait temps d'ou[vrir] le débat.* »

M. PELLETIER (Gauche dé[...]) déclare qu'avec le VIIe P[lan] « *nous avons l'impression de [...]gresser ; tout devient incon[...]tant* ». La recherche, spéci[ale]ment dans le domaine agricol[e et] agro-alimentaire, paraît négli[gée].

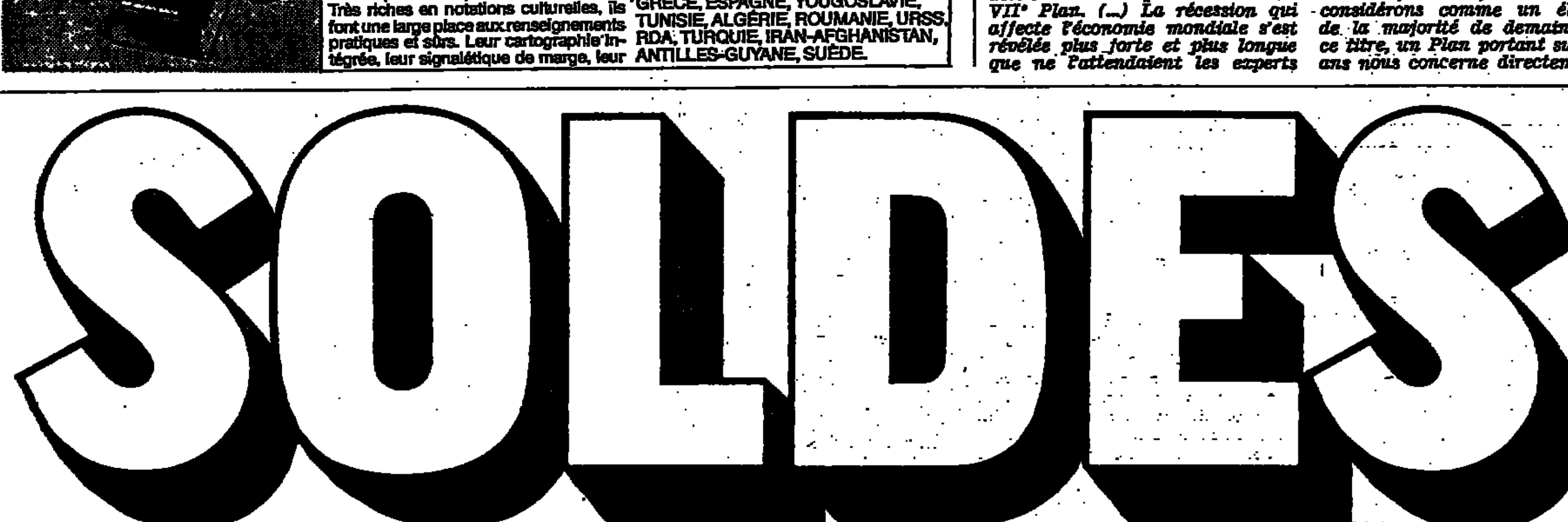
M. BRACONNIER (U.D.[...]) considère que, s'il faut rédu[ire] les inégalités, il faut aussi se [mé]fier de ne pas « *briser le dy[na]misme industriel* ». M. GU[IL]LARD (ind.) déplore que la pl[ace] de l'agriculture dans le Plan [soit] aussi restreinte.

« *Nous sommes ici*, affir[me] M. CHATELAIN (P.C.), p[our] *avaliser un rapport inspiré [par] le patronat et les banques. [La] nationalisation démocratique [des] secteurs-clés est pour nous ind[is]pensable. Elle signifie la fin [du] pouvoir des capitalistes.* » M. H[...]BERT (non insc.) se réjouit [de] voir la France « *accentuer [sa] présence économique* » hors [de ses] frontières. Pour M. CLUZ[EL] (Union centr.), le VIIe Plan d[oit] être celui de l'aménagement [du] territoire.

M. AMIC (P.S.) dénonce « [le] *mythe de l'exportation* » [:] « *L'exportation pour l'exportati[on] n'est pas défendable et ne pe[ut] conduire qu'à la lutte ouver[te] entre économes concurrents. [On] y assiste déjà pour la conquê[te] du marché des nouveaux rich[es] du pétrole.* »

M. FLEURY (U.D.R.) réclam[e] un effort supplémentaire en f[a]veur de la recherche scientifiqu[e] et M. HENRIET (ind.) ve[ut] alerter le pays au sujet de [la] chute de sa natalité. Dernier ora[teur] de la séance de nui[t,] M. EHLERS (P.C.) dénonce l[a] politique d'austérité, une politi[que] qui, dit-il, « *sera poursuivi[e] en dépit des vœux pieux sur l'at[té]nuation des inégalités* ».

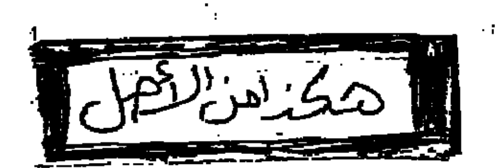
A. G.



Jusqu'au 5 juillet
à tous les étages, dans tous les rayons des
Galeries Lafayette : Haussmann, Montparnasse,
Belle Epine et entrepôt de l'Ile Saint-Denis

galeries lafayette

dufayel studio g.l.



LA RENCONTRE DES DIRIGEANTS DE L'UNION DE LA GAUCHE

Les libertés restent au centre des difficultés

M. François Mitterrand n'a posé, jeudi 19 juin, [...]e le strict temps nécessaire pour les photos qui [...]vaient symboliser la relance de l'union de la [...]uche. C'est que, si le dialogue a repris, les [...]vergences surgies depuis neuf mois restent en [...]tat. Au cœur des difficultés se trouve à nou[...]au le problème des libertés qui a été le grand [...]ème de discussion lors de la rencontre « au sommet » réunissant les dirigeants des partis signataires du programme commun.

Jugeant « insupportable » d'être soupçonnés de non-respect des règles démocratiques, les communistes ont insisté pour que le groupe de travail chargé d'étudier le problème des libertés aboutisse à un document commun. Mais les socialistes ne veulent pas se borner à la confrontation de positions de principe, ils souhaitent que l'accord porte aussi sur la manière d'analyser des situations concrètes, comme le conflit de « Republica », à Lisbonne, ou la situation en Tchécoslovaquie rappelée brièvement au cours du « sommet » par M. Mitterrand.

Communistes, socialistes et radicaux de gauche sont en effet d'accord, au niveau des principes, pour respecter le pluralisme politique. Pourtant, les soubresauts du Portugal prouvent, une fois de plus, que cet objectif est ardu dès lors qu'on entreprend une modification en profondeur des structures sociales. Le M.F.A., lui aussi, affirme son attachement aux conceptions pluralistes, mais c'est ensuite que commencent les difficultés.

THIERRY PFISTER.

Dans la déclaration qu'il a faite [...] nom du P.C.F. jeudi 19 juin, [...] cours de la rencontre « au [...]mmet » des dirigeants de [...]nion de la gauche, M. Georges [...]archais est revenu sur « *les [...]mportements ambigus* » du P.S., [...]plorant en particulier « *l'atta[...]e* » lancée contre les commu[...]stes par les socialistes à propos [...]s événements du Portugal. A propos, le secrétaire général du [...]C.F. a précisé : « *Si un événe[...]ent au Portugal allait à l'en[...]ntre de notre conception, il [...]btiendrait pas, c'est évident, [...]tre appui. Dans l'affaire du* [...]epublica, *aucune preuve sérieuse [...] pu être apportée que c'était [...] cas, que le parti communiste [...]rtugais portait la responsabilité [...] ce qui s'était passé.* »

Cette « *démarche agressive* » du P.S. a conduit M. Marchais à s'interroger sur les intentions réelles du P.S. et à envisager en particulier l'hypothèse selon laquelle les socialistes pourraient chercher à prendre appui sur la campagne anticommuniste de la majorité, à propos des libertés, pour se renforcer au détriment du P.C.F. « *A ce sujet,* a-t-il ajouté, *nous devons vous dire qu'une telle démarche devient insupportable pour notre parti.* ».

Dans sa réponse M. François Mitterrand a, pour sa part, jugé « insupportable » pour le P.S., pour les socialistes d'être toujours soupçonnés de trahir l'union de la gauche et de se préparer à rallier la droite. Sur le conflit de *Republica* le premier secrétaire du P.S. a estimé que le vrai débat ne devait pas porter sur le fait de savoir si ce quotidien est oui ou non socialiste, ou si les typographes sont oui ou non communistes, mais simplement sur le fait que, depuis un mois, il est dans l'impossibilité de paraître.

La question des relations des communistes et des socialistes avec leurs partis frères a également été évoquée. M. Marchais a vivement critiqué le comportement « douteux » de M. Mario Soarès. Ironique, M. Mitterrand a répliqué en expliquant notamment que les socialistes français n'étaient pas plus solidaires du secrétaire général du P.S. portugais que le P.C.F. de M. Leonid Brejnev. Il s'est toutefois déclaré convaincu de l'indépendance des communiste français.

Sur les alliances municipales, M. Georges Marchais, en proposant la constitution de listes d'union de la gauche dans toutes les villes de plus de trente mille habitants, a expliqué : « *Il est impossible que des partis qui veulent gouverner ensemble le pays se refusent à gouverner ensemble les villes où ils représentent la majorité des électeurs.* »

Le premier secrétaire du P.S. a réaffirmé que sa formation ne conclurait « *aucune alliance avec des formations se situant à la droite des radicaux de gauche* », que toutes les listes du P.S. et tous ses candidats « *devront se réclamer du programme commun* » et qu'aucune liste ne pourra « couvrir » des alliances centristes. Les radicaux de gauche ont été amenés à préciser qu'ils avaient sur ce point la même position que le P.S. En réponse à une question de M. Mitterrand, M. Marchais a indiqué en outre que le P.C.F. était disposé à examiner le principe de la constitution de listes d'union dans les villes de moins de trente mille habitants.

[...]me EDMONDE CHARLES-ROUX

Désignée pour présider le Co[...]ité pour le respect du droit à [...]nformation radiotélévisée, dont [...] « sommet » de la gauche a [...]écidé la création, Mme Edmonde [...]harles-Roux, née en 1920 à [...]euilly-sur-Seine, est la fille de [...]rançois Charles-Roux, ancien [...]mbassadeur de France et ancien [...]résident de la Compagnie du [...]anal de Suez.

Après des études secondaires [...]u lycée Châteaubriand à Rome, [...]le est, en 1944, attachée au [...]abinet du général de Lattre de [...]assigny, commandant la Ire ar[...]mée française. Elle entre après [...] libération à l'hebdomadaire [...]lle *et devient en 1950 rédactrice [...]n chef de l'édition française du [...]agazine américain* Vogue, *où [...]lle demeure jusqu'en 1966. Elle [...]ntreprend parallèlement une [...]arrière littéraire en collaborant [...]vec M. Maurice Druon pour la [...]érie d'ouvrages de ce dernier* [...]es Rois maudits. *Après une bio[...]raphie consacrée à* Don Juan [...]'Autriche, *elle acquiert la noto[...]iété avec son premier roman,* [...]ublier Palerme, *qui, en 1966, [...]btient le prix Goncourt. Poursui[...]ant dans une voie romanesque, [...] ses souvenirs et ses expériences [...] fille de diplomate et de femme [...] la société parisienne nourris[...]nt ses œuvres, elle publie suc[...]essivement* Elle, Adrienne, *en [...]71, et* l'Irrégulière ou mon iti[...]aire Chanel, *en 1974, deux gros [...]mans inspirés par la vie de la [...]uturière Coco Chanel.*

En octobre 1973, Mme Charles-[...]oux avait épousé en Avignon [...] Gaston Defferre, maire de [...]arseille et président du groupe [...]cialiste de l'Assemblée natio[...]ale. Elle a depuis lors accompa[...]é son époux dans certains des [...]yages que celui-ci a effectués [...]ec M. François Mitterrand, pre[...]ier secrétaire du parti socialiste, [...]tamment à Cuba et au Chili. [...] mai 1974, elle avait organisé à [...]arseille avant le deuxième tour [...] l'élection présidentielle un [...]bat sur « la femme et la poli[...]ique ».

LE COMMUNIQUÉ

A l'issue de la réunion « au sommet » du comité de liaison de la gauche, qui a pris fin jeudi 19 juin à 13 heures (nos dernières éditions datées du 20 juin), M. Robert Fabre a donné lecture du communiqué :

« *Les délégations du parti communiste français, du parti socialiste, du Mouvement des radicaux de gauche, conduites par MM. Georges Marchais, François Mitterrand et Robert Fabre, se sont rencontrées au siège du Mouvement des radicaux de gauche le jeudi 19 juin.*

Elles ont procédé à un échange de vues direct et approfondi sur la situation politique et les rapports entre leurs trois formations.

Les trois partis réaffirment leur attachement à la stratégie de lutte et d'union pour la victoire du programme commun de gouvernement.

Pour consolider et élargir les bases de leur alliance, ils ont décidé de confier aux responsables du comité de liaison des trois partis le soin de mettre au point les dispositions de travail pour l'étude des questions suivantes :

— La crise internationale du capitalisme et celle de la société française avec leurs conséquences pour l'ensemble des couches sociales (salariés, agriculteurs, classes moyennes) ;

— Les problèmes de l'Europe, de la sécurité collective et de la paix ;

— La défense et l'extension des libertés.

Les trois partis ont adopté une déclaration et décidé des actions communes pour que soit respecté le droit à l'information de l'ensemble des Français. »

Voici le texte de cette déclaration commune :

« *L'absence d'objectivité et d'équilibre dans l'information et l'expression des différents courants d'opinion à la radio et à la télévision constitue une atteinte extrêmement grave à l'exercice de la démocratie dans notre pays. Cette situation, maintes fois dénoncée déjà par l'ensemble des forces de gauche, s'est considérablement aggravée dans la période récente. La célébration abusive du premier anniversaire de l'élection de M. Giscard d'Estaing est, parmi bien d'autres, un exemple de la façon dont les grands moyens d'expression audio-visuels sont mis au service du pouvoir.*

Les trois partis signataires du programme commun de gouvernement, forts de plus de treize millions d'électeurs, ont décidé d'entreprendre une campagne nationale permanente pour faire respecter le droit à l'information de l'ensemble des Français.

A cette fin, ils décident la création d'un comité pour le respect du droit à l'information radiotélévisée. Placé sous la présidence de Mme Edmonde Charles-Roux, ce comité comprendra douze membres désignés par les trois partis en fonction de leur compétence en la matière. Il sera doté d'un siège et de moyens matériels. Il aura mission, notamment :

— De suivre régulièrement les programmes d'information des sociétés nationales de radio-télévision et des stations périphériques ;

— De prendre des dispositions permettant de contrôler l'objectivité des journaux régionaux télévisés ;

— De porter des appréciations d'ensemble sur l'objectivité et l'équilibre de l'information dans les différentes stations ;

— De dénoncer les abus les plus flagrants et de proposer des mesures de riposte à l'encontre des stations concernées. Les auditeurs et téléspectateurs seront invités à participer directement aux actions qui pourraient être envisagées à cet égard ;

— De s'adresser à l'opinion par tous moyens appropriés.

Le comité rendra compte de ses premiers travaux à la rentrée de septembre, au cours d'un colloque auquel seront conviés les journalistes de la presse écrite et audio-visuelle.

Les trois partis rappellent leur conception du droit à l'information telle qu'elle est définie dans le programme commun et qu'ils s'engagent donc à mettre en œuvre : la radio et la télévision doivent devenir un service public garantissant l'expression et la confrontation des courants d'opinion et de pensée, donnant une information complète, impartiale et honnête, libérée de toute censure.

Dans l'immédiat, et à titre d'exemple, chaque fois que le président de la République ou le premier ministre s'adressent directement aux Français à la télévision, l'opposition doit pouvoir s'exprimer pour une durée comparable, le temps étant réparti suivant des modalités à définir entre les différentes formations concernées.

Dans le même esprit, en raison du très faible indice d'écoute de la tribune libre des partis politiques diffusée tous les deux mois sur FR 3, les trois partis demandent que cette tribune soit à nouveau, comme c'était le cas avant l'éclatement de l'O.R.T.F., diffusée sur TF 1 ou Antenne 2, dotée de moyens budgétaires et sans que le gouvernement puisse intervenir de quelque façon que ce soit dans le contenu des émissions. »

VENEZ DONC PILOTER
UN VRAI HÉLICOPTÈRE
DIMANCHE 22 JUIN

A l'occasion d'une invitation amicale faite aux constructeurs [...]nateurs du Réseau du Sport de l'Air par les Ailerons d'Enghien-[...]oisselles, la société « Air Affaires » organise le dimanche 22 juin [...]e grande journée d'initiation à l'hélicoptère sur l'aérodrome [...]Enghien-Moisselles.

Baptêmes de l'air.

Présentations en vol d'hélicoptères.

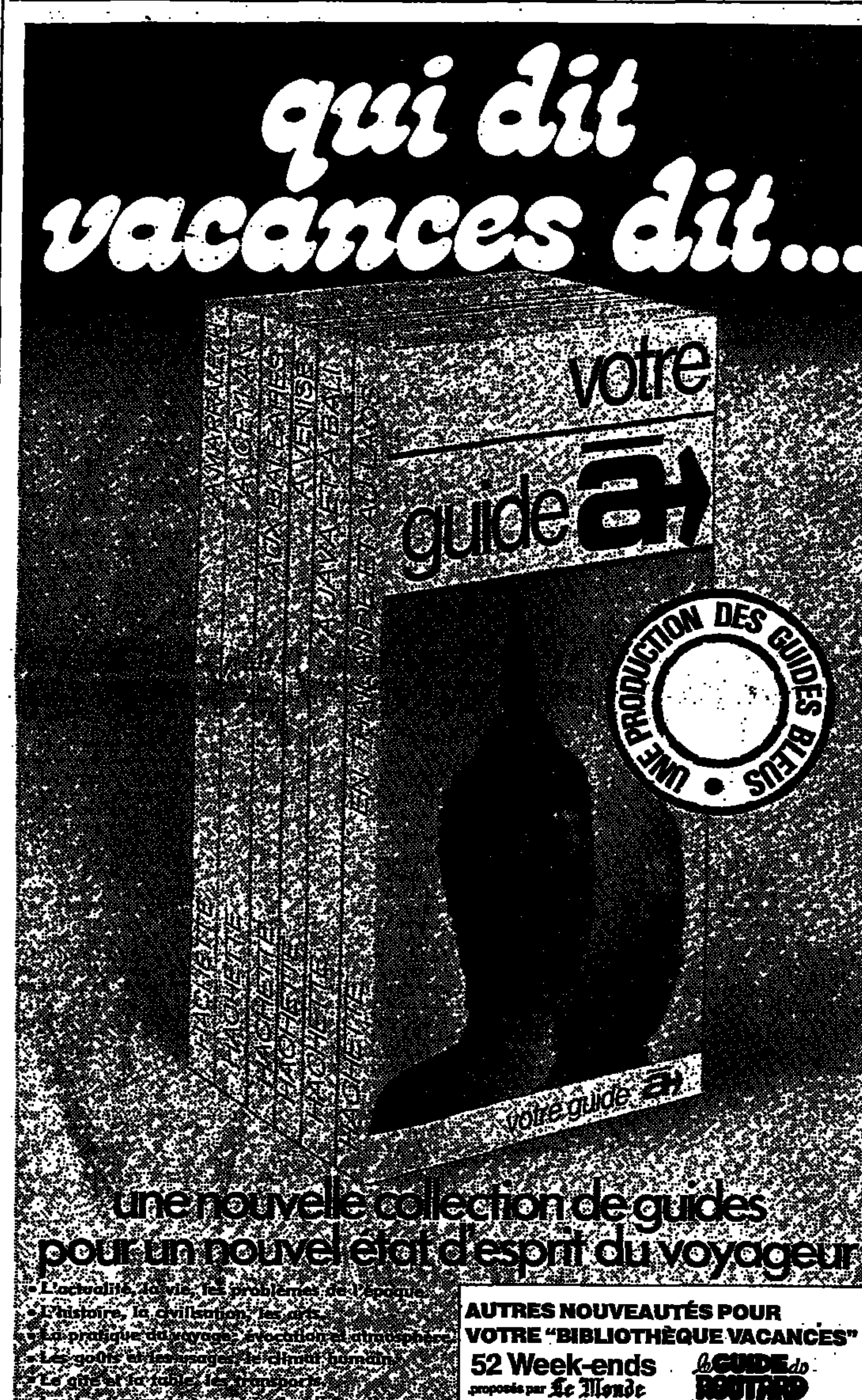
Inscription à la future école de pilotage d'hélicoptère qui y sera implantée.

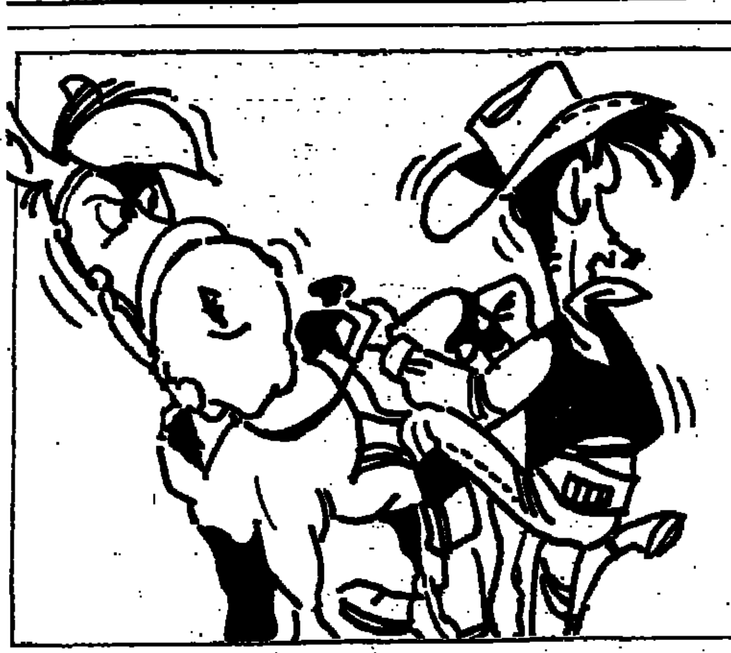
Rendez-vous à Moisselles, sortie porte de la Chapelle, direction [...]int-Denis puis Beauvais, Route Nationale n° 1.

Si vous ne pouvez pas venir, mais êtes cependant intéressé, [...]rivez à :

AIR AFFAIRES

Boîte postale 248 - 1215 GENÈVE 15 (Suisse)





DANS LE NOUVEL observateur A PARTIR DU 23 JUIN en couleur !

LUCKY LUKE
LA GUERISON DES DALTON

EN AVANT-PREMIÈRE, LA PUBLICATION INTEGRALE D'UNE BANDE DESSINEE

POLITIQUE

AVANT LA CONVENTION NATIONALE DU P.S. SUR L'AUTOGESTION

Le parti a élaboré quinze thèses

Le parti socialiste vient de rendre publiques les quinze thèses sur l'autogestion qui seront discutées par une convention nationale les 21 et 22 juin. Ces quinze thèses, élaborées au sein d'une commission dirigée par M. Gilles Martinet, membre du secrétariat national, ont été ratifiées à l'unanimité par le bureau exécutif du P.S. A cette occasion, les représentants de la minorité — le CERES — ont déposé une seizième thèse, qui se présente comme un « amendement additionnel ». La majorité du bureau exécutif explique, dans le bulletin intérieur du P.S., « le Poing et la Rose », qu'elle a refusé cet amendement :

« 1) POUR DES RAISONS DE FORME : le texte n'a pas été soumis à la commission préparatoire compétente, a été remis au bureau exécutif à la dernière minute alors qu'aucune discussion approfondie ne pouvait plus avoir lieu ;

2) POUR DES RAISONS DE FOND : les militants, à la lecture de ce texte, verront très rapidement en quoi il s'éloigne du texte adopté par l'unanimité du bureau exécutif et même, sur certains points, en quoi il le contredit. »

Le document élaboré par le P.S. est divisé en trois chapitres. Le premier, intitulé « Face à la crise du capitalisme », comprend quatre thèses. Elles insistent sur le fait que *« l'impérialisme demeure la réalité fondamentale du vingtième siècle »* et que les Etats-Unis, *« centre de l'impérialisme »*, cherchent à *« imposer une nouvelle division internationale du travail »*. Insistant sur le rôle des sociétés multinationales, le P.S. note :

« Le capitalisme n'a pu mettre en place des institutions à caractère mondial. L'Etat national reste le lieu principal où, avec des difficultés croissantes, se coordonnent les fonctions économiques, politiques et idéologiques. Il est, à la fois, le principal instrument dont puisse se servir la bourgeoisie et l'enjeu fondamental de la lutte des classes. Une série de ruptures se produisant au niveau national peuvent déséquilibrer le système capitaliste mondial. »

Après avoir souligné que de nouvelles revendications se font jour, tendant à un plus grand contrôle des travailleurs sur leurs entreprises, le texte socialiste ajoute :

« Dès ses débuts, le mouvement ouvrier lie étroitement la victoire du socialisme à la démocratie prolétarienne, à ce que nous appelons aujourd'hui la perspective autogestionnaire. (...) En fait, les expériences entreprises au nom du socialisme (à l'exception de la Chine, société essentiellement rurale) se sont largement inspirées des formes de production capitaliste, bien qu'elles se soient donné les moyens d'en développer d'autres. La logique des techniques lourdes, la restauration des hiérarchies sont apparues dans la plupart des pays de l'Est. »

Le second chapitre, intitulé « La perspective autogestionnaire », est subdivisé en six thèses. Les socialistes expliquent :

« On sait que, dans la logique capitaliste, un projet est retenu en fonction de sa rentabilité *à court ou à moyen terme. Dans la logique socialiste, il est choisi en fonction de son* utilité sociale *et de la plus ou moins grande* dépense de travail *qu'entraîne sa réalisation. »*

Ils relèvent toutefois deux objections. Quels sont les critères de l'utilité sociale et qui en décide ? Sur le premier point, le P.S. indique que *« l'emploi, le droit au travail, les conditions de travail et le cadre de vie font partie des critères de l'utilité sociale, comme en font partie les problèmes de formation et d'information, la politique de la santé, les mesures permettant d'assurer l'émancipation de la femme, etc. »*. Sur le second, il précise qu'*« il doit y avoir participation directe à l'élaboration de la décision »* et note :

« L'intervention des noyaux militants, comme celle des techniciens, est donc indispensable. Mais elle doit demeurer au niveau de la proposition et du conseil, la décision appartenant à la collectivité elle-même dès lors que la dimension de cette collectivité permet à son assemblée d'être autre chose qu'un lieu d'information et de manipulation. »

Le P.S. se prononce d'autre part pour une *« remise en cause des hiérarchies de rémunération »*, qui, selon lui, doit *« s'accompagner d'un développement de la rotation des tâches, lié lui-même à la mise en œuvre d'une véritable formation permanente »*. Il réclame l'introduction, *« selon des modalités très précises et à des moments déterminés, du principe de la révocabilité des responsables élus »*.

Après avoir rappelé que son projet autogestionnaire n'a de sens que s'il accompagne *« la* socialisation *des principaux moyens de production, la* planification *démocratique et la* transformation *de l'Etat »*, le parti socialiste présente trois options possibles :

1) *Un conseil d'administration mettant en œuvre la gestion tripartite prévue par le programme commun* : représentants élus des travailleurs, représentants de l'Etat (ou des régions), représentants de certaines catégories d'usagers.

2) *Un conseil de gestion entièrement élu par les travailleurs de l'entreprise.*

3) *La coexistence d'un conseil de gestion élu par les travailleurs et d'un conseil de surveillance* où siégeraient les représentants de l'Etat, des assemblées nationales, régionales ou locales (suivant les cas) et de certaines catégories d'usagers.

Il prévoit également trois types d'entreprises :

1) Les entreprises privées, dont le statut ne sera changé que par les incitations et les contrôles exercés par le plan et par l'extension des droits des travailleurs.

2) Les entreprises sous statut national ou régional.

3) Les entreprises plus profondément engagées dans le processus autogestionnaire.

Outre les entreprises dont la socialisation est prévue par le programme commun de la gauche, les socialistes indiquent que pourront être créées de nouvelles firmes qui entreprendront des expériences autogestionnaires et bénéficieraient de *« locations de capital »* de la part des pouvoirs publics.

La planification démocratique

Le document insiste sur la nécessité d'une *« planification démocratique »* dans le cadre de la société autogérée en expliquant : *« Ce qui rend compatible avec l'autogestion la planification, c'est une procédure d'élaboration démocratique et décentralisée qui suppose une vaste participation populaire avant le choix définitif des instances politiques élues au suffrage universel. »*

En conséquence, le P.S. estime : *« La période de planification longue doit coïncider avec la durée d'une législature, de manière que les élections puissent porter précisément sur les choix nationaux. »*

Les entreprises passeraient, d'une part avec l'Etat, d'autre part avec les collectivités locales, des *contrats couvrant la même* période que le plan national, mais révisables, par exemple tous les deux ans, pour tenir compte de l'évolution réelle de la situation économique. Le recours à l'autofinancement *serait limité* et un contrôle des engagements pris mis en place. Dans un tel régime, il serait prévu un système de prix à long terme. Toutefois, est-il précisé, *« en dehors des produits-clefs pour l'économie et des produits d'intérêt social, on peut faire une confiance contrôlée à la loi du marché pour connaître les désajustements entre offre et demande d'un certain nombre de consommations courantes qui justifient la révision des objectifs planifiés »*.

La dixième thèse du P.S., intitulée « La transformation de l'Etat », prévoit la création de *« nouvelles formes de pouvoir »*. Les socialistes entendent éviter deux erreurs qui consistent à croire soit qu'il suffit d'utiliser l'appareil d'Etat pour appliquer leur politique, soit de tout attendre *« des instruments autonomes de pouvoir que la classe ouvrière crée spontanément à certains moments de sa lutte »*. Ils se proposent *« à la fois d'occuper le gouvernement et de le changer »* et se fixent six objectifs :

« 1) Le passage de la prédominance du grand capitalisme à celle des couches populaires rassemblées dans le front de classe ;

» 2) La réorientation du système d'éducation ;

» 3) La transformation des conditions d'exercice de la justice et une nouvelle définition du rôle de la police ;

» 4) La refonte du système militaire ;

» 5) La mise en place d'un service public comparable à ce qu'a été la société nationale des entreprises de presse au lendemain de la libération, ainsi que de véritables « banques d'information » ;

» 6) La réduction des compétences du pouvoir central. »

Le troisième chapitre du document socialiste, consacré aux « Implications stratégiques du projet autogestionnaire », comporte cinq thèses. Elles réaffirment que *« ce projet doit être pris en compte par l'ensemble des travailleurs rassemblés dans le front de classe anticapitaliste, dont la stratégie de l'union de la gauche est l'expression politique »*.

Toutefois, le P.S. note que *« la réalisation du socialisme ne pourra se faire à partir de l'organisation de deux courants figés dont l'un serait autogestionnaire et l'autre ne le serait pas. Le dépassement de cette contradiction devient, à nos yeux, l'un des enjeux de l'union de la gauche »*, conclut-il sur ce point.

Pour favoriser la prise de conscience autogestionnaire, les socialistes se prononcent en faveur de la lutte pour le contrôle dans et hors des entreprises. Ils s'opposent au passage à la conception communiste de lutte « contre une poignée de milliardaires » en distinguant le « front de classe » *(« rassemblement de tous ceux qui ont intérêt à détruire l'exploitation économique et la domination politique et idéologique du capitalisme »)* des *« alliances défensives de caractère antimonopoliste »*.

Le CERES prône l'initiative autonome des masses

L'amendement additionnel déposé par le CERES, et intitulé « Action gouvernementale et action de masse », indique :

« Si l'adhésion populaire et la capacité d'initiative propre des masses ne lui donnent pas, dès la prise en main du gouvernement par la gauche, une force irrésistible, notre victoire électorale n'aura d'autre issue que la défaite politique. (...) Contrôler le gouvernement, ce n'est pas prendre le pouvoir.

» L'occupation des instances de pouvoir politique (assemblées, gouvernement) par les partis de gauche et l'application des mesures anticapitalistes contenues dans le programme commun ne suffiront pas, en elles-mêmes, à résoudre les problèmes posés par la prise en main de l'appareil d'Etat, condition préalable de sa transformation. (...)

» Il importe de se préparer, dès maintenant, à la fois à prévenir d'éventuelles déviations bureaucratiques ou technocratiques et à peser dans l'affrontement avec le capital, en mobilisant les masses populaires — plus particulièrement la classe ouvrière — afin que celles-ci aient et conservent un rôle hégémonique dans le processus de prise en main de l'appareil d'Etat. (...)

» Dans la période de transition, les capacités d'initiative autonome des masses connaissent un large développement. Hors du cadre des institutions actuelles, et à côté des partis et des syndicats, des organisations unitaires de masse nées de la lutte (conseils d'atelier, d'usine, de quartier) verront le jour. Il s'agit là d'une anticipation qu'il est réaliste de prendre en compte dès aujourd'hui. (...)

» Mais le mouvement populaire ne doit pas s'opposer à l'action gouvernementale. C'est aux partis de gauche d'assurer la cohérence et la complémentarité de l'action à ces deux niveaux. Ce qui suppose qu'ils soient aussi présents dans le mouvement de masse que dans l'appareil d'Etat. (...)

» C'est dire que la tâche centrale de la période, c'est la construction d'un parti :

» — élargissant sa base sociale en direction des travailleurs et particulièrement des couches les plus défavorisées ;

» — menant la lutte anticapitaliste sur tous les terrains et opposant globalement au pouvoir giscardien la perspective du socialisme autogestionnaire ;

» — envisageant, dans le débat comme dans la pratique, une nouvelle étape de l'union, une véritable alliance stratégique, pour le passage au socialisme des partis dans lesquels se reconnaissent les travailleurs de notre pays. »

Ici et maintenant ?

Quand les représentants du CERES avaient déposé, le 14 mai, devant le bureau exécutif du P.S., leur amendement additionnel aux quinze thèses sur l'autogestion, M. François Mitterrand, après avoir lu leur texte, l'avait repoussé en disant : *« Je vois. C'est « hic et nunc » (ici et maintenant). »* En reprenant sous forme d'amendement un certain nombre de thèmes qu'il *n'avait pu faire admettre* par la commission de travail chargée de préparer la convention sur l'autogestion, le CERES sait qu'il va provoquer un nouvel affrontement entre la majorité et la minorité issues du congrès de Pau. Mais cette fois-ci, contrairement à ce qui s'était passé les 3 et 4 mai lors de la convention sur les rapports P.C.-P.S., il se trouve sur un terrain favorable.

L'amendement du CERES — la seizième thèse en somme — a été refusé par la majorité parce qu'il implique que le passage au socialisme soit engagé dès le lendemain de l'arrivée au pouvoir de la gauche. Pourtant, *en se référant à l'action autonome des masses*, le CERES émet moins un vœu qu'il ne dresse un constat. Il est en effet hautement probable qu'une victoire électorale de la gauche entraînerait une profonde mobilisation populaire qui dépasserait, et sans doute bousculerait, le cadre traditionnel des partis et des syndicats. Il appartient dès lors à la gauche d'arrêter dès à présent l'attitude qu'elle *observerait à l'égard de cette* mobilisation. Il lui appartient de dire si elle laisserait s'exprimer *« la capacité d'initiative des masses »* dont parle le CERES et si donc elle accélérerait le processus de socialisation.

Or la lecture des quinze thèses élaborées par le P.S. semble impliquer que les socialistes sont effectivement décidés, dès leur éventuelle arrivée au pouvoir, à transformer et les structures économiques et l'appareil d'Etat. Une décentralisation vigoureuse devrait, est-il notamment expliqué, aboutir à la réduction des compétences du *pouvoir central.*

Une jonction difficile

Les thèses sur l'autogestion *représentent donc une évolution* sensible par rapport au programme commun qui prévoyait un processus nettement plus lent, étalé sur au moins cinq ans. En outre socialistes et communistes *maintenaient, sous réserve d'un* certain nombre de réformes partielles, l'essentiel de la structure d'Etat. Ces conceptions avaient d'ailleurs conduit MM. Michel Rocard et Robert Chapuis, à l'époque dirigeants du P.S.U., aujourd'hui membres du comité directeur du P.S., à dénoncer l'aspect trop « centraliste » du programme commun.

Peut-être les socialistes ont-ils depuis tiré les leçons des événements du Chili et du Portugal et se rendent-ils compte qu'ils risquent d'être vite prisonniers de la légalité « bourgeoise ». Peut-être pensent-ils que *l'élan populaire* qui les porterait au lendemain d'un succès électoral doit être exploi*té au maximum car il est tou*jours susceptible de retomber vite. Mais alors il restera à expliquer comment les thèses sur l'autogestion sont compatibles avec le programme commun, à quel niveau se fait la jonction entre deux projets politiques qui ne sont pas nécessairement similaires. Il est probable que le parti communiste qui s'est toujours méfié du flou des discours sur l'autogestion va interroger ses alliés sur ce point.

A l'occasion des assises du socialisme d'octobre 1974, il avait déjà eu l'*occasion* de demander au P.S., qui semblait douter de la volonté du P.C.F. d'aller au socialisme, si un changement de rythme était soudain paru souhaitable et si le stade de la « démocratie avancée » *prévu par le programme* commun devait être escamoté.

L'étonnement du P.C.F.

Les communistes pouvaient d'autant plus légitimement se déclarer surpris que la campagne menée par M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle avait « atténué » et non « radicalisé » le *programme commun.* Après tout, en promettant par exemple un retour rapide du franc dans le « serpent » monétaire, le premier secrétaire ne s'engageait-il pas implicitement à mener une politique de déflation alors que ses objectifs sociaux et la pression de ses électeurs l'auraient à l'évidence condamnée, au moins pendant les premiers mois, à une politique inflationniste ?

Si, pour lutter contre l'immobilisme de Georges Pompidou, la revendication imprécise du changement était sans doute suffisante (sentiment que M. Giscard d'Estaing a su habilement récupérer), il n'en va plus de même à présent. Face à un pouvoir qui se veut réformateur, c'est sur le *calendrier* et l'ampleur des réformes que va porter le débat politique. M. Mitterrand en a *conscience qui a déjà pré*venu le président de la République que celui-ci s'essoufflerait à vouloir le suivre.

Encore *faut-il que le P.S* oppose au gouvernement un ensemble de projets cohérent. O[n] on a l'impression que depuis que les socialistes couvrent un terrain politique considérable, ils *éprouvent quelques difficultés à* réaliser la synthèse des diverses opinions qui s'expriment au sein de leur parti. Une première manifestation de ce phénomène était apparue, par exemple, avec le débat sur les centrales nucléaires. Un fort courant s'était en effet exprimé au sein du P.S. contre le programme d'équipement nucléaire. Ses porte-parole témoignaient souvent d'une sensibilité de type « *écologique* ». *Parallèlement* un courant non moins important se développe chez les socialistes pour défendre le principe de l'armement nucléaire. Dans les deux cas, ces courants ne recoupent pas les *clivages politiques* du parti socialiste.

Dès lors on peut craindre que les prises de position du P.S. ne soient hypothéquées par le jeu de ses propres équilibres et ne deviennent *des documents* à usage interne plutôt qu'un *projet* politique pour le pays.

THIERRY PFISTER.

Communistes et socialistes restent en désaccord

La revue *Autogestion et socialisme* (1) publie dans son numéro 30-31 (daté mars-juin) un document élaboré par un des cinq groupes de travail mis en place au lendemain des élections législatives de mars 1973 pour réviser certains chapitres du programme commun de gouvernement de la gauche. Ce texte devait être la nouvelle version du chapitre intitulé « La démocratie dans l'entreprise et la gestion démocratique », seule partie du programme commun dans laquelle figurait explicitement une divergence entre les deux grands partis de gauche puisqu'il était noté : *« L'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles que le parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion, et le parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique »*.

M. Jean-Pierre Chevènement avait fait état de ce document au début de l'année (*le Monde* du 1er février) en notant que le mot « autogestion » figurait dans la nouvelle version. *L'Humanité* avait, à l'époque, affirmé qu'un tel « protocole » n'existait pas. En réalité le texte publié par *Autogestion et socialisme* prouve que les deux partis sont prêts à se donner comme but commun l'autogestion. Ce n'est pas vraiment une surprise puisque M. Georges Marchais avait expliqué en juin 1973 que *« considérer l'autogestion comme une perspective socialiste »* est logique pour des communistes et ne représente ni *« une hérésie »*, ni *« une novation bouleversante »*.

Néanmoins le groupe de travail n'est pas parvenu à une rédaction unique. Les communistes et les radicaux de gauche sont tombés d'accord, mais les socialistes ont maintenu des formulations différentes. Les directions politiques des trois partis de gauche qui auraient dû rendre les arbitrages ne se sont jamais officiellement saisies du texte à cause de l'élection présidentielle puis de la polémique qui a ensuite divisé la gauche.

La nouvelle rédaction du chapitre apporte notamment les précisions suivantes par rapport au texte actuel (le nouveau libellé apparaît en italique).

Les pouvoirs des travailleurs

Dans le cadre des expériences de gestion avec intervention directe des travailleurs, *le nouveau* texte indique :

« Dans cette perspective, au niveau de l'entreprise et de l'établissement, ces expériences pourront conduire les travailleurs et leurs représentants élus...

PROPOSITION du P.C.F. et des radicaux de gauche... *à intervenir directement dans les décisions.*

PROPOSITION du P.S... *à décider eux-mêmes...*

en matière d'emploi, de qualification, de formation, de promotion, d'avantages sociaux, d'une part, d'objectifs de production, de plan de développement, d'investissements, d'innovation et de choix technologique, d'accords commerciaux, d'autre part. »

(...) « Prenant appui sur les institutions démocratiques, sur la propriété collective des grands moyens de production et d'échange sur la planification démocratique...

PROPOSITION du P.C.F. et des RADICAUX DE GAUCHE... *l'intervention rapidement élargie des travailleurs dans la gestion des entreprises nationales et de la population dans celle des collectivités territoriales et des activités sociales et culturelles qui en dépendent...*

PROPOSITION du P.S... *L'extension des expériences d'autogestion dans les entreprises nationales, dans les collectivités territoriales et les activités sociales et culturelles...*

Ouvrira la voie à une autre société, la société socialiste.

Avec la fin de l'exploitation, la disparition des luttes de classe, les progrès de la démocratie...

PROPOSITION du P.S... *qui n'iront certes pas sans tensions...*

Vers des formes de plus en plus perfectionnées de la direction des affaires de la société par tous...

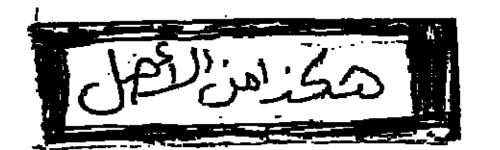
PROPOSITION des TROIS PARTIS... *l'autogestion pourra progressivement prendre corps et se généraliser à l'ensemble de la vie sociale.* »

(1) *Autogestion et socialisme*, 224 pages, 25 F, 12, avenue du Maine, 75015 Paris.

RÉPULSIF A MOUSTIQUE
Nouvelle technique américaine
de protection contre les moustiques :
le « MOSQUITO SKEETER SKAT »
Appareil électronique émetteur d'ondes qui éloignent les moustiques en toutes circonstances : PECHE, CHASSE, CAMPING, VOYAGES... Plus petit qu'un paquet de cigarettes, on peut le porter à la ceinture, le poser sur une table ou à terre près du sol (fonctionne sur pile).
Vente en France : 140 F
(Franco 145 F ou c/rembt 150 F
chez THIÉBAUT
Spécialiste de la lutte contre les insectes
30, PLACE DE LA MADELEINE, 75008 PARIS - Téléph. : 073-29-03
Documentation sur demande.

LENTILLES DE CONTACT :
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous ?
Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté *les lentilles de contact*. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantissent une accoutumance rapide et une tolérance parfaite.
Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.
YSOPTIC



ÉDUCATION

La conférence des présidents d'université propose de créer un organisme de consultation sur la recherche

La conférence des présidents d'université s'est réunie, jeudi 19 juin, à Paris, pour la dixième fois depuis le début de l'année scolaire.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, y a annoncé une augmentation des bourses (*le Monde* du 20 juin 1975). Le secrétaire d'Etat a également présenté aux présidents le projet de modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, visant à rendre les universités plus autonomes dans l'organisation de leur budget. Ce projet a été adopté en conseil des ministres le 11 juin (*le Monde* du 12 juin). « *Cette mesure rendrait plus vraie l'expression d'établissement public doué de l'autonomie financière employée à propos des universités dans la loi d'orientation de 1968* », a estimé M. René Rémond, premier vice-président de la conférence et président de l'université de Nanterre (Paris-X).

La conférence des présidents a, d'autre part, entendu un rapport de M. André Herpin, président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), concernant la recherche. M. Herpin a notamment souligné l'importance des « conseils scientifiques » des universités, qui sont « *capables de mener une politique de recherche cohérente dans chaque université et de faciliter l'innovation* ».

La conférence a adopté à l'unanimité un avis demandant la constitution d'un « *organisme de réflexion et d'expertise en matière de recherche auprès du secrétaire d'Etat* ».

Dans leur avis, les présidents d'université demandent également « *une alimentation suffisante du fonctionnement et de l'équipement de la recherche* », ainsi qu'une « *revalorisation importante des allocations d'études de troisième cycle* ».

La conférence se propose de tenir, à l'automne, un colloque consacré à l'examen des problèmes de la recherche, analogue à celui réuni en mars à Villard-de-Lans sur l'autonomie des universités.

A Nantes

LES ASSISTANTS EN DROIT ET SCIENCES ÉCONOMIQUES continuent la « grève administrative »

(De notre correspondant.)

Nantes. — Les assistants de droit et sciences économiques de l'université de Nantes ont décidé, mercredi 18 juin, au cours d'une assemblée générale réunissant une cinquantaine de personnes, de continuer au moins une semaine de plus la « *grève administrative* », malgré l'accord conclu par l'Association nationale des assistants, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (FEN) et le Syndicat général O.F.D.T. avec le secrétaire d'Etat aux universités (*le Monde* du 18 juin). Ils reprochent notamment à cet accord de ne pas satisfaire les revendications des chargés de cours et de travaux dirigés, et reprochent aux dirigeants de leur association de ne pas les avoir consultés avant de signer.

Cependant, les directeurs des unités d'enseignement et de recherche de droit et sciences économiques ont convoqué les jurys pour le vendredi 20 juin et prévu les épreuves finales d'examen pour la semaine du 25 juin au 1er juillet. En fait, celles-ci risquent d'être reportées à septembre ou octobre, comme le demandent les étudiants qui soutiennent les assistants.

DEUX JEUNES GENS SONT INCULPÉS POUR FRAUDE AU BACCALAURÉAT

Une fraude, commise au cours des récentes épreuves du baccalauréat, a entraîné l'inculpation par M. Michat, juge d'instruction à Paris, de M. Xavier Baschet, dix-huit ans et demi, et de M. Patrick Briel, dix-neuf ans, inculpés de fraude précisément, mais aussi de fabrication et usage de faux documents administratifs ; les deux jeunes gens ont été laissés en liberté.

Renvoyé d'un cours privé avant Pâques, Xavier Buschet avait fait appel, pour passer son baccalauréat, à son camarade Patrick Briel, déjà bachelier depuis deux ans. Grâce au livret de famille des parents de Xavier, Patrick s'était fait établir à son commissariat une carte d'identité au nom de celui-ci ; c'est lui qui s'est présenté au lycée Buffon, le 17 juin, pour subir, à la place de Xavier, les épreuves de sciences économiques et de mathématiques. Mais un appel téléphonique anonyme avertit le proviseur du lycée dans l'après-midi du 17 juin et le faux candidat fut interpellé à la sortie.

● *Jurys d'examen bloqués à Nantes.* — Les jurys d'examen des brevets d'études professionnelles et certificats d'aptitude professionnelle d'électronique et électrotechnique de l'académie de Nantes ne peuvent se tenir depuis le 11 juin en raison d'une grève des enseignants des sections de collège technique préparant à ces diplômes (une centaine au total, appartenant à une vingtaine d'établissements). Ceux-ci réclament que les groupes de travaux pratiques ne dépassent pas douze élèves, pour des raisons de sécurité et pour assurer un meilleur enseignement. Le mouvement est soutenu par les syndicats de professeurs d'enseignement technique affiliés à la Fédération de l'éducation nationale, à la C.G.T. et à la C.F.D.T. Ceux-ci n'ayant pas obtenu satisfaction malgré plusieurs entrevues au rectorat, ont décidé de continuer leur mouvement. — *(Corresp.)*

Libres opinions

Relancer la recherche universitaire

par J.-P. KAHANE (*)

UNE radiation bizarre découverte en 1896, une formule mathématique écrite en 1904, sans elles, on ne parlerait pas aujourd'hui d'énergie atomique. Depuis un demi-siècle, les travaux menés dans les laboratoires universitaires ont eu un retentissement inattendu sur la production, le mode de vie, les dangers de guerre. Ceux qui regrettent le passé, ou tiennent au présent, ont proposé de stopper le développement scientifique, de réduire la science à la croissance zéro. C'est une courte vue. Le monde de 1975 ne peut pas se passer de nouvelles découvertes scientifiques. La faim, l'énergie, les matières premières, l'environnement, la pollution, la liste des questions brûlantes s'allonge et s'allongera sans cesse ; et comment tenter de les résoudre sans que nous ayons de nouvelles connaissances et de nouveaux moyens d'action ? Le monde à venir dépend largement d'investigations dans des domaines encore insoupçonnés et de l'aptitude des hommes à poser les problèmes scientifiquement. Si nous pensons à l'avenir, il est urgent que le développement de la science s'accélère, c'est-à-dire à la fois le développement des connaissances scientifiques et le développement de l'esprit scientifique. Les deux sont liés, et c'est la justification théorique de l'articulation entre la recherche scientifique et l'enseignement. A la charnière, il y a l'Université.

Or l'Université française est dans une étrange situation. C'est une sorte d'éponge qui se gonfle ou s'assèche en fonction du flux des étudiants. Dans le début des années 60, le secteur scientifique des universités s'est développé de façon explosive (la faculté d'Orsay en est un exemple) puis ce fut la stagnation, et c'est actuellement le reflux. La structure plus rigide des grandes écoles effectue une ponction constante sur les effectifs des classes de terminale C des lycées. Elle a acquis, depuis peu, la possibilité d'organiser des études de troisième cycle. Pressées entre les grandes écoles et le Centre national de la recherche scientifique, les universités ont-elles encore un rôle à jouer en ce qui concerne la recherche scientifique et les études scientifiques avancées ? Personne n'a osé répondre par la négative, mais il y a le langage, facile à déchiffrer, des finances.

***

Actuellement, les universités à dominante scientifique sont en pleine crise financière. Elles étouffent. Elles renferment pourtant un capital en hommes et en moyens de recherche extrêmement précieux, et dont elles connaissent la valeur. Elles se sont pourvues, après 1971, de conseils scientifiques pour organiser au mieux leur politique de recherche. Mais les crédits du VIe Plan n'ont pas été distribués et les crédits de fonctionnement de la recherche ont été bloqués par la « règle du butoir », visant à aligner les universités les mieux pourvues sur les plus pauvres. Et on est arrivé à la situation suivante : les laboratoires d'Orsay recevaient, en 1968, 10 millions de francs ; ils ont reçu en 1974 5 800 000 francs, et recevront moins encore en 1975 de l'Université.

La situation est donc insupportable pour les laboratoires universitaires. Comment vivent-ils ? Grâce à l'aide du C.N.R.S., qui a le mérite de la stabilité mais l'inconvénient d'alimenter les équipes les mieux reconnues au détriment des équipes naissantes. Et surtout par les contrats, conclus directement entre les laboratoires et de grands organismes, qui ne sont soumis que pour la forme au contrôle de l'Université. Au lieu d'être, comme ils le devraient, des incitations ponctuelles à des recherches nouvelles, les contrats sont devenus une sorte de bouée de sauvetage pour laboratoires en perdition. A Orsay, actuellement — situation extrême — ils représentent en moyenne près de trois fois plus que ce que l'Université peut donner aux laboratoires.

Au lieu d'un financement régulier et stable, les laboratoires vivent donc tant bien que mal de contrats. Mais les contrats ont aussi un autre objet, et ils comblent un autre vide. Pour les laboratoires qui en bénéficient, ils servent à subventionner les études de candidats au doctorat de troisième cycle. Il y a bien des allocations d'études, mais comme leur niveau est d'environ 6 000 francs par an et qu'elles ne couvrent que deux ans sur les trois années d'études souvent nécessaires, pour des étudiants entre vingt-deux et vingt-cinq ans, on comprend qu'elles ne soient guère appréciées.

***

Si l'on veut sauver la recherche et l'enseignement supérieur scientifique dans les universités, deux mesures s'imposent. La première est de donner les moyens de recherche aux universités, crédits et postes, de manière à assurer une alimentation régulière des laboratoires universitaires indépendante de celle du C.N.R.S. Cette alimentation régulière permet seule l'arrosage et l'éclosion des jeunes équipes, les actions coordonnées au plan universitaire pour l'achat et l'utilisation groupés de certains matériels. C'est donc, lorsqu'il se trouve un bon conseil scientifique, une organisation plus cohérente et plus économique que le financement par discipline et *a fortiori* que le financement par contrats.

La seconde est d'attribuer les allocations d'études de troisième cycle sur la base du SMIC, au moins, sans diminuer le nombre d'allocataires, et pour trois ans. C'est une dépense importante (plus de 100 000 000 de francs) mais indispensable. Si l'on veut que les recherches scientifiques diffusent largement dans le pays, qu'elles imprègnent l'industrie, qu'elles contribuent à la culture de notre temps, quoi faire sinon mettre un grand nombre d'étudiants au contact de la meilleure recherche ?

Si l'on fait ce double effort, on verra le secteur scientifique des universités revivre et fructifier, au bénéfice de la recherche, de l'Université et du pays tout entier. Si, au contraire, on continue la politique d'aujourd'hui, il faut savoir qu'elle mène très vite à faire perdre tout rôle aux universités dans la recherche et dans l'enseignement avancé. La place de la France dans le monde de l'an 2000 dépend en partie de ce choix.

(*) Professeur de mathématiques, président de l'université Paris-Sud (Orsay).

RELIGION

DANS LEUR RÉPONSE AU CARDINAL MARTY

Nous ne sommes pas une « Église parallèle »

déclarent les « Silencieux de l'Église »

Mme Françoise Lucrot, animatrice nationale des Silencieux de l'Eglise, répond au cardinal François Marty, archevêque de Paris, qui avait émis un certain nombre de réserves sur ce mouvement au cours de l'interview accordée à l'A.F.P. (*le Monde* du 18 juin).

« *Nous n'avons jamais condamné personne (1). Nous n'en avons pas le pouvoir, moins encore l'autorité*, écrit notamment Mme Lucrot. *Nous ne saurions accepter que l'on prétende que nous voulons nous constituer en « Eglise parallèle ». Que la catéchèse soit l'affaire des évêques, c'est vrai ; c'est aussi l'affaire des parents, et quand ceux-ci viennent nous demander notre aide, nous ne voyons pas comment ni pourquoi nous la leur refuserions. Là où il n'y a plus de catéchèse, si des bonnes volontés surgissent, de quel droit le leur interdire ?*

» *La parole de Dieu ne peut être retenue captive. Par notre baptême et notre confirmation, nous avons reçu mandat d'annoncer à temps et à contre-temps la bonne nouvelle du Salut, mais nous entendons le faire en communion avec l'évêque qui est le signe et le ministre de l'unité. En quoi nous sommes entièrement fidèles au décret conciliaire sur l'apostolat des laïcs.* »

Mme Lucrot annonce d'autre part un prochain contact entre Mgr Daniel Pézéril et les dirigeants du mouvement à propos de la catéchèse.

(1) Le cardinal Marty avait reproché aux Silencieux de l'Eglise de s'ériger en « tribunal doctrinal » et de « juger sans appel » les personnes. C'est ainsi que Pierre Debray, fondateur des « Silencieux », a pu écrire du Père Bruno Ribes, directeur sortant des « Etudes » : « Ce grand instable n'était pas « audacieux » ; il était simplement irresponsable, psychiquement. » (N.D.L.R.)

L'ABBÉ PAUL BERTRAND NOMMÉ ÉVÊQUE AUXILIAIRE DE LYON

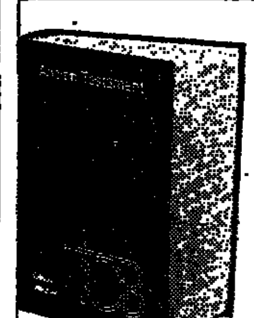
M. l'abbé Paul Bertrand, actuellement curé de Saint-Savinien, à Sens, a été nommé par le pape évêque auxiliaire du cardinal Renard, archevêque de Lyon.

[Né le 11 juillet 1925 à La Louptière-Thénard, dans l'Aube, l'abbé Bertrand est licencié en théologie et en droit canonique de l'Institut catholique de Paris et licencié en droit civil de la faculté de droit de Paris. Ordonné prêtre à Sens le 10 octobre 1948, il devint, en 1952, vicaire à la cathédrale d'Auxerre et assura en même temps l'aumônerie des lycées. Successivement professeur de théologie au grand séminaire de Sens, puis aumônier du monde scolaire et de la paroisse universitaire, il est élu, en 1968, vicaire épiscopal responsable de la pastorale urbaine dans le diocèse. Depuis 1971 il était curé de Saint-Savinien de Sens.]

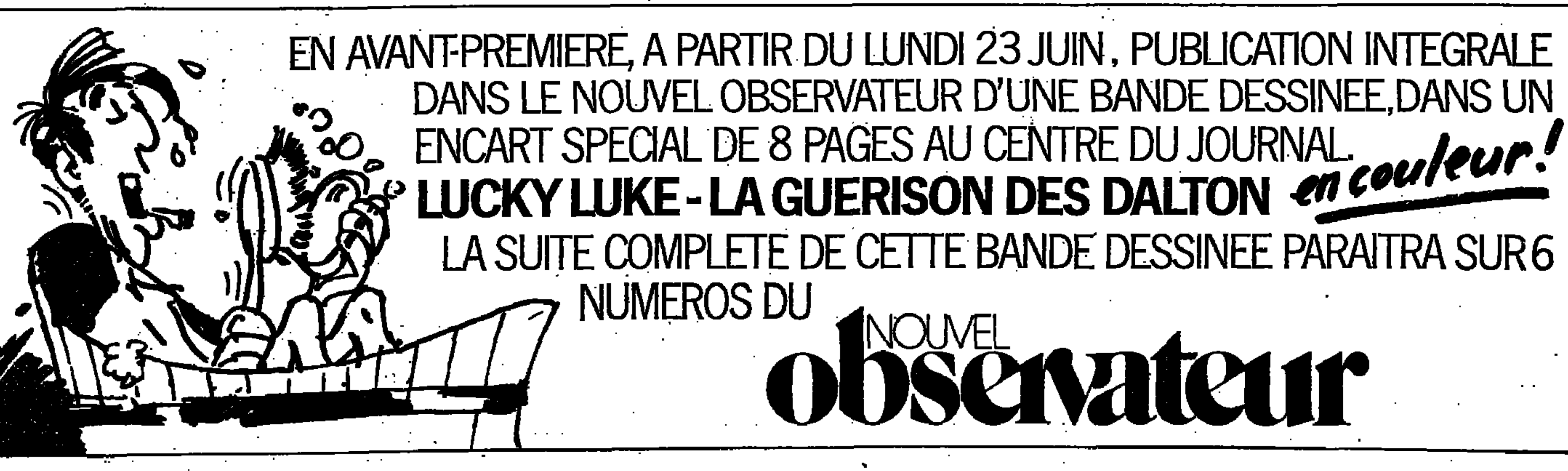
ÉLÈVES de TERMINALE A
PRÉPARETZ VOTRE AVENIR
Une carrière scientifique possible : le laboratoire d'analyses médicales
à l'INSTITUT GAY-LUSSAC
Ecole privée fondée en 1941
75, rue d'Anjou - PARIS (8e)
387-36-49 - à 100 m gare St-Lazare
● 2 ans d'études B.T.S.
● L'École s'occupe du placement des élèves sortants.
● L'École prépare également aux B.T.n.

ÉLÈVES de TERMINALES C et D
PRÉPAREZ VOTRE AVENIR
Carrières du laboratoire
à l'INSTITUT GAY-LUSSAC
Ecole privée fondée en 1941
75, rue d'Anjou - PARIS (8e)
387-36-49 - à 100 m. gare St-Lazare
● 2 ans d'études B.T.S.
● L'École s'occupe du placement des élèves sortants.
● L'École prépare également aux B.T.n.

APPRENEZ L'ANGLAIS
THE REGENCY
RAMSGATE ● KENT ● ENGLAND
● Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école.
● Pas de limite d'âge.
● Classes (de 9 élèves en moyenne) de 5 heures par jour.
● Leçons par casques écouteurs dans chaque chambre.
● Examens de Cambridge.
● Sauna, piscine couverte, etc.
REGENCY, RAMSGATE, KENT G.-B.
Tél. : THANET 512-12
ou Mme BOUILLON,
4, r. de la Persévérance, 95-EAUBONNE
Tél. : 959-26-33, en soirée.

UN PARI HISTORIQUE GAGNÉ !
LA TRADUCTION ŒCUMENIQUE DE LA BIBLE complète en dix ans

l'œuvre de plus de cent exégètes
UNE BIBLE
POUR TOUS LES CHRÉTIENS
1965
mise en chantier de la traduction de l'Epître aux Romains.
1968
parution de l'Epître aux Romains et présentation à la Sorbonne.
1972
parution de la Traduction œcuménique du Nouveau Testament.
1975
parution de la Traduction œcuménique de l'ANCIEN TESTAMENT
SOUSCRIPTION
pour l'ANCIEN TESTAMENT 1975
CHEZ VOTRE LIBRAIRE à partir du 1er juin
CERF

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1re et 2e années)
Cours par correspondance (1re année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande



PRESSE

POINT DE VUE

« Le Parisien libéré », le monopole du Livre et la liberté

par MARC HENRY (*)

LA concertation dans l'imprimerie remonte aux premiers ateliers qui ont suivi l'invention des caractères mobiles et l'expansion de la chose écrite. Le maître imprimeur ne pouvait travailler qu'avec une équipe de confiance, des gens qui connaissaient la langue et l'orthographe (ce qui n'était pas si fréquent à l'époque) et qui acceptaient les risques que comportait cette activité, et nous savons combien ils furent réels, fréquents et graves.

Si l'imprimerie est aujourd'hui devenue une industrie, les employeurs tiennent encore souvent à conserver le nom de maître imprimeur, et il subsiste cette tradition de discussion et de recherche d'accord qui s'explique mieux par le passé que par l'idée de « nouvelle société ».

La tradition syndicale n'est pas moins ancienne ni moins forte. Nous connaissons le grand vide qui a marqué la période séparant la fin des corporations et l'autorisation des syndicats, qui n'intervint que le 21 mars 1884.

Les ouvriers du Livre, de 1789 à 1884, n'ont jamais cessé d'éluder l'interdiction des associations ouvrières, et sous différentes formes (associations de production, mutuelles de secours, etc.) ont maintenu une solidarité permanente et active.

Aussi, ne saurait-on s'étonner de l'apparition immédiate de la Chambre syndicale typographique qui existait déjà en fait, ce qui explique l'orgueil qu'elle éprouve encore à se dire « le plus ancien des syndicats français ». *De leur côté, les maîtres imprimeurs* ou employeurs acceptèrent plus facilement le fait syndical que dans d'autres branches.

***

En 1883 eut lieu, à Boston, une exposition. Le conseil municipal de Paris, désireux de connaître la situation industrielle aux Etats-Unis, décida d'envoyer une délégation ouvrière. Embarquée le 17 novembre au Havre sur le *Saint-Germain*, elle arriva après treize jours de traversée en rade de New-Kork. Le typographe Keufer en faisait partie, représentant les arts graphiques.

Il participa au congrès et eut la révélation du « label », nom donné par les Américains à une marque appliquée sur les produits fabriqués par les syndiqués.

L'innovation remontait aux cigariers de San-Fransisco en 1874, mais déjà, à l'époque, elle était largement répandue en Amérique. Le label, *c'est l'affirmation que l'employeur* utilise une main-d'œuvre appartenant à un syndicat envers lequel il a pris des engagements de qualification, de rémunération, de respect de certaines conditions de travail, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Séduit, Keufer rendit compte, en discuta aux congrès du Livre en 1894 et 1895, et l'idée fut acquise en 1900. Le label devait faire son apparition en France dans les journaux, d'abord ceux d'opinion favorable, puis se généralisa et reçu sa consécration légale (art. 19 et 20 III, 3 CP).

***

L'impression d'un journal ne pose pas, sur le plan technique, de problème particulier. Mais le quotidien constitue une matière particulièrement périssable dont le tirage est susceptible d'une augmentation brutale et imprévisible. La mort soudaine d'un homme illustre, un événement international d'une importance *particulière, ou plus simplement un* fait divers spectaculaire, et c'est l'obligation, en quelques heures, de *doubler le tirage et, éventuellement,* en moins de temps encore, de sortir une édition spéciale.

Enfin, *toute grève* atteignant un journal quotidien est génératrice de pertes importantes et, si elle est de *longue durée, peut conduire à la* mort du journal lui-même.

C'est de la confrontation de cette tradition ouvrière et corporative d'une part, des *impératifs* particuliers du quotidien d'autre part, que sont nées les conventions et les usages de la presse parisienne, la plus sensible à l'impact de l'événement.

La convention initiale remonte à 1921 et s'associe à l'usage du label. A la Libération, après la confiscation des imprimeries qui appartenaient aux journaux collaborateurs et leur attribution à la Société nationale des entreprises de presse, c'est le pouvoir lui-même qui fit appel au syndicat. Une convention collective fut *établie dans un temps* où elles étaient légalement suspendues, tant il était impératif qu'un accord intervint, dans l'intérêt de la presse.

S'il est convenable de faire état de l'ancienneté des accords quant à leur origine, il faut souligner avec vigueur, le contraire ayant été affirmé ces derniers temps, qu'ils ne sont nullement frappés de caducité pour inadaptation aux conditions actuelles ou maintenues arbitrairement par un corporatisme étroit de la partie ouvrière. Les annexes techniques ont été discutées et établies en 1956, *c'est-à-dire à la même époque et parallèlement à la convention* nationale des arts graphiques des imprimeries de labeur.

***

En 1947, au moment de la « guerre froide », fut créé le syndicat Force ouvrière. Il faut rappeler que ce syndicat a été constitué par l'éclatement de la C.G.T., dont il était une dissidence.

Dans toutes les branches des *fédérations* C.G.T. le problème se posa de savoir qui restait et qui partait. Les proportions furent très variables selon les syndicats, mais le principe fut constant. La question fut naturellement évoquée dans le Livre, mais l'idée de scission se heurta à la longue tradition unitaire que nous venons d'évoquer et à l'attachement au label.

La volonté d'unité avait prévalu et elle se maintint. Aussi, en 1956, devant cet échec de la division, le Parlement vota une loi de circonstance, dite loi Moisant, sur la liberté et la pluralité syndicale, qui n'avait pour objet que de vider de son sens et de son contenu le label, ce à quoi elle parvint, et d'imposer l'éclatement du Syndicat de la presse. Ce fut un second échec.

***

Il nous faut enfin évoquer comme dernier élément de compréhension du conflit, le système particulier de la presse qui est celui des « services ».

L'un des avantages de la convention est de codifier exactement les besoins du journal en main-d'œuvre. *A un tirage déterminé d'exemplaires,* suivant l'emploi ou non de la couleur, correspond un certain nombre de services de typographes ou linotypistes, de clicheurs, de correcteurs et de rotativistes. Le « service » définit à la fois la nature du travail, la qualification professionnelle correspondante, la durée et la rémunération.

Concrètement, l'employeur, chaque semaine, par le canal des chefs de service qui le représentent, fait ainsi connaître ses besoins de main-d'œuvre, qui, exprimés en « services », définissent très clairement le personnel *nécessaire* et toutes les conditions du contrat de travail.

Ainsi, dans chaque quotidien, il existe une main-d'œuvre permanente *dont* l'ancienneté est parfois considérable. Ce personnel permanent est sujet a des absences pour maladie, accident du travail, congés payés, congés d'hiver. Le système permet à l'employeur de n'avoir pas à s'en préoccuper, les syndicats, par le truchement de leur bureau de placement, *fournissent les* remplaçants indispensables. Il permet une grande souplesse d'exploitation aussi bien par l'injection d'une main-*d'œuvre* supplémentaire que par la répartition d'une pénurie minutée.

Ces longs préambules conduisent à la *compréhension du conflit du Parisien libéré*.

De longue date, et pour des motifs qui n'ont rien de technique ni d'économique, le groupe Amaury a décidé de briser cette tradition et ce système.

En février 1975 les directions du *Parisien libéré* ont fait connaître leur décision de supprimer l'édition grand format et les éditions locales, ce qui entraînait la suppression des travaux rue d'Enghien (Société du Petit Parisien et d'Editions). Ce n'était plus une compression de personnel, mais l'annonce d'une fermeture complète. Cette décision fut mise unilatéralement à exécution le 3 mars 1975.

Il fallut immédiatement constater :

1) Que la suppression alléguée des éditions locales n'était pas réelle, puisque le même jour, dans la même zone de diffusion, étaient lancés deux nouveaux titres qui n'étaient manifestement que la continuité des éditions locales du *Parisien*, mais sans indication d'imprimeur ou de responsable de la publication. Ces journaux, qui ne répondaient pas aux obligations légales, furent spon*tanément qualifiés d'« éditions pirates »*.

2) Dans le même temps, tout en se refusant à une discussion quelconque, les employeurs refusaient de licencier le personnel, déclarant qu'ils n'avaient jamais commandé que des « services » et n'avaient pas à connaître de personnes qu'ils *n'avaient pas librement engagées* en raison du monopole syndical. C'est en fonction de cette position abusive qu'avant même de se mettre en grève le personnel du *Parisien* s'est trouvé en état de maintien à disposition, mais non payé.

Le conseil des prud'hommes, par des *ordonnances* en date du 9 avril 1975, a bien ordonné le paiement de ces salaires. Elles ne sont pas exécutées.

Cependant, force est de se demander, en présence des dépenses extraordinaires engagées par le groupe pour maintenir la parution du journal depuis le 3 mars 1975, quel est le rapport financier entre une charge salariale déclarée intolérable et les sommes ainsi dilapidées. Pour les mesurer, il faut tenir compte des conditions de fabrication par sous-traitance, de l'impression du *Parisien* lui-même en Belgique, de l'édification en un temps record (ce qui est toujours particulièrement *coûteux) d'une imprimerie* à Chartres, de l'installation d'un matériel moderne à Saint-Ouen, de la diffusion par le canal d'entreprises privées de transport, des interventions de protection.

Tandis que les travailleurs réclamaient directement, par le canal de leurs organisations syndicales, et en justice, l'ouverture d'une négociation, ils ont spontanément tenté par des interventions directes de retarder par tous les moyens en leur pouvoir d'abord la distribution des éditions pirates locales, puis celle d'un *Parisien libéré fabriqué à l'étranger*, et ce, jusqu'au moment où les organisations belges du Livre, laïques ou catholiques, en ont imposé l'arrêt.

Ces interventions peuvent juridiquement constituer des voies de fait. Elles ont en tout cas entraîné de très nombreuses arrestations et accusations dont sont actuellement saisis une douzaine de parquets, mais elles ne sont que l'expression d'un réflexe de défense contre l'agression dont toute une corporation est victime du fait de la passion d'un homme ou d'un groupe d'hommes et des pressions qu'ils sont en mesure d'exercer.

***

En ce qui concerne *le Parisien libéré*, les ouvriers n'ont jamais demandé autre chose que de pouvoir continuer la fabrication de ce journal dans la continuité des conventions collectives et de leurs conditions individuelles de travail.

C'est ce qu'ils demandent encore aujourd'hui.

Non seulement le conflit n'est pas né d'une revendication, mais les syndicats ont sans cesse répété que, loin d'être hostiles, comme on les en a accusés, à l'emploi d'un nouveau matériel, ils en étaient les premiers partisans. La production moderne entraîne certes une révision dans la distribution et le nombre des services et, partant, une diminution du nombre des emplois.

Le Parisien libéré, comme d'autres, dispose de tous les moyens, y compris ceux de l'aide légale, pour investir dans un tel matériel. Si son apparition ne peut qu'entraîner la suppression d'un certain nombre d'emplois, cette perspective ne peut être accueillie de gaieté de cœur par les salariés, mais le réalisme impose d'en tenir compte.

Encore faut-il que les modifications indispensables s'effectuent dans le cadre des dispositions légales et conventionnelles.

Les sociétés du *Parisien libéré* ne respectent rien :

— Ni le principe de la continuité des contrats de travail en cas de modification survenant dans l'entreprise ;

— Ni les dispositions de la loi du 3 janvier 1975 sur les licenciements collectifs et la sécurité de l'emploi ;

— Ni les droits des comités d'entreprises ;

— Ni ceux des organisations syndicales et de leurs représentants.

Le monopole syndical incriminé n'est en fait que l'unité syndicale *préservée dans une corporation.* Cette unité syndicale serait une atteinte à la démocratie et à la liberté ! Pourtant elle existe en Angleterre, en Allemagne, dans les pays scandinaves. Ces pays ne seraient-ils pas libres et leurs régimes seraient-ils autoritaires ?

C'est qu'en vérité la règle d'or du patronat français est de jouer sur la division syndicale ouvrière. Lorsque la Confédération générale du travail et la Confédération française démocratique du travail, conscientes de leurs responsabilités envers le monde des travailleurs, s'unissent, comme c'est le cas dans l'affaire du *Parisien libéré*, il faut trouver, au nom de la liberté, de pseudo-interlocuteurs plus compréhensifs. On ne peut pas toujours trouver suffisamment de volontaires pour constituer ces syndicats d'entreprises dits « indépendants », comme il en existe chez Citroën ou chez Simca. Le monde du Livre est hermétique à ce genre d'opération, et le restera sans doute longtemps.

(*) Avocat à la cour.

Comme les dockers...

Fait unique dans la vie sociale française, la C.G.T. détient le monopole syndical dans deux secteurs : celui des dockers — avec une dérogation à Marseille, où existe un syndicat F.O. — et celui des ouvriers de la presse à Paris. Dans les deux cas, nul ne peut être embauché s'il n'est pas affilié à l'organisation C.G.T. S'il « rend sa carte », il perd son travail. L'employeur ne recrute pas le personnel dont il a besoin : il doit s'adresser au syndicat. Ce n'est pas par hasard que cette situation est apparue dans ces deux branches professionnelles. Elle se justifie, sur le plan technique et économique, par les variations quotidiennes et très difficilement prévisibles des besoins de personnel. Le trafic portuaire est aussi fluctuant que le volume et le tirage de la presse parisienne, qui sont subordonnés aux événements du jour et à l'importance de la publicité.

Le comité syndical joue dans les imprimeries de presse parisiennes le rôle de régulateur de main-d'œuvre. Il exerce aussi une discipline assez rigoureuse sur ses membres. En contrepartie, le syndicat tout-puissant résiste mal à la tentation d'obtenir des avantages matériels que certains jugent excessifs par rapport au niveau général des rémunérations. Le salaire moyen est par mois de 4 000 F à 4 500 F. Mais en outre, des normes malthusiennes sont imposées. En cas de conflit, la C.G.T., interlocuteur unique, peut obliger les employeurs à satisfaire ses revendications, car la grève a des conséquences financières extrêmement lourdes pour les entreprises de presse.

Des situations comparables se rencontrent à l'étranger. Aux Etats-Unis, les « unions » imposent couramment le « closed shop », c'est-à-dire l'« atelier fermé » à tout travailleur qui n'est pas syndiqué... et ne cotise pas. L'histoire syndicale, outre Atlantique, est pleine du fracas des guerres que se sont livrées les syndicats pour prendre les leviers de commande dans telle ou telle corporation et devenir des groupes de pression aux limites du gangstérisme. Limites qu'ont franchies, par exemple, les dirigeants du syndicat des camionneurs.

En France, les pouvoirs publics et les employeurs ne sont pas les seuls à protester contre le label du livre C.G.T. Les autres syndicats s'insurgent contre le monopole cégétiste dans les imprimeries de la capitale et dans les docks. La C.F.D.T., dans un passé récent, n'était pas la dernière à donner de la voix, comme continuent de le faire Force ouvrière, la C.F.T.C. et la C.G.C.

Les unes et les autres, en la circonstance, paraissent oublier leurs propres privilèges. Les cinq grandes confédérations dites représentatives ne jouissent-elles pas, elles-mêmes, d'un important avantage dans les élections professionnelles, où, elles ont, seules, le droit de présenter des candidats au premier tour de scrutin ? Les autres organisations — sauf situation acquise — ne peuvent le faire qu'au second tour, à condition que le quorum n'ait pas été atteint. Justifié au lendemain de la libération, un tel régime peut paraître aujourd'hui contestable. A quoi les centrales « représentatives » répondront que leur exclusivité n'est qu'un bouclier élémentaire contre les syndicats maison, les infiltrations des jaunes ou des nervis, les multiples atteintes aux libertés syndicales.

Le conflit du Parisien libéré *et la crise de la presse sont la partie visible d'un « iceberg » social et économique à la dérive dans une société bloquée. Un compromis ne pourra être trouvé sans la volonté de respecter le droit et la liberté de chacun, le droit au travail et la liberté d'expression.*

JOANINE ROY.

Les Patios de Villenoy

MAISONS INDIVIDUELLES
avec jardins privés
à partir de 188.000 frs

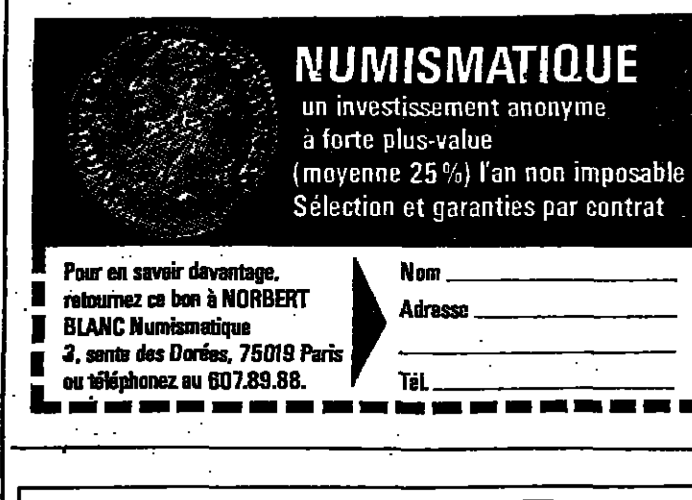
P.I.C. crédit foncier 9,67 %

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

à 35 mn. de Paris Est
à 800 m. de la Gare de Meaux

Renseignements et vente sur place de 14 h. à 18 h. le Week-End

GECIMO réalisation
460.57.54



LA PUGLIA ITALIE
OU LA NATURE N'EST QUE COULEUR

A PARTIR DE 840 F PROFITEZ DU LANCEMENT DE LA PUGLIA

Profitez de ce prix de lancement rendu possible pour passer des vacances hors du commun. ● Le lancement de LA PUGLIA c'est pour 840 F tout compris et pour une semaine. ● Départ Paris Le Bourget à 8 heures du matin le dimanche par Caravelle spéciale. ● Arrivée vers 10 heures à BARI ou BRINDISI (alternativement). ● Accueil dans un hôtel 2 étoiles « les pieds dans l'eau ». ● Déjeuners et dîners de 1re qualité avec poissons crustacés, délicieuses spécialités régionales. ● Retour le dimanche suivant, arrivée Le Bourget vers 13 heures.
LA PUGLIA, c'est le « talon » de la botte italienne. Plus de 700 km de côtes baignées de soleil, d'Adriatique et de mer Ionienne. Du sable fin... des rochers... ● LA PUGLIA, c'est aussi un pays avec son histoire, son architecture à « pignons », sa culture, son artisanat et sa richesse intellectuelle vieille de plusieurs milliers d'années. ● Visiter LA PUGLIA, c'est un peu redécouvrir le vrai tourisme de vacances comme il y a longtemps... avant la pollution.
● Consultez sans tarder votre agent de voyages pour de plus amples renseignements, ou renvoyez-nous le coupon réponse ci-joint.

HOTEL 2 ETOILES 840 F
HOTEL 3 ETOILES 1205 F
HOTEL 4 ETOILES 1600 F
PRIX PARIS/PARIS
1 semaine en pension complète
départs basse saison
Suppl. vol régulier Alitalia F 450

EVASION - LIC. A 18

ENIT, 23 rue de la Paix 75002 - (tél. 073-09-64)
Je désire en savoir plus sur « LA PUGLIA ».
Veuillez m'envoyer votre documentation en couleur.
Nom
Adresse

JUSTICE

Les écoutes téléphoniques

DEUX CONSEILLERS COMMUNISTES DE PARIS ENTAMENT UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE

Deux conseillers communistes de aris, MM. Michel Férignac et oland Wlos, ont introduit, jeudi 1 juin, une procédure judiciaire ıx fins d'expertise, le premier ıprès du président du tribunal lministratif de la capitale, le cond auprès du président du ibunal de grande instance, à ropos des « installations des cenes d'écoutes téléphoniques ».

Les deux conseillers demandent ux magistrats de désigner chan un expert pour procéder à visite de ces installations. L. Férignac fonde sa requête sur « violation des règles du serce public des P.T.T. », M. Wlos sur la « violation des libertés ». Dans les deux cas sont appelés en justice cinq membres du gouvernement : MM. Jacques Chirac, premier ministre, Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, Aymar Achille-Fould, secrétaire d'État aux postes et télécommunications, Yvon Bourges, ministre de la défense, et Marcel Bigeard, secrétaire d'État à la défense. Le groupe communiste du Conseil de Paris a indiqué que si l'audience de référé administratif devait être fixée après réponse des ministres l'audience judiciaire était déjà fixée au vendredi 4 juillet, à 14 heures.

POLICE

près un incident entre un parlementaire danois et des policiers

Le préfet de la région d'Alsace exprime son « très profond regret » au président du Parlement européen

De notre correspondant

Strasbourg. — « *Je regrette très rofondément l'incident qui vient l'opposer un parlementaire de otre assemblée à des policiers rançais* », écrit le préfet de la égion Alsace, M. Jean Sicurani, lans une lettre adressée le 19 juin u président du Parlement européen, M. Georges Spenale, après es mauvais traitements dont se laignent d'avoir été victimes un arlementaire danois, M. Knud Nielsen, et trois de ses amis au ours d'un contrôle la nuit précédente (*le Monde* du 20 juin). « *L'identité des fonctionnaires en cause m'est connue*, écrit encore e préfet. *Je puis vous assurer qu'à l'issue de l'enquête, ils feront l'objet de sanctions en rapport avec leur comportement.* »

Un inspecteur général de la police nationale est arrivé ce vendredi matin 20 juin à Strasbourg, pour mener l'enquête, et une première confrontation devait avoir lieu en fin de matinée entre les quatre victimes de l'incident, et les fonctionnaires de police.

La personne la plus gravement atteinte est M. Knud Pedersen. Le certificat médical établi par le médecin du Conseil de l'Europe fait état de blessures, d'hématomes et de traces de violences sur le visage et d'autres parties du corps.

Exprimant son indignation « *devant ces mauvais traitements* », le comité du personnel du Parlement européen souligne que « *la France est le seul pays d'Europe, où se rendent les fonctiannaires du Parlemente uropéen, où de tels incidents se produisent* (...). *Devant une situation aussi grave, le comité du personnel doit s'interroger sur l'opportunité pour les fonctionnaires européens de se rendre encore à Strasbourg pour des sessions* ».

PROPOS D'UNE ENQUÊTE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

Une lettre du chef de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme

Après la publication, dans le Monde du 11 juin, d'un article intitulé « Une enquête de l'inspection générale de la police nationale », M. André Solères, chef de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme, nous a adressé la lettre suivante :

Les développements de M. Sarazin sont d'autant plus dangereux qu'ils comportent dans toute leur première partie *la relation la plus exacte parue à ce jour de la genèse de « l'affaire Goldfarb »*. Pourquoi glissent-ils ensuite sur le terrain de l'inexactitude de fait, puis de la simple calomnie ? Pourquoi M. Sarazin n'a-t-il pas cru devoir (comme l'on fait certains de ses confrères) vérifier ses informations soit auprès de moi soit auprès du directeur de la police judiciaire ?

Il aurait notamment appris que l'enquête a été en réalité ouverte à la demande pressante de l'autorité de police, première informée des accusations que faisait circuler M. Goldfarb. Ceci importe car, vous ne l'ignorez pas, la police a été bien des fois suspectée de prétendre vivre en marge des lois et de se livrer à des « blocages » lorsqu'elle est mise en cause. Il y a eu ici ni blocage ni dérobade mais volonté déterminée de rechercher la vérité à propos de faits qui sont, toujours actuellement, allégués sans aucun commencement de preuves.

S'il avait su justement que, l'enquête débutant à peine, aucun élément à charge n'a été établi, M. Sarazin aurait-il pu s'exprimer avec une telle tranquillité ? Qu'assure-t-il, en fait ? Simplement ceci : les inspecteurs qui sont chargés de la surveillance des cabarets se font « offrir » des femmes par les exploitants des établissements de nuit ; ou bien encore : un chef de service (lequel ?) a « récemment » (quand ?) tenté d'éviter des poursuites à une « étoile de la vie nocturne ».

M. Sarazin se soucie-t-il de savoir que neuf policiers chargés de la surveillance des cabarets, neuf hommes qui ont femme, enfants, amis et voisins, se font actuellement dévisager avec d'étranges yeux par les personnes qui les connaissent ? Soupçonne-t-il que tout homme, même s'il est policier, a droit à ce que l'on appelait autrefois avec un peu d'emphase la dignité, lorsqu'il n'a rien fait pour la perdre ?

Votre collaborateur observe que « les faits de corruption sont souvent impossibles à établir formellement » et il n'est pas nécessaire de gratter sous le texte pour exhumer l'intention qui inspire cette remarque : bien que non prouvée, la corruption n'en existera pas moins. Sait-il qu'il est beaucoup plus difficile encore pour un homme honnête d'établir « formellement » son honnêteté lorsqu'il est ainsi mis en cause ? Dans six mois, dans un an, l'enquête parvenue à son terme, qui se souciera de savoir quels hommes ont été lavés de tout soupçon ? Ils resteront, pour l'opinion, marqués du stigmate que votre journal a imposé.

Ceci est trop grave pour que l'attention de vos lecteurs ne soit pas attirée sur les conséquences d'une telle légèreté. Car, soyez-en persuadé, les hommes de la police judiciaire n'estiment pas avoir une vocation particulière au martyre silencieux.

LE PROCÈS DU PATRIMOINE FONCIER

Le témoignage de Candide

« *Oui, j'ai signé tous les documents que l'on me présentait... sans regarder.* » Au cours des neuf premières audiences du procès du Patrimoine foncier, on a déjà trop souvent entendu pareil aveu. C'est avec cet aveuglement que — parmi d'autres — M. Pierre Campmas a participé aux mouvements effrénés des capitaux tombés dans l'incroyable circuit financier créé par M. Claude Lipsky.

Ancien commis en bourse, promu président-directeur général ou administrateur de plusieurs sociétés filiales du Patrimoine foncier, aujourd'hui inculpé d'infraction à la législation des sociétés et de diverses complicités, M. Campmas avait pratiquement pour unique fonction d'apposer sa signature. Indirectement, il manipulait des millions de francs sans vraiment y porter la moindre attention. Aurait-il fallu qu'il s'en inquiète ? La question lui paraît presque aussi saugrenue que la réponse lui semble évidente : « *Je faisais confiance à M. Lipsky et à son équipe.* »

Cette affirmation est devenue un leitmotiv. On la retrouve dans la bouche de la plupart des inculpés ou témoins qui comparaissent devant le tribunal (*le Monde* du 19 juin). Il est aujourd'hui difficile d'admettre que toute cette affaire ait été placée sous le règne de la confiance quand on ne peut ignorer que la somme des détournements atteint 43 millions de francs. Mais il n'en est pas moins vrai que M. Lipsky, M[e] V. Rochenoir — un avocat — et M. André Roulland — un ancien député — ont bien réellement « *inspiré confiance* ».

Avec candeur, mais aussi avec bon sens, M. Campmas a su faire allusion à la considération, à l'influence et au pouvoir dont jouissaient les animateurs du Patrimoine foncier. Le « commis P.-D.G. » a voulu rappeler que « *[...] tout le monde était en admiration devant M. Lipsky. A cette époque, les voitures à cocardes tricolores étaient devant la porte et les banquiers faisaient antichambre...* ». Le rappel n'était pas inutile. Le procès venu, certaines réalités passées ont tendance à s'estomper.

Le témoignage de M. Campmas est plus significatif qu'il n'y paraît, même s'il ne manque pas de pittoresque et provoque fréquemment les rires de l'auditoire. Parlant de l'un des collaborateurs du groupe, M. Campmas dit : « *Il devait être commissaire aux comptes comme moi j'étais président.* » Se souvenant d'une « *fête* » au siège du Patrimoine foncier, il ajoute : « *Ce devait être pour le premier million à moins que ce ne soit le premier milliard.* » Il n'a jamais su. Dans la griserie du succès, on ne comptait plus. Reconnaissant d'autre part : « *Je ne connais rien aux sociétés* », il avouera même la vanité de sa bonne volonté : « *J'ai bien acheté, un jour, un bouquin sur les sociétés, mais je n'y pigeais rien.* »

Parce que incompétents, M. Campmas, et d'autres que lui, étaient nécessaires au bon fonctionnement du système. Dans cette affaire comme dans d'autres déjà examinées devant le même tribunal, il faut bien constater que tout le monde — à des degrés divers — a fait preuve de naïveté et que celle-ci peut être facilement utilisée. Avec l'audition d'un « P.-D.G. de fortune », ce procès est apparu à la fois grave et dérisoire.

FRANCIS CORNU.

Deux cas de nullité étant soulevés

L'INSTRUCTION DE LA CATASTROPHE DE LIÉVIN EST SUSPENDUE

De notre correspondant

Lille. — Inculpé d'homicide et de blessures involontaires par M. Henri Pascal, chargé de l'instruction ouverte après la catastrophe de Liévin, qui provoqua la mort de quarante-deux mineurs en décembre 1974, M. Augustin Coquidé, chef du siège 19 des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, vient de soulever — indirectement – deux cas de nullité dans la procédure.

En effet, M. Pascal lui a fait savoir, le 19 juin, que si les différentes descentes du juge au fond de la mine ont eu lieu en compagnie du premier substitut, M. Prenguez, et si les experts des parties civiles étaient présents, il n'y avait pas de secrétaire-greffier.

D'autre part, lors du premier interrogatoire de M. Coquidé, alors que le magistrat doit se contenter de l'identité et des déclarations spontanées de la personne qu'il interroge, M. Pascal, pour justifier sa décision, a lu à l'ingénieur le contenu des différentes expertises indiquant que des fautes avaient été commises. A ce moment, M. Coquidé n'était pas assisté d'un avocat.

M. Pascal a adressé son dossier à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai, qui décidera si l'instruction menée jusque-là est valable et s'il peut la continuer.

● ERRATUM — Dans l'article « *l'Escapade d'une ouvrière* » (*le Monde* du 13 juin), une ligne ayant sauté, le troisième paragraphe de l'article a été rendu incompréhensible. Il fallait lire : « *Quand on fait un beau voyage*, explique Monique Piton, *on a envie de ramener des souvenirs, pour les faire partager aux autres. Moi j'ai écrit, au jour le jour, tout ce qu'il y a eu d'exaltant à Lip, dès le début, pour pouvoir le raconter plus tard à d'autres. Je ne pensais pas alors à en faire un livre.* »

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, *nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines aux conditions suivantes*

FRANCE :	
Quinze jours	20 F
Trois semaines	26 F
Un mois	34 F
ÉTRANGER (voie ordinaire) :	
Quinze jours	27 F
Trois semaines	38 F
Un mois	50 F
EUROPE (avion) :	
Quinze jours	43 F
Trois semaines	58 F
Un mois	81 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés, et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

A DIJON

Un mandat d'arrêt est lancé contre un conseiller financier

De notre correspondant

Dijon. — M. Pierre Blondeau, premier juge d'instruction à Dijon, vient de lancer un mandat d'arrêt contre un conseiller financier, M. Raymond Silvent, disparu de Dijon depuis quelques jours, après une plainte déposée pour abus de confiance et escroquerie par un de ses clients.

Le 25 mai dernier, M. Jeantet, propriétaire d'un terrain de camping à Darois (Côte-d'Or), recevait un chèque sans provision de 180 000 francs en règlement des intérêts que M. Silvent devait lui verser sur des sommes engagées pour lui en Bourse. D'autres personnes, inquiètes de ne plus toucher les intérêts que le gestionnaire leur versait régulièrement, se sont également fait connaître au parquet de Dijon. On estime à 10 millions de francs environ le montant total des sommes confiées à M. Silvent.

Né le 2 février 1923 à Jallieu (Isère), M. Silvent s'est installé à Dijon en 1962 comme cadre dans une entreprise de la ville. Il crée ensuite une société spécialisée en organisation des entreprises, la CODIC, disparue six ans après. Devenu conseiller financier, M. Silvent fonda une société civile immobilière, les Chanets (70, rue de Marsannay à Chenove, Côte-d'Or), la société SINDORAS (38, rue de la Synagogue à Genève), la société AGIP à Dijon (rue du Faubourg-Raines), spécialisée dans la fabrication de joints d'étanchéité, et ODI (Office de diffusion industrielle, 9, rue Charrue à Dijon), une S.A.R.L. chargée de diffuser les produits fabriqués par AGIP. En outre, M. Silvent possédait deux autres sociétés à Marseille et à Paris. Les sociétés AGIP et ODI fonctionnent encore ; cependant, l'inquiétude est grande chez le personnel — qui vient de demander la nomination d'un administrateur provisoire au tribunal de commerce.



Pour vos prochaines vacances
dans un petit village
votre studio "PIEDS DANS L'EAU"
entièrement équipé (vaisselle-literie-meubles) et climatisé
aux HAMEAUX LA LISCIA
à 24 km d'AJACCIO
studio 4 personnes: 74 000 f ttc
livraison immédiate
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS
Venez y vivre quelques instants avec nous
(Votre billet d'avion Paris-Ajaccio vous sera remboursé en cas d'achat)
Réalisation S.C.I. LA LISCIA Résidence "LA GRAVONA" Saint-Jean 20000 AJACCIO




POUR TOUS RENSEIGNEMENTS
téléphonez-nous
ou venez nous voir à
tefi 43, rue des Plantes
75014 Paris
Tél. : 533.80.90
Nous vous présenterons un reportage filmé.

DANS LE NOUVEL observateur A PARTIR DU 23 JUIN en couleur !
LUCKY LUKE
LA GUERISON DES DALTON
EN AVANT-PREMIERE, LA PUBLICATION INTEGRALE D'UNE BANDE DESSINEE

CARNET

Réceptions

— M. Pham Van Ba, ambassadeur, chef de la mission permanente du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud, a offert jeudi 19 juin une réception d'adieux. M. Pham Van Ba, en poste à Paris depuis sept ans, regagne Saigon où il occupera de nouvelles fonctions au ministère des affaires étrangères.

Naissances

— Jean Grassin, éditeur,
Danielle Grassin, artiste-peintre,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils
Aymeric - Jean,
le 17 juin 1975.
Moulin de l'Ecluse,
28210 Nogent-le-Roi.

— Frédéric, Matthieu et Marie-Bénédicte ont la joie de faire part de la naissance de leur sœur
Anne,
le 13 juin 1975, Vichy.
Robert et Elizabeth Liris,
107, avenue de Vichy,
03300 Cusset.

— M. Eric Eydoux, Mme, née Véronique Troubat, et Nathalie-Karine ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils et frère
Denis,
le 16 juin 1975.
14860 Ranville.

Mariages

— Mme René Aubergy, baronne de Laroullière, tient à préciser qu'elle n'a encore marié aucun de ses enfants et que personne d'autre qu'elle et ses trois enfants n'a le droit de porter le nom d'Aubergy de Laroullière.

— M. et Mme Raymond Bourcier,
M. et Mme André Bernard,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants
Catherine et Jacques,
qui sera célébré le 21 juin, à 15 heures, en l'église du Mesnil-le-Roi.
Samos,
Domaine de l'Ile-aux-Dames,
78230 Le Pecq.
13, square Henry-Paté,
75016 Paris.

— M. Christian Dabout et Mme, née Françoise Phérivong,
M. Amaury George et Mme, née Nicole de la Borde,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants
Christel et Luc-Amaury,
célébré dans l'intimité le 19 juin, en l'église de Marnes-la-Coquette.

— Marielle Vialard,
fille du docteur et de Mme P.-L. Vialard, et
James H. H. Taylor
fils du colonel et de Mrs. J. H. Taylor, font part de leur mariage.
7 juin 1975.
59, avenue du Belloy,
78110 Le Vésinet.
Sanary, Var.
Clithertoe,
Yorkshire (Grande-Bretagne).

Décès

— Le Père Jean Baumann, des Pères blancs,
M. et Mme Bernard Baumann,
M. et Mme Gaston Lavoisier,
Le docteur et Mme Jean Daurios,
Et toute leur famille,
font part du décès dans la paix du Seigneur de
Mme Joseph BAUMANN,
née Louise Tarbouriech,
survenu le 19 juin, en sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques auront lieu en l'église Notre-Dame-du-Chêne, à Viroflay, le samedi 21 juin à 9 heures.

— Mme Paul Beauvais,
M. et Mme Tadeusz Maminski
Et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul BEAUVAIS,
survenu en son domicile, à Paris, le 19 juin 1975.
Les obsèques auront lieu le samedi 21 juin 1975, à 10 h. 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris, où l'on se réunira.
66, boulevard Lannes,
75116 Paris.

— Le président-directeur général,
Les administrateurs,
Le personnel de l'ancien cabinet P. de Kerpezdron,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul BEAUVAIS,
administrateur,
survenu le 19 juin 1975 en son domicile, 69, boulevard Lannes, 75116 Paris.
Les obsèques auront lieu le samedi 21 juin 1975, à 10 h. 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris, où l'on se réunira.
12 bis, rue d'Astorg,
75008 Paris.

— Vous êtes priés d'assister aux obsèques de
Mme Maurice JAMET,
née Jeanne Meunier,
décédée le mercredi 18 juin, dans sa quatre-vingt-treizième année.
De la part de
M. et Mme Bernard Madre, ses enfants,
M. et Mme le docteur Benoît Madre, François et Yves,
M. et Mme Denis Madre et Frédéric,
M. et Mme Michel Gagneraud, Hélène, Philippe et Jean,
M. et Mme Georges Omyral, Amélie, Clarisse et Florian,
Mlle Germaine Meunier, sa sœur,
Et de toute la famille.
La cérémonie religieuse sera célébrée en la basilique de Saint-Benoît-sur-Loire, le samedi 21 juin, à 10 h. 30.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Selon la volonté de la défunte, ni fleurs ni couronnes.
14, rue Chomel,
75007 Paris.
11, rue Maréchal-Foch,
45600 Sully-sur-Loire.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Michel LARAN,
agrégé de l'Université,
survenu à Paris le 17 juin 1975, à l'âge de cinquante-six ans.
De la part de
Mme Michel Laran,
Mlle Françoise Laran,
Et leur famille.
82, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

— Luthenay - Uxeloup (58).
Vous êtes priés d'assister aux obsèques de
M. Raymond PIGNOT,
qui auront lieu en l'église de Luthenay-Uxeloup (58), à 15 h. 30, le vendredi 20 juin.
De la part de
Mlle Geneviève Pignot,
M. et Mme Gérard Pignot et leurs enfants,
M. et Mme Jehan Changarnier et leurs enfants,
M. et Mme Paul Pignot et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Robert Beranger, son beau-frère et sa sœur,
Mme Paul Jachiet,
Mme Pierre Jachiet,
Ses belles-sœurs,
Les familles Pignot, Jachiet, Guerin.
Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Colette PILON,
survenu le 18 juin 1975, à Paris.
Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 23 juin courant, en l'église de Laboissière-en-Thelle (60), à 14 heures précises.
De la part de
Mme veuve Charles Baumann,
Mme veuve Georges Gaillard et ses enfants,
M. et Mme James Brooke et leurs enfants,
Ses tantes, oncle, cousins et cousines.
3, avenue de Russie,
03700 Bellevillle-sur-Allier.
89, avenue d'Argenteuil,
92600 Asnières.

— On annonce le décès de
Mme Marie-Paule POMARET-FONTENELLE,
officier de la Légion d'honneur,
qui fut membre du conseil supérieur des beaux-arts et directrice de la revue « la Renaissance des Arts ».
Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Jacques de Neuilly-sur-Seine, le 17 juin 1975, dans la plus stricte intimité.

— Aizenay (85).
Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui le
Père Marcel ROIRAND,
des Missionnaires de la Plaine,
décédé le jeudi 19 juin, dans sa quarante-neuvième année.
La famille invite à participer, le samedi 21 juin, à 14 h. 30, à la messe de sépulture concélébrée en l'église d'Aizenay, et, à 18 heures, à l'inhumation, qui aura lieu dans l'enclos de l'Immaculée, à Chaillé-les-Marais (Vendée).
De la part de
M. Jules Roirand, son père,
Mme Max Lassalle,
du capitaine Ange Roirand,
Mlle Marie-Pierre Roirand,
Ses frères et sœurs,
Guillaume, Olivier, Frédéric Lassalle, ses neveux,
Et de toute la famille.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Viarnaud,
Le docteur et Mme Guy Viarnaud et leurs enfants,
M. et Mme Roger Viarnaud et leurs enfants,
Mlle Suzanne Viarnaud,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Léonce VIARNAUD,
leur père et grand-père,
survenu à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, le 15 juin.
Les obsèques ont eu lieu à Sainte-Terre.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de
Mme Paul VIELHOMME,
née Henriette Kieffer,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Messes

— Une messe sera célébrée à la mémoire de
Pascal VELONJARA,
ancien député de Madagascar,
le dimanche 22 juin, en paroisse Saint-Honoré-d'Eylau, à 12 h. 15.
71, rue Boissière,
75116 Paris.

Communications diverses

— A l'occasion de l'anniversaire de la disparition de Maryse Bastié, une cérémonie est organisée par le comité des Amis de Maryse Bastié, jeudi 26 juin, à 12 heures, sur sa tombe au cimetière Montparnasse.

Bitter Lemon
de SCHWEPPES.
L'autre SCHWEPPES.

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

EXPOSITIONS

de 11 heures à 18 heures

S. 1 - Meubles, objets d'art XVIIIe. Porcelaine, faïence anciennes. MM. Lacoste. Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 2 - Beaux meubles anciens et de style. Me Boudu.
S. 4 - Objets d'Extrême-Orient. Bijoux. Meubles de style. Tapis. M. Portier. Me Lemée.
S. 7 - Antiquités précolombiennes. Objets d'art d'Extrême-Orient. MM. A. Le Veel, G. Portier. Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 8 - Art d'Orient. Mme Kévorkian. Mes René et Claude Boisgirard.
S. 10 - Estampes modernes. S.C.P. Loudmer/Poulain.
S. 11 - Tableaux anciens et mod. Mobil. XVIIIe. M. Ananoff, Mlle Caillac. MM. Revillon d'Apreval et Couvert-Castéra. Me Oger.
S. 13 - Bons meubles. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.

VENTE A VERSAILLES

Mes P. et J. MARTIN - C.P. ass.
950-58-08
HOTEL DES CHEVAU-LEGERS
3, impasse des Chevau-Légers
DIMANCHE 22 JUIN à 14 h.
HAUTE ANTIQUITE
OBJETS DE FOUILLES
GALERIE DES CHEVAU-LEGERS
6 bis, avenue de Sceaux
MARDI 24, MERCR. 25 juin à 21 h.
ART D'EXTREME-ORIENT
Expo vend., sam., dim., lund, mardi

SONA
LA MAISON DE L'INDE
Soldes
prêt-à-porter
tissus
artisanat
400 rue Saint-Honoré - 260.36.13
Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

SPORTS

NATATION

TIM SHAW AMÉLIORE SON RECORD DU 400 MÈTRES NAGE LIBRE

L'Américain Tim Shaw, dix-sept ans, a amélioré, jeudi 19 juin, à Long-Beach (Californie), son record du monde du 400 mètres nage libre de 74/100 (3 min. 53 sec. 95/100 contre 3 min. 54 sec. 69/100). Shaw a ainsi pris sa revanche sur Bruce Furniss, qui l'avait, la veille, devancé sur 200 mètres et dépossédé du record mondial.

Un autre jeune, Billy Forrister, s'est fait remarquer en approchant de 9/100 le record du monde du 200 mètres papillon (2 min. 79/100 contre 2 min. 70/100), qui est toujour détenu par Mark Spitz.

JEUX OLYMPIQUES

LE PRÉSIDENT FORD CRÉE UNE COMMISSION DE SÉLECTION POUR MONTRÉAL.

Le président Ford a créé jeudi 19 juin une commission des sports olympiques qui sera chargée d'établir un système de sélection des meilleurs athlètes américains pour les Jeux olympiques de Montréal.

[Cette décision montre le souci nouveau du gouvernement américain d'apporter la meilleure aide possible à ses équipes, eu égard aux répercussions croissantes, dépassant le cadre sportif, des succès olympiques. Dans le passé, le gouvernement des Etats-Unis avait fait sa règle de ne pouvoir intervenir et n'accordait d'ailleurs qu'un intérêt discret aux résultats obtenus par ses ressortissants.]

D'UN SPORT A L'AUTRE...

RUGBY. — *Pour son premier test-match contre l'Afrique du Sud, le 21 juin à Bloemfontein, l'équipe de France aura la composition suivante : Droitecourt (Montferrand); Harize (Cahors), Bertranne (Bagnères), Sangalli (Narbonne), Averous (La Voulte); Pesteil (Béziers), Astre (Béziers), cap.; Skrela (Toulouse), Rousset (Béziers), Peron (Racing); Guilbert (Toulon), Palmié (Béziers); Paparemborde (Pau), Brunet (Perpignan), Cholley (Castres). Cette équipe comprend sept nouveaux internationaux.*

VOILE. — *Le Suédois Magnus Olin a remporté les championnats du monde des finn qui se disputaient à Malmö (Suède). Il devance le Néerlandais Binkhorst et le Français Serge Maury.*

HIPPISME. — *Le prix de Grosbois, disputé le 19 juin à Vincennes et réservé au pari tiercé, a été gagné par Epigramme, devant Eclair Touvent et Dégel. La combinaison gagnante est 10-16-6.*

LATREILLE
LE SPÉCIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
COSTUMES D'ÉTÉ dep. 495 F
ROBES D'ÉTÉ dep. 150 F
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6e
PARKING RÉSERVÉ
CATALOGUE SUR DEMANDE

FOOTBALL

Au Tournoi de Paris, gagné par le F.C. Valence

La leçon des Brésiliens de Fluminense

Quarante-trois mille spectateurs payants, un véritable récital de football proposé par les Brésiliens du Fluminense de Rio, vainqueurs du Sporting de Lisbonne par 3-0 sous les ovations d'un public subjugué, mais une finale bien terne gagnée 1-0 (but de Planelles à la 87e minute), sous les sifflets, par le Football-Club de Valence devant Paris-Saint-Germain : à défaut d'être tout à fait digne de son passé, la deuxième soirée du Tournoi de Paris a au moins démontré quel doit être l'avenir du football dans la capitale.

Venu surtout pour voir Johann Cruijff sous le maillot du Paris S.-G., le public a redécouvert ce football magique des Brésiliens, maîtres incontestés dans l'art de la feinte et du contrepied, et toujours plus enclins à préférer la beauté du geste à son efficacité. Tout au long de ces trois heures de spectacle, le public a tour à tour vibré aux prouesses techniques de Rivelino ou de Mario Sergio, et désapprouvé le comportement des finalistes, plus préoccupés par le souci de ne pas encaisser de buts que par celui d'en marquer.

L'état-major du Paris-S.-G. devra tenir compte de ces enseignements s'il veut réussir dans son entreprise, dont l'enjeu est à la mesure des possibilités de la capitale puisqu'en deux jours soixante-huit mille spectateurs sont venus au Parc des Princes et ont laissé aux guichets plus de 2 millions de francs de recette.

Si on remarque que seuls l'Association sportive de Saint-Etienne, l'Olympique de Marseille et le Stade de Reims sont susceptibles de remplir le Parc des Princes, Paris-S.-G. devra, à l'avenir, se montrer capable d'assurer lui-même un spectacle e[n] offrant à un public très sollicit[é] par ailleurs le jeu et les vedette[s] qu'il réclame.

Ce ne sera sans doute pa[s] encore le cas la saison prochain[e] puisque les dirigeants parisien[s] ont laissé échapper l'Angevi[n] Jean-Marc Guillou à Nice et limi[teront] leur recrutement à l'ar[rière] central portugais Humbert[o], à l'attaquant camerounais Tiko[i] et, peut-être, au jeune Sochalie[n] Piasecki.

A l'occasion de ce Tournoi [de] Paris, des contacts ont été éta[blis] avec le Néerlandais Johan Cruijff. Celui-ci semble intéres[sé] par un transfert dans la capita[le] française à l'expiration de s[on] contrat avec Barcelone (197[6]) mais le public parisien lui a dé[jà] donné un avertissement en l'ado[p]tant le premier soir, où il parti[ci]pa pleinement au jeu face [au] Sporting de Lisbonne, et en sifflant le second où, par crai[nte] des rudes défenseurs espagnols, se limita à un rôle de relaye[ur] en milieu de terrain. Même [en] football, Paris ne se satisfait [pas] longtemps des réputations.

GÉRARD ALBOUY.

RESULTATS

Finale : Valence bat Paris-Sai[nt-]Germain 1 à 0.
Fluminense Rio bat Sporting [Lis]bonne 3 à 0.

● *La pelouse du Parc [des] Princes.* — Le Conseil de P[aris] a voté à l'unanimité, le je[udi] 19 juin, l'ouverture d'un cr[édit] de 200 000 francs pour perme[ttre] l'entretien de la pelouse du [Parc] des Princes *« afin d'éviter, si [pos]sible* suivant le préfet de P[aris] *une rénovation totale qui ent[raî]nerait la fermeture du stade [pen]dant plusieurs mois ».* L'ad[mi]nistration fera connaître, en [dé]cembre, les résultats des trav[aux] qui vont être engagés.

● RECTIFICATIF. — [Une] interversion de lignes a r[endu] inintelligible le quatrième p[ara]graphe de l'article paru dan[s le] *Monde* du 18 juin et intitu[lé] *« Une proposition de loi des [par]lementaires communistes ».* Il [fal]lait lire : *« Il* (le parti com[mu]niste) *n'en propose pas moins [un] plan d'urgence ayant pour [but] le doublement du budget de [la] jeunesse et des sports, le ra[tta]chement de l'éducation phys[ique] au ministère de l'éducation [na]tionale et le recrutement en [...] ans de neuf mille enseign[ants] supplémentaires. Il réclame e[n] la réalisation effective de la [...]sième loi-programme d'équ[ipe]ment et la mise en chantier d[e la] quatrième loi « élaborée démo[cra]tiquement et correspondant [rée]lement aux besoins. »*

(Voir d'autre part notre ru[bri]que sportive hebdomadaire [dans] le Monde des loisirs, *page 25.)*

dominique
SOLDES
EXCEPTIONNELS
(Hommes, Femmes, Enfants)
10 % de remise
sur tous les articles
Ouvert de 10 à 19 heures
sauf lundi
CHAUSSEE DE LA MUETTE, PARIS-16e
870-13-75

A l'heure des grands soirs.
Omega joaillerie.
OMEGA
francis javitt HORLOGER JOAILLIER ORFEVRE
Francis Javitt
109 av. du Gal-Leclerc
75014 Paris
331.36.97 et 31.82
Ouvert le lundi
Comptoir d'Italie
13 av. de Fontainebleau
94 Le Kremlin-Bicêtre
588.57.87 et 51.81
Ouvert le dimanche
Francis Javitt
Centre Commercial
Maine-Montparnasse
75015 Paris
538.66.52

Un confort et une élégance typiquement britanniques















BRITISH LEYLAND
Préfère TOTAL
Rover
Jaguar

PARIS
9e - Paris France Garage
10-12, rue de Bellefond - 878.26.54
16e - Garage Foch
35, rue Paul-Valéry - 727.31.02
16e - Franco-Britannic Autos
21, avenue Kléber - 553.57.45
17e - Ets J. Savoye
237, bd Péreire - 380.61.14
17e - Voitures Paris Monceau
114, rue Cardinet - 227.06.60
19e - Garage des Ardennes
3-5, rue des Ardennes - 203.30.75
FONTAINEBLEAU
Garage St-Antoine
95-97, rue de France - 422.71.31
BOULOGNE-S/SEINE
Sté Garabedian
77, avenue Pierre-Grenier - 609.15.32
LA GARENNE-COLOMBES
Ets Baral S.A.
49, bd de la République - 242.24.68
LEVALLOIS-PERRET
Garage Wilson
116, rue du Président-Wilson - 737.42.82
ST-OUEN
Car Service 93
45, bd Jean-Jaurès - 606.16.79
ARGENTEUIL
Santi S.A.
1, rue de la Grande-Ceinture - 961.70.61
PONTOISE
Sogel
10, rue Séré-Depoint - 464.17.61
ROVER : à partir de 31 490 F

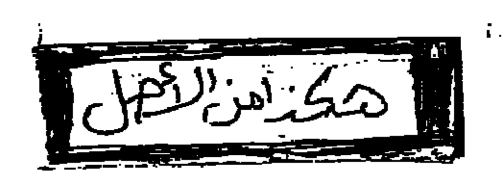
PARIS
6e - Raspail Vaugirard Automobiles
89, bd Raspail - 548.22.99
9e - Paris-France Garage
10-12, rue de Bellefond - 878.26.54
12e - Grand Garage d'Aligre
23, rue Beccaria - 343.55.00
15e - Grand Garage d'Alleray
52, rue d'Alleray - 250.11.20
16e - Garage Foch
35, rue Paul-Valéry - 727.31.02
16e - Afiva
41, avenue Kléber - 555.44.99
19e - Garage des Ardennes
3-5, rue des Ardennes - 203.30.75
FONTAINEBLEAU
Ile-de-France Auto
86, rue de France - 422.31.59
BOULOGNE S/SEINE
Central Garage
110, avenue Victor-Hugo - 604.47.14
LA GARENNE-COLOMBES
Ets Baral S.A.
49, bd de la République - 242.24.68
LEVALLOIS-PERRET
S.A. Bretagne
5, rue de Bretagne - 737.64.40
LEVALLOIS-PERRET
Franco-Britannic Autos
25, rue P.V.-Couturier - 739.90.24
LEVALLOIS-PERRET
Garage Wilson
116, rue du Président-Wilson - 737.42.82
NEUILLY
Afiva
15, avenue de Madrid - 624.71.40
DRANCY
Garage Maggi
68, avenue Jean-Jaurès - 284.18.43
LA VARENNE
Garage du Château
4, avenue du Château - 883.15.68
JAGUAR : à partir de 88.900 F.

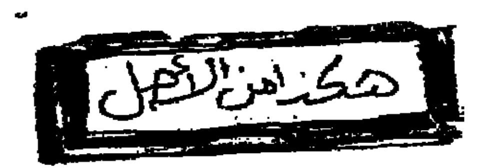
POUR LES CONCESSIONNAIRES PROVINCE : s'adresser à Brithish Leyland France - B.P. n° 52 - 95101 Argenteuil - 982.09.22.
Prix T.T.C. + transport et livraison 990 F T.T.C. crédit CGI. Leasing CGI.

LENTILLES DE CONTACT :
parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.
Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie.
Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.
Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :



YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.
YSOPTIC





Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

VACANCES A L'ANGLAISE

POUR la plupart des Français qui ne connaissent de la Grande-Bretagne que Londres et Douvres, l'Angleterre est un pays brumeux, dédaigné par le soleil, dépourvu de plages confortables parce que cerné de mers toujours froides et courroucées.

On sait aussi que la nation qui donna au monde quelques grands alpinistes est pauvre en montagnes, et si l'on admet l'existence d'une campagne verdoyante et vallonnée, propice au golf et à la chasse au renard, c'est pour faire aussitôt observer qu'elle est mélancolique et ne doit sa relative exhubérance qu'aux pluies persistantes qui ont obligé un certain Charles Mackintosh à inventer l'imperméable !

Et cependant, pour l'honnête homme qui se méfie des idées reçues, de la sagesse des nations, de la vox populi, et sans tenir plus compte qu'il ne convient du fait que la livre sterling vaut pour un Français, provisoirement peut-être fort en devises, son pesant de cachemire et de scotch, on peut aller passer ses vacances en Angleterre et y être heureux.

Traverser la Manche — dites donc le Channel — est un des derniers dépaysements réels qu'on puisse s'offrir à un prix abordable dans un temps où l'on trouve les mêmes hôtels en chaînes de Berlin à Hongkong, les mêmes supermarchés du cadeau-souvenir de Chicago à Tokyo et les mêmes colonies touristiques implantées par les clubs, de la Guadeloupe à Djerba.

Les tuyaux d'un espion

En deux semaines de vacances à l'anglaise, nous avons vu la campagne du Devon, du Dorset, des Costwolds, somptueusement verte et fleurie, sur la côte sud, des plages de sable, longues et larges, des ports de pêche bien typés, où les peintres insulaires trouvent pour leurs palettes des couleurs bretonnes. Des villages, dans le pays de Shakespeare, ayant gardé les toits frais et pimpants du temps où Cromwell galopait vers Londres ; de très vieilles auberges aux poutres noircies par les fumées, sous lesquelles les œufs au bacon et la bière ont un meilleur goût qu'ailleurs, et partout des gens accueillants ignorant l'obséquiosité, mais bien élevés et respectueux de l'indépendance du voyageur, ce qui se traduit dans la pratique par un service succinct et des prix « tout compris ».

Le véritable fondateur de Bournemouth — mais peu d'Anglais l'admettront — c'est Napoléon Ier. Station balnéaire du Hampshire, situé à 108 miles de Londres, « d'où l'on vient en 100 minutes par train électrique », sa baie aurait été désignée autrefois par les stratèges de Sa Majesté comme un site possible de débarquement des Français qui se préparaient à Boulogne. Tuyaux d'un espion ou campagne d'intoxication, l'information fit son chemin et provoqua une véritable psychose. On trouva même à Christchurch un habitant du littoral qui affirmait avoir vu — en sortant du pub, il est vrai — l'Empereur, ce génie du mal, en reconnaissance sur la plage.

Pour rassurer les citoyens, le gouvernement britannique envoya donc en ce lieu nommé Bournemouth, qui n'était fréquenté alors que par les contrebandiers, le vaillant capitaine Lewis Tregonwell et une compagnie du Dorset Yeomanry.

Du haut des falaises herbeuses, on se mit à guetter l'horizon. Le capitaine Tregonwell se plut en ce lieu. En attendant Napoléon, il fit venir sa femme, se mit à chasser les contrebandiers, se construisit une belle maison sur le site aujourd'hui occupé par le Royal Exeter Hotel. Tout en patrouillant au long de 10 kilomètres de plage, il invita ses officiers à l'imiter. Quand Napoléon, qui ne tenta jamais de débarquer, fut envoyé à Sainte-Hélène, on comptait à Bournemouth une douzaine de maisons. Il y en avait cinquante en 1845, et une gravure de 1856 montre le Bellevue Hôtel, la bibliothèque et les premières cabines de bains sur roues, destinées à conduire les dames jusqu'aux vagues sans que leur pudeur soit mise à l'épreuve par la traversée de la plage. En 1870, tandis qu'un autre Napoléon était contraint à l'exil, les falaises étaient hérissées de constructions. Des jetées s'avançaient dans la mer. En 1900, la station était lancée. On s'asseyait sur la plage en robe d'organdi et capeline, les « cabs » promenaient des miss alanguies, le soir on allait au concert au Jardin d'hiver, grande verrière imitée de celle de Crystal Palace, et qui ne fut démolie qu'en 1935.

Disraeli, Gladstone, Robert Louis Stevenson y séjournèrent. Paul Verlaine, sortant d'une prison belge, y vint en 1876 et y composa un poème qui nous fournit à point nommé une description climatologique toujours valable :

Il fait un de ces temps ainsi [que je les aime,
Ni brume, ni soleil ! le soleil [deviné,
Pressenti, du brouillard mouvant [dansant à même
Le ciel très haut qui tourne et [fuit ; rose de crème,
L'atmosphère est de perle et la [mer d'or fané.

Car il fait tiède à Bournemouth. Une faveur du Golf Stream. Le soleil y apparaît très souvent dans un ciel rarement vide de nuages, mais réservant toujours des pans de bleu qui rassurent.

Ce climat que les autochtones qualifient sans hésiter de méditerranéen fait que la station, qui compte aujourd'hui cent cinquante-huit mille habitants (il y en avait six cent quatre-vingt-quinze en 1851), abrite de nombreux retraités de la classe moyenne. Ils vivent dans de gentilles villas à bowindows, pimpantes, car les encadrements des portes et fenêtres sont repeints chaque printemps. Des parterres fleuris, souvent de taille modeste, de beaux arbres, des gazons, sur lesquels musardent chaque soir — quand il n'a pas plu — des tondeuses frénétiques, suffisent à créer l'ambiance bucolique autour de ces centaines d'exemplaires du « sweet home ».

Les grands jardins municipaux plantés d'essences rares, décorés de massifs géométriques, hérissés de buissons de rhododendrons, sont les lieux de promenade favoris comme les deux voies du littoral : celle du bord de mer, interdite aux automobiles, jalonnée les nuits d'été de motifs lumineux multicolores, et celle du haut de la falaise, sur laquelle s'ouvrent les principaux hôtels. De là-haut, le regard embrasse toute la baie et l'on découvre que les Anglais ont des plages qui valent les nôtres. On oublie les galets énormes de Eastbourne, les graviers de Brighton, la limaille grise de Hastings, le sable de Bournemouth est fin, pas tout à fait doré peut-être, et la température de l'eau en ce début de juin pourrait atteindre 15 degrés...

Avec les deux jetées — qui rappellent notre ancien casino sur pilotis de Nice et s'avancent dans la mer comme les squelettes abandonnés de deux longs bateaux, — avec les boutiques de souvenirs, les marchands d'ice cream, les petites cabanes (peintes couleur framboise ou pistache) du bord de mer, la station apparaît sans prétention.

Les estivants qui la fréquentent à partir de mai sont eux aussi des Anglais moyens. On les croise au crépuscule, couples paisibles, attentifs à l'harmonie de leurs pas sur l'asphalte qui s'en viennent regarder la mer avec le souci évident de respirer un air pur et vivifiant. Elle, une écharpe protégeant ses « frisettes » de l'humidité du soir, s'extasie devant le ton mauve qu'a pris soudain le ciel du côté de l'île de Wight toute proche. Lui, blazer et casquette à petits carreaux, suit le mouvement d'un chalutier ou le vol d'une mouette, puis ils s'en retournent vers l'un de ces petits hôtels aux plomberies sonores, aux rideaux reprisés où l'on baptise la raie « turbot », où les légumes ont le même goût fade, où la viande est exsangue et molle, où les desserts sont faits de gélatines colorées comme des lampions de fête foraine.

A chacun son sable

(Dessin de Cadier.)



Petits bancos

Les jeunes préfèrent les établissements des jetées, le café-théâtre de l'une d'elles où l'on joue « les Oiseaux de paradis », le pavillon-théâtre qui annonce « le ballet de Tokyo », le winter-garden à l'affiche duquel se succéderont cet été « les Shadows », Stéphane Grapelly et Rod Mac Kuen. On les trouve sous les girandoles de l'Anchor-bar au « quarterdeck » ou au Westover club.

Les clients des grands hôtels : le Carlton, l'hôtel des Bains, le Miramar, qui passent plus de temps au golf qu'à la plage, vont peut-être le soir risquer une plaque au casino, un établissement au perron modeste où l'on devine tout de suite qu'on ne fera pas de bancos retentissants.

MAURICE DENUZIÈRE.

(Lire la suite page 20.)

LES DÉVOREURS

L'INDUSTRIE touristique accusée de détruire de vastes espaces naturels a fait les frais de la conférence européenne d'écologie qui, sur l'initiative du Conseil de l'Europe, a réuni quelque cent cinquante experts à Hambourg au cours de la semaine du 9 au 13 juin. De multiples exemples de destruction de la nature ont été présentés. Ainsi, entre 1960 et 1969, les oiseaux que l'on rencontre habituellement dans la « New-Forest », région de landes et de bois proche de Southampton (Grande-Bretagne), ont diminué des deux tiers. Ce fait est attribué à l'augmentation du trafic automobile, à l'affluence des visiteurs (vingt mille par jour en moyenne), à leurs jeux bruyants et aux masses de détritus qu'ils abandonnent et que les équipes de nettoyage n'arrivent plus à ramasser.

M. Georges Tendron, directeur du Muséum d'histoire naturelle de Paris, a insisté sur les périls que courent les zones côtières. En vingt ans, le nombre des bateaux est passé sur le littoral français de 20 000 à 400 000. En Italie, on compte 3 300 hôtels sur les 50 kilomètres de côte s'étendant entre Cervia et Cattolica, en Adriatique. La Sardaigne est menacée par les projets d'exploitation touristique des promoteurs, qui y ont acquis 150 kilomètres de littoral.

Il n'est pas question de contester à quiconque le droit aux loisirs et au repos, ont affirmé les congressistes. On ne saurait non plus exiger des pays du sud de l'Europe qu'ils sacrifient l'industrie touristique dont ils vivent. Pourtant si des mesures de protection concrètes ne sont pas prises d'urgence, le fait touristique dévorera l'espace même sur lequel il comptait se satisfaire.

En conséquence, les écologistes ont mis au point une série de propositions et de directives. Pour le littoral ils préconisent l'adoption de plans d'utilisation tels que les activités de loisirs soient isolées les unes des autres pour ne point se gêner mutuellement. Ils recommandent la limitation et même l'interdiction des constructions dans les régions de villégiatures, la fixation de seuils de saturation (nombre maximum de touristes, normes de bruit, parkings limités). Ils souhaitaient que le principe du libre accès à la mer, aux lacs et aux rivières soit adopté par tous les pays européens.

Pour protéger la haute montagne, les experts réunis à Hambourg prévoient l'interdiction totale des constructions. Ils proposent la limitation des installations de remonte-pentes et de téléfériques. Mais comment dissuader les agriculteurs montagnards de vendre leurs terres aux promoteurs et aux spéculateurs ? Les participants à la conférence de Hambourg ont relancé une idée trop rarement mise en application. Il faut, estiment-ils, que les montagnards conservent leurs propriétés et participent personnellement aux bénéfices touristiques des aménagements réalisés.

Ces différentes recommandations seront présentées à la conférence européenne des ministres de l'environnement, qui se réunira au printemps 1976 à Bruxelles.

nouvelles frontières
Touraventure

propose de nombreuses formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de nous qu'un transport à bon marché.

PARIS/ATHENES .. 620F A-R
BRUXELLES/MEXICO ...... 1850F A-R
BRUXELLES/DELHI .... 1980F A-R
PARIS/RIO .... 2350F A-R

Ces vols sont ouverts à tous, sans aucune discrimination.

CIRCUITS ORGANISES

Groupes de 30 personnes, avec un accompagnateur Nouvelles Frontières. Itinéraire proposé à l'avance. Hébergements et transports intérieurs réservés.
du 06/08 au 29/08
du 30/08 au 22/09

DECOUVERTE DU MEXIQUE
« à la recherche du passé »
3950 F
avec transport Paris/Mexico aller-retour en jet

Bon à découper - à retourner à
NOUVELLES FRONTIERES
63 avenue Denfert-Rochereau
75014 PARIS
tél 325.57.51 et 633.28.91

NOM ....
Prénom ....
Rue .... N° ....
Ville ....

Je désire recevoir la documentation sur le voyage ....
.... Lic. 793 A

Les loisirs de M. Deniau

SENTIR LE VENT

EN vingt-cinq ans d'une carrière éminente — ENA, inspection des finances, ambassade en Mauritanie, commission du Marché commun, secrétariat d'Etat à la coopération, puis à l'agriculture, — Jean-François Deniau a passé toutes ses vacances à naviguer à la voile.

De Corse à Chypre, de mer Noire en Cyrénaïque et en Tunisie, des Canaries aux Antilles et aux antipodes, comme propriétaire de vieux voiliers pas chers ou autrement, il a parcouru des milliers de milles, sans autre ambition que le bonheur attentif de s'abandonner et de se mesurer à la mer.

De cette familiarité avec l'imprévisible, il a tiré un certain nombre de convictions touchant pêle-mêle, car tout se tient à bord, la manœuvre, le calme et le gros temps, les équipiers et la solitude, les bouts de ficelle et les étoiles dont, par instant, tout peut dépendre. C'est cette sagesse qu'il livre ces jours-ci sous forme d'anecdotes et de moralités, sans littérature mais avec style, avec l'élégance enjouée et grave des grandes passions qu'on veut fraternellement partager. — B. P.-D.

★ « La Mer est ronde », Le Seuil, 176 pages, 24 F.

La voile est-elle évasion ou école de vie ? Le marin et l'homme de gouvernement ont-ils des expériences à échanger ? J.-F. Deniau s'en explique.

« Est-ce bien sérieux de raconter ses loisirs alors qu'on est au gouvernement ?

— Des loisirs, je n'en ai plus. J'ai fait les croisières que j'évoque alors que je n'étais pas au gouvernement, et pendant mes vacances, et j'ai écrit ce livre il y a quelques mois quand je n'occupais aucune fonction. La mer n'est d'ailleurs pas l'évasion que l'on dit. Elle est une école de responsabilité et de modestie à la fois, du possible et de l'impossible, du rêve et du réalisme ; elle est liberté et prison, médiation et action constamment mêlées. Naviguer, c'est à la fois être « le jouet » des éléments, comme on dit, et sans arrêt être occupé à les « déjouer », à composer avec eux, à les utiliser.

» Cela peut s'appliquer aussi à la politique comme à notre vie à chacun. Les métaphores maritimes s'appliquent d'ailleurs tout naturellement à l'action politique, tenir la barre, sentir le vent, changer de cap et bien d'autres...

— Y a-t-il des traits communs entre des plaisanciers aussi différents, à terre, que MM. Heath, Defferre, Rocard et J.-F. Deniau ?

— En fait, il existe au moins deux sortes de plaisanciers : ceux qui aiment surtout courir et gagner, et ceux qui aiment surtout vivre en mer pendant de longues traversées, comme moi. Mais il est vrai que le goût de la responsabilité personnelle dans un monde particulièrement incertain, qui peut être un aspect de l'action politique ou gouvernementale, n'est pas contradictoire avec un certain amour de la mer. Même les navigateurs solitaires sont le contraire de rêveurs. J'en connais qui sont d'excellents calculateurs de point.

— L'aléa des éléments rend-il croyant, superstitieux ?

— Chacun poursuit plus ou moins sa baleine, comme dans Melville. Quant à la superstition, elle est assez inévitable dès lors qu'on est dans un monde plutôt imprévisible, parfois écrasant, et qu'on cherche donc à avoir un peu prise sur lui. Naviguer, c'est toujours un peu gérer l'imprévisible. Quant à s'adresser à l'ordre de ce monde par la prière, cela peut être aussi une sorte de réaction naturelle, quand tout paraît dépendre de cet ordre, ou de ce désordre.

— Pour qui se contente de caboter, comment échapper aux ports payants qui ont envahi les côtes d'Europe ?

— Il est vrai qu'on ne peut plus, comme il y a vingt ans, aller d'un mouillage forain à l'autre et s'y retrouver seul. Il faudrait préserver ceux qui restent et réserver assez de places dans les ports aux gens de passage, de façon à faciliter le tourisme sur de longues distances, et pas seulement le bateau attaché à un même port. Je pense que c'est encore possible. Les gens ont un peu trop tendance à aller tous aux mêmes endroits. Je suis sûr qu'il reste des îles du Ponant ou du Levant épargnées par le béton, et les transports aériens pour s'en rapprocher sont devenus plus abordables.

— Que conseiller aux débutants ?

— J'ai appris avec des pêcheurs et par moi-même, progressivement, mais les écoles de voile ont aussi du bon, pourvu qu'on ne croie pas tout savoir parce qu'on aurait une manière de diplôme. C'est la mer seule qui apprend, et on connaît la mer quand on n'a plus à se demander si on connaît, quand toute technique est devenue réflexe. L'idéal est d'avoir le plus vite possible un bateau à soi, même petit, même ancien, même inapte à courir, et de ne pas faire seulement des « ronds dans l'eau », mais naviguer. Il faut se donner un objectif. Le plus beau est évidemment une île au loin. Il y en a partout. Quitter une côte et, après quelques heures, quelques jours ou quelques semaines, en trouver une autre qu'on a voulue, voilà le vrai plaisir de la mer.

— Quelle sera la prochaine « île au loin » ?

— Les Seychelles, que je ne connais pas et où j'aimerais beaucoup aller. Mais pour l'instant je n'ai plus de bateau... ni de vacances. »

A 10 km de ST-TROPEZ
Hostellerie du COTEAU FLEURI *** NN
et son restaurant
« LA JARRERIE ».
ACCUEIL - DÉTENTE - CALME
83360 GRIMAUD. - Tél. 43-20-17

(PUBLICITÉ)

Pourquoi pas un voyage intelligent avec l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AMIS DE L'ORIENT, au service d'un dialogue France-Asie depuis 1920?

Un voyage culturel, ni pédant ni ennuyeux, permettant de découvrir un JAPON TRADITIONNEL PRESERVE QUI N'EST PAS L'AMERIQUE et, en COREE, l'architecture et la sculpture bouddhiques de monastères nichés dans les collines verdoyantes en été, écarlates à l'automne.

Notre premier voyage au Japon a eu lieu en août 1965 — donc dix années d'expérience.

DEUX SEJOURS : du 2 août au 23 août 1975
du 11 octobre au 1er novembre 1975

A l'automne :

L'AFGHANISTAN où, sous un ciel limpide, nous croisons les caravanes de nomades qui se mettent en route à cette saison pour gagner leurs quartiers d'hiver. A près de 3.000 mètres d'altitude, les lacs aux eaux translucides et glacées du BAND I AMIR.

Le PAKISTAN, où nous rencontrons les populations KALASH dans les montagnes de CHITRAL, après avoir découvert, à MOHENJO-DARO, une civilisation urbaine raffinée de près de trois mille ans avant notre ère.

Dans ces vallées de l'HINDOU-KOUCH et de l'INDUS tant de fois ravagées par les invasions subsistent néanmoins les vestiges émouvants de grandes civilisations anéanties et un art admirable dit « gréco-bouddhique » qui rend la visite des musées de KABOUL, LAHORE, PESHAWAR passionnante et féconde.

SEJOUR : du 29 août au 20 septembre 1975.

Sans la présence d'un ethnologue de nos amis qui connaît bien le YEMEN pour y séjourner régulièrement, s'entretient aisément en arabe avec sa population, qu'aurions-nous été faire dans ce pays ?

La chance de sa présence parmi nous, il fallait la saisir car, pour beaucoup, le Yémen reste encore une contrée mystérieuse et son peuple impénétrable.

Avec lui, nous découvrirons la civilisation des Hauts-Plateaux, celle des Plaines Désertiques de l'Intérieur et de la Bande Côtière de la TIHAMA, SANAA, la capitale actuelle, et MARIB, abandonnée au silence et au sable, qui fut jadis l'ornement du vieux royaume de SABA, gouverné par une femme dont la beauté bouleversa Salomon.

SEJOUR : du 12 au 26 octobre 1975.
Renseignements : AMIS DE L'ORIENT
19, avenue d'Iéna, Paris-16e - Tél. : 723-61-65.

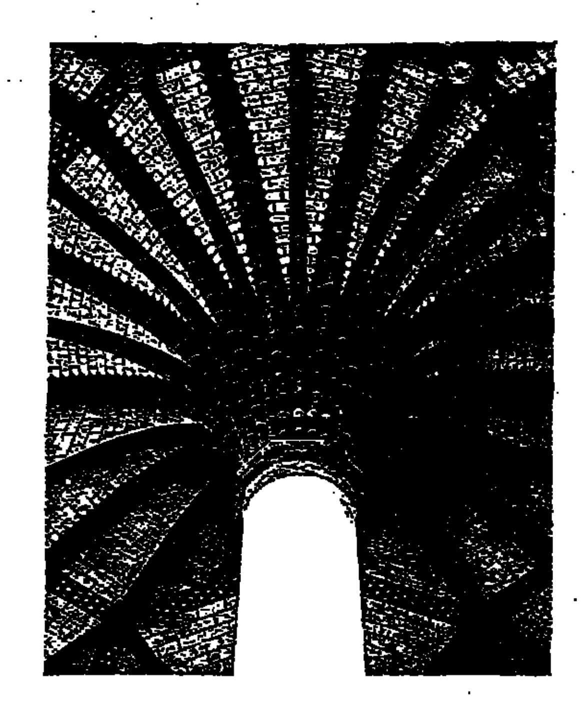
Permanences : lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 14 h. 30 à 18 h. 30, samedi de 10 h. à 12 h.

Lic. 241 A

Tourisme

UN REGARD NEUF SUR LES VIEILLES PIERRES

Les guides changent de casquette



TOULOUSE... Cette haute bastille de brique qui barre d'un trait rouge l'étroit horizon de la rue Lakanal ? L'église des Jacobins. Presque déserte à cette heure de l'après-midi : huit ou dix visiteurs confondus par la majesté des lieux, la beauté (et l'audace) du « palmier » fameux, aux vingt-deux nervures de pierre noire et ocre. Dans le sable d'une vasque au pied de l'autel, le long cierge effilé qu'une main a piqué de travers, et sa flamme qui danse. Poussée une porte, la surprise — douceur après l'austérité — du cloître, avec ses carrés de gazon ourlés de jeunes buis, les cyprès qui encadrent le puits, les belles vagues de tuiles roses et rondes sur chacun des quatre côtés...

Toulouse ville d'art. Un peu plus tard dans la soirée, la basilique Saint-Sernin, doucement embrasée par d'invisibles projecteurs, admirable, et les accents d'une suite de Bach que les cordes lançaient comme un écho venu de loin par-delà les chapelles. Toulouse-la-vieille, capitale d'Occitanie, avec les tours sur les maisons des capitouls, tant d'autres églises encore, tant de musées, le Capitole — musée lui-même — et la Garonne enfin, dessous le vieux Pont-Neuf.

Le 14 juin, M. Yves Malécot, président de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (C.N.M.H.S.), procédait à Toulouse au lancement officiel, dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine architectural, de la promotion 1975 des villes d'art et cités d'art et d'histoire. Promotion brillante, où se lisent parmi d'autres les noms d'Uzès, Chartres, Paray-le-Monial, Versailles, Vaison-la-Romaine, Nîmes et Lyon.

Mais une ville d'art, qu'est-ce que c'est au juste ? Une cité possédant — à de rarissimes exceptions près — un secteur sauvegardé, tel que le définit la loi Malraux de 1962, et, à ce titre, reconnue digne de bénéficier éventuellement d'aides extérieures, dans le but premier « de permettre au public de mieux apprécier les richesses artistiques de ses tissus urbains anciens ». *Pour ce faire, une convention sera passée avec les organismes locaux, aux termes de laquelle la C.N.M.H.S. apportera son soutien à* « toute opération susceptible de mettre en valeur le patrimoine architectural ancien de la ville concernée ».

Conférenciers

Mais pour les Monuments historiques, cependant, n'est vraiment « ville d'art » que la ville pouvant proposer à ses promeneurs des visites-conférences animées par des conférenciers que la C.N.M.H.S. aura préalablement agréés sur concours. Epreuve écrite, épreuve orale, épreuve (facultative) de langue vivante : mieux qu'une banale formalité, un véritable examen garantissant à leur futur public des « guides » dignes de ce nom.

Parmi les différentes opérations qu'elle préconise, la C.N.M.H.S. ne cache pas, en effet, que les visites-conférences ont toujours sa préférence, ce qui n'exclut évidemment pas les fléchages de circuits, précieux secours pour le flâneur vite égaré, l'édition de dépliants, la création d'un festival, etc.

Force est de reconnaître le bien-fondé du parti choisi : en 1971, ces visites-conférences avaient attiré 42 000 personnes ; l'année suivante, le chiffre passait déjà à 50 000, pour atteindre 85 000 en 1973, dans les vingt-neuf villes alors conventionnées, et 130 000 l'an dernier, avec trente-six villes inscrites. Pour sa part, la moyenne nationale de fréquentation par visite est passée de treize à dix-sept personnes entre 1973 et 1974 (1).

Une « magnifique folie »

Un moyen efficace, parmi d'autres, « de donner à chacun de ses habitants des raisons supplémentaires d'aimer sa ville », *comme le soulignait M. Pierre Baudis, maire de Toulouse, qui, non content d'avoir fait passer de 50 (en 1970) à 700 hectares les espaces verts de sa cité, d'avoir sauvé le canal que l'on voulait transformer en autoroute, de donner à tous les petits écoliers toulousains une carte d'accès gratuite aux musées s'attache maintenant à multiplier les rues piétonnes dans les quartiers anciens, parce que* « remettre en état un monument, c'est bien, mais faut-il encore pouvoir y attirer les gens »...

Albi. Sainte-Cécile, d'abord, la cathédrale triomphante, le faîte de son clocher de brique à 110 mètres au-dessus d'un Tarn rouge comme lui, le Baldaquin au bout des cinquante et une marches, le jubé. Et le mot de Mérimée, inspecteur des monuments historiques en tournée : « Je n'aime pas les jubés, ils rapetissent les églises (...), mais *pourtant*, tout entier à l'admiration, on a honte d'être raisonnable en présence de cette magnifique folie... » *Albi où triomphe Toulouse-Lautrec, admirablement installé dans les murs des évêques, au palais de la Berbie.*

Albi et ses rues dont tous les artisans joueront à boutique ouverte jusqu'au mois de septembre, l'un d'entre eux, M. Jean-Claude Lattès, ayant eu l'idée de prendre en main une animation de longue haleine, d'échoppes en ruelles et de musées en églises... Festival de musique du 25 juin au 6 juillet.

Albi qui n'a pas — pas encore, l'exception confirme la règle — ses conférenciers dûment agréés par les Monuments historiques, mais s'apprête à rentrer bientôt dans le rang.

Et Cordes, à quelques lieues de là, et Castres, et tant d'autres, partout à travers la France : les villes d'art, cet été, seront au rendez-vous.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) La liste complète des 66 villes d'art, cités d'art et d'histoire et grands monuments bénéficiant de la présence de guides-conférenciers fait l'objet d'un dépliant disponible dans les offices de tourisme et syndicats d'initiative, ou à la C.N.M.H.S. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. 277-59-20

ROUTES LIBRES

La Corse au volant d'une maison roulante

L'île de Beauté en toute liberté : *au volant d'un motor-home* qui attendra son conducteur sur l'aéroport d'Ajaccio. C'est la formule mise au point par une société qui propose des forfaits Paris-Paris comprenant le voyage avion aller-retour.

Pour une semaine (du 1er juin au 30 septembre), sur la base de quatre personnes, 1 035 francs par personne, comprenant le voyage et la location du véhicule. Il est également possible de louer à partir d'Ajaccio.

★ **Routes insolites : 32, avenue de la Résistance, 64000 Pau, tél. (59) 32-47-93.**

Bon lit et bonne table

Avec cent sept hôtels et cinq mille sept cent soixante-quinze chambres, tous classés dans les catégories trois et quatre étoiles, la chaîne Mapotel commence à compter, désormais, au nombre des « grands » de l'hôtellerie.

Son réseau couvre pratiquement la France et s'étend, à présent, hors de nos frontières, par le jeu de son association avec des chaînes danoises, espagnoles, anglaises, néerlandaises, italiennes, norvégiennes et suédoises.

★ **France-Mapotel : siège social, 22, place Saint-Georges, 31000 Toulouse, tél. (61) 21-46-77. Bureau central : 53, rue François-Ier, 75008 Paris, tél. 359-32-65.**

(Répertoire des établissements affiliés sur demande.)

L'été à Braux-Sainte-Cohière

Des concerts, des expositions, et la fête des feux de la Saint-Jean marqueront l'été du château de Braux-Sainte-Cohière, dont l'association culturelle Champagne-Argonne a fait son grand quartier général (*le Monde* du 13 juillet 1974).

★ **A.C.C.A. : 229, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél. 705-85-79 (programme détaillé sur demande).**

Sur place : Château de Braux-Sainte-Cohière, près Sainte-Menehould (51 - Marne).

Tennis et cheval en altitude

La station de Flaine ouvrira de nouveau cet été ses vingt-six courts aux amateurs de tennis. Sous la direction de Georges Deniau et Pierre Boyard, des stages « intensifs » permettront aux débutants de se familiariser avec les secrets de la raquette, aux joueurs déjà confirmés de se perfectionner encore.

Pour ceux qui préfèrent les joies de la chevauchée, des stages d'équitation dirigés par Roger Macchia, jadis fine cravache d'un régiment de chasseurs d'Afrique, d'une durée de huit jours, leur sont proposés. On consacrera la matinée à l'enseignement pratique (seller, panser, ferrer, abreuver) et au travail en manège, l'après-midi étant réservée à la promenade.

★ **Flaine-Information : 7, rue de Villersexel, 75007 Paris, tél. 548-30-40.**

Des idées pour les jeunes

Alpinisme, canoë-kayak, équitation, croisière côtière, randonnée, parachutisme, safari-photo, stages d'ornithologie : le nouveau catalogue « été 75 » de l'Union nationale des centres sportifs de plein air (U.C.P.A.) vient de paraître.

Il contient des dizaines de propositions intéressant les jeunes, qu'ils veuillent rester dans les frontières de l'Hexagone ou passer leurs vacances à l'étranger.

★ **U.C.P.A. : 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13, tél. 336-05-29 (catalogue sur demande accompagnée de 2 F en timbres-poste).**

Quatre mille étapes au bord de la route

L'édition 1975 du Guide des relais routiers, qui vient de paraître, comporte plus de quatre mille adresses de restaurants faciles à identifier grâce au macaron rouge et bleu qu'ils arborent en façade.

Les coqs, les toques et autres étoiles qui servent, dans d'autres guides, à « noter » les établissements sont remplacés ici par une casserole : cet insigne est réservé aux restaurants qui font un effort supplémentaire dans la préparation de leurs mets, ou proposent, à côté du menu « normal », un menu gastronomique régional.

★ **Guide des relais routiers 1975. Librairies : 16 F, ou 19 F franco à S.E.J.T., 6, rue de l'Isly, 75008 Paris, tél. 387-43-64.**

Vacances familiales : encore de la place...

Quatre associations de tourisme social font savoir qu'elles disposent encore de quelques places dans leurs villages pour les mois de juillet et août.

En Auvergne (VAL), dans les Alpes (O.C.C.A.J., Renouveau et Vacances Promotion), en Bretagne (Renouveau) et dans le Languedoc-Roussillon (O.C.C et Renouveau).

★ **O.C.C.A.J. : 20, boule Poissonnière, 75009 Paris, 770-23-69.**

Renouveau : 18, rue de l'H de-Ville, 75004 Paris, 278-26-42.

Vacances Promotio 150, boulevard de La Vill 75019 Paris, tél. 202-28-26.

V.A.L., 46, boulevard Past 63000 Clermont-Ferrand, 93-08-75.

Uriage égale troisième âge

Une maison « belle époq au beau milieu d'un parc deux cents hectares à Ur (Isère), altitude 414 mètr Pour les personnes du troisi âge, l'Organisation centrale camps et activités de jeun et du tourisme popula (O.C.C.A.J.) *propose des va ces d'été.*

Repos, grand air, excurs dans les alentours, initiatic diverses activités artisanales.

★ **O.C.C.A.J. : 20, boule Poissonnière, 75009 Paris, 770-23-69.**

(Du 3 juillet au 3 septem Prix par semaine et par sonne, comprenant pension c plète, boisson comprise : 3! (chambre à deux lits, ou 2: en chambre à trois lits.)

DES PLACES AU SOLEIL :

RIF DJEBLA au Maroc
voyages vacances tourisme
V. V. T. 5, bd de Vaugirard
75015 Paris - Tél : 538.52.12
11, quai des Célestins
69002 Lyon - Tél : 37.62.83
NOM ....
ADRESSE..........................

Malaga
le Maroc
votre voiture
et vous
à bord de
Massalia
départ hebdomadaire
de Marseille

Pour plus amples renseignements : Adressez-vous à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Paquet : Paris : 5, bd Malesherbes - Tél. : 266.57.59 Marseille : 70, rue de la République - Tél. : 90.81.60



SSTS
SCANDINAVIAN STUDENT TRAVEL SERVICE
Nouvelle adresse : 5, rue Scribe, PARIS (9e)
Métro Opéra - Tél : 742-91-89
Nombreux vols d'étudiants à tarif réduit vers tous les Continents.
Exemple : Paris-Tokyo ou Paris-Hongkong : 1.582 F.

TOURISME
HOTELS RECOMMANDES

Côte d'Azur

MENTON

HOTEL LE MODERNE ** NN NEUF, sans restaurant. Bar. Tél. 35-71-87.

VILLEFRANCHE-SUR-MER

Hôtel WELCOME ***, bord de mer Télex 47.281. Téléph. (93) 80-70-26

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA - Première classe Courts de tennis - Piscine plein air et piscine couverte.

Province

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX *** N. App. calmes 48 à 69 F T.T.C. Centre d'affaires et spectacles 2, place de la Comédie, Bordeaux Garage gratuit - Tél. 52-64-03 à 06.

Campagne

07520 LA LOUVESC (Ardèche)

HOTEL BEAU SITE ** NN Sit. except T. 15. Qualité-Pens 58-84 ttc Dépl

07140 LES VANS

CHATEAU SCIPIONNET ** Tél. 75-37-23-84. Plages et parc privés, climat provençal, calme, cuisine soignée. Pension 80 à 110 F STC.

Mer

34300 LE CAP D'AGDE

Hôtel-Restaurant LE SABLOTEL*** NN bord de plage, 2 piscines, animation, voile, promenades organisées sur le canal du Midi. Tél. : (67) 94-13-17

34500 BEZIERS

Hôtel LE TAMAROU *** NN, seul ville de BEZIERS Tennis, piscine plage privée à 10 km, voilier, promenades en péniche organisées sur le canal du Midi. Tél. : 76-00-55

Montagne

04400 LE SAUZE (Alpes du Sud)

Altitude 1.400 m.

Hôtel LE DAHU *** N.N. Tennis, piscine chauffée, sauna. Possibilité séminaires. Tél. (92) 81-05-59.

CARNAC

Hôtel BRITANNIA *** NN en Bordure de mer Loggias 28 juin au 1er septembre Tél. (97) 52-94-39

Corse

HOTEL-RESTAURANT LE PORTO ** N.N. 20150 PORTO Sa gastronomie - Son accueil Tél. (95) 26-11-20



LIBAIR
17, rue Turbigo - 75002 PARIS
tél : 508 06 60 et 231 53 99
Corr. d'ag. Lic A.669

ALBANIE
CIRCUIT 2 SEMAINES

YOUGOSLAVIE
Ile de Brac
SEJOURS
DE 15 JOURS

Bon à découper
NOM.............. Prénom..............
Rue.............. N°..............
VILLE..............
Je désire recevoir la documentation sur le voyage..............

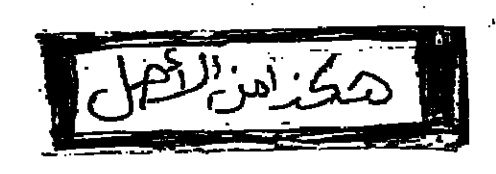


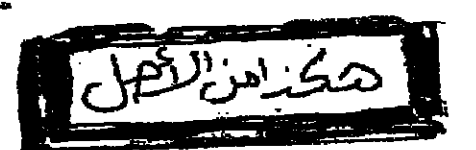
A flanc de montagne, entre la mer et les Pyrénées, le Domaine des Albères est un des plus beaux sites du Roussillon. Vous n'y découvrirez pas seulement une vue admirable, mais aussi un climat particulièrement agréable, tiède en hiver, aéré, chaud juste ce qu'il faut en été quand la côte est étouffante. Le terrain que nous vous avons réservé au Domaine des Albères est entièrement viabilisé : eau, électricité, téléphone (mais oui!). Vous y construirez vous-même la maison dont vous avez envie – ou, si vous préférez, nous vous aiderons à la construire.

Pour tous renseignements, prenez contact avec Centelles - 16, rue Armand-Izam 66000 Perpignan - Téléphone : (69) 50.53.00.

Le Domaine des Albères est à Laroque-des-Albères (66), à 22 km de Perpignan, à 9 km d'Argelès, à 15 km de Collioure

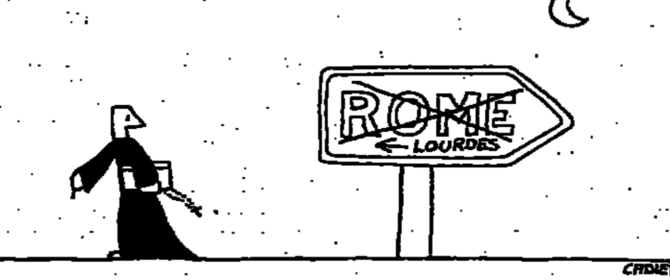
Au soleil du Roussillon, il y a de la place pour vous.





Tourisme

La guerre des pèlerinages



Rome fait de l'ombre à Lourdes

ACCENTUE par l'attrait qu'offre Rome en priorité à l'occasion de l'Année sainte, un phénomène, affectant déjà depuis plusieurs années le déroulement de la saison des pèlerinages à Lourdes (3 500 000 visiteurs en 1974), pose plus spécialement un certain nombre de questions en cette mi-juin 1975 dans la cité mariale.

Par le passé, la saison des pèlerinages à Lourdes débutait à Pâques et progressivement, sans période véritablement « creuse », se développait pour atteindre les hautes pointes en juillet et août avant de décroître en septembre. A Lourdes, aussi bien dans les milieux religieux que dans ceux qui sont concernés par les activités économiques, on estime d'ores et déjà que l'Année sainte profite — et profitera — surtout à Rome. A l'approche du 15 juin, le nombre de pèlerins de l'avant-saison à Lourdes marquait, en effet, une baisse de l'ordre de 20 % par rapport à l'an passé.

Pont aérien ?

On considère, par conséquent, qu'il sera sans doute difficile, d'ici au 15 octobre, de parvenir à tout le moins au chiffre de visiteurs de l'an passé. Les hôteliers sont inquiets d'avoir enregistré un certain nombre d'annulations de groupes étrangers : du fait du déroulement de l'Année sainte dans leur pays et aussi des soubresauts consécutifs à une longue crise politique et sociale, les Italiens, à la mi-juin, ont manqué dans une proportion très importante aux activités de Lourdes, mais les Allemands, les Anglais, les Irlandais leur ont fait également défaut. Les commerces de souvenirs et d'objets de piété ont subi, comme les diverses catégories d'hôtels, le contrecoup d'un creux prolongé depuis Pâques et dont on prévoit seulement la fin après le 1er juillet, lorsque que commencera véritablement l'appoint parallèle de la saison touristique.

Lors de la récente assemblée générale de l'hôtellerie de Lourdes, le président René Espiet a d'ailleurs fait état, pour juger cette avant-saison, « *d'une ambiance d'incertitudes et de nervosité* ». Il précise avec franchise « *que des composantes étrangères et françaises non négligeables sont en jeu et que la clientèle moyenne qui vient fidèlement à Lourdes en ces temps difficiles a choisi d'aller à Rome uniquement pour l'Année sainte. Mais Lourdes*, estime M. Espiet, *retrouvera, c'est certain, la totalité de ses visiteurs fidèles en 1976* ».

On espère que les Belges, annoncés en nombre plus important que l'an dernier, pour juillet notamment, combleront partiellement les vides laissés par les Italiens, les Allemands, les Anglais et les Espagnols. On ne croit donc plus, comme on l'avait fortement espéré fin 1974, à la suite de déclarations émanant des grandes compagnies aériennes américaines, à la mise en place d'un pont aérien entre Rome et Lourdes, pour que des catholiques des Etats-Unis puissent visiter successivement Saint-Pierre-de-Rome, la basilique et la grotte de Lourdes. La venue de pèlerins canadiens, en revanche, pourrait être une des heureuses surprises de la saison de Lourdes.

Grâce à des investissements importants, le potentiel hôtelier de Lourdes (450 hôtels et pensions de famille) totalise 17 000 chambres. Bien qu'ayant subi un réajustement de 9 % jugé bien insuffisant par rapport à l'accroissement des charges, les prix de l'hôtellerie de Lourdes demeurent parmi les plus accessibles de France, et particulièrement pour ce qui concerne le seul prix des chambres. Malgré tout, on entend rester optimiste pour la suite des événements, car, au total, 431 pèlerinages sont « programmés » pour cette année au lieu de 436 l'an dernier, le nombre des pèlerinages français (136) restant exactement le même. Il s'y ajoutera, du 25 au 29 septembre, le rassemblement exceptionnel de plus de 60 000 anciens prisonniers de guerre français, dont 40 000 devront être logés hors de Lourdes, appoint non négligeable pour les stations thermales qui arriveront heureusement, à ce moment-là, à la fin de leur saison et pourront fournir les hébergements nécessaires.

La confiance absolue en l'avenir de Lourdes est illustrée par l'appel que son évêque, Mgr Henri Donze, ancien évêque de Tulle, vient de lancer en faveur de la souscription destinée à couvrir les frais de construction, évalués à 15 millions de francs, du nouveau centre de malades de 350 lits qui portera le nom de sainte Bernadette.

Lourdes a accueilli l'an dernier près de 60 000 malades, dont 47 000 ont pu être admis dans les deux hôpitaux existants, l'Accueil Notre-Dame et Notre-Dame-des-Douleurs, pour un prix de journée de l'ordre de 15 francs à peine. Les nouveaux équipements réalisés par M. Pierre Vago, l'architecte à qui l'on doit la basilique souterraine géante Saint-Pie-X, permettront de traiter 15 000 malades par saison dans des bâtiments dotés des équipements les plus récents, et situés dans l'enceinte des sanctuaires, sur la rive droite du Gave de Pau. Mgr Donze en a solennellement posé la première pierre le lundi 9 juin. Chaque pèlerin de Lourdes — qu'il fasse partie d'un groupe ou vienne individuellement — versera une obole de 10 francs pour aider à la réalisation de ce centre en faveur duquel des dons importants ont déjà été enregistrés.

GILBERT DUPONT.

CLIN D'ŒIL

LES TAPISSIERS DU DIMANCHE

A l'enseigne d'Anaïs, prénom désuet et romantique, on trouve dans une boutique de la rue Jacob, à Paris, tout l'artisanat de la patience.

Il est bien connu, depuis la fugue d'Ulysse, que la tapisserie est un passe-temps très honorable et des plus inoffensifs pour les Pénélopes résignées et fidèles.

On s'est aperçu, ces dernières années — est-ce un philosophe ou un psychiatre qui fit cette découverte ? — que la tapisserie avait aussi un effet sédatif sur les nerfs et relaxant pour l'esprit. En tirant l'aiguille à travers le canevas, la pensée trouverait un rythme serein. A demi mobilisée par un ouvrage simple, occupant l'œil et la main, elle s'offrirait alors des vagabondages sans conséquence, au cours desquels, par les mystérieuses connivences du subconscient, elle rencontrerait souvent les solutions à des problèmes vainement étudiés jusque-là la tête dans les mains.

Voilà pourquoi peut-être Anaïs a une si belle clientèle. Commerçante des plus aimables, la maîtresse de maison est aussi une psychologue. Elle sait proposer le petit carré, style dessus de coussin, qu'on expédiera, en un mois et en cinq couleurs, à la curiste en route pour Vichy. Elle devine que telle dame veut entreprendre un ouvrage de longue haleine pour tromper l'attente d'un événement, que telle autre est prête à se lancer dans l'aventure d'une œuvre difficile qu'elle léguera à ses petits-enfants.

Mais chez Anaïs on ne rencontre pas que des dames ou des demoiselles. Les messieurs ne sont pas rares qui franchissent le seuil de la boutique, quelques-uns ostensiblement, d'autres avec plus de discrétion. Ce sont souvent des présidents-directeurs généraux de sociétés importantes, des avocats, des médecins, des managers qui ont découvert dans la tapisserie un moyen de se détendre. Un chirurgien fameux — mais ne considère-t-il pas la tapisserie comme un entraînement pour les points de suture ? — figure parmi les tapissiers du dimanche qui ne choisissent pas que des canevas faciles.

Aussi voit-on parfois des hommes graves, rassis, discuter chez Anaïs le ton d'une laine, chercher dans les petits écheveaux la couleur exactement souhaitée pour un motif ou commander à la fille de l'hôtesse un dessin d'après l'œuvre de tel ou tel peintre, ou encore confier à l'inspiration de cette jeune artiste le thème que l'on aimerait retenir pour le prochain panneau.

Car il est des entreprises qui durent des années, nécessitent des milliers d'heures de travail, des centaines de milliers de points et des kilomètres de laine. On est bien loin des ouvrages pour petites filles sages, et, sans atteindre, sur le modeste support du canevas peint, la somptuosité de la haute ou de la basse lisse, il sort tout de même de fort jolies compositions des mains des hommes et des femmes qui ont trouvé cet exutoire sans prétention à leurs soucis et à leurs fatigues.

Certains, plus pratiques, choisissent de recouvrir eux-mêmes leurs sièges Louis XIII, d'autres font encadrer leurs œuvres, pour les offrir. Telle dame fabrique ses trois descentes de lit par an...

La tapisserie de salon triomphe de l'artisanat domestique à la portée de tous, apparaît à travers son renouveau comme une tendance rassurante. Dans un temps de violence et d'agitation, tirer l'aiguille chez soi est une façon d'oublier le monde, de laisser se décanter la pensée, de renoncer un moment à l'efficient pour le futile, d'être enfin paresseux sans en avoir l'air ! — M. D.

Vous intéressez-vous aux contacts personnels par-delà les frontières ?

Visites réciproques
Echanges d'appartements
Hôtes payants
Correspondance
Relations homme-femme
Vacances bon marché à l'étranger
etc.

Demandez des renseignements gratuits à :
THE INTERNATIONAL SOCIETY CLUB, POBOX 1091, LUND 1, SUEDE.

VOYAGE CULTUREL
AU PAYS DES PHARAONS
LE CAIRE - LOUQSOR
LA VALLÉE DES ROIS
ASSOUAN - AMBOU SIMBEL
ALEXANDRIE
Du 26 juillet au 8 août 1975
avec Mme G. DOSS, égyptologue
Membre de l'Institut Supérieur d'Archéologie et de l'Histoire de l'Art
Renseignements et inscriptions :
PEUPLES ET CIVILISATIONS
5, avenue de l'Opéra
75001 PARIS - Tél. 260-31-66
Lic. 309 A



JEUNES
tarifs spéciaux voyage,
séjours en kibbouts,
auberges de jeunesse,
villages de vacances
en ISRAEL
Téléphonez : 742.45.19
Service "Jeunes"



LIGNES AERIENNES D'ISRAEL
24, Bd. des Capucines. PARIS

LIBERTÉ DÉTENTE :
RIF DJEBLA au Maroc
voyages vacances tourisme
V. V. T. 5, bd de Vaugirard
75015 Paris - Tél : 538.52.12
11, quai des Célestins
69002 Lyon - Tél : 37.62.83
NOM ....
ADRESSE ....

SUISSE
VALAIS

FIESCH / Eggishorn - 1.050-2.900 m. alt. Région de promenades variées, très ensoleillées, piscine couverte. Téléphérique. Huit hôtels, 220 appartements de vacances, encore libres dès le 9 août. Renseignements : OFFICE DU TOURISME, CH-3984 Fiesch. Téléphone : 19-41/28/8 14 66.

HAUTE-NENDAZ 1 300 m. - 8.000 lits - Super-Nendaz : 1.700 m. En été l'idéal pour votre famille, piscine, tennis, équitation, télécabine, télésiège, promenades. Renseignements : OFFICE DU TOURISME, CH-1961, Haute-Nendaz - Téléphone : 19-41/27/88 14 44.

SAAS-FEE : 1.800 m - 6.200 lits - Promenades, tennis, piscine couverte, équitation, mini-golf, grotte glaciaire, six dancings. Renseignements : OFFICE DU TOURISME, CH-3906 Saas-Fee. Téléphone : 19-41/28/4 81 58. - Télex : 38 230.

SAAS-GRUND, 1.560 m. Au centre de la vallée de Saas. A chaque saison une découverte. Promenades et excursions variées, flore alpine. 4 200 lits en hôtels et appart. de vacances. Piscines couvertes, mini-golf, tennis. OFFICE DU TOURISME, CH-3901, Saas-Grund. Tél. 19-41/28/4 84 03 - 48 5 46.

VERBIER - Dolce farniente... ou vacances actives. Piste Vita-Ecole suisse d'alpinisme. Approach golf, promenades. - Grande réserve alpine naturelle. OFFICE DU TOURISME, CH-1936 Verbier. Tél. 19-41/26/7 12 50 - 7 16 85.

ZERMATT, 1.620 m - 90 hôtels, pensions avec 5.000 lits, appartements de vacances avec 8 000 lits. Abonnements de trains combinés. - Huit piscines couvertes, saunas. Office du Tourisme, CH-3920 Zermatt - Tél. 19-41/28/7 78 55. Télex : 38 130.

DES JOURNÉES DE PLEIN AIR
INITIATION AU GOLF - TENNIS - EQUITATION - TIR A L'ARC
au Country Club de Chaumont-en-Vexin, par petits groupes pendant tout l'été
— départ en autocar, 8 h. 30 ; rendez-vous métro Etoile
— retour 18 heures
— de 2 à 3 heures de cours avec moniteur professionnel
— déjeuner sur place
— prêt de matériel assuré
— en dehors des cours, piscine, promenades, etc...
PREMIERE JOURNEE LOISICLUB DIMANCHE 29 JUIN
Prix, tout compris : 100 F + 30 F cotisation annuelle (50 F pour enfants accompagnés)

BULLETIN D'INSCRIPTION
M., Mme, Mlle ....
Adresse ....
Numéro Téléphone ....
s'inscrit à la journée du 29 juin, et choisit l'activité .... vous adresse ci-joint le montant de son inscription.
Pour tous renseignements : LOISICLUB (ass. loi 1901)
11, rue du Général-Cordonnier - 92200 NEUILLY - Téléph. : 722-66-07

Le Monde de l'éducation
Numéro d'été vacances
JOUEZ AVEC VOS ENFANTS

(Publicité)
ÉTUDIANTS A L'ÉTRANGER
Sachez également profiter des RÉDUCTIONS et AVANTAGES auxquels vous avez droit. Ne partez pas à l'Etranger sans vous munir de la CARTE INTERNATIONALE D'ETUDIANT, la carte qui officialise votre statut d'Etudiant à l'Etranger.
Demandez-la au T.E.J., 85, bd Saint-Michel, PARIS-5e

VACANCES EN FAMILLE :
RIF DJEBLA au Maroc
voyages vacances tourisme
V. V. T. 5, bd de Vaugirard
75015 Paris - Tél : 538.52.12
11, quai des Célestins
69002 Lyon - Tél : 37.62.83
NOM ....
ADRESSE ....

Pour l'Angleterre
C'EST LE MOMENT OU JAMAIS
avec les car ferries
Sealink
et les aéroglisseurs
SEASPEED

L'Angleterre n'a jamais été, pour vous, si bon marché ; profitez-en, et profitez aussi des tarifs avantageux Sealink et Seaspeed.
Pour les jeunes de moins de 26 ans, de Paris à Londres, par train et bateau de nuit : 74 F par Dunkerque, 74 F par Dieppe ; par train et aéroglisseur : 97 F via Boulogne.
En voiture : billets d'excursions de 36 heures, réduction de 50 % sur le tarif ; billets mini-tour de 5 jours - pour 4 personnes : 480 F aller-retour par Calais ou Boulogne, 696 F aller-retour par Dieppe ou Cherbourg. Transport gratuit de la voiture.



Renseignements : agences de voyages et pour recevoir la brochure 1975, adressez ce coupon à AIR TRANSPORT Agent général - 4, Rue de Surène - 75008 Paris.
NOM
ADRESSE
SNCF

Tourisme

VACANCES A L'ANGLAISE

(Suite de la page 17.)

S'il pleut l'après-midi — ce qui arrive, — le musée Russell, fondé par un riche assureur pour abriter d'intéressantes collections de vaisselle, de statuettes, et d'objets d'art de toutes provenances fournira au visiteur français l'occasion de voir le bar — une grande vasque de bois fermée d'un couvercle — qu'utilisa Napoléon à Sainte-Hélène, la table sur laquelle il dîna si souvent à Longwood et l'encrier de céramique bleu dans lequel il trempa sa plume à bord du Bellérophon, en 1816, et que le capitaine Maitland, commandant du vaisseau, a légué aux Russell.

Telle est Bournemouth, derrière sa plage qui gagnerait à être nettoyée et régulièrement débarrassée des déchets vacanciers que les Anglais comme les Français abandonnent aux vents et aux marées.

Si la « Middle Class »» tient Bournemouth, la classe aisée occupe *un autre lieu, Torquay. Dans la baie* de Torbay, c'est le Deauville anglais, d'autres vous diront le Juan-les-Pins, et des audacieux compareront même la station à Cannes. Ne croyez ni les uns ni les autres et installez-vous à l'hôtel Imperial, qui surplombe la mer dont il n'est séparé que par un gazon, des rochers fleuris et quelques grands arbres.

L'établissement, moderne, confortable, pourvu d'un chef de cuisine qui aime les viandes saignantes, les sauces relevées, et d'un pâtissier de génie, passe pour l'un des cinq meilleurs hôtels d'Angleterre. Des loggias — chaque chambre a la sienne, — on peut suivre les évolutions des voiliers et l'activité d'un port de plaisance fréquenté par les beaux yachts. Les riches propriétaires de ceux-ci vous ne les verrez pas. Ils résident dans les grandes propriétés des collines et ne descendent en ville que pour les galas de la haute saison.

Mais vous verrez, par contre, au long d'une large promenade-jardin, des milliers de chaises longues alignées, si l'on peut dire au coude à coude, et toutes orientées chaque soir par des préposés prévenants dans l'axe du soleil. Que celui-ci soit au rendez-vous, et, comme au théâtre, sagement, des milliers de vacanciers s'allongeront le plus souvent sans ôter leurs cravates sur ces toiles plastifiées rayées de vert, de rouge, de bleu. Seule l'averse les chassera. Ils iront alors en excursion au port de pêche de Brixham aux tendances tropéziennes ou sur la rivière qu'ils remonteront jusqu'à la propriété de Mme Agatha Christie !

Le soir, ils se répandront dans les restaurants des hôtels, les jeunes s'entasseront dans les quelques boîtes de la station. Quant aux amateurs qui voudraient se rendre au Casino, ils auront du mal à trouver l'entrée de celui-ci : un corridor étroit au seuil duquel veille un gentleman au smoking fatigué, jovial comme un ordonnateur des pompes funèbres et qui espère toujours voir s'arrêter la Rolls d'un prince du pétrole !

Mais c'est à Blackpool, sur la mer d'Irlande, que l'on voit le peuple anglais, celui des aciéries de Leeds, celui des faubourgs désolants de Glasgow, celui des cités minières du Pays de Galles. Le spectacle n'est pas réjouissant et ces braves *gens, venus là en foules considérables*, à chaque week-end et au mo*ment de leurs vacances, pour se dé*tendre, oublier leurs fumées, leurs difficultés financières, la promiscuité *des banlieues tristes*, semblent trans*porter leur mélancolie* avec eux.

La foule — Blackpool reçoit chaque année seize millions de visiteurs — a parfois une densité de laideur angoissante, qu'aggrave l'instinct grégaire des Anglais et leur incapacité d'être à l'aise dans le débraillé populaire.

« *Blackpool*, m'a dit un responsable local du tourisme, *c'est la meilleure affaire d'Angleterre* », on appelle cette station « *Fun City — la ville aux plaisirs* ».

Pour canoter

Onze kilomètres de plages, bordées par trois promenades, au long desquelles s'alignent des bancs publics, *des gradins, des plates-formes*, des musoirs et qui sont parcourues par des familles, des couples, des isolés, des groupes de copains. On mange du poisson frit dans des assiettes de carton, des saucisses, des sandwiches, des glaces. On vide des boîtes de bière, des bouteilles de jus de fruit. Même s'ils voulaient se débarrasser proprement des reliefs des pique-nique et des papiers gras, ils n'y parviendraient pas. Les corbeilles à *déchets ne sont ni assez* grandes ni assez nombreuses.

Une « tour Eiffel » de 158 mètres domine la ville qui héberge chaque année des douzaines de congrès. Trois jetées promenades proposent cafés, restaurants, cabarets, salles de jeux — la machine à sous à 1 penny fonctionne à des centaines d'exemplaires. Les bazars aux souvenirs, les snack-bars, les boutiques de vêtements, les pubs : le Golden Mile, immense parc d'attractions, propose toutes les formes d'amusements. Un cirque, une salle de bal où peuvent évoluer à l'aise mille deux cents couples, une volière, un zoo, un aquarium, sont installés entre les pieds de cette « *tour Eiffel* », qui, le soir, s'illumine comme une pièce montée. Music-hall, cabarets, cinémas, dancings, ne désemplissent pas, et le théâtre de marionnettes accueille les enfants pendant que les parents s'en vont comparer les mérites respectifs des pubs .

Si l'on paye peu, on paye tout : pour passer sur les jetées, pour pêcher depuis les jetées, pour grimper à la « *tour* », *pour faire un tour de manège, pour jouer aux boules*, pour canoter, etc.

On vient à Blackpool pour s'amuser, et la *plupart des visiteurs* estiment en avoir pour leur argent dans cette ville luna-park que le guide bleu « *conseille d'éviter pendant les périodes de vacances* ».

Si les hôtels ont souvent des noms qui sonnent bizarrement aux oreilles françaises : Trafalgar Hotel, Waterloo Hotel, Marlborough Hotel, rares sont ceux qui offrent confort et tranquillité.

Il faut voir Blackpool sous le soleil, un jour où quelques centaines de milliers d'Anglais et d'Anglaises ont choisi de venir, avec leurs enfants, s'aérer et se distraire sur la côte du Lancashire. Là, seulement, on conçoit ce qu'est le tourisme de masse, la transhumance spontanée, les parfums capiteux de la vie collective. On imagine ce que sera d'ici deux ou trois siècles le surpeuplement de la planète, on aborde l'enfer des grands loisirs organisés. Nos semblables sont-ils si semblables qu'on a peur soudain de se perdre dans cette foule anglaise enveloppante et à coup sûr amicale ? En France, on ne réunirait en si peu d'espace autant de gens que pour manifester contre quelqu'un ou quelque chose. Et c'est bien ce qui étonne le plus : les Anglais ne sont *là que pour leur plaisir !* Ce plaisir et ces vacances qu'ils prennent aussi à la campagne. Nous en reparlerons.

MAURICE DENUZIÈRE.

L'Amazone en pirogue

Se perdre au cœur de l'« enfer vert » — vaste comme dix fois la France, — remonter en pirogue sur 600 kilomètres l'un des mille cent affluents de l'Amazone, le plus grand fleuve du monde : voyage-expédition dans un Brésil à l'état brut.

Point de rassemblement : Manaus, et son théâtre où Caruso chanta. Cinq jours de navigation sur l'Amazone : pêche au piranha, chasse au caïman, nuits en hamac. Belem et son marché flottant. Quarante-huit heures en pleine terre dans une *fazenda* (propriété agricole) avec les *vaqueiros* (gardiens de troupeaux). Rio en point d'orgue : le Corcovado, Copacabana... La détente après l'aventure.

★ **Compagnie brésilienne Varig, 27, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. 260-38-33. (Prix par personne tout compris : 7 975 F au départ de Paris ; durée du voyage : quinze jours.)**

Tabarka, An III

Rencontres, ateliers, forums, jazz, musique tunisienne, théâtre, cinéma, folk...

Pour sa troisième saison, le Festival de Tabarka — un village de pêcheurs sur la côte nord de la Tunisie, non loin de la frontière algérienne — annonce un « plateau » d'un éclectisme et d'une qualité rares.

On y verra (et entendra) Oscar Peterson, Atahualpa Yupanqui, Chick Corea, Dizzy Gillespie, Anne Sylvestre, des danseurs balinais, le Cuarteto Cedron, et bien d'autres encore.

★ **Aquarius international : 48-50, avenue Edison, 75013 Paris, tél. 588-85-53. (Pour toutes précisions, programmes, etc.)**

Rivages : 330, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, tél. 325-43-99, propose des forfaits de quinze jours, comprenant le voyage avion Paris - Paris, l'hébergement, etc. (A partir de 1.150 F par personne.)

PÉKIN ET SON AÉROGARE DE VILLAGE

SOUS les ailes apparaît à travers les nuages une terre grise découpée en damiers où le blé vert alterne avec les labours. Une poussière ocre universelle saupoudre les villages chinois anciens et les routes neuves, qui sont relativement nombreuses. De larges canaux irriguent des cultures superbes, et des bois frais, aux arbres tout jeunes et très serrés, défilent sous l'avion peu avant l'atterrissage : voici l'aéroport de Pékin.

Le voyageur arrivant de Tokyo, que ces premières images de Chine ont mis en appétit, doit rester, pour le moment, sur sa faim : l'escale dans la capitale chinoise, dont il a rêvé, n'aura pas lieu. Pour ce vol inaugural de la nouvelle ligne d'Air France Tokyo-Pékin-Paris, longtemps attendue, les visas n'ont été accordés par les Chinois qu'à quelques diplomates privilégiés.

Le voyageur ordinaire continuera donc vers Paris sans escale chinoise, en se contentant du curieux spectacle, pendant une heure, du grand hall d'attente de l'aérodrome, visité en transit. Rien de plus complètement différent de la bousculade d'Orly ou du futurisme de Roissy, rien de plus reposant aussi : on se croirait dans une gare de province, et c'est le vide, où le seul message diffusé dans le silence est une muette citation de Mao Tsé-toung, en lettres d'or sur un panneau géant rouge.

Bien entendu, les voyageurs étrangers que la politique, les affaires ou les relations culturelles conduisent en Chine pour une mission autorisée ont droit, eux, au visa et au séjour. Et leur nombre s'accroît régulièrement, spécialement parmi les Japonais. Les gens de Tokyo découvrent que d'un coup d'aile ils sont à Pékin : découverte tardive, mais de portée considérable.

Plus proches encore, les habitants du Japon du centre et du sud, ceux d'Osaka ou ceux de l'île de Kyushu, vont profiter nombreux de l'escale qu'Air France leur offre à Fukuoka, grande ville de Kyushu, à mi-chemin de Pékin.

Dans le sens Pékin-Paris, la ligne aérienne, pour atteindre Karachi, fait encore un détour qui *l'allonge en allant survoler* la Birmanie. Mais le jour n'est pas loin — M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre chinois, en donnait l'assurance lors de son récent voyage à Paris — où l'on pourra voler en ligne droite, par-dessus le Gobi et le Sinkiang, pour atteindre Téhéran, ce qui fera de ce nouveau trajet un des plus attrayants : entre le Japon et la France, la route de la soie... aérienne !

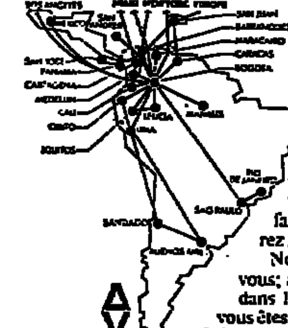
Reste, enfin, la future liaison Est-Ouest par Concorde. M. Raymond Bouvatier, directeur du réseau Asie et Pacifique d'Air France, a évoqué récemment la prochaine ouverture de cette ligne supersonique. *On l'avait* prévue pour l'automne 1976, mais les Japonais ont fait des objections en ce qui concerne les « nuisances » : le bruit et la pollution. « *Avec les améliorations apportées au Concorde depuis lors, il ne devrait plus y avoir de grands problèmes* », a dit M. Bouvatier. Le Japon via la Sibérie sera à sept heures seulement de la France. Paris et Tokyo se découvriront alors voisins de palier.

ROBERT GUILLAIN

La ligne Paris - Tokyo via Athènes, Karachi, Pékin et Fukuoka a été inaugurée le 11 février dernier à raison de deux fréquences hebdomadaires. Le prolongement de la liaison Paris-Pékin vers Tokyo devrait permettre d'améliorer le faible taux d'occupation des Boeing 707 d'Air France.

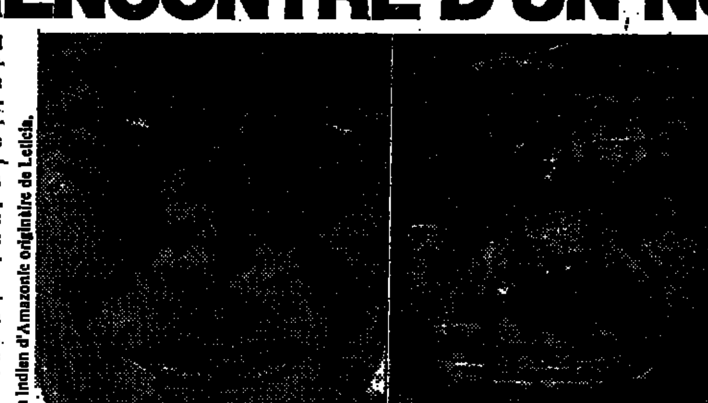
Les autorités chinoises, au départ de Pékin, répartissent leurs passagers entre les différents transporteurs. Elles ne se privent donc pas de remplir en priorité les appareils de leur compagnie nationale, maintenant qu'elles exploitent — depuis le mois d'octobre 1974 — un service hebdomadaire Paris-Pékin. Le taux d'occupation des avions d'Air France s'en ressent. Sur la ligne Paris-Pékin, il s'est élevé à 50,4 % l'an dernier ; sur la ligne Paris-Pékin-Tokyo, il est estimé à 47,6 % cette année.

PARTEZ À LA RENCONTRE D'UN NOUVEAU MONDE!



Avianca vous conduit en Amérique du Sud et vous donne la chance de rencontrer les interlocuteurs les plus intéressants. A Leticia, dans la Jungle Amazonienne, vous rencontrerez peut-être M. Felipe Gomez qui vous montrera comment tirer à coup sûr un caïman... avec votre appareil photographique. C'est plus de 300 personnages de poids que vous rencontrerez à San Augustin, vieux de deux milles ans. Entre autre, ce Monsieur sans nom qui vous montre les dents tout en tenant sa langue. Si, par contre, vous êtes fascinés par les animaux du début du monde, découvrez les aux Iles Galapagos.

Nous vous proposons encore bien d'autres rendez-vous; avec les descendants des Incas à Cuzco ou, perdue dans les Andes, à Macchu-Picchu, la mystérieuse. Et si vous êtes amoureux de soleil et de plages, vous trouverez votre idéal à San Andrés, île des Caraïbes ou sur la côte de Columbie à Santa Marta, Cartagena... Après tout, nous sommes la compagnie aérienne qui connait le mieux l'Amerique du Sud, car nous y sommes nés.



Un Indien d'Amazonie originaire de Leticia.

Un dieu inconnu à San Agustin.

Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure «Interlude en Amérique Latine».

COUPON

Nom

Adresse

Ville

1, Rue Scribe – Paris 75009 Tel. 26653-60

Avianca

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.

(Publicité)

HOTEL PALACE

0586.805371 LIVOURNE (Toscana) En face des Bains Pancaldi avec cabine gratuite pour nos clients. A trente minutes des endroits nocturnes de la Versilia, des centres touristiques de Pise, Lucca, Florence. Embarquement pour les îles de l'archipel Toscane et pour la Corse.



Renseignements :
Office de Tourisme
CH-1700 Fribourg/Suisse

Tous nos hôtels ont un air de famille : PLM. Mais avec des expressions différentes : celles de leur région.

PLM c'est une chaîne d'hôtels et de motels. A Paris, en province et jusqu'en Guadeloupe. PLM. Derrière ces trois lettres il y a une certitude : celle d'un confort international.

Le confort international c'est une somme de détails, la longue addition de tout ce qui rend la vie plus simple et plus facile : téléphone, télex, radio, télévision, bar, réfrigérateur dans la chambre, secrétariat pour hommes d'affaires, parkings, etc.

Mais le confort international, tout seul, c'est un peu monotone : l'ennui finit toujours par naître de l'uniformité. Alors dans un hôtel ou un motel PLM il y a quelque chose de plus : le charme de la région, la diversité des détails – architecturaux, gastronomiques, décoratifs – qui fait le vrai plaisir de voyager.

PLM. Derrière ces trois lettres, il y a toujours une certitude – le confort international – et plusieurs surprises agréables à découvrir – celles qui font qu'un PLM ne ressemble jamais tout à fait à un autre PLM.

Pour vérifier et pour découvrir, un seul numéro de téléphone pour réserver dans tous les PLM : 588.73.46.

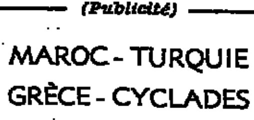


PLM International L'hôtellerie d'aujourd'hui. L'hospitalité de toujours.

BEAUNE • GRENOBLE • LYON • MARSEILLE • NEVERS • ORLY • PARIS • VALENCIENNES • STRASBOURG • GUADELOUPE • BANDOL • LES MENUIRES

Central réservations PLM International : Tél. 588.73.46 - Télex 27740

(Publicité)



MAROC - TURQUIE
GRÈCE - CYCLADES
SAHARA...

Prix sans concurrence

De juin à octobre, des conditions *idéales et la garantie de*

JET-SUN - 325-02-90

122, rue d'Assas - Paris (6e)

licence en cours d'agrément

Stages de tennis intensif à isola 2000

sous la direction de François MATHEU.

Forfait : Hôtel ***
7 jours (6 jours de stage tennis piscine et garderie gratuite, demi-pension 1160 F.

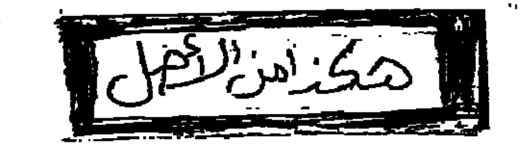
Renseignements :
Isola 2000
21, rue de la Paix - 75002 Paris
Tél. 073.60.20

Sagone-en-Corse

le sable fin sans la foule

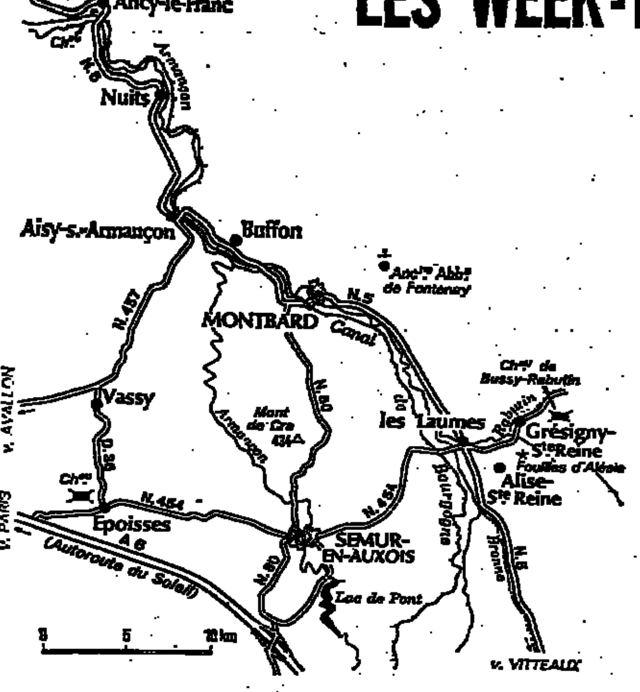
Dominant l'arrondi du plus beau golfe de Corse, des maisons de type méditerranéen s'étagent dans le maquis, à proximité de la plage. Sagone offre déjà école de voile, club d'équitation, tennis, bowling, night-clubs, restaurants et boutiques. Sagone est à 35 kms d'Ajaccio par une route facile.

Documentation gratuite en couleurs sur Sagone et ses six programmes immobiliers à : Office des Ventes du Golfe de Sagone Arès - Sagone Tél : (95) 28.01.12



Tourisme

LES WEEK-ENDS BOURGUIGNONS DE Mme DE SÉVIGNÉ



AU nom de Mme de Sévigné on associe souvent la Bretagne et sa propriété des Rochers, près de Vitré, ou l'hôtel Carnavalet, qu'elle occupait à Paris, mais qui pense à la Bourgogne, berceau de sa famille, où elle comptait de nombreux amis ? Plusieurs châteaux bourguignons, et non des moindres, ont conservé son souvenir.

Sur la nationale 5, qui de Paris mène à Dijon, voici, à 225 kilomètres de Paris, Ancy-le-Franc et son magnifique château Renaissance, mais de facture déjà classique. Quand le visiteur a franchi la grille monumentale et qu'il se trouve au milieu des vastes pelouses, le château lui apparaît comme un ensemble majestueux, mais non pas sévère ; la blancheur éclatante de ses façades de pierre percées de nombreuses fenêtres lui donne la splendeur d'un palais de grand seigneur, tandis que son plan carré et ses murs épais en font une résidence aisément défendable avec les fossés profonds, aujourd'hui comblés, entourant une terrasse qui forme un véritable rempart. Les quatre corps du bâtiment sont élevés autour d'une cour intérieure et sont flanqués aux quatre angles de pavillons en saillie, également carrés, qui les dominent d'un étage.

Les plans du château seraient dus au Primatice et à l'un de ses collaborateurs, Serlio : la construction en fut commencée en 1546, sur l'ordre d'Antoine de Clermont-Tonnerre, et l'ensemble resta dans cette famille jusqu'en 1683, date à laquelle ses propriétaires durent, pour raisons financières, le vendre à Louvois qui avait épousé, en 1662, Anne de Louvre, l'une des plus riches héritières du royaume. Celle-ci, devenue veuve en 1691, resta jusqu'en 1715 la « dame d'Ancy-le-Franc ». Les descendants de Louvois conservèrent le château jusqu'en 1840, puis il fut racheté par un Clermont-Tonnerre et est aujourd'hui encore dans la famille qui l'avait édifié.

La cour intérieure, carrée, est un des chefs-d'œuvre de la seconde Renaissance, avec ses façades ornées aux deux étages de pilastres à cannelures, couronnés de chapiteaux corinthiens assemblés deux par deux, et qui alternent avec les fenêtres. On y retrouve, répétée, la devise des Clermont : *« Et si omnes ego non »* (si tous vous renient, moi, je ne vous renierai pas), et leurs armes avec, dans l'écu, les clefs de saint Pierre et la tiare pontificale, que le pape bourguignon, Calixte II, rétabli sur son trône par Sibaud de Clermont, les avait autorisés à porter.

L'intérieur est orné de peintures du Primatice lui-même et de son école, qui constituent un des plus somptueux ensembles du seizième siècle ; on y verra aussi de remarquables meubles italiens d'époque Renaissance et des souvenirs de la famille de Clermont-Tonnerre.

Un chroniqueur en exil

Reprenant alors la nationale 5, en direction de Dijon, on traverse Montbard et, à 14 kilomètres de là, aux Laumes, on tourne sur la gauche, par la nationale 454, qui mène au château de Bussy-Rabutin, célèbre pour avoir été la demeure et le lieu d'exil du fameux cousin de la marquise de Sévigné, connu pour son goût du scandale et son anticonformisme.

Le château, niché dans la verdure, est situé sur le versant du vallon d'une petite rivière, le Rabutin, vallon qu'à l'origine il devait défendre, et cela depuis le douzième siècle. Il fut reconstruit au quinzième siècle, suivant le plan alors traditionnel : un carré flanqué aux quatre angles de tours rondes, avec, sans doute, un donjon central, le tout entouré de douves. C'est vers 1520, à son retour d'Italie, qu'Antoine de Rochefort, son propriétaire, remania la vieille demeure ; il fit abattre un des côtés du quadrilatère pour ouvrir le château sur le parc. En 1602, le domaine fut vendu à François de Rabutin qui poursuivit les travaux et fit démolir le donjon ; c'est avec Roger de Rabutin, comte de Bussy, que le château prit l'aspect que nous lui connaissons maintenant.

Roger de Rabutin fut un brillant militaire qui, en 1651, était devenu maître de camp général de la cavalerie légère ; fidèle au roi pendant la Fronde, il eut, toutefois, une vie privée très orageuse, émaillée de scandales. Ayant courtisé, mais sans succès, sa cousine Marie de Rabutin-Chantal (Mme de Sévigné), il se brouilla de plus avec elle pour une question d'argent. En 1659, à la suite d'un nouveau scandale, un ordre du roi l'expédia en exil dans son château de Bourgogne. Pour occuper ses loisirs et se venger de sa cousine, il brossa d'elle un portrait peu flatteur qu'il fit circuler, et rédigea une chronique des aventures galantes de la cour, dont il avait eu connaissance, et qu'il intitula *Histoire amoureuse des Gaules* ; un chapitre y était d'ailleurs consacré à Mme de Sévigné, qu'il appelait Mme de Chêneville. On lui attribua de plus une « France galante » qui racontait les amours de Louis XIV et de Louise de La Vallière, et qui était, en réalité, un faux, fabriqué sur l'ordre de Condé.

Bussy-Rabutin fut alors enfermé à la Bastille, où il resta treize mois, et il dut ensuite repartir pour la Bourgogne. Mme de Sévigné avait pardonné à son cousin *« qui avait tant d'esprit »*, et ils s'étaient réconciliés. Louis XIV, à son tour, pardonna et l'autorisa à reparaître à la cour : en 1691, il lui octroya même une pension. Bussy-Rabutin, en exil, s'occupa à faire décorer tout l'intérieur du château, et les innombrables portraits qui en tapissent toutes les pièces ne sont pas un des moindres intérêts de la visite. En mai 1667, Mme de Sévigné, qui ne vint, paraît-il, jamais au château, lui écrivait : *« Mandez un peu des nouvelles de votre vie, quelles sortes de choses vous peuvent amuser, et si l'ajustement de votre maison n'y contribue pas beaucoup. »*

Les toiles ne sont souvent que des copies, mais quelques-unes sont de valeur, notamment trois d'entre elles, représentant Mme de Sévigné, sa fille, Mme de Grignan, et la comtesse de Bussy-Rabutin, qui sont attribuées à Mignard.

La façade principale du château et la cour d'honneur s'ouvrent sur le parc boisé de 34 hectares qui s'élève en amphithéâtre, l'autre façade regardant les jardins que Bussy-Rabutin avait voulu comparables à ceux de Versailles, et qui s'avancent en terrasse jusqu'à la pièce d'eau longue de 60 mètres et large de 12.

Si Mme de Sévigné n'a jamais séjourné au château de Bussy-Rabutin, en revanche, elle venait fréquemment, non loin de là, chez le comte de Guitant, en son château d'Epoisses. Cet ensemble architectural important mérite une visite, même si Epoisses est souvent plus connu pour son... fromage que pour son château.

Pour s'y rendre de Bussy-Rabutin, on reviendra à Montbard par la nationale 5 et, 3 kilomètres après la sortie de la ville, il faudra prendre, sur la gauche (à Saint-Rémy) la départementale 4 qu'on suivra pendant une vingtaine de kilomètres pour atteindre Epoisses.

GEORGES MICHEL.

★ **Château d'Ancy-le-Franc** : tous les jours, du 1er mars au 30 novembre. (Dernière visite d'après-midi à 18 heures.)

★ **Château de Bussy-Rabutin** : ouvert tous les jours ; du 1er mai au 15 octobre, visites à 9 h., 10 h., 11 h., 14 h., 15 h., 16 h., 17 h. et 18 h. ; le reste de l'année, à 10 h., 11 h., 14 h., 15 h. et 16 h.

★ **Château d'Epoisses** : tous les jours, de 10 h. à 12 h et de 14 h. à 16 h. 30, de Pâques au 1er octobre.

LA VANOISE A PAS PRUDENTS

« DEVINEZ combien d'espèces de lichens s'accrochent à ce rocher ? » *Le promeneur perplexe soulève le volet mobile d'un gentil panneau vert et trouve la réponse assortie d'un bref exposé sur l'étonnante variété des mousses et des lichens du parc de la Vanoise.*

Nous sommes à une demi-heure de voiture de Modane, dans le vallon de l'Orgère aux lisières du parc national. Un sentier écologique amoureusement tracé par M. Alfred Moulin, un forestier, adjoint au directeur du parc, serpente à 2 000 mètres d'altitude, passant des pâturages en fleurs aux sous-bois de mélèzes et de pins Cembro. Ouvert l'été dernier, il a déjà vu défiler 6 000 personnes. « Passage de fourmis » signale avec humour un panneau planté sur le bord du chemin.

Sur 3 kilomètres de long, chaque mystère de la montagne est ainsi décrypté pour le profane. Les fleurs aux noms cocasses, les oiseaux furtifs, les arbres héroïques qui poussent entre deux rocs, les singularités géologiques de ces à-pics tourmentés par les millénaires, rien n'est oublié. Pas même les chamois dont quelques spécimens posent complaisamment pour les objectifs au milieu des rhododendrons. Un chalet-refuge de soixante-quinze places reçoit pour la nuit les attardés.

Le sentier écologique de l'Orgère est une école de nature. Il est aussi un abcès de fixation qui préserve le parc de tous ceux qui ne savent pas voir et abandonnent dans la montagne les reliefs de leur pique-nique. La Vanoise menacée par 200 000 visiteurs ? Peut-être pas si, à ses portes, on trouve demain d'autres sentiers écologiques comme celui-ci.

M. A. - Ru.

★ **Chalet de l'Orgère, 73500 Modane, tél. 365 à Modane.**

Le 11 octobre, si vous êtes avec nous à Athènes, vous contemplerez le visage d'Agamemnon...

Ou selon votre goût, vous visiterez l'Acropole, l'Agora et le musée archéologique national, qui abrite une collection unique de joyaux mycéniens et de chefs-d'œuvre de la sculpture grecque ancienne - passerez la matinée sur la très belle plage de Vouliagmeni - découvrirez le Cap Sounion, son temple de Poséidon et ses couchers de soleil grandioses - ou, après une visite à la section mycénienne du musée archéologique national, vous vous rendrez à Mycènes même, où furent découverts les masques d'or - puis à Tirynthe, Nauplie et Epidaure.

Le DAPHNÉ : un navire entièrement conçu pour la grande croisière - le luxe feutré d'un palace - 212 cabines, exceptionnellement spacieuses, presque toutes avec baies vitrées donnant sur la mer, toutes équipées de salles de bains, air conditionné, moquette, téléphone - une cuisine raffinée proposant de nombreuses spécialités locales - un institut de beauté et un salon de coiffure - des boutiques hors-taxes - une piscine - 2 saunas - un gymnase - une bibliothèque - un cinéma-théâtre - un tir aux pigeons...

Carras

Croisières Carras : la liberté de choisir.

Les Cités de la mer : 26 juillet au 16 août 1975.
Les Faveurs de la mer : 16 août au 6 septembre 1975.
Cap sur Byzance : 6 au 28 septembre 1975.
Les Cités du Levant : 28 septembre au 12 octobre 1975 - 12 au 26 octobre 1975 - 26 octobre au 9 novembre 1975.
Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou
Transports et Voyages - Agent général pour la France - 8 rue Auber - PARIS Cedex 09 - Tél. 742.31.49.

la fête, c'est contagieux

Le Portugal c'est le sud. Le soleil, la mer et les forêts. L'hospitalité élevée à la hauteur d'une tradition.
Et toutes les ressources d'un pays chaleureux.
Le Portugal c'est aussi la joie de tout un peuple en liberté.
Dans l'euphorie et dans la fête. Une fête de tous les jours
qui se lit sur les visages, dans les sourires et qui se prolonge la nuit.

OFFICE COMMERCIAL DU PORTUGAL

Plaisirs de la table 

HEMINGWAY A LA TERRASSE



LES étrangers qui n'en ont pas, sont toujours charmés de nos terrasses de café. Par elles Paris est une fête, comme disait Hemingway. Dans son livre, un de ceux qui me vont au cœur, il énumère nombre de haltes : *« C'était un café plaisant, propre et chaud et hospitalier... »* Celui-là était place Saint-Michel. Mais c'était en 1927, et combien de terrasses ont disparu depuis, hélas ! Ou encore ont été couvertes. Ah ! je sais bien que pour le restaurateur une terrasse couverte est préférable. Mais, pourtant, combien elles avaient de charme ces terrasses de plein air, cachées derrière de maigres fusains, ces restaurants de cochers-chauffeurs où l'on ne mangeait pas du tout si mal que ça ! Il y en avait un, tenez, avenue de Wagram, où l'andouillette était satisfaisante, le pichet de beaujolais authentique et la serveuse familière... Oui, Paris me fut une fête à cette époque !

« Je demandai au garçon une douzaine de portugaises et une demi-carafe de son vin blanc sec », dit encore Hemingway d'une autre terrasse de la rive gauche. Mais surtout il appréciait *la Closerie des lilas*. *« Il n'était pas de bon café plus proche de chez nous que* la Closerie des lilas *et c'était l'un des meilleurs cafés de Paris. Il y faisait chaud l'hiver ; au printemps et en automne, la terrasse était très agréable, à l'ombre des arbres, du côté du jardin et de la statue du maréchal Ney, et il y avait aussi de bonnes tables, sous la grande tente, le long du boulevard. »*

Il me plaît que *la Closerie* soit toujours là et que le menu s'orne du titre célèbre : Paris est une fête, en cette saison, lorsque l'on peut déjeuner au soleil, dîner à l'air dans le soir tombant. Certes, la salle du premier étage, ornée de toiles souvent intéressantes (en juin n'en parlons pas, mais en juillet de remarquables œuvres de Lars Bo), a son charme ; mais laissez-moi respirer l'air de fête capital et rechercher, sur cette carte « en situation », les plaisirs du moment. Ils vont, pour mon goût, de la salade de haricots verts au vinaigre de sherry à la langouste du vivier, fraîchement « cardinalisée » comme eut dit Monselet ; du bébé homard à la nage à la truite de mer au beurre nantais, du fricandeau de Mme Maigret (fondant et subtil) à l'andouillette grillée lyonnaise de l'A.A.A.A.A., du fameux tartare, dont j'ai souvent écrit qu'il était le meilleur de Paris (mais, même en province, en trouverait-on un si correctement préparé : viande hachée à la main et *préparée sur glace ?*), en passant par le jambon de Bayonne au fromage blanc.

Et cela me fournit la liaison pour parler d'une chose encore unique à Paris, ici, le plateau des fromages blancs. Ils sont une demi-douzaine au moins, sapides, donnant appétit au moment où celui-ci s'apaise. On me dit, ailleurs, qu'on ne trouve plus de fontainebleau. Ici il y en a. On me dit que le fromage blanc est banal. Ici il se révèle somptueux, original, divers (ils viennent, je crois, du fromager d'Anthès)... Ne laissant la place que pour un dessert de fruits malgré le bel éventail des douceurs. Mais je veux pourtant ne pas oublier le liégeois « Belle Epoque », très corsé en café et savoureux.

Paris est une fête, en effet, M. Hemingway, en cette *Closerie* qui ne vous oublie point (vous avez, avec quelques autres, votre table toujours réservée par une plaque-souvenir, au bar). (171, boulevard du Montparnasse. Tél. 326-70-50. Parking, 14, rue Campagne-Première.)

Les terrasses ouvertes où l'on l'on peut se restaurer sont, hélas ! de plus en plus rares. Nous restent les patios *(Hôtel George-V, Hôtel Ritz, etc.)*, les quatre tables du *Quai d'Orsay* (49, quai d'Orsay. Tél. 551-58-58), les sept ou huit de *Chez Edgar* (4, rue Marbeuf. Tél. 359-85-93), celles plus nombreuses des maisons jumelles de la rue de Buci, le *Petit Zinc* et le *Muniche*, si l'on aime les atmosphères bon enfant. (Tél. 033-79-34 et 633-62-09), le toit ouvrant de *Lasserre* et la terrasse au premier étage du *Pavillon Royal*, au bois de Boulogne. La terrasse enfin du *Fouquet's* sur l'avenue George-V, très achalandée comme celle de *Marius et Janette* (4, av. George-V. Tél. 359-71-78, hélas ! fermé en août) J'en oublie peut-être. Pas beaucoup... Ah ! si, le charmant et rustique *Clos du Moulin* (34 bis, rue des Plantes. Tél. 734-31-31), les quatre tables de *Chez Georges* (273, boulevard Péreire. Tél. 380-31-00, mais fermé du 13 juillet à fin août).

Alors nous irons chercher la verdure hors les murs, et je vous propose tout de suite *La Vieille Fontaine* (8, avenue Grétry à Maisons-Laffitte. Tél. 962-01-78) au parc merveilleux et où la cuisine de François Clerc se révèle chaque jour plus « intelligente ». (J'en reparlerai en détail.)

LA REYNIÈRE.

Ça bouge à Bordeaux

Après le virulent *In vino veritas* de Pierre Bert, l'homme par qui le scandale arriva (Albin Michel), voici M. Bernard Ginestet (de château Margaux) qui publie *la Bouillie bordelaise* (Flammarion). Dans un autre style, cet ouvrage n'est pas tendre non plus pour les gens et les vins de Bordeaux qui s'y font gentiment « sulfater ».

Mais, parallèlement, les propriétaires se défendent. Pour une fois, Elie et Philippe de Rothschild (château Lafite et château Mouton-Rothschild) font vendre à Londres quelques milliers de bouteilles aux enchères, histoire de retrouver pour leurs excellents vins des prix ni astronomiques ni ridicules mais « honnêtes » et décents.

Enfin M. Bruno Prats vient de créer le Cercle d'Estournel. Ainsi faisant il entend réserver aux amateurs la vente directe d'une large partie des vins qu'il produit tant à Cos d'Estournel qu'en ses autres *châteaux : Marbuzet, La Fleur-Pourret*, Piron ainsi que du domaine de l'Isle-Margaux que j'apprécie particulièrement. Renseignements au château Cos d'Estournel à Saint-Estèphe, Pauillac.

Maison 

Bien tempéré

MAINTENIR *constante* une température déterminée, tel est l'objectif atteint par la régulation du chauffage. Si la recherche du confort est à l'origine de ces systèmes automatiques de réglage, c'est aujourd'hui le souci d'économie d'énergie qui prime. Rappelons que dans un local au-delà de 20 °C, un écart de 1 °C en plus se traduit, au bout de huit mois de chauffage, par une consommation *supplémentaire de 5 à 7 %* selon les régions de France.

Pour un chauffage central individuel, à mazout ou à gaz, la régulation automatique ne doit pas être confondue avec les dispositifs de régularité de marche et de sécurité équipant normalement les chaudières. Cette régulation de la température peut être d'ambiance ou climatique.

Le thermostat d'ambiance est le système le plus simple. Réglé, dans une pièce, sur la température désirée, il commande automatiquement la marche de la chaudière. Mais ce thermostat, installé généralement dans le séjour, tiendra compte d'apports de chaleur extérieurs et intérieurs (1) dont ne bénéficieront pas les autres pièces, ce qui provoquera l'abaissement général de la température. Cette régulation peu précise peut être *affinée* par l'installation de robinets thermostatiques sur les radiateurs eux-mêmes, dans les pièces autres que le séjour. Ces thermostats, qui remplacent les robinets classiques de réglage des radiateurs, équiperont un tiers environ des radiateurs, afin de ne pas déséquilibrer l'installation. Les robinets thermostatiques coûtent entre 150 et 200 F et sont fabriqués, entre autres nombreuses firmes, par Danfoss, Honeywell, Sopac.

Une sonde placée à l'extérieur procure une régulation automatique en fonction des seules températures extérieures. Les ordre[s] de ce détecteur sont transmis [à] la chaudière par l'intermédiair[e] d'une vanne automatique à troi[s] voies qui assure le mélange de[s] eaux de départ et de retour d[u] circuit. Cette régulation « clima[tique] » ne tient pas compte de[s] apports internes : on peut la com[-] pléter par la pose de robinet[s] thermostatiques sur quelques r[a]diateurs.

Ces divers dispositifs de rég[u]lation (d'ambiance ou climatiqu[e]) peuvent être dotés d'une horlo[ge] à programme qui permet d'abai[s]ser automatiquement la temp[é]rature quelques heures par jo[ur] (pendant l'absence des occupan[ts] ou la nuit) ou quelques jours p[ar] semaine, pour une résidence s[e]condaire. Cependant, cette rég[u]lation temporaire ne doit pas [re]froidir la maison au point [de] susciter une remise en route [ac]célérée du chauffage, ce qui a[n]nulerait l'économie d'énergie.

Toute mise en place d'un s[ys]tème de régulation de chauff[age] central doit être prévue av[ant] les vacances, période où les i[ns]tallateurs ne sont pas encore t[rop] débordés de demandes.

Un chauffage électrique in[té]gré au bâtiment comporte d'[of]fice une régulation de tempé[ra]ture, en corollaire d'une isolat[ion] thermique très poussée. Les perditions de chaleur étant li[mi]tées au minimum, le con[fort] exige de pouvoir régler la tem[pé]rature en fonction des divers [ap]ports. Un thermostat d'ambia[nce] généralement incorporé au c[on]vecteur électrique, permet une [ré]gulation pièce par pièce.

JANY AUJAMI

(1) Une fenêtre de dimen[sions] normales, exposée au soleil, ém[et un] rayonnement d'environ 900 [kilo]calories/heure ; un téléviseur [...] environ 150 Kcal/h., une ampoul[e de] 60 watts, 50 Kcal/h., et un indi[vidu] environ 80 Kcal/h.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES

TERMINUS NORD, 23, rue de Dunkerque, 824-48-72 Choucroute spéciale : 12 F

AUX ARMES DE COLMAR, 13, rue du 8-Mai-1945, 208-94-50

L'ALSACE, 39, Ch.-Elys., 359-44-24 La chaude ambiance de sa taverne

FLO, 63, fg Saint-Denis, PRO. 13-59 Jusqu 2 h. du mat. Foie gras frais

L'ALSACE AUX HALLES, 16, rue Coquillière (1er). 236-74-24.

CHEZ HANSI, 3, place du 18-Juin-1940 (6e). 548-96-41

CAFE DE L'EST, 7, rue 8-Mai-1945. NOR. 00-94. Ses bières.

AUBERGE DE RIQUEWIHR, 12, rue du Fg-Montmartre (9e). 770-93-80

AUVERGNATES

CHEZ ISIDORE ROUZEYROL, 13, rue d'Artois (8e) 225-01-10.

BASQUES

LA GAULOISE, 59, avenue Motte-Picquet, 734-11-64/49-78. Fermé dim

TAVERNE BASQUE, 45, rue Ch.-Midi (6e), 222-51-07 Fermé lundi Menu spécial Ttorro. 33 F.

BRETONNES

LA COTRIADE, 5, r de la Lune. 233-57-06 F sam et dim Près des théâtres On sert jusqu'à 22 h 30

CREPERIE BRETONNE. Repas, crêpes et galettes. 14, r. J-J Rousseau (1er). 508-50-01

LES 2 TY COZ vous attendent : Jacqueline, 35 rue St-Georges (9e). TRU 42-95 - Marie-Françoise 333, rue de Vaugirard (15e). 828-42-69 Arriv dir de Bretagne F dim-lun

COCHON A LA BROCHE

COCHON DE LAIT, 7, r Corneille. DAN 03-65 Coch ukrain Menu 28

CORSE

L'AJACCIENNE, 3 r Laugier. 924-01-71 (17e) Ouv tte nuit F dim

FRANCAISE TRADITIONNELLE

TABLE DU ROY, 10, cité d'Antin. 526-23-86. Cadre d'une Hostellerie

ALEXANDRE, 53, avenue George-V 720-17-82 Bar, grill-room Rendez-vous très parisien

AUBERGE DU CLOS DU MOULIN, menu 26,50 F, carte renommée : spéc poiss., gibier Soir amb aux chand 34 bis r Plantes. 734-31-31

LE VAL COURCELLE, tél 907-52-23 vient d'ouvrir Déj d'aff Récept Séminaires dans cadre magnifique MENU 35 F + carte A 100 m station Courcelle Près Gif-sur-Yvette

AU BISTROT DU ROY. Déj et Din 4, villa St-Michel 18e MAR 67-51

FRANCO-ITALIENNES

LE POTACHE, 63, rue Broca (13e). 535-77-72 Spéc franco-ital F dim

LANDAISES

LE TROU GASCON, 344-34-26, 40, rue Taine (12e) Direct du terroir

LORRAINES

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28 Salons de 10 à 120 couverts

LYONNAISES

LA FOUX, 2, r Clément (6e). Fermé dim 325-77-66 Alex aux fourneaux.

MÉDITERRANÉENNES

LE SERIN, 1, pl Falguière (15e). 734-12 24 Cadre rustique (terrasse)

NORMANDES

MANOIR NORMAND 77, bd Courcelles, CAR 38-97 F sam Côte de veau Langouste rôtie feu de bois

PROVENÇALES

L'ESCARGOT DORE, 30, r. R.-Boulanger F dim 208-26-22 Mº Républ

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2 rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet, 28 F. Confit, 28 F.

SAVOYARDES

AU SAVOYARD, 16, rue 4-Vents. 326-20-30 T l.j M Cochet, propr

TOULOUSAINES

AUX CAPITOULS, 10, r Villebois-Mareuil. 380-26-44 Cassoulet. 21 F

TOURANGELLES

DELICES ST-ANDRE, 2, r. Sédillot, 551-95-82 F dim Huîtres, gibiers

PETIT RICHE, 25, rue Le Peletier. 770-86-50 De 6 à 45 couverts

TOIT DE PASSY, 94, av P-Doumer, 525-11-93 F dim. Park. grat. Spéc tourangel Men 45/65 F Banquets

COCHONNAILLES

Une magnifique assiette... 12 F, à LA COCHONNAILLE, 21, r. Harpe. 5e. 633-96-81 Cave du XIIIe siècle

VIANDES

AU CHARBON DE BOIS, 16, r du Dragon, 6e LIT 57-04 ; 10, r Guichard, 16e. AUT 77-49 *La Grillade* devient de la Gastronomie

BATELEURS DU PONT NEUF, 14 r Pt-Neuf (1er) Ss 22 Grill 231 38-47

LES 3 LIMOUSINS 8, rue de Berri, 256-35-97 Spéc de viande de bœuf

LES 3 MOUTONS, 63, av F-Roosevelt 225-26-95 Mouton agn Menus 55, 65 F, vin, serv compr F dim

SEBILLON-PARIS-BAR, 20, av de Gaulle. Neuilly MAI 71-31 Gigot

GRILLADES

LE WESTERN STEAK, 60, rue P.-Charron Self de très grand standing où vous pouvez inviter votre P.-D.G. Menu 21 F T.C.

NEW STORE, 63, Ch-Elysees 225-96-16 Préparées devant vous

LES CHENETS, 39, rue Amelot. 700-21-91 Grillade au feu de bois

POSTER'S PUB, 5, pl Clichy LAB 35-77 Entrec à planche Brochette

AU COCHON D'OR, 31, r du Jour. 236-38-31 Viandes poiss grillé Son beaujolais

RACLETTES FONDUES

REL. St-Hubert, 117, r. Dames. Villiers EUR 63-08 Racl à gogo. 18 F

CUISINE BOURGEOISE

RELAIS DU MARAIS, 7, rue Caron (Saint-Paul), 277-48-15. Crêpes, sole

QUINZAINES RÉGIONALES

LA PERGOLA, 144, Champs-Elysées 359-70-52 Une success. de manifest gastronom Alsace, Bourgogne, etc.

FRUITS DE MER ET POISSONS

LE MURAT, 1, bd Murat, 288-33-17. Huîtres, Coquill., Poissons, Gibiers.

BOURDIN, 35, bd du Temple, 272-27-94 Patr J.-M Neveu, chef cuis.

R. PLEGAT (ex-Westphalie), 8, av. F.-Roosevelt ELY 91-20. Nouveau cadre 1900

LA MERE MICHEL, 5, r. Rennequin. 924-59-80 Beurre blanc nantais

BRASSERIE DES SPORTS, 5, place Pte-St-Cloud (16e) 527-38-63 Fruits de mer, tripoux du Rouergue Ouv jour et nuit.

HOTEL GEORGE-V, 31, av. George-V 225-35-30 Son nouv rest. « Les Princes », entr distincte de l'hôtel Cadre très élégant Ses spécialités de coquillages, poissons, crustacés

AUBERGE DE L'ECU (A la moule en folie), 5, rue du Maine (14e) 633-03-42 Fermé lundi

CORBEAU BLANC, 151, av. Parmentier 208-53-26 Jeune patron aux fourneaux

LE LOUIS-XIV, 8, bd Saint-Denis 208-56-56 F mardi. Huîtres, coquillages, spéc de poissons et gibiers

ROUGEOT, 59, bd du Montparnasse LIT 38-01 T.l.j Bouillab 15 F L

LES 2 TY COZ vous attendent Jacqueline, 35, rue St-Georges (9e). TRU 42-95 - Marie-Françoise, 333, rue de Vaugirard (15e) 828-42-69 Arriv dir de Bretagne F dim., l

BOURDIN, 35, bd du Temple 272-27-94 Patr J-M Neveu, chef cuis

MEDICIS, 4, place Ed.-Rostand (6e). 633-04-12 Poissons Cuis. tradition

LA BONNE TABLE, 42, rue Friant 824-74-91 12 spéc F sam., d Park

LE PAILLARD, 38, bd des Italiens T.l.j 824-49-81 Huîtres et poissons

AUBERGE DU CLOU, 30, av Trudaine 878-22-48 Ecrevisses du Curé

ARMES DE BRETAGNE, 108, av du Maine 306-53-03 De 4 à 50 couv Fermé dimanche soir et lundi

ATLANTIQUE, 51, bd Magenta-10e 208-27-20 Bar Grill Lasagne Fr de mer

CANTEGRIL, 73, av Suffren 734-90-56 *Au beurre blanc. Ses soufflés* Fermé de MAI à JUILLET pour transformations

PETIT NAVIRE, 14, r Fossé-St-Bernard ODE 22-52 Patr en cuis

ARCADIE, 49, fg St-Honoré, ANJ 89-45 Ses saumons fumés et grillades

HORS-D'ŒUVRE

QUIC EN GROGNE, 18, r. Bayen-17e 380-54-97 Son menu 20 F av vin

ARMÉNIENNES

LA CAPPADOCE, 3, r Marivaux-2e. 742-83-65. F lun Chant, musique

Bières belges

Le Bar du NEW STORE GRILL, 63, Champs-Elysées, présente 20 variétés de bières

BRÉSILIENNES

GUY, 6, r. Mabillon (6e) 033-87-61 Maison fondée en 1970

BULGARES

AU VILLAGE BULGARE, 8, rue Nevers (Pont-Neuf) 325-08-75. T.l.j.

CHINOISES

CATHAY, 10, bd Bonne-Nouvelle. *770-69-31. Spéc. Vietnam, Cambodge*

HONG-YUAN, 4, r. Brémontier-17e WAG 13-39 Ouvert tous les jours

ELYSEES MANDARIN, 5, r Colisée, 1er étage BAL. 49-73 Entrée ciné Paramount, 1er étage Ts les jours

FLOTOUR, 9, bd du Montparnasse SEG 68-15 Cuisine de Shanghaï

DANOISES et SCANDINAVES

COPENHAGUE, 142, Chps-Elysées. ELY 20-41. F dim Table froide, Gibier Nord., Renne, Canard salé, Saumon

ESPAGNOLES

EL PICADOR, 80, bd Batignolles. 387-28-87 - Jusqu'à 100 couverts

CASA LUIS, 35, r Mauconseil (1er) Halles LOU 52-70 Paella, sangria

HONGROISES

PAPRIKA, 14, rue Chauchat (9e) 770-19-01. *Dîners Orchestre tzigane*

INDIENNES

ANARKALI, 4, pl G-Toudouze-9e. 878-39-84 Mº St-Georges F lundi

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain (5e) 033-26-07 Menus 18 et 28 F

IRANIENNES

L'IRAN A PARIS, 145, bd Montparnasse 326-63-39 Créé en déc 71

ITALIENNES

CHEZ REMO, 23, r Washington 359-84-67 Carte, Men 22 F Cadre 1930

LE SIMPLON, 1, r Fg-Montmartre T.l.j 824-51-10 Sp et coquillages

GIANFRANCO, 9, rue Racine (6e) Près Théâtre de l'Odéon 326-54-27

JAPONAISES

OSAKA, 163, r. St-Honoré. 260-66-01. Soulyaki, Sousi et Tempura

LOUISIANAISES

LA LOUISIANE, 176, r Montmartre. 236-58-98 Le seul typ New-Orléans

MAROCAINES

AISSA Fils, 5, r Ste-Beuve 548-07-22 Très fin couscous Pastilla

AMAZIR, 24, r de la Tour (Passy) 520-11-46 Cadre et cuis. de classe

MARTINIQUAISES

LUCIE, 15, rue Augereau, 555-08-74 Fermé dimanche et lundi

ORIENTALES

CHARLY BAB-EL-OUED, 215, rue Croix-Nivert, 828-76-68 « Lauréat du Gault-Millau »

PORTUGAISES

RIBATEJO, 6, r. Planchat, 20e. F. mar 370-41-03 Dîners Spect Guit

RUSSES

TARASS BOULBA, 16, r. Thorel, 2e, 236-27-26 Mus chant Men 55, 65

SLAVES et YIDDISH

JO GOLDENBERG, 7, r. d Rosiers, 4e (accès 18, r. Rivoli), 887-20-16 T.l.j. soirées music jusq 2 h mat

VIETNAMIENNES

LE NEM, 67, rue Rennequin (17e) Spéc broch. Vietn. Dîn. aux chand

ROSE DES PRES, 54, r Seine, 325-25-54 THU-VAN, 6 r Poissy, 326-30-56 Grillades (env 25 F T C)

Bar-Restaurant HUONG - GIANG, 306-93-98 Rep d'affaires Banquets 79, rue Daguerre, 14e

YOUGOSLAVES

AUBERGE YOUGOSLAVE, 27, rue d'Enghien, PRO 05-11 E Davor

CRÊPERIE

De LOCTUDY A PONT-AVEN (J.-P Gloaguen), 5, r du Montparnasse Crêpes, Poissons Spéc bretonnes Service jusqu'à 23 h

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LE BOCK LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28 Spécialités lorraines

EL PICADOR, 80, bd Batignolles. 387-28-87 — Jusqu'à 100 couverts

CLUB HAUSSMANN OPERA, 3, rue Taitbout, 824-82-78 et 81-06 De 4 à 300 couverts

JEAN-PIERRE, 380-01-46 6, pl. Pereire. 3 60 couv T.l.j. A part 46 F.

HOTEL CLARIDGE, 74, Ch-Elysées. 359-33-01 Banquets jusq 250 couv Réceptions de 15 à 600 personnes

ARMES DE BRETAGNE, 108, av du Maine, 306-53-03 De 4 à 50 couv

LE RUDE, 11 av Grande-Armée. 727-13-21 Salon jusqu'à 40 couv

TOUR EIFFEL, Ch. de Mars, Paris Tél. 551-19-59 et 44-67 Banquets jusqu'à 300 couverts - Réception 1 000 personnes

TOURISME GASTRONOMIQUE, 12, r. Helder 770-39-95 4 à 18 couv

SALON DES CHAMPS-ELYSEES, 225-44-30 Banquets 300 personnes Cocktails 800 personnes.

AUBERGE DE RIQUEWIHR, 12, rue du Fg-Montmartre. 9e 770-18-84

R. PLEGAT (ex-Westphalie), 8, av F-Roosevelt, ELY 91-20 De 4 à 30 couverts

RUC ST-LAZARE, 2, rue Pépinière. 522-66-70 Huîtres Poissons Sém Salons 10 à 80 couverts

AUBERGE LE CLOS DU MOULIN, Repas d'aff., lunch, banquet, 15-150 per. 34 bis, r. Plantes. 734-31-31

Ouvert après Minuit

FLO, 63, r Faubourg-Saint-Denis. PRO 13-59 Fermé le dimanche

DRUGSTORE OPERA, 6, bd Capucines OPE 08-60 6 restaur 20 boutiques De 9 h 30 à 2 h du matin

3 MOUTONS, 63, av. F-Roosevelt 225-26-95

NAVY-CLUB, 58, bd de l'Hôpital. 535-91-94 Gratinée, pied porc mais., fruits mer 12 h à l'aube F/lundi

GUY, 6, rue Mabillon, ODE 87-61 Brésilien, Feijoada, Churrascos.

MAITRE ALBERT, 1, rue Maître-Albert, 5e 633-13-78. Tble de hors-d'œuvre. Grill Cadre Vieux Paris

LA FICELLE, 97, rue des Dames. 387-22-92 Le rdez-vous des artistes

LA CLOCHE D'OR, 3, r. Mansart, 874-48-68 Chaque jour ses plats de jadis

THE CLIPPER (Restaurant), 18, bd Strasbourg. 607-63-62 Près Théâtre Antoine

Traiteurs et Livraisons à domicile

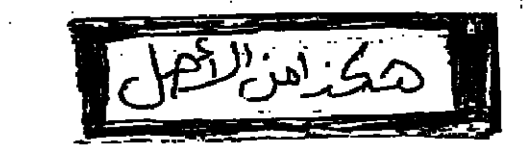
LE PRESIDENT, 117, r. St-Lazare. TRAITEUR DES PRESIDENTS, de 25 à 2 500 places, 387-40-04, chez vous, dans nos salons 772-22-50

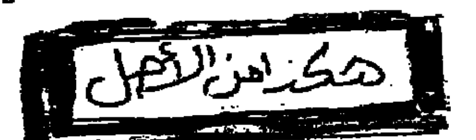
GUY, Plats brésiliens authentiques à emporter, 6, rue Mabillon, 6e, 033-87-61

Dîners-Spectacles

EL DJAZAIR, 27, r Huchette, 5e. 326-38-79 Menu 50 F Orch Attract Cadre et Cuis Orientaux F/lundi

(OUOMARU, 76, rue Martyrs [...] 42-90. T.l.J.





Hippisme

nventer in nouveau cheval

L serait un peu simple de considérer que la crise des courses de galop s'est achevée ec le conflit des lads. C'est conflit qui lui a donné forme la plus spectaculaire et plus aiguë. Mais la crise pré-istait et elle subsiste. Elle est ésente depuis que, au mois août 1974, lors des ventes de arlings de Deauville, les voca-ons de propriétaires de chevaux course se sont faites si rares et timides que le prix des pou-ins de pur-sang a, d'un up, diminué de 25 %. Les belons intermédiaires de la aîne hippique, les « cadres » ntraîneurs et surtout jockeys), ntinuant de se tirer d'affaire, pouvait se demander à quelle trémité — à l'une, les lads, est-à-dire les « prolétaires », à utre, les propriétaires, c'est-à-re les « capitalistes » — un maill-n craquerait. C'est du côté des ds que la première rupture s'est roduite, mais une seconde paraît ifficile à éviter à l'autre extré-ité. Un rapprochement est symp-omatique : sur les sept courses ue devait compter la réunion de ndi, la première à avoir été élibérément annulée, deux ne omportaient que quatre enga-és ; une en avait attiré six ; eux autres, sept chacune.

Les lads estiment qu'ils ne sont as assez payés pour continuer de oigner les chevaux. Mais, avant ême qu'ils ne formulent leurs evendications, les propriétaires ugeaient que les soins aux che-aux leur étaient devenus une harge trop lourde, et ils rédui-aient — voire dispersaient — eurs effectifs.

Les causes profondes et réelles le la crise sont connues. Cer-aines relèvent de la situation économique et sociale en gé-néral et offrent par consé-quent peu de prise. Mais d'autres ont liées à des facteurs tech-iques et ne devraient pas laisser ésarmées les instances hippiques. n schématisant, on peut les ouper sous cinq chapitres.

I. — Nos chevaux ne sont plus sez bons pour trouver sur les archés internationaux — au meurant en difficulté (Japon) raison de la récession mon-ale — des débouchés revivifiant économie hippique nationale.

II. — Ils ne sont même plus ssez bons pour damer le pion. hez eux, en France, aux chevaux rangers. Non seulement ils ne nt plus entrer d'argent dans les aisses, mais ils ne peuvent s'op-oser à ce qu'il en sorte. Exem-e récent : nous espérions gner le Derby d'Epsom avec *reen Dancer* ; à 20 centimètres ès, nous avons failli perdre lui de Chantilly, au profit de nglais *Patch*.

III. — Les charges d'entraîne-ent sont devenues trop lour-s par rapport aux chances de ins, c'est-à-dire, dans une cer-ine mesure, au nombre de courses disputées par les che-vaux. Deux chiffres : en 1974, 7 744 pur-sang ont couru 41 980 fois. Chacun a participé, en moyenne, à moins de six épreu-ves dans l'année.

IV. — Le même phénomène aboutit à ne réunir, au départ des courses, qu'un nombre de partants trop faible pour assurer une augmentation des recettes (liées à la masse des enjeux) qui permettrait d'accroître les prix distribués aux vainqueurs.

V. — L'ensemble de ces fac-teurs, ajoutés à la récession et à des craintes fiscales, entraîne une fuite des propriétaires qui aggrave la situation : le nombre des partants tend encore à dimi-nuer ; on est donc condamné à laisser les frontières ouvertes aux chevaux étrangers, lesquels main-tiennent leur ponction, qui décou-rage un peu plus les propriétaires, etc.

C'est le cercle vicieux.

Peut-on le rompre ? En repre-nant, dans l'ordre, les cinq chapitres précédents, voici les réponses qui, nous semble-t-il, peuvent être avancées.

I et II. — La qualité de nos chevaux peut être améliorée. Mais c'est une tâche de longue haleine qui nécessite des mesures autoritaires et collectives aux-quelles le monde des courses a jusqu'ici répugné. L'une des mesures autoritaires serait un embargo, au moins provisoire, sur les grands chevaux ; une des mesures collectives, le finance-ment, par prélèvement sur les primes à l'éleveur, d'un fonds d'intervention qui permettrait de maintenir en France au-delà de l'embargo, ou d'y faire venir, les grands reproducteurs.

III et IV. — Probablement va-t-il falloir réviser les critères de sélection des chevaux pour le haras.

Depuis des décennies, on ne considère comme bon cheval que celui qui a gagné une des sept ou huit grandes épreuves de l'année n'aurait-il, en aucune autre occa-sion, prouvé sa qualité ou même — ce qui est plus grave — la faculté de son organisme à récu-pérer après l'effort victorieux. Une publicité bien faite, entre les mains d'hommes dont cette politique favorise les affaires, aboutit pratiquement à ne rete-nir comme étalons que de tels sujets. Mais le champion d'un jour risque de n'engendrer que des chevaux d'un jour. Et le champion et le cheval d'un jour étaient les luxes d'une époque à main-d'œuvre et à prix de revient bon marché. L'avenir est au pur-sang courant quinze fois dans l'année, donnant quinze fois au lieu de six une chance à son pro-priétaire et permettant, avec le même effectif global, de réunir des compétiteurs une fois et demie plus nombreux au départ de cha-que course.

Comment infléchir l'élevage vers de tels sujets ? Probablement en diminuant l'importance des grandes courses et, parallèlement, en modifiant les programmes pour que les chevaux solides et bien équilibrés aient de multiples occasions successives de se mettre en valeur. L'objectif serait qu'une grande course ne suffise plus à asseoir la fortune et le prestige d'un cheval fragile et que dix moins importantes assurent ceux d'un sujet robuste.

On notera d'ailleurs que c'est l'orientation qui a été suivie, pour d'autres raisons, par l'élevage américain, dont l'actuelle supre-matie n'est pas mise en doute. Dispersées géographiquement et organiquement, les courses améri-caines offrent aux bons chevaux moins de courses de prestige que notre programme et davantage d'occasions, moins glorieuses mais répétées, d'affirmer une valeur en fin de compte plus sûre.

V. — Il serait utopique d'at-tendre, avant de longues années un résultat de mesures comme celles que nous venons d'évoquer. Même si la Société d'encoura-gement se résout à s'en appro-cher — à contrecœur, car elles se situent à l'encontre de ses traditions, — il faudra, dans un premier temps, courir avec les chevaux qu'on a, contre les adver-saires qu'on a.

Avec quels propriétaires, si, comme il est à craindre, le récent conflit précipite leur fuite, ce qu'eux-mêmes annoncent dans un communiqué où ils évoquent de nouvelles réductions d'effectifs « draconiennes » ?

La Société d'encouragement étudie une extension des possi-bilités d'association offertes par le code des courses. Mais elle ne paraît songer qu'à des accom-modements mesurés dont l'effi-cacité le sera tout autant. A l'inverse, des formules plus har-dies, comme celles que nous avons exposées ici avec « l'équipe de courses », ou « l'écurie de ville » (1) constituée grâce à un prélèvement direct sur les som-mes jouées, ne recueillent encore qu'un petit nombre d'adhésions.

Là se situe le véritable pro-blème de demain : s'il sera relati-vement facile de créer un nou-veau type de cheval de course, il le sera moins de donner à celui-ci un nouveau type de propriétaire.

LOUIS DENIEL.

(1) *Le Monde* du 19 avril et du 17 mai 1975.

Jardinage



ROSERAIES

FLEUR de Vénus, fleur d'Apollon, fleur d'amour passion, mais aussi fleur de pureté, qui peut refuser un hom-mage à la rose ? Cet hommage, juin, le mois des roses, le rend pleinement par la profusion de fleurs que l'on voit soudain éclore en buissons touffus formant pla-tes-bandes, en longues tiges grim-pant sur murs et pergolas ou en rameaux arqués et retombants, telles les branches d'un parasol.

Ce sont généralement les ancê-tres qui ouvrent la ronde (parfois dès mai), vieilles variétés botani-ques à la floraison aussi intense que brève. Souvent sensibles aux maladies, soumises plus que d'au-tres aux attaques massives des pucerons, ces variétés possèdent néanmoins un tel charme que leurs défauts sont vite oubliés. Qu'elle soit « de Provins », « mousseuse », « à cent feuilles », du lointain « Bengale » ou « de Damas », la rose ancienne avec ses formes, ses couleurs et ses parfums pleins d'une fraîcheur originelle et spontanée gagne de plus en plus d'adeptes, et ce n'est que justice. Quelques rares pépi-niéristes ou rosiéristes sont res-tés les détenteurs de ces ancien-nes variétés qu'ils diffusent à des amateurs curieux ou sensibles à l'enchantement des jardins du passé (1).

Puis vient dans la seconde quin-zaine de juin l'apogée des florai-sons. Toutes les tonalités — sauf la gamme des bleus — se trou-vent réunies dans une palette extrêmement riche et que les efforts constants des sélection-neurs améliorent d'année en an-née. Hybrides de thé aux grandes fleurs nobles, polyanthas aux pe-tites roses en bouquets denses, floribondas, sont aujourd'hui les rois des jardins. Plus résistants que leurs ancêtres, ces rosiers ont en outre l'immense avantage d'être le plus souvent remontants, c'est-à-dire que leur floraison s'étale de juin aux gelées. Les subtilités du vocabulaire horticole font que de nombreux rosiers sont grimpants mais non remon-tants, car, s'il est possible de « pa-lisser » (« étendre et lier les branches », selon le Petit Robert) leurs longs rameaux, la floraison, elle, se trouve limitée à quelques semaines au début de l'été.

Promenades

Pour essayer de s'y retrouver quelque peu dans le monde si vaste et un peu complexe des ro-ses, on ne saurait trop conseiller une promenade dans ces petits paradis que sont en juin les rose-raies françaises. Le jardinier y puisera mille idées d'utilisation et jugera de visu de la couleur, des aptitudes, des qualités, du par-fum, de la taille des roses dont il rêve pour ses futures plantations automnales.

Dans la région parisienne, deux roseraies valent le déplacement :

— L'Haÿ-les-Roses (autobus 286 à partir de la porte d'Italie ou 192 depuis la gare de Bourg-la-Reine, ligne de Sceaux) ; ouver-ture de 10 heures à 18 heures, le vendredi et le samedi jus-qu'à 23 heures. Fondée en 1893, cette roseraie est un véritable musée vivant où sont présentées plus de deux mille sept cents va-riétés sur près de 2 hectares.

— Bagatelle (métro Pont-de-Neuilly ou autobus 43 jusqu'à Carrefour-de-Bagatelle) ; ouver-ture de 8 h. 30 à 20 h. 30. Baga-telle existe depuis 1903. Cette roseraie est le siège annuel d'un grand concours international, dont le but est de récompenser les meilleurs obtentions de roses.

En province :

Le parc floral d'Orléans ainsi que la roseraie du Jardin des plantes de cette ville ; le parc Borely à Marseille ; la roseraie de la Tête-d'Or à Lyon, siège de la Société française des amis des roses ; le Jardin des plantes de Nantes ; le parc de la Lignère à Nancy et celui des Arènes à Poi-tiers ; le Jardin de la Fontaine à Nîmes ; Epinal, Saverne, Pro-vins.

Ces roseraies, en général fort bien entretenues par les services des jardins de ville, sont un peu délaissées par les promeneurs. Elles offrent pourtant au cœur des villes un bain de nature, de fraîcheur et de poésie aussi plai-sant qu'exceptionnel.

Une place à part doit être faite à Doué-la-Fontaine, cette petite ville située à une quarantaine de kilomètres au sud-est d'Angers. Cette année encore, du 11 au 15 juillet, cinq cents variétés et plus de cent mille roses seront présentées dans le cadre presti-gieux des arènes. Sur l'initiative de Jean Begault, maire de Doué-la-Fontaine, rosiériste et député, les producteurs de ce centre horti-cole important ont créé le Comité de la rose de l'espérance, dont le but est de venir en aide à l'en-fance handicapée. Les fonds sont obtenus par la vente de Vivre, un très beau rosier parfumé, aux tons saumonés, produisant des fleurs excellentes à couper et dont l'obtenteur, Georges Delbard, choisi à l'issue d'un concours, ré-serve tous les droits pour le co-mité. La diffusion de ce rosier est assurée par le Groupement des rosiéristes, 49 700 mairie de Doué-la-Fontaine.

MICHÈLE LAMONTAGNE.

(1) Roses anciennes : Goarant, les Plantations modernes, 182, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél. 607-44-96 ; Vizier, 11, rue des Prés, 77160 Provins ; Pajotin-Che-dane, la Maître Ecole, 49000 Angers.

Le sécateur et la binette...

En cette période d'intenses floraisons, quelques soins doi-vent vite devenir des réflexes si l'on veut prolonger et amé-liorer la vie et la production du rosier :

— Supprimer d'un coup de sécateur les fleurs fanées, les brindilles faibles, malades et jaunies et brûler les déchets de taille ;

— Traiter (de préférence préventivement) mais avec énergie toute attaque de pa-rasites : pucerons, oïdium ou blanc, taches noires... avec les produits commerciaux (à no-ter que le blanc du rosier peut maintenant être traité curativement grâce au nou-veau et efficace K. B. mala-dies S, qui complète heureuse-ment une gamme déjà fort connue de produits de traite-ment pour le jardin).

— Un apport d'engrais « spécial rosier » riche en po-tasse et contenant du sulfate de magnésie apporte les élé-ments indispensables pour soutenir et prolonger la flo-raison. Cet apport est parti-culièrement nécessaire pour les variétés modernes qui vont s'épanouir jusqu'aux ge-lées. (L'engrais pour rosiers « Substral jardin » est écono-mique, bien équilibré et d'un épandage aisé grâce à sa pré-sentation en granulés de Per-lite qui libèrent les éléments nutritifs minéraux de façon régulière. De composition assez analogue, l'engrais rosier de l'excellente gamme « Sem » est un produit des plus re-commandables) ;

— Maintenir le sol propre au pied des plantes par un binage régulier. On peut aussi réaliser un bon paillis avec les déchets de tonte du gazon que l'on répandra en surface d'un sol préalablement bien griffé.

ive droite

Aujourd'hui !.. changez vos habitudes déjeunez pour vos affaires à via brasil churrascaria. 10h à 2h du matin 10, R. du Départ. 538 69 01 tous les jours

SAINT-GERMAIN DES PRES TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC — FRUITS de MER, FOIE FRAIS, VINS de PAYS
LE FURSTEMBERG — ndré PERSIANY et son trio • Roger PARA-BOSCHI la batterie et Roland LOBLIGEOIS à la basse
Le Muniche — HUITRES, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci • Paris 6e

AU VIEUX PARIS
LE BISTROT DE VERLAINE
SPÉCIALITÉS BEARN et LANDES
Dîners aux chandelles — Musique
2, place du Panthéon. — ODE. 79-22
Parking (F. dim.)

ES CHAMPS D'ORS
SES POISSONS...

Rive gauche

TERMINUS NORD 824.48.72
son foie gras frais au Riesling
choucroute ✱ jarret fumé
23, rue de Dunkerque face Gare du Nord tous les jours

MARIUS et JANETTE
BOUILLABAISSE BOURRIDE LOUP et toutes les spécialités provençales
TERRASSE PLEIN AIR. Fmé le dimanche
4, av. George-V. ELY. 71-78, BAL. 84-37.

PIZZA BRUNO
SES PIZZA - SES SPECIALITES ITALIENNES
Brochettes langoustines, Osso bucco, etc.
11, bd Montmartre (face Musée Grévin)
tél. : 236-98-61
OUVERT APRES LE SPECTACLE

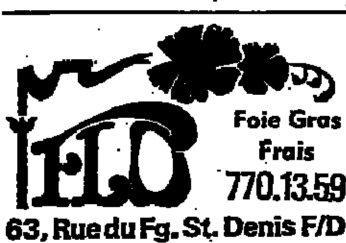
chez Jean l'Auvergnat
52, rue Lamartine-9e 878.62.73
TRIPOUX DE CHEZ LUI
Queue de Cochon Farcie au Vin Blanc
Sa Morue Auvergnate – Sa Potée
"Ma foi, cela mérite une visite !" LA REYNIÈRE
Fermé le Dimanche

Auberge Bretonne
" La Cotriade "
Coquilles Saint-Jacques Armoricaines
Crustacés · Poissons : arrivage journalier
5, rue de la Lune, PARIS (2e). 233-57-06
Près des Théâtres jusqu'à 22 h. 30
Fermé samedi et dimanche

LE TOTEM
PANORAMA UNIQUE A PARIS
DEJEUNERS - DINERS - REPAS D'AFF.
RECEPTION - SALON DE THE
Musée de l'Homme - Fermé le mardi
PALAIS DE CHAILLOT - Tél. : KLE. 90-49

LE CHIEN QUI FUME
Le Restaurant d'Ambiance des Halles de Paris
33, rue du Pont-Neuf (1er)
236-07-42 - F/lundi soir









HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
HOTEL DE GRAND LUXE
77-DAMPMART Ouv. tte année 430-08-52
(près de Lagny)

au petit salé
4, Avenue Quihou
94160 ST-MANDE
METRO : ST-MANDE-TOURELLES
Tél. : 328.36.44 (Réservation)
Ouvert midi et soir
Fermeture samedi et dimanche
Fermeture annuelle : en Août

au bœuf gros-sel
70, Rue du Volga
75020 PARIS
METRO : PORTE DE MONTREUIL
Tél. : 343.96.58 (Réservation)
Ouvert midi et soir
Fermeture samedi et dimanche
Fermeture annuelle : début Juillet à début Septembre



KAM'S
pour offrir à vos hôtes de Prestige de la France
(Parfums, cadeaux, couture etc...)
6, *Avenue de l'Opéra Paris 1er Mo Palais Royal*



GUIDE EMER
Guide Européen de l'Amateur d'Art, de l'Antiquaire et du Bibliophile, édition 1975-1976, vient de paraître
70.000 RENSEIGNEMENTS et ADRESSES
sur les Antiquaires, Brocanteurs, galeries d'art, libraires de bibliophilie, marchés aux puces, foires d'antiquités, salles de ventes, experts, techniciens des arts, etc. de toute l'Europe
en librairie : 69 F, ou envoi contre : 77 F.
EDITIONS EMER
118, rue de Rivoli, 75001 PARIS.

american home
réfrigérateurs-congélateurs USA
ADMIRAL-GENERAL ELECTRIC
65, avenue d'Iéna (16e) *(place de l'Etoile - Charles - de - Gaulle)*
727-24-77

URGO 7
est plein de trous.



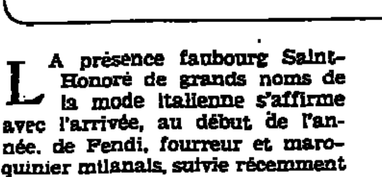
Pansement adhésif hypoallergique. Vendu en pharmacies.

Harrods
OF LONDON
Les plus grands
soldes
du monde
commenceront:
le 5 Juillet
de 9 heures à 18 heures
Pour continuer chaque
jour de 9 heures à 17 heures
Les mercredis
jusqu'à 19 heures
Fin des soldes:
le 19 Juillet à 17 heures



Harrods
KNIGHTSBRIDGE, LONDRES, ANGLETERRE

Mode



L'ITALIE A PARIS

LA présence faubourg Saint-Honoré de grands noms de la mode italienne s'affirme avec l'arrivée, au début de l'année, de Fendi, fourreur et maroquinier milanais, suivie récemment de l'inauguration de la boutique du couturier Valentino, de la reprise d'activité enfin d'Emilio Pucci, dont le magasin est situé près de l'Alma

De fait, le côté impair du début de cette prestigieuse artère paraît devenir peu à peu une réplique de la via Montenapoleone à Milan En effet, à côté de Gucci et de Cesare Piccini, chausseur et maroquinier, va s'ouvrir au mois de septembre une autre boutique. Y voisineront les fourrures « cache-richesse » créées par Karl Legerfeld pour Fendi, ainsi que ses accessoires et ses bagages avec certaines des meilleures marques italiennes de prêt-à-porter. On y trouvera aussi le prêt-à-porter de Basile et de Cadette, les robes en jersey de Callaghan et des tricots en mohair d'Escargot. Les prix seront *compétitifs* (entre 700 et 1 800 francs).

Deux portes plus loin, Valentino, le couturier romain le plus en vogue des années 60, qui comptait déjà Jackie Kennedy parmi ses clientes et qui habille toujours le même milieu international, vient de conclure un accord avec un fabricant français pour une collection de prêt-à-porter (entre 1 000 et 2 000 francs). Il est surtout célèbre pour ses robes du soir très élaborées et son travail d'atelier, difficiles à transposer en confection

Emilio Pucci, pour sa part, cherche à conquérir le marché des adolescentes... avec des tricots unis en coton à bordure contras[tée] dans une gamme de prix net[tement] inférieurs à ceux prati[qués] par la maison jusqu'alor[s] (de 100 à 400 francs).

Plus connus des Françaises [de] moins de trente ans, les Misso[ni] ont préféré s'installer rive gauch[e]. Les époux travaillent en équi[pe] pour créer des tricots de rayonn[e] de soie ou de coton, avec u[ne] spécialité de mailles fantais[ie] à l'envers ou formant des effe[ts] de plissage accentués par les de[s]sins de chevrons ou de rayur[es]. Les Missoni sont à l'origine [de] la longue écharpe en mailles mu[l]ticolores qui a été abondamme[nt] copiée à des prix très en desso[us] des originaux.

Une des raisons de leur suc[cès] s'attache au choix des coloris, tons doux, merveilleuseme[nt] seyants, en garde-robes entièr[es] de vestes, de débardeurs, de ju[pes] et de tuniques, qui, cette sais[on] associent des unis aux vêteme[nts] les plus typés. Si le choix [est] grand en pièces détachées, il s'a[git] quand même de tricots as[sez] lâches, presque transpare[nts] vendus à des prix... malheur[eu]sement inabordables pour [la] plupart des très jeunes fem[mes] filiformes à qui ils sont ma[ni]festement destinés (de 650 à [plus] de 2 000 francs).

NATHALIE MONT-SERVAN

Gucci, 27, faubourg Saint-Hon[oré].
Cesare Piccini, 11, faubourg Sa[int-]Honoré.
Fendi, 3, faubourg Saint-Hon[oré].
Valentino, 5, faubourg Sa[int-]Honoré.
Emilio Pucci, 37, rue Jean-Gou[jon].
Missoni, 78, rue de Rennes.



(Croquis de MARCQ.)

VALENTINO : robe de fin de journée en toile fibranne noire, marine ou beige, de forme princesse, à encolure carrée légèrement décolletée, à poches basses, boutonnée dans le dos. Existe du 36 au 44, sous le mollet et au sol. 1 100 F et 1 300 F.

JACQUES GAUTIER : collier en boules de cristal tourmenté sur argent. 550 F. 36, rue Jacob, 75006 Paris.

Jeux



Échecs

Nº 612

ENTRE SLAVES

(Tournoi international de Portoroz, juin 1975.)
Blancs : A. Karpov.
Noirs : L. Portisch.
Gambit - D. Défense slave.

1. Cf3	d5	18. Dç2 ! (m)	Cb6-d7 (n)
2. d4	Cf6	19. d×é5	D×é5 (o)
3. ç4	ç6	20. Rh1!(p)	Té8(q)
4. Cç3	d×ç4	21. Fç4	Cb6 (r)
5. a4	Ff5 (a)	22. Fd3	Ca6 (s)
6. é3	é6	23. F×a6 (t)	b×a6
7. F×ç4	Fb4 (b)	24. Td1	ç5 (u)
8. 0-0	0-0	25. Fé3	Ta-ç8
9. Ch4 (ç)	Fg4 (d)	26. Cç3	Cç4
10. f3	Fh5 (é)	27. Fç1	Tb8 (v)
11. g4	Fg6 (f)	28. Cd 5! (w)	C×b2
12. C×g6 (g)	h×g6	29. Ff4	Dé6
13. Db3	Dé7 (h)	30. Td-b1!(x)	Dh3
14. g5 ! (i)	Cf-d7	31. F×b8	T×b8(y)
15. é4	Cb6 (j)	32. T×b2 (z).	
16. Ca2 !(k)	Fa5(l)		
17. Fé2	é5		

NOTES

a) La défense slave permet des traitements bien différents, soit ce « système technique » *(5..., Ff5)* conforme au style clair du grand maître hongrois (cf. la partie Gligoric-Donner, nº 599), soit le « plan de Lasker » (Spassky-Hort, nº 597) *5..., Ca6*, soit le « plan de Steiner » *5... Fg4* (Spassky - Ney, nº 600). Quant à la réponse si prisée vers 1930, *5..., é6*, elle n'a plus cours depuis sa réfutation par Alekhine :

b) Renforçant le contrôle de la case é4.

c) Dans cette position fondamentale de la défense slave, les Blancs ont un plan très simple : l'avance é3-é4. La variante la plus connue part de 8 Dé2. Quant au coup du texte, son but est d'échanger le C-R contre le F-D pour dominer les cases blanches.

d) Tarrasch joua à Trieste en 1920 contre Asztalos 9..., Fg6, et tomba en infériorité après 10. C×g6, h×g6: 11. Dé2 (à noter ici l'intéressant gambit 11. é4, F×ç3 : 12. b×ç3, C×é4 : 13. Fa3, Té8 ; 14. Dd3, Cd6 : 15. Fa2, comme dans la partie Kondratjiew-Cholmov, Moscou, 1954), Cb-d7 ; 12. Td1, Ch6 : 13. Fb3 Les Noirs peuvent accepter l'échange du F-D par 9... Cb-d7 : 10. f3, Fg6 : 11. C×g6, h×g6 : 12. Dc2!, a5 (si 12..., é5 : 13. D×g6, é×d4 , 14. é×d4, Cé5: 15. d×é5, Dd4+ : 16. Tf2!, Fç5 (si 16..., D×ç4 : 17. Dg3, Ch5 : 18. Dg5) : 17. Fh6!, D×hf2+ : 18. Rh1, Cé8 : 19. Cé4, D×b2 : 20. Cf6+!) : 13. Tf-d1, Db6 ; 14. Rh1, Ta-ç8 : 15. Ta-b1!, ç5 : 16. d5, Cé5 : 17. Fé2, mais les Blancs conservent un léger avantage.

e) On a longtemps cru que 10..., Cd5 était gênant pour les Blancs : si 11. Dé1, Fé7 ; en fait, après 11. f×g4, D×b4 ; 12. Df3!, Dd8 (si 12..., C×ç3 : 13. b×ç3, F×ç3 : 14. Fa3, F×a1 : 15 F×f8, Df6 : 16. Dd1, Dd8: 17. Fa3, Fç3 : 18. Db3, Fa5 : 19. F×é6!) : 13. Fd2, Fé7 : 14 Fé1!, Ca6 : 15 Ff2, Ca-b4 : 16 é4, Cb6 ; 17. Fb3, Tc8 : 18. Ta-d1, les Blancs sont clairement mieux (Furman-Kostro, 1968).

f) Après 11... Cd5 : 12. Cg2, Fg6 : 13. Db3, a5 : 14. Fd2, les Blancs dominent le terrain.

g) Avec les Blancs, Portisch poursuivit autrement contre Hort (Petropolis, 1973) : 12. é4, Cb-d7 ; 13. Cg2, ç5 (13... Dé7 semble meilleur) : 14. Ca2 !, Fa5 (si 14..., Da5 ; 15. C×b4, D×b4 ; 16. b3 !) : 15. d×ç5, Fç7 : 16. Fé3, Dé7 ; 17. b4 (ou 17. Tç1 !, C×ç5: 18. Fb5 !), Tf-d8 ; 18. Db3, a5 : 19. Ta-d1, a×b4 ; 20. D×b4, Cé5 ; 21. Fé2, Cç6 : 22. Dç4, Cd7 : 23. f4, f6 : 24. Cç3, Ca5 : 25. Db5, Fé8 : 26. Ff2, Td-ç8 : 27. Td2, b6 ! : et la partie s'arrêta sur la nulle (si 28. ç×b6, C×b6 : 29. Db1, Ca4)

h) 13..., a5 est faible à cause de 14. Ca2 !

i) Une décision courageuse qui illustre le grand sens positionnel du champion du monde. Le C-R est chassé de l'aile - R : en même temps, les Blancs occupent le centre et commencent à réduire l'espace de leur adversaire.

j) Et non 15..., C×ç3 ? ; 16. b×ç3, Fa5 ; 17. Fa3 ou 15..., Fd6 ; 17. é5.

k) Une manœuvre bien connue et particulièrement efficace.

l) Si 16..., C×ç4 : 17. C×b4 (ou 17. D×ç3 ; 29. b×ç3 laissât aux Blancs et les Noirs, n'ayant plus la possibilité de se libérer via é5 ou ç5, sont dans une piètre posture. Si 16..., Fç5: 17. Fé3 ! : si 16..., Fd6 : 17. Fé2, ç5 : 18. a5, Cç8 ; 19. é5, Fç7 ; 20. D×b7.

m) Sans craindre 18... é×d4 : 19. b4 !, F×b4 : 20. C×b4, D×b4 : 21. Fa3 gagnant la qualité.

n) Si 18..., Cb8-d7 : 19. f4, é×f4 (et non 19..., é×d4 : 20. b4 !) : 20. F×f4.

o) Si 19..., C×é5 ; 20. f4.

p) Menace f3-f4 sans laisser aux Noirs un échec.

q) Empêche 21. f4.

r) Après 21..., Fç7 : 22. Cb4, Cb6 : 23. Cd3, D×h2+ ; 24. D×h2, F×h2 : 25. F×f7+, R×f7 : 26. R×h2 les Blancs conservent un avantage en fin de partie.

s) Le développement de ce C est pénible. Sur sa sortie naturelle éclate une bombe : 22..., Cb8-d2 ; 23. b4 !, D×a1 ; 24. b×a5, Cç8 : 25. Cç3 et la D noire ne peut fuir.

t) Second pion doublé accompagné d'une faiblesse organique sur ç6.

u) Si 24..., Ta-d8 : 25 T×d8, T×d8: 26. Fé3.

v) Une erreur. Il était nécessaire d'éliminer le C-D par 27..., F×ç3 bien que la variante 28. D×ç3, D×ç3 ; 29. b×ç3 laissât aux Blancs de bonnes chances en finale

w) Menaçant 29. D×ç4 et 29. Ff4.

x) Encore plus précis que 30. F×b8, C×d1 ; 31. Fg3 ou 31 Fç7, D×d5 : 32. é×d5, Té1+ ; 33 Rg2, Cé3+ et 34..., C×ç2. Sur 31..., D×d5 : 32 T×d1 gagne aussi. Le C noir est capturé.

y) Si 31..., D×f3+ ; 32. Dg2, D×g2+ : 33. R×g2, T×b8 : 34. Ta2.

z) Après 32..., T×b2, les Noirs abandonnèrent : 33. D×b2, D×f3+ ; 34. Dg2 avec une T en moins contre un Karpov.

A. DUNDER
(1934)
ETUDE

a b c d e f g h

BLANCS (10) : Ré7, Ff7, Ch4, Pa3, a4, b4, d2, g2, g5, h2.

NOIRS (8) : Ré5, Pb6, ç6, d3, f2, f4, g6, g7.

Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION DE L'ETUDE Nº 611

E. Somov-Nassimovic
« Chakmaty v SSSR », 1938
(Blancs : Rb6, Fa5 et d3, Cf1, Pa2, ç2 et h4. Noirs : Ra4, Pd4 et g2.)

La solution passe par la construction d'un réseau de mat, lequel n'est pas apparent. En outre, les Blancs doivent surveiller la promotion du pion g2

1. Fb4!!, voici qui empêche 1..., g1=D à cause de la menace imparable 2. Fç5! et 3. Fb5 mat.

1..., R×b4; 2. Cd2!, g1=D; 3. Cb1!! (menaçant 4. a3+, Ra4 ; 5. Fb5 mat), D×b1 ; 4. ç3+, R×ç3 ; 5. F×b1 et les Blancs gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

Bridge

Nº 607

LE COUP SANS NOM DE MONTE-CARLO

Cette manche a été réussie l'année dernière par Walter Avarelli au cours des quarts de finale du tournoi par quatre de Monte-Carlo.

	♠ — ♥ D V 8 4 ♦ V 9 7 4 3 ♣ A V 6 3	
♠ R 9 6 5 2 ♥ 9 3 ♦ 6 5 ♣ R D 9 8	N / O E / S	♠ A V 4 ♥ 10 7 ♦ A R D 8 2 ♣ 10 5 4
	♠ D 10 8 7 3 ♥ A R 6 5 2 ♦ 10 ♣ 7 2	

Ann. : S. don. N-S vuln.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
Avarelli	Rosenb	Bellad.	Shenken
passe	passe	passe	1 ♦
2 ♥	passe	4 ♥	passe...

Ouest entame le 9 de cœur. Sud prit et joua le 7 de trèfle pour la dame et le ... 8 du mort. Ouest, pour éviter la défausse d'un carreau sur un trèfle, contre-attaqua carreau pour la dame d'Est qui rejoua cœur. Sud prit, fit l'impasse à trèfle, défaussa le 3 de pique sur l'as de trèfle, coupa un carreau et joua le 7 de pique pour le ... 5 de pique d'Ouest. *Comment Avarelli, en Sud, a-t-il gagné quatre cœurs contre toute défense ?*

Réponse :

Le déclarant a seulement neuf levées (sept à l'atout avec deux coupes de la main courte et d[eux] levées à trèfle). Il faut trou[ver] une dixième levée en affranch[is]sant un carreau ou un pique. [Or] si Avarelli coupe, il n'aura [plus] qu'un atout au mort con[me] reprise et sera condamné. I[l a] donc *défaussé le dernier tr[èfle] du mort sur le 7 de pique !* O[uest, obli]gé de prendre avec le valet [de] pique, Est a été sans défense, [car] il a été obligé de rejouer pi[que] ou carreau :

	♥ D V ♦ V 9 7	
		♠ A 4 ♦ A
	♠ D 10 8 ♥ 6 5	

Si Est rejoue l'as de carre[au] Sud coupe avec le 5 de cœ[ur,] remonte au mort en coupant [un] pique et joue le valet de carr[eau] couvert par l'as et coupé. Il su[ffit] maintenant de retourner une d[er]nière fois au mort (en coup[ant] encore un pique) et d'utiliser [le] 9 de carreau affranchi, la dixiè[me] levée.

Si Est (quand il a pris la m[ain] avec le valet de pique) rej[oue] l'as de pique, Avarelli, cette f[ois,] affranchit un pique : il cou[pe] l'as de pique avec le valet [de] cœur, puis il rentre chez lui [en] coupant un carreau et il joue [la] dame de pique couverte par le [roi] et coupé avec le dernier atout [du] mort. Il lui reste encore le 6 [de] cœur comme reprise de main po[ur] utiliser le 10 de pique affranc[hi,] la dixième levée. Il n'aurait se[rvi] à rien qu'Est joue le 4 de piq[ue] au lieu de l'as à la neuvièr[e] levée, puisque l'as de pique se[ra] sec et tombera au tour suivan[t].

HISTOIRE D'UNE SOUS-COUPE

Lorsque cette donne a été jouée, il y a... un quart de siècle, on parlait beaucoup de sous-coupes volantes et c'est peut-être pour cette raison que le déclarant utilisa une fin de coup très spectaculaire.

	♠ A 5 4 2 ♥ 10 5 2 ♦ R D V 2 ♣ 4 3	
♠ R D V 9 6 ♥ — ♦ 7 4 3 ♣ 10 7 6 5 2	N / O E / S	♠ 10 ♥ R 9 8 7 6 ♦ 10 9 6 ♣ V 9 8
	♠ 8 7 3 ♥ A D V 4 3 ♦ A 8 ♣ A R D	

Ann. : E. don. N.-S. vuln.

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
—	—	passe	1 ♥
1 ♠	2 ♦	passe	3 ♥
passe	3 ♠	passe	4 ♥
passe	6 ♥	contre	surc...

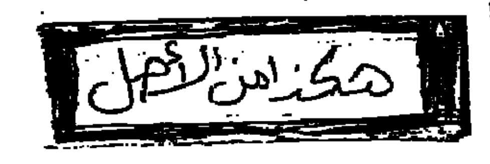
Ouest ayant entamé le roi de pique, le déclarant prit avec l'as du mort et joua le 2 de cœur pour le 6, le valet et le... 6 de pique d'Ouest. Comment *Pierre Beguin, en Sud, a-t-il ensuite gagné* le PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

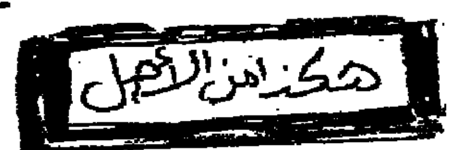
Note sur les enchères :

Ces enchères ne sont pas très modernes. Même si l'on admet l'ouverture de « 1 cœur », Sud doit, au second tour, déclar[er] « 3 trèfles » plutôt que « 3 cœurs ». Il n'y a sans doute que trois ca[r]tes à trèfle, *mais* on *mont*[re] mieux la valeur de la main et [la] distribution des cœurs (ci[nq] cœurs et non pas six comm[e] semble l'indiquer le saut à « [3] cœurs »). Ensuite l'enchère [de] « 4 cœurs » (si elle a été bie[n] transcrite) est encore moins logi[]que. Il faut, sur « 3 piques », di[re] « 4 trèfles » ou, à la rigueu[r,] « 4 carreaux » ou « 4 SA ». A[u] contraire, les enchères de Nor[d] sont correctes, mais rien ne prou[]ve qu'elles aient été, elles auss[i,] bien reproduites.

PHILIPPE BRUGNON.







Sports



Radioscopie de l'équipe

RAYMOND CHAPPUIS, ancien directeur des études à l'Institut national des ›orts, vient de soutenir à Caen ›e thèse de doctorat d'Etat dont titre, indigeste comme il se ›it en bonne règle universi›ire, *« Le groupe de tâche et formation des maîtres »* est ›eureusement semblable à l'os ›belaisien. Mais la moelle ici, ›en que substantifique, a goût ›e quinquina.

Démystifiant l'équipe sportive, ›urce sacrée de toute vertu ›ciale, église de cette religion ›ouvelle à ce point sûre d'elle›ême qu'elle en dédaigne toute ›éologie, R. Chappuis nous mon›e et nous démontre qu'elle ›'est qu'un *« groupe de tâche »* ›emblable à ceux qui se donnent ›our but de fabriquer des casse›oles ou d'atteindre la lune. ›omme eux, le groupe de tâche ›portif est en proie aux mêmes ›roblèmes, aux mêmes tensions, ›ux mêmes rivalités, aux mêmes ›oies originelles qui *« se perdent ›ans l'intérêt comme les fleuves ›ans la mer »*.

Mais le groupe de tâche spor›if, uni initialement par et pour ›ne tâche précise : la compéti›ion, constitue un exemple ›autement démonstratif pour le ›sychosociologue. En effet on en ›rouve rarement où tout y soit ›ussi précis, réglementé et la pro›uctivité aussi incontestablement ›esurable, au dixième de se›onde, au centimètre, au chiffre ›es scores.

Le groupe de tâche sportif, ›omme tout groupe spécifique vivant, est en équilibre instable, animé par des besoins antagonistes d'incitation et de régulation. Les premiers peuvent certes souder l'équipe mais aussi augmenter paradoxalement les distances entre les joueurs unis dans l'action mais isolés affectivement. La régulation fera donc appel à l'amitié, à la confiance mutuelle afin de réduire ces distances.

Or c'est précisément ce climat d'amitié qui s'altère à mesure que le niveau de qualité technique s'accroît. R. Chappuis, ›râce à de nombreuses *« dynamiques de groupe »* effectuées au ›rofit d'équipes de joueurs de football professionnels, révèle l'atmosphère morbide où vivent ces vedettes des pelouses. Hantés par la crainte de la blessure, isolés dans leur vedettariat comme des fauves dans leur territoire, incités à l'action par ce médiocre transfert de motivation qu'est la prime, lorsque le salaire ne suffit plus, ils vivent dans l'enfer de Sartre, celui de la coupure irrémédiable de la communication.

Le sport professionnel est la stricte image de notre société de consommation.

La classe, la classe scolaire, constitue ou devrait constituer un groupe de tâche. Dans la nouvelle optique pédagogique, le maître cesse d'être une source autoritaire d'information pour accéder au rôle délicat d'animateur. Il doit alors préalablement déposer au vestiaire la blouse blanche symbolique et entrer en véritable relation avec ses élèves, en relation *humaine, condition indispensable* à la relation pédagogique.

Mais, avant de prétendre former, encore faut-il que le futur maître consente lui-même à vivre humblement, ouvertement, cette situation d'égalité inhabituelle. Car il est brusquement passé en général du rôle soumis de bon élève à celui de maître autoritaire.

R. Chappuis consacre la seconde partie de sa thèse à ce problème de la formation des maîtres. Il montre précisément qu'elle ne peut se réduire à la connaissance intellectuelle des mécanismes de la participation et de la relation.

Cette méthode doit intéresser tous les responsables de groupes, les détenteurs d'autorité : chefs d'entreprise, entraîneurs, professeurs de toutes disciplines, hauts fonctionnaires. Et peut-être pourrait-elle éclairer les partisans de l'autogestion démocratique, afin que leur modèle, qualifié récemment d'utopique par Michel Poniatowski, qui a raison actuellement, puisse un jour supplanter le modèle administratif auquel semble se résigner le ministre d'Etat.

JEAN PAULHAC.

FONTAINEBLEAU
18 au 22 juin

CONCOURS DE SAUTS D'OBSTACLES INTERNATIONAL OFFICIEL (CSIO)

Un rendez-vous exceptionnel de la saison mondiale avec la participation des meilleurs chevaux et cavaliers de dix nations.

Terrain du Grand Parquet (route d'Orléans) : 14 heures mercredi 18, jeudi 19, vendredi 20 juin.

samedi 21 juin
GRAND PRIX DUNHILL

dimanche 22 juin
COUPE DES NATIONS

CONCOURS INTERNATIONAL DE DRESSAGE (CDI)

Carrière du Carrousel (route de Sens) ; 8 heures vendredi 20, samedi 21, dimanche 22 juin.

•

Présentation d'attelages et d'équipages de grande vénerie (samedi et dimanche)

•

Sauts en parachute par l'Equipe de France militaire (dimanche)

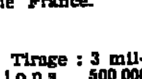
Location : Syndicat d'initiative de Fontainebleau, 33, rue Grande, 77300 Fontainebleau. Tél. 422.25.68 (l'après-midi seulement). OTAM France, 49 rue Fontaine, 75009 Paris. Tél. 744.65.23.

Philatélie

Nº 1386

FRANCE : « Eugène Thomas ».

Dans la série dite « Personnages illustres », dès le 30 juin, nous aurons l'effigie d'Eugène Thomas (1903-1969), dessinée et gravée par Pierre Gandon.



0,80 F + 0,20 F, noir et gris bleu.

Impression en taille-douce; Atelier du timbre de France.

Tirage : 3 millions 500 000 exemplaires.

Mise en vente anticipée :

— Les 28 et 29 juin, de 9 heures à 8 heures, aux bureaux de poste temporaires de la mairie du Vieux-Condé et de la mairie du Quesnoy. Oblitération « premier jour », identique pour les deux villes.

— Le 28 juin, de 8 heures à 2 heures, aux bureaux de poste du Quesnoy et celui de Vieux-Condé. — Boîtes aux lettres spéciales pour l'oblitération « premier jour ».

BUREAUX TEMPORAIRES

⊙ 84000 Avignon (péristyle de l'hôtel de ville), les 21 et 22 juin. — Congrès et fêtes du Rhône.

⊙ 54133 Nancy-Obey (base aérienne 133), le 22 juin. — Journée « portes ouvertes ».

⊙ 87000 Limoges (foyer des jeunes travailleurs de l'Aurence), le 22 juin. — Championnat de France professionnel cycliste sur route.

⊙ 80166 Saint-Riquier (à l'abbaye), les 21 et 22 juin. — Année gothique en Picardie (exp. phil.).

⊙ 51200 Epernay (Palais des fêtes), les 21 et 22 juin. — Fêtes de la Saint-Jean et du champagne.

⊙ 88400 Gérardmer (Maison de la culture, boulevard de Saint-Dié), le 22 juin. — Centenaire du premier syndicat d'initiative.

⊙ 73500 Bramans (à la mairie), le 22 juin. — L'inauguration d'un Mémorial érigé en souvenir des combats de la Résistance et de la libération de la Haute-Maurienne.

⊙ 93350 Le Bourget, (Salon international de l'aéronautique et de l'espace) du 22 au 27 juin. — Trente-neuvième congrès national de la C.G.T.

ADALBERT VITALYOS.

LE PALMARES D'ARPHILA 75

Les grands prix décernés aux collections exposées à ARPHILA ont été remis aux lauréats, samedi 14 juin, par M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

— PRIX DES QUATRE CONTINENTS : M. Mauricio Auraujo-Ferreira (Brésil) ;

— PRIX D'EUROPE : M. Wallace Knox (Etats-Unis) ;

— GRAND PRIX NATIONAL : M. Plastiras Foster (France) ;

— GRAND PRIX INTERNATIONAL : M. Hiroyuki Kanai (Japon) ;

— GRAND PRIX DE LA CLASSE D'HONNEUR : M. Samad Khorchid (Iran).

Polaroid 1975 tous droits réservés. Polaroid est une marque déposée de Polaroid Corporation, Cambridge, Mass, U.S.A.

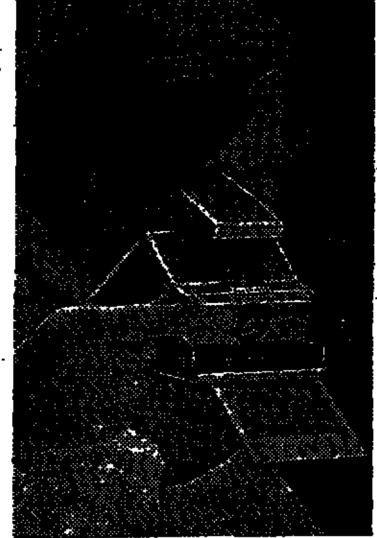
Pour vous, Polaroid a inventé le SX-70.



Le SX-70.

Aujourd'hui, tout est changé dans le domaine de la photographie.

Oubliez tout ce que vous avez déjà vu. Voici le SX-70. Toutes les innovations mécaniques, chimiques, optiques et électroniques du SX-70 n'ont qu'un but : vous libérer de toutes les contraintes de la photographie pour qu'il ne vous reste que l'acte créatif.

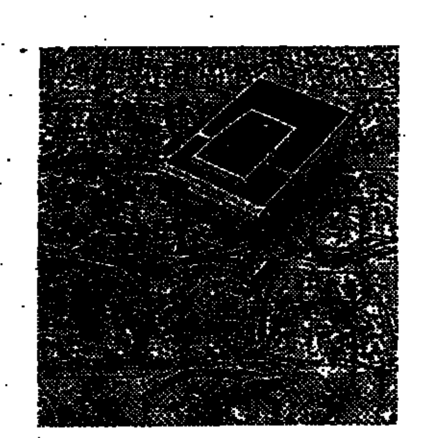


Appuyez sur le déclencheur et hop! la photo sort toute seule de l'appareil.

Ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite.

Regardez votre photo, elle commence à vivre.

Moins de deux secondes après avoir appuyé sur le bouton rouge, votre photo est éjectée automatiquement et commence à se développer, là, sous vos yeux. Déjà, vous pouvez voir ses premiers contours se dessiner. Regardez bien ses couleurs : elles aussi prennent vie peu à peu. Bientôt, elles seront d'une luminosité et d'une intensité incomparables.



Le SX-70 est montré ici sur une petite partie de l'ensemble électronique d'origine.

Au cœur du SX-70 plus de 200 transistors.

Le SX-70, c'est un ensemble électronique miniaturisé, un système original de miroirs fixes et pivotants et un moteur qui tourne à 12.000 tours/mn.

Le SX-70 est un appareil reflex mono-objectif : ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite.

Vous pouvez vous rapprocher jusqu'à 27 cm de votre sujet, alors que d'habitude ce genre de très gros plan est réservé aux spécialistes. Vous pouvez prendre aussi 10 photos les unes à la suite des autres, toutes les secondes et demie, pour décomposer les premiers pas d'un enfant par exemple.

Il y a 10 vues par film et chaque film est assez petit pour tenir dans votre poche. Et pourtant, il contient une pile extra-plate de 6 volts : c'est elle qui fournit à chaque chargement une énergie nouvelle.

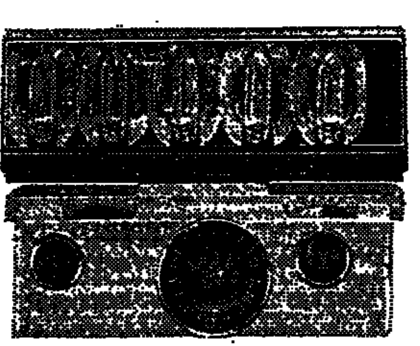
Le flashbar de 10 éclairs vous permet de prendre des photos en intérieur de 27 cm jusqu'à 6 m et même plus.

C'est le SX-70 qui sélectionne lui-même électroniquement la lampe flash à utiliser. Un décompteur de vues empêche le flash de fonctionner quand le film est terminé.

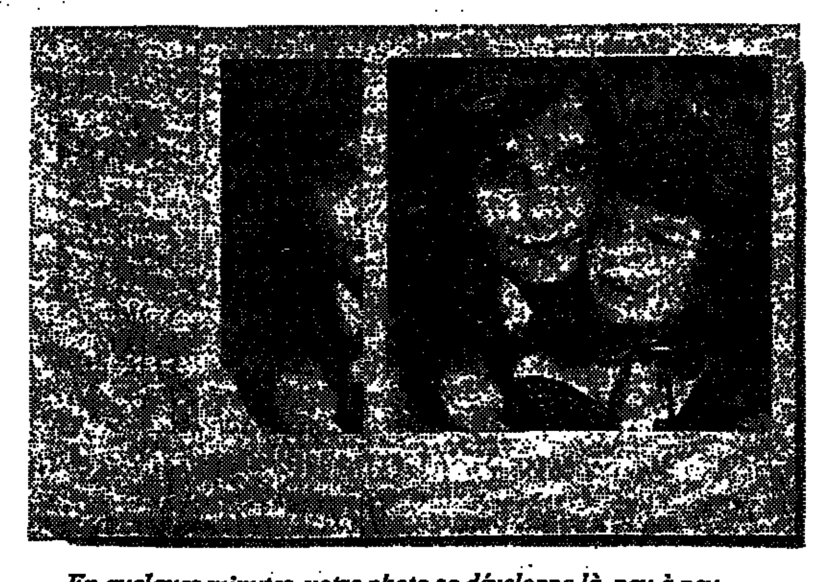
Pour ces photos au flash, l'exposition est réglée en fonction de la mise au point et il entre juste ce qu'il faut de lumière. Sans flash, la cellule incorporée, couplée à l'obturateur, détermine la bonne ouverture et la vitesse d'obturation.

Le SX-70 existe en deux présentations : le Modèle De Luxe avec une finition acier brossé et cuir naturel. Et le Modèle 2 avec une finition noire et simili cuir qui coûte moins de 1.000 F.

Allez les essayer chez votre négociant spécialiste Polaroid.



Le flashbar de 10 éclairs vous permet de prendre des photos en intérieur de 27 cm jusqu'à 6 m et même plus.



En quelques minutes, votre photo se développe là, peu à peu, sous vos yeux.

Pour financer votre logement...



des solutions Caisse d'Epargne.

Une solution immédiate :

Le prêt personnel immobilier. Pour acheter (neuf ou ancien), construire ou rénover, votre Caisse d'Epargne vous prête rapidement jusqu'à 150.000 F quelle que soit votre situation familiale ou professionnelle. Le taux d'intérêt annuel est de 12,50 % et vous avez de 2 à 20 ans pour rembourser.

Une solution logique :

Le prêt immobilier conventionné ou P.I.C. Logique, parce que le taux des remboursements augmente avec le temps, comme vos revenus. Si vous avez obtenu une prime de l'Etat, la Caisse d'Epargne peut vous prêter jusqu'à 80 % du prix logement + terrain pour 12, 15, 18 ou 20 ans.

Le taux d'intérêt réel moyen, pour 20 ans, par exemple, est de 9,67 % par an.

Une solution qui rapporte :

l'Epargne logement (plan ou livret).
Le principe : épargnez d'abord, empruntez ensuite.
Epargnez : vous percevrez un intérêt qui lui-même sera doublé par une prime : au total, 9 % pour le plan et 6,50 % pour le livret.
Empruntez jusqu'à 100.000 F au taux de 6 % pour le plan et de 4,75 % pour le livret.
Remboursez à votre gré, sur une période de 2 à 15 ans.
Livret ou plan peuvent être complétés par un prêt à 10,50 %.

Trois solutions. Laquelle choisir ? Venez nous voir. Nous en déciderons ensemble.



Caisse d'Epargne et de Prévoyance

Inter Publi Conseil

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le calepin de l'inspecteur

Columbo ou Bedos-Daumier ? Une bonne partie des téléspectateurs ont dû hésiter jeudi soir. La série américaine de TF 1 est populaire ; les deux fantaisistes proposés par A 2 le sont également. Alors il y a peut-être eu un peu de va-et-vient... Mais c'est Columbo qui a sûrement gagné.

Il y a un art éprouvé à débuter une émission, et chaque épisode d'une série américaine commence par un enchaînement suggestif de séquences conçu dans l'esprit, l'esthétique, l'efficacité du meilleur cinéma publicitaire ; l'enregistrement vidéo d'un spectacle de variétés rivalisera difficilement avec cela — même si Guy Lux a retenu la leçon pour son « Système 2 » du dimanche soir. En deux minutes, on sait ce qu'il va y avoir dans l'heure qui suit.

Et deux minutes suffisent. Ensuite on ne quitte plus l'inspecteur Columbo, un peu borgne, un peu bossu, un mauvais caractère et des trous de mémoire, jamais gêné par le beau monde qu'il côtoie, ce qui est tout à fait propre à le rendre sympathique à la conscience populaire.

Jeudi, il enquêtait dans les milieux de l'industrie de luxe qui s'est greffée autour du sport, dans la spécialité du maintien en forme des P.-D.G. Les instruments d'identification indirecte à l'inspecteur ne manquent pas ; on oublie son apparence pour se reconnaître dans son refus de respecter un certain ordre (celui du capitalisme moderne) qui le dépasse. Comme Columbo, le téléspectateur attrape des points de côté à poursuivre les apollons de plage ; la voiture des autres est toujours plus belle ; il y a toujours un planton qui le met en situation d'infériorité ; et l'informatique, au langage si parfait, lui semble inutile quand il suffirait de consulter un bon vieux fichier.

Revanche de l'homme de la rue sur cet univers sophistiqué qui lui paraît inaccessible, Columbo démasque les coupables avec les seules armes du bon sens : obstination et honnêteté contre pouvoir et technologie ; l'histoire du Watergate est inscrite en filigrane dans le film. Mais, là non plus, rien de fondamental n'est remis en cause : les « mauvais » iront en prison, et l'inspecteur Columbo, le triomphe modeste, retrouvera son imperméable avachi, ses lacets qui cassent et sa femme qui suit des régimes. Il est 22 heures, l'heure pour la majorité du public d'aller dormir tranquille. Son calepin crasseux à la main, Columbo veille.

M. E.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 20 JUIN

La C.G.T. expose son point de vue à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

Le Pays basque écartelé est le sujet du « rendez-vous des grands reporters » sur France-Inter à 19 h. 20.

SAMEDI 21 JUIN

— *Un bilan des dernières élections en Italie* est dressé par M. Luca Pavolini, directeur de *l'Unita* pour le « Monde contemporain », sur France-Culture à partir de 9 h. 07.

D'une chaîne à l'autre

« TRIBUNE LIBRE » POUR LES JEUNES

● M. Claude Contamine, pré sident de la société FR 3, a dé claré, jeudi, au micro d'Eu rope 1, que la dernière semain de « Tribune libre » (7 au 1 juillet) sera consacrée au jeunes : « Non pas à des grou pements, à des organisations d jeunes, mais plutôt à des jeune qui ne sont pas organisés », précisé le président de la tro sième chaîne. Choisis d'après u sondage de la SOFRES, ceux- (ils auront entre dix-huit vingt-quatre ans) pourront s'e primer aussi bien sur la vie qu tidienne, l'emploi, les professeur que sur leur manière de convevo la société et l'avenir.

« LE TRAIN DE LA MORT » PASSERA LE 9 JUILLE

● L'émission de Claude Otze berger, « le Train de la mort prévue pour le trentième ann versaire du retour des camps retirée des programmes de T au mois de mai — les respons bles de la chaîne lui reproch d'avoir traité abusivement sujet, — passera sur cette a tenne le 9 juillet, après avoir s quelques coupures et sous le t « le Convoi de la mort ».

FESTIVAL DOCUMENTAIRES SUR ANTENNE 2

● Antenne 2 organisera à rentrée de septembre un fest de documentaires de création quatorze films de cinquante-d minutes, présélectionnés par jury de critiques parmi les q rante émissions documenta actuellement en stock à tenne 2, seront soumis, à ra de deux par jour, à l'apprécia des téléspectateurs, qui fer connaître leur choix à S.V.P. lauréat aura une « Carte bl che » de cinquante-deux min

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous l samedis, numéro daté du dimanch lundi, un supplément radio-tél vision avec les programmes comple de la semaine.

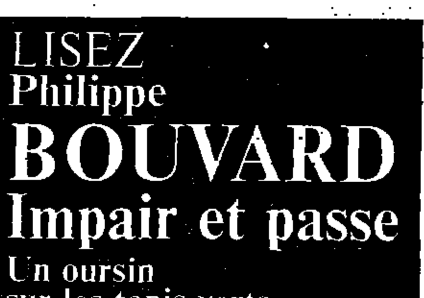
VENDREDI 20 JUIN

● CHAINE I : TF 1

20 h. 35 Au théâtre ce soir : « les Suisses », de P.-A. Bréal, mise en scène J. Fabri, avec J. Fabri, A. Gille, R. Billerey, A. Gilbert.
22 h. 30 Variétés : Le Club de Dix Heures.
23 h. IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35 Variétés : Bouvard en liberté, réal. A. Tarta ; avec Annie Cordy.



21 h. 40 Apostrophes, de B. Pivot.
« La protection de la vie privée » : à propos du livre de Ph. Berner : Roger Wybot et la bataille pour la D.S.T.

Si vous aimez vos livres...
Si vous ne savez plus où les mettre...
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
61, rue Froidevaux - 75014 Paris
vous offre son catalogue gratuit
100 modèles standard et de style
Ecrivez ou téléphonez au 633 73 33

22 h. 55 Ciné-club : « l'Ange des maudit de F. Lang (1951), avec M. Dietr M. Ferrer (v.o. sous-titrée).
Dans les années 1870, un cow-boy reche l'assassin de sa fiancée. La piste suivie mène, près de la frontière mexicaine, à ranch dont une ancienne chanteuse saloon, belle et légendaire, a fait le d'attache des bandits de la région.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 Feuilleton : Paul Gauguin.
21 h. 25 Série : Prix Nobel, Mac Farlane Burn
21 h. 50 FR 3 Actualités.

● FRANCE-CULTURE

20 h., La musique et les hommes, par M. Bernard veaux mythes du romantisme, avec P. Citron ; 22 h. 30, trefien avec Germaine Tillion ; 23 h., De la nuit ; 23 h. Poésie ;

● FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30 (S.), Musique dans la ville à Toulouse : Journ 21 h. (S.), Récital donné dans la cour de la biblioth universitaire de Toulouse, avec Faouyi Sayeb ; Musique ditionnelle arabe à l'oud (luth) ; 22 h. 30 (S.), Jardins à française ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. Nocturnales.

SAMEDI 21 JUIN

● CHAINE I : TF 1

20 h. 35 Variétés : Numéro un, de M. et G. Carpentier. Avec Johnny Hallyday.
21 h. 35 Série : Maîtres et valets.
22 h. 25 Variétés : A bout portant (Jorge Zamfir).
23 h. 10 IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

17 h. 55 Tennis : Finale de la Coupe Davis.
20 h. 35 Télé-film : « Les Rois maudits » (N° 3).
22 h. 30 Jeu : Pièces à conviction.
23 h. 20 Journal de l'A 2.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 Opérette : « la Vie parisienne », de H. Meilhac et L. Halévy. Livret et musique de J. Offenbach. Mise en scène de J.-L. Barrault et M. Bertay. Un spectacle du Théâtre de France (Odéon). Avec J.-Granval, J. Desailly, P. Bertin, G. Annel, J. Parédès, D. Santarelli, P. Gallc
22 h. 45 FR 3 actualités.

● FRANCE-CULTURE

14 h. 5, Emission spéciale consacrée au poète Erza Pou par Ch.-L. Sirjacq et M. Mordillat (réal. B. Saxel) ;
20 h. (S.), « Skandalon », de R. Kaliski, avec P. Sant P. Bairlo, N. Borgeaud, F. Giret, Y. Peneau, R. Cogg M. Sarfati, R. Bret (réal. G. Peyrou) ; 22 h., La fug du samedi, de J. Chouquet ; 23 h. 50, Poésie ;

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. (S.), Cette année-là... 1915 : « Barcarolle n° 12 mi bémol opus 106 bis et nocturne n° 12 en mi mine opus 107 » (Fauré), par J.-Ph. Collard ; « Sonate po violoncelle et piano » (Debussy), par A. Meunier et Ch. Ivaldi « Avant-dernières pensées » (Satie), par J. Février, piano « The last reader en tone roads n° 3 » (Ch. Ives) ; « Dans populaires roumaines » (Bartok), avec D. Ranki, piano

DIMANCHE 22 JUIN

● CHAINE I : TF 1

17 h. 30 Série : Sur les lieux du crime.
20 h. 35 Film : « le Printemps, l'Automne et l'Amour », de G. Grangier (1955), avec Fernandel, N. Berger.
Un fabricant de nougats de Montélimar, quinquagénaire et célibataire, sauve une jeune fille du suicide et l'épouse. Sa belle-sœur entreprend de séparer le couple pour lequel la différence d'âge est un handicap.
22 h. 10 Pour le cinéma, de F. Rossif et R. Chazal.
23 h. 10 IT 1 dernière.

● CHAINE II (couleur) : A 2

15 h. 45 Sports : Championnat de France de cyclisme ; Steeple-chase à Auteuil.
16 h. 45 Film : « le Voleur et le Roi », de R. Z. Leonard (1955), avec A. Blyth, Ed. Purdom, D. Niven, G. Sanders.
19 h. 30 Jeu : Ring Parade.
20 h. 25 Variétés : Système 2.
20 h. 55 Feuilleton : La dame ...
21 h. 55 Système 2 (suite).
22 h. 35 En direct de la Concorde.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

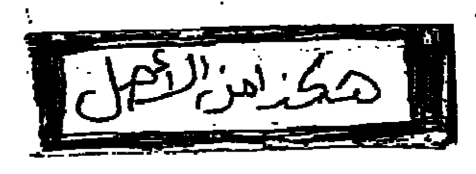
19 h. 5 Série : Cannon. « Meurtre sur la plage ».
20 h. Connaissance : Intermezzo 74 ou camping à la ferme. Réal. W. Magnin.
20 h. 50 FR 3 actualités.

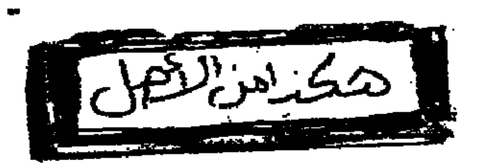
● FRANCE-CULTURE

14 h. 5, « l'Orage », de A.-N. Ostrowsky, interprété par les comédiens-français ;
20 h., Poésie ininterrompue, avec Michel Deguy ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Clinique » (Le phénomène de castration), suivi de Court-Circuit.

● FRANCE-MUSIQUE

14 h. 30 (S.), La tribune des critiques de disques : « Sonate funèbre » de Chopin ;
20 h. 30 (S.), Récital de piano. Daniel Wayenberg : « Huit Klavierstücke opus 76 » (Brahms) ; 21 h. (S.), En direct de Toulouse. Musique dans la ville. Orchestre régional et chœurs du Théâtre du Capitole. Avec le concours d'A. Vanzo, ténor, ...





ARTS ET SPECTACLES

D'une cha
à l'autre

ulture

P.C.F. et le cinéma

● Organisée par la cellule éma du parti communiste nçais, une conférence-débat missait vendredi soir, à la ison des horticulteurs, rue Grenelle, sous la présidence M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique, un pu- de professionnels du cinéma de la télévision, auxquels le . tenait à rappeler des posi- as déjà affirmées à Cannes, l'occasion du Festival.

Avant de reprendre les gran- lignes de sa conférence de sse de Cannes (dont il dé- re, un peu injustement, que le Monde » n'ait pas rendu écho suffisant), M. Cham- z insiste sur le lien étroit qui iste, selon lui, entre la si- ation des masses populaires, i va s'aggravant, et la situa- n faite à la création artisti- e et à l'ensemble des activités lturelles. M. Chambaz trouve rticulièrement révélateurs les cuments préparatoires à l'éla- ration du VII[e] Plan : « Passer la quantité à la qualité, ent-ils, mais sans donner bjectifs précis, définis... L'es- ntiel, selon eux, est d'en finir ec une conception élitiste de culture et de donner libre urs à la créativité spontanée s masses populaires. » Concep- on à laquelle les socialistes nt parfois écho. Pour le C.F., la logique de cette atti- de aboutir à prôner une poli- que d'austérité et d'autorita- sme en matière de culture, à ettre en cause la liberté de éation et les rapports avec public.

Le développement actuel des chniques devrait offrir un amp d'investigation pratique- ent illimité à la création. Or est le contraire qui se produit. elon le P.C.F., le pouvoir en- nd « couler dans le moule une production audiovisuelle tandardisée, normalisée, et la roduction cinématographique t la production télévisuelle... l le fait pour répondre aux cri- res de la rentabilité capita- te et aux nécessités idéolo- gues ».

● M. Chambaz revient, en rticulier, dans son rapport, le danger que représente, à avis, la création de la So- té française de production et liaison audiovisuelle, dont Jean-Charles Edeline s'est vu nfier la direction : « Elle de- ent la véritable plaque tour- nte de l'audiovisuel, écrit-il. oduisant pour la télévision et ur le cinéma, associée à '.G.C. et son circuit de six nt vingt-quatre salles ; la C.F.D.C., les N.M.P.P. de nage ; avec Vidéogrammes de ance, orientée vers les vidéo- ssettes, cet immense empire audiovisuel », auquel pour- nt s'ajouter les studios de y-sur-Marne lorsqu'ils seront nstruits, dispose, par la lonté gouvernementale, des yens de faire passer plus en- e et le cinéma et la télévi- n sous la double tutelle du ofit capitaliste et de ses im- ratifs idéologiques.

● Le président de la Société nçaise de production recon- it lui-même qu'il ne saurait endre en compte ni la spéci- ité du cinéma et de la télé- ion, dont il reconnait l'exis- nce, ni la dimension artisti- e de la création. Tout te si elle (la S.F.P.) accepte, comme dans tous les ensem- s industriels », de consacrer % de son budget à la re- erche. »

Cette démarche, très concer- , va de pair avec des pré- posés idéologiques non moins vélateurs. Le P.C.F. cite ainsi Michel Guy, secrétaire d'État la culture, qui dit du ciné- : « C'est une évasion, c'est e industrie, c'est aussi un . », et M. Jean Cazeneuve, uel président de TF 1, qui ttache à l'évasion sans la- elle « se réaliserait mal l'in- ration des individus peu orisés économiquement », st-à-dire encore « la grande jorité des individus [qui] est vée de satisfactions et de gra- cations matérielles, de sorte dans une telle société un tème de satisfactions compen- oires se trouve réalisé ».

● Le parti communiste fran- s propose, en ce qui concerne cinéma, l'application d'un en- ble de mesures financières : uction du taux de la T.V.A. celui des autres activités turelles, prise en charge par tat des services rendus par le I.C., à concurrence de 20 %, vention de l'État au Fonds soutien de l'industrie ciné- tographique. — L. M.

Formes

Tumultes et apaisements

La grande exposition des œuvres de Montheillet à la Maison de la culture de Saint-Étienne — au début de 1973 — s'intitulait « Vingt-cinq ans de paysage abstrait ». Cet « abstrait » me gêne, me gênera toujours. « Paysage intérieur » conviendrait mieux... peut-être parce que ces termes peuvent s'appliquer à n'importe quoi. Il est vrai que les deux temps de la démarche de Pierre Montheillet, auxquels nous sommes conviés de nouveau (1) les justifie. Le peintre, pour qui les paysagistes du dix-neuvième siècle, les Lyonnais surtout — Ravier, Carrand — n'ont pas de secret, exécute d'abord des gouaches « sur le motif ». La présence réelle de la nature lui est nécessaire. Comme tremplin seulement. Les visions que provoque en lui le spectacle des eaux, des arbres, constamment les mêmes, transposent les choses dans les régions de l'esprit, littéralement au pays des merveilles. Le spectateur y est transporté. En général, une vive lueur, rougeoyante, soufre, ou orangée, tout ce qu'il y a de plus éclatant, quoi ! crève les masses, les terres (si on veut) plus sourdes, où les verts acides, d'autres reflets clairs, peuvent trouver leur place. Voici encore un fouillis de verdures noyées qui fait penser à Claude Monet, comme ailleurs l'émoi libéré de l'artistes rappelle le flou romantique.

En revanche, les toiles sont exécutées à l'atelier. Chemin faisant, Montheillet n'a plus besoin de se retourner vers son point de départ. Il déchaîne les forces telluriques qui bouillonnent en lui. Recrée une profondeur. Ouvre les vannes à des brasiers, des torrents de lumière qui déchirent les premiers plans. On n'épuise pas en un coup d'œil l'éblouissante clarté, qu'on dirait surgie de derrière le tableau, qui fait rougeoyer les amoncellements bruns qui s'écartent pour lui frayer un passage. Mais cette toile n'est pas la seule. Qu'on médite devant toutes : entre elles et le spectateur s'amorce un dialogue qui demande à être poursuivi.

L'indifférence est inconcevable devant Félix Rozen (2). Son expression plastique est trop pathétique pour qu'on ne soit pas tenté de confondre l'homme et l'œuvre, de chercher dans les vicissitudes d'une existence encore brève (il est né à Moscou en 1938), mais secouée par les événements dont son enfance a été le témoin et dont son adolescence, en Pologne, a subi le contrecoup, les raisons de tant de véhémence. Il a beau vivre à Paris depuis 1936, il n'a rien oublié. Il ne cache d'ailleurs pas son jeu. Il abat ses cartes avec une naïveté dans les intentions qui correspond à la violence des sentiments, si fougueux qu'ils peuvent s'accommoder de quelque gaucherie. Je n'en trouve pourtant guère de traces dans une des dernières toiles : *l'Espoir enchaîné*, tumultueuse composition polychrome où les verts, les rouges, les oranges, sont clôturés par un rectangle bleu. D'autres, peut-être parce qu'elles sont plus anciennes, retiennent l'œil, au contraire, par une économie de couleurs qui en renforce la portée : *les Ancêtres* et *l'Insecte* en particulier, schématisé en noir sur fond bistre. Mais déjà antérieurement *le Fusillé* rougeoyait, puissamment. D'un *Voyage au Japon*, Rozen a retenu un cloisonnage qui évoque pour moi les logements nippons, somptueux ensemble de teintes neutres animées discrètement par un éclair bleu. Il y a aussi les variations de *la Chaussure de grand-mère*, des sérigraphies percutantes : *Hiroshima*, *le Poète exclu*. Et la *Liberté* éternellement menacée a inspiré non seulement une gouache, mais une sculpture déjà connue, en bronze doré, un personnage aux jambes enchaînées, aux mains qui vont lâcher l'oiseau qu'elles retiennent. Car Rozen est aussi sculpteur. Son *Equilibriste*, ses *Monstres*, ne sont pas inférieurs à sa peinture.

Le choix de gravures, qui nous est offert ces jours-ci, de Jacques Beurdeley (1874-1954) s'étale sur une cinquantaine d'années (3). On peut ainsi suivre la route d'un admirable taille-doucier, qu'il serait outrecuidant de révéler, en direction de la lumière. Depuis les formes plus contrastées du début du siècle (*Démolition rue Lepic*, *Soir sur la Tamise*, *les Grands Lavoirs à Provins*, *Amsterdam*) recréant le climat particulier de chaque site, jusqu'à la délicatesse frissonnante des œuvres postérieures, l'évolution est *claire*, dans tous les sens du mot. Les troncs et les feuillages, rendus en petits traits, les champs et les ruisseaux, toute une nature humanisée, n'ont pas besoin de la couleur pour imposer leur présence. Qu'on examine par exemple la *Route de Bray-sur-Seine*, avec un attelage incorporé au paysage, les *Chevaux de bois aux Champs-Elysées*, le *Lavoir sous les arbres*. L'air léger, la tendre douceur d'une région privilégiée sont sans cesse suggérés. Et chaque heure du jour a été saisie dans sa tonalité propre. L'aurore illumine les *Saules et peupliers au matin*, et la paix du soir enveloppe les *Meules au crépuscule*. Non, l'impressionnisme, compensé par les exigences d'un métier sans bavures, n'est pas mort.

Je ne suis pas un inconditionnel de la photographie aux ambitions purement esthétiques. Digne de ce nom, elle a quelque chose à dire. Les remarquables clichés du très jeune Frank Lugand (4) ne se contentent pas de concurrencer, victorieusement, la peinture, d'opposer des flots de blancheur éclatante à un environnement plus sombre, d'isoler une barrière, un toit métallique, une caravane « égarée », cinq vaches. Les photos du menuisier au travail, le portrait de Jean-Marie Martin, entre autres, confirment des dons multiples, qui dépassent une technique déjà étonnante.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie la Roue, 16, rue Grégoire-de-Tours.

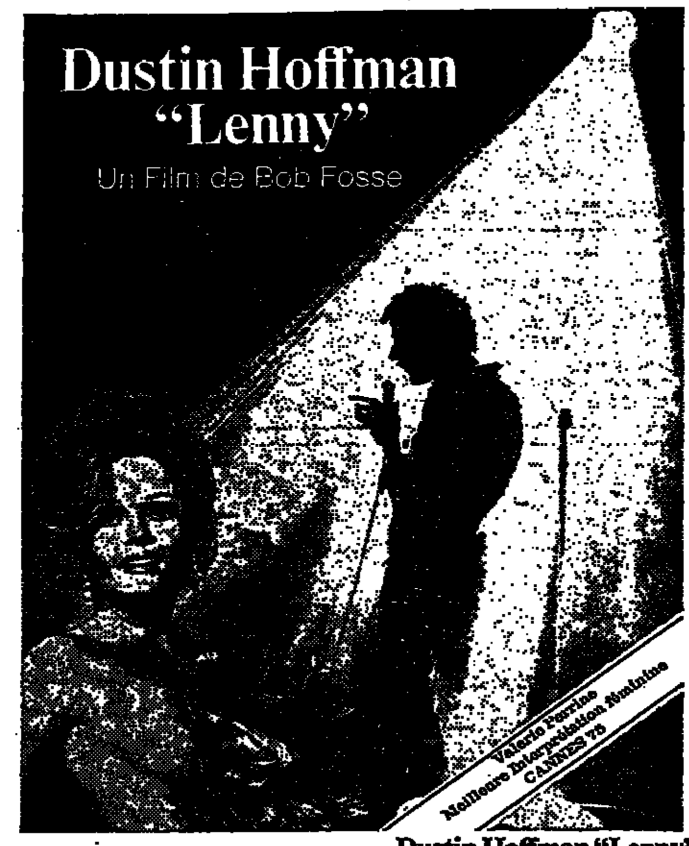
(2) Simone Badinier, 15, rue Guénégaud. Un livre sur Rozen, préfacé par Jean-Jacques Lévêque et en vente à la galerie, vient de paraître.

(3) La Gravure originale, 9, rue du Pont-Louis-Philippe.

(4) Galerie de l'Abbaye, 3 bis, rue de l'Abbaye.

CARY GRANT ★ GINGER ROGERS ★ MARILYN MONROE
dans une comédie délirante de HOWARD HAWKS
chérie, je me sens rajeunir !
ACTION CHRISTINE — 4, RUE CHRISTINE (6e), 325-85-78
ACTION LA FAYETTE — 9, RUE BUFFAULT - TRU. 30-50

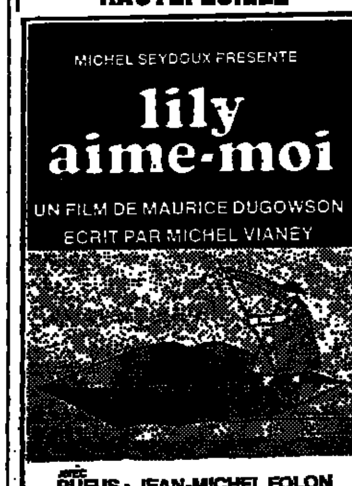
GAUMONT ÉLYSÉES (V.O.) - HAUTEFEUILLE (V.O.)
MONTPARNASSE 83 (V.O.) - MAXEVILLE (V.F.)
GAUMONT CONVENTION (V.F.)
ALPHA Argenteuil (V.F.) - STUDIO Parly-2 (V.F.)
ARTEL Port-Nogent (V.F.)



Une Production Marvin Worth Un Film de Bob Fosse Dustin Hoffman "Lenny"
avec Valerie Perrine Producteur Exécutif David V. Picker Scénario de Julian Barry
Produit par Marvin Worth Réalisé par Bob Fosse Supervision Musicale de Ralph Burns
Distribué par les Artistes Associés
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS United Artists

PUBLICIS ELYSEES - PARAMOUNT OPERA
PUBLICIS SAINT-GERMAIN
PARAMOUNT MONTPARNASSE
LUX BASTILLE - BOUL MICH'
PARAMOUNT Gobelins - PARAMOUNT Maillot
PARAMOUNT ORLEANS - PLAZA
Périphérie : PARAMOUNT (La Varenne)
PARAMOUNT ELYSEE II (Celle-Saint-Cloud)
PUBLICIS DEFENSE - PARAMOUNT ORLY
ARTEL (Rosny) - CYRANO (Versailles)
SALLE CLIMATISEES

EXHIBITION DU FILM FANTASTIQUE
3 Elysées Point Show (8e)
3 Luxembourg (6e)
New-Yorker (9e)

MARIGNAN
HAUTEFEUILLE


RUFUS - JEAN-MICHEL FOLON
PATRICK DEWAERE - ZOUZOU
JULIETTE GRECO DANS LE RÔLE DE FLO

REPRISE LE 29
Location ouverte : 808-87-63




GARDE AU SOL 18 cm
ALORS PAS DE CHOC AU CHASSIS
ET PUIS LE PLANCHER EST RENFORCE...
LE POT PROTEGE. VOUS AVEZ QUATRE
ROUES INDEPENDANTES ÇA AMORTIT LES
SECOUSSES. ELLE BRAQUE COURT... 4m 85
ET BIEN SUR DIRECTION A CREMAILLERE. LES
SIEGES ? EN MOUSSE (A L'AISE COMME DANS
UN FAUTEUIL !) ET SOBRE COMME UN CHAMEAU
5 LITRES 5 A 65 A L'HEURE ! LES PIECES ?
PAS CHER. EN OCCASION VOUS LA
VENDEZ TOUT DE SUITE... HEIN ?
NON JE NE L'ECHANGE
PAS



ET PAYEZ VOTRE PREMIERE
MENSUALITE A LA RENTREE

Pour vous aider à partir en vacances, les concessionnaires Renault vous font une offre.
Prenez livraison de votre Renault 4 dès maintenant et commencez à payer votre première mensualité dans 3 mois.
Et n'oubliez pas que les prix Renault sont sans surprise :
Ce sont des prix clé en main* alors VIVE LES VACANCES !

* Renault 4 Luxe 12800 F T.T.C.
Versement comptant initial selon législation en vigueur sur le crédit.



◊RENAULT 4
Renault préconise elf

PUBLICIS C LM.

ARTS ET SPECTACLES

FESTIVAL DU MARAIS 10 JUIN 12 JUIL.
LOCATION PAR TEL : 887.28.12 et 13
44, rue F.-Miron, Durand, Lamartine, 118, rue de la Pompe, 93, rue d'Assas

Vendredi 20, à 21 heures
TRIO ATHÉNÉE
Hôtel de Lamoignon, 24, rue Pavée

Théâtre des Champs-Elysées - Mardi 24 juin, 20 h. 30



MUSIQUES SACRÉES
4e concert
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
dir. Gilbert AMY
Sol. J. Chamonin, A. Collins, Ph. Langridge
S. Unruh, M. van Egmond, G. Wewel
Chœurs de Radio-France
Chef des Chœurs : J.-P. Kreder
BACH : « Cantate BWV 56 »
MOZART : « Vesperae solemnes de Confessore »
STRAVINSKY : « Threni »
Loc. Théâtre, Radio-France et Agences

FESTIVAL DES YVELINES

Dimanche 22 juin, à 18 h. 15
Eglise Saint-Jacques à HOUDAN
ORCHESTRE de CHAMBRE de VERSAILLES
sous la direction de Bernard WAHL
avec le concours de LILY LASKINE
Lully, Rameau, Ravel, Debussy

Mardi 24 juin, à 20 h. 45
Eglise Sainte-Geneviève à FEUGEROLLES
Duo Maxence LARRIEU
Flûte et Guitare
GODELIEVE MONDEN
Jelinek, Stamitz, Paganini, Debussy

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

calendrier juin-juillet

Harold et Maude
6 dernières

mardi 24	20 h 30
mercredi 25	20 h 30
jeudi 26	20 h 30
vendredi 27	20 h 30
samedi 28	20 h 30
dimanche 29	15 h

Carolyn Carlson
Groupe de Recherches Théâtrales de l'Opéra de Paris

mardi 1er	20 h 30
mercredi 2	20 h 30
jeudi 3	20 h 30
vendredi 4	20 h 30
samedi 5	20 h 30
dimanche 6	15 h

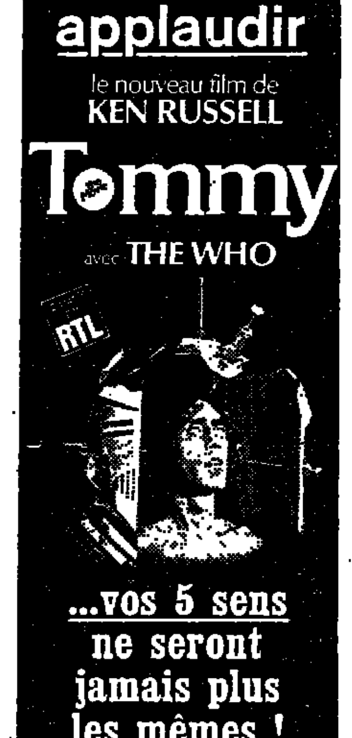
Paco Ibañez et ses amis

lundi 7	20 h 30
mardi 8	20 h 30
mercredi 9	20 h 30
jeudi 10	20 h 30
vendredi 11	20 h 30

PETIT ORSAY
Le poisson d'or de Paradis
théâtre japonais

mardi 24	21 h
mercredi 25	21 h
jeudi 26	21 h
vendredi 27	21 h
samedi 28	21 h
dimanche 29	15 h
mardi 1er	21 h
mercredi 2	21 h
jeudi 3	21 h

découpez ce calendrier
il vous permettra de réserver vos places au théâtre d'Orsay, 7, quai Anatole-France, tél. : 548.65.90, ou dans les agences pour la date de votre choix.



Samedi séance supplémentaire à minuit dans toutes les salles

FRANÇOIS TRUFFAUT
LES FILMS DE MA VIE
Flammarion 48 F

Théâtre

« Maître Puntila et son valet Matti » à Montreuil

C'est la pièce la plus drôle et la plus solide de Brecht. On devrait la jouer des trois cents ans, comme on joue aujourd'hui le *Don Juan* de Molière.

L'aventure de Puntila, propriétaire et chef d'entreprise retors, paternaliste, sans scrupule aucun, mais très homme de gauche à l'en croire, cynique et drôle aussi, et de son chauffeur Matti, « jaune » sans l'être, témoin insolent qui critique à froid les abjections de son maître, a été construite par Brecht avec vie et liberté. Rien ne grippe dans la machine, la pièce va son chemin comme un cheval sauvage, l'ambiguïté et l'émotion relancent sans cesse le rire, et le dialogue est génial, à la fois énorme et aigu, délirant et parfaitement juste. C'est une pièce immense, et populaire, que l'on peut aimer partout.

Le Théâtre-Ecole de Montreuil, association de travailleurs qui font du théâtre pour leur plaisir (mot aimé de Brecht) et pour le plaisir des autres (ils arrivent dans des foyers, des asiles, et font faire du théâtre aux gens), présente donc *Puntila*. Excellent décor, sobre et intelligent, accessoires et costumes d'une subtilité très poussée sous leur abord simple comme bonjour.

La mise en scène repose surtout sur une dynamique humaine et sur des postures, des attitudes, un peu décalées par rapport au réel, qui font que l'esprit du spectateur change d'angle de vision, prend les mesures des choses. C'est assez fort, d'autant plus que, en apparence, c'est, comme le texte de Brecht, modeste et amical. Combien cette conduite est-elle préférable, à tous points de vue, aux dépôts calcaires saumâtres des pauvres intellectuels ?

Le jeu des comédiens amateurs est tout à fait intéressant, tantôt juste, tantôt grossissant à la loupe, tantôt d'une imagerie gauche qui a l'air voulue et qui décompose le texte (on songe à une cuisinière préparant de la pâte *feuilletée*), l'aère, le fait tourner au soleil, provoquant des reflets et des éclats qui auraient forcément fixé l'attention de Brecht s'il avait vu ça.

Pour des raisons de travail — quand on travaille on se lève tôt, — deux équipes distinctes se relaient pour jouer *Puntila*. L'une des deux est sensiblement supérieure à l'autre ; nous ne dirons pas laquelle, allez plutôt voir jouer les deux et comparez vous-mêmes. Oui, il faut y aller, parce que c'est du travail propre, perspicace, parce qu'il y a dans cette entreprise une grande amitié, et ça c'est beaucoup.

MICHEL COURNOT.

★ TEM, rue Marcellin-Berthelot, à trois minutes à pied du métro Croix-de-Chavaux. Le TEM donne deux représentations de *solidarité* au profit des Grandin qui occupent leur entreprise depuis bientôt quatre mois, le samedi 21, à 20 heures, et le dimanche 22, à 16 heures. Entrée libre, collecte au profit des travailleurs en lutte.

■ Le Théâtre Oblique, dirigé par Henri Ronse, présentera pour la saison 1975-1976 un cycle Strindberg avec, dans sa grande salle, « l'Ile des morts » et « les Créanciers », mises en scène d'Henri Ronse. Dans la petite salle, les marionnettes d'Hubert Jappelle joueront « la Sonate des spectres » et « la Maison brûlée » ; Jacques Baillon reprendra « Danse de mort » (créée au Centre culturel suédois) ; Tom Skolovski, « Mademoiselle Julie » ; Nicolas Klotz, « le Pélican », et Jean Bollery, « Père ».

De plus, Henri Ronse mettra en scène « le Chanteur d'opéra », de Wedekind ; « la Lève », de Jean Audureau ; « Torquato Tasso », de Goethe, et accueillera « la Forêt sacrilège », de Jean-Pierre Duprey, par le Théâtre Rituel, et « Empédocle », de Hölderlin, par Patrick Guinan.

■ Le Syndicat national des cadres techniques et administratifs du spectacle (S.N.C.T.A.S.-F.N.S.-C.G.T.) a adopté au cours de son troisième congrès — qui a eu lieu les 15 et 16 juin — une résolution protestant contre « la liquidation des entreprises culturelles »... « Dans ce contexte de détérioration... les cadres et agents de maîtrise ont été particulièrement touchés. »

La résolution comporte une plate-forme revendicative portant sur les conventions collectives, les salaires, les retraites, les congés payés, la promotion, la stabilité de l'emploi, les activités syndicales, la réglementation des horaires.

QUINTETTE (v.o.)





STUDIO BERTRAND
en raison de l'importance du programme composé de :
« LA COMTESSE AU PIEDS NUS » de Joseph MANCKIEWICZ
et de « MUSIC LOVERS » de Ken RUSSEL
les séances débuteront chaque soir à 20 heures précises.
Le samedi et le dimanche permanent à partir de 15 heures.

Cinéma

« CHANGE PAS DE MAIN », de Paul Vecchial[i]

Noël Simsolo et Paul Vecchiali sont des cinéphiles. Ils ont écrit un scénario de « film noir » où passent des souvenirs de Chandler : chantage exercé sur un personnage haut placé, détective privé, boîte de nuit louche, trafic de films « porno », implications politiques et vengeance personnelle. C'est, en somme, *le Grand Sommeil* transposé en France. Mais les rôles qui devraient être tenus par des hommes le sont par des femmes, et de nombreuses séquences pornographiques — de cette pornographie « à la danoise » maintenant autorisée par la censure — s'inscrivent habilement dans la logique du récit.

Evidemment, les scènes sexuelles sans faux-semblants représentent aujourd'hui — voir le succès de *la Foire aux sexes* — un atout commercial. Sur ce point, *Change pas de main* n'est pas un film innocent. Son intérêt est pourtant ailleurs : dans la mythologie singulière de Vecchiali, qu'développaient déjà *l'Etrangleur* et *Femmes femmes*. On retrouve ici l'attention un peu morbide qu'il porte aux hommes physiquement ou moralement infirmes, aux femmes fanées, dures ou douloureuses qui, so[us] leurs allures de stars rétro par[...] touchées par la limite d'â[ge] cherchent à échapper à leur natu[re]. Tout l'univers du film est un univ[ers] inversé. L'érotisme et la pornog[ra]phie sont liés à l'idée de la mort, [de] la contrainte et du travesti. La « [dé]tective privée » (homosexuelle) p[orte] le chapeau et l'imperméable d'H[um]phrey Bogart et se retrouve écœur[ée] au bout d'une enquête jalonnée [de] cadavres et de masques arrach[és]. Voir là, comme le veut le product[eur] Jean-François Davy, « *une critique [de] la société moderne* » serait [aller] trop loin. Mais on peut se lai[sser] prendre au jeu de ces comédien[nes] que Vecchiali semble avoir enti[ère]ment créées : Myriam Mézi[ère], Hélène Surgère, Sonia Saviange[,] Françoise Giret. Et l'on ne peut ignorer un auteur étrange qui ser[t à] se délivrer, en filmant, d['une] angoisse *profonde* et de bless[ures] secrètes.

JACQUES SICLIE[R].

★ U.G.C.-Odéon, U.G.C.-Mar[...], Cinémonde-Opéra, Hollywood-B[oule]vard, Bienvenue-Montparnasse, N[apo]léon, Clichy-Pathé.

« La Cage »

Appelé dans une villa isol[ée] de banlieue par Hélène, son [ex-]épouse, Julien, promoteur imm[o]bilier, tombe dans une trappe [et] se retrouve prisonnier à la ca[ve]. Hélène lui a aménagé une c[el]lule où elle le tient à sa mer[ci]. Elle ne peut plus suppor[ter] l'abandon, la solitude. Elle v[eut] régler ses comptes. Elle s'ap[er]çoit qu'il n'est pas si facile [de] tuer qui on aime.

Le nouveau film de Pie[rre] Granier-Deferre est, dans [un] décor organisé comme [au] théâtre, l'adaptation d'une pi[èce] de Jack Jaquine. Au huis c[los] moral du *Chat* (d'après Simen[on]) succèdent aujourd'hui une sit[ua]tion et des sentiments d[ont] l'excès et les artifices sembl[ent] avoir gêné ses interprètes, Li[no] Ventura et Ingrid Thulin. Ils fo[nt] tout de même consciencie[u]sement leur métier, lui dans [un] *numéro* d'ours en cage, e[lle] dans la névrose amoureuse... [La] fin est inattendue. La mise [en] scène a cette « qualité » fr[an]çaise sur quoi on ne trouve p[as] rien à dire. — J. S.

★ U.G.C.-Odéon, Normand[ie], Caméo, Telstar, Magic-Conve[n]tion, Clichy-Pahé.

Expositions

Au pays des Lalanne

(Suite de la première page.)

Quand le mouton des Lalanne devient siège, le chameau canapé, ou le babouin poêle, aucune fantaisie, aucune approximation rapide ne sont admises en matière de garniture, de brique réfractaire ou de fonte foyère. Quel étrange climat, rigoureux pour l'artisan, mais tropical à l'heure du parti. Et unique en deux personnes chez lesquelles les dons d'expression sont aussi éloignés que l'art de Ledoux de celui du rococo. De François-Xavier à Claude, on passe seulement du tronc net et droit d'un arbre aux épanouissements des branches terminales où circule la même sève.

L'exposition « les Lalanne », au CNAC, a fort bien mis en scène, grâce à de bons groupements pour les petites pièces et à des éclairages bien réglés pour cellese de grandes dimensions, un ensemble de créations difficiles à réunir pour deux raisons : la production en question ne relève pas de la sculpture pure, et chaque œuvre gagne à paraître sans ancien contexte ni voisinage comme une « curiosité », un objet d'exception vraiment singulier. D'autre part, l'environnement — généralement privé, mais toujours prévu avec précision — pour lequel tel meuble a été conçu n'est pas une assemblée de Lalanne. Les effets de dispersion étaient des plus utiles comme un ordre anarchique, sauf pour l'orfèvrerie et les projets d'architecture qui prêtaient à l'exposé. On a réussi à faire surgir des « phénomènes ». A ce point de vue, il était excellent qu'à l'entrée on ne puisse pas voir à la fois « le Centaure » (1970) à queue en coquille d'escargot, le célèbre bar « les Autruches » (1966) en biscuit de Sèvres et l'un des nus à tête de chou.

Il n'était pas moins heureux de rencontrer, tout de suite après, un troupeau de moutons. Cette surprise bien ménagée vient comme une séquence très efficace pour entrer dans le climat du pays des Lalanne : alignés, ces sièges, recouverts de toisons blanches (certains à tête noire), n'auraient pas eu la même éloquence.

Petites pièces et projets monumentaux

On a naturellement placé les sièges-grenouilles, d'un vert si vif, et les sièges-oiseaux en plaques de marbre blanc, dans le jardin et sur la terrasse. En sorte que, comme il le souhaite, ce bestiaire est à peu près installé comme pour l'usage, dans une maison plutôt que classé dans une exposition.

En reprenant le parcours à gauche du troupeau, on rencontrera, dans des salles noires, l'âne-secrétaire (1975) sagement attaché (tôle de fer), comme le « Grand Canard » (1970) son voisin, le très baroque fauteuil-crocodile (1972) dû à Claude, en cuivre galvanique sur éléments naturels et cire, la manche géante et le poêle-babouin (1973) en acier inoxydable. Ce dernier, d'inspiration égyptienne, ne manque pas de monumentalité. Se souvient-il que certains poêles en faïence avaient autrefois des palmiers pour tuyau ? Autre moment poétique frappant : l'un des rhinocéros, lourd, net, bien culrossé — le succès, avec le canard, de François-Xavier, animalier — est là, au fond, précédé d'une garde de deux chameaux (les chameaux-sièges de 1973) flanquant une porte.

Puis deux changements d'échelle. Les petites pièces où Claude pratique l'association : celle du doigt et de l'escargot, celle de la pomme et de la branche, celle de l'art nouveau et du surréalisme. C'est une orfèvrerie colorée, vivante et habile, qui triomphera, dans les salles de droite, avec de très belles empreintes (cou, sein, taille) d'une extrême sensibilité, coupées là où il le fallait.

L'autre échelle appartient à François-Xavier. Il s'agit des projets monumentaux : le jardin-dragon, la tête-habitat, le paysage-femme endormie. Il y a aussi le canard flottant-restaurant, le grand poisson « pour donner un attrait à une station météorologique en pleine mer », les fontaines, les « chemins d'eau » à vitesse variable, etc. C'est le dernier état ; toujours beaucoup d'« idées ». Les créations du pays des Lalanne sont capricieuses. Après les demeures particulières, elles veulent des parcs comme Versailles.

Tout simplement pour qu'ils ne soient pas tristes.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Sculptures des Lalanne au CNAC, 11, rue Berryer. Jusqu'au 13 juillet.

Musique

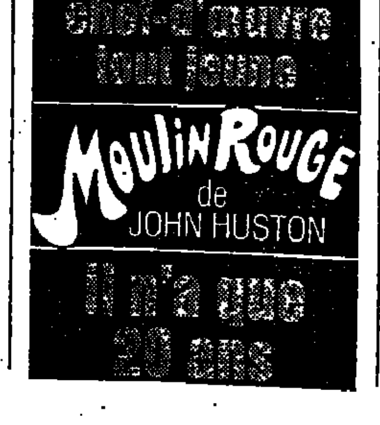
CONCOURS DU CONSERVATOIRE

● SAXOPHONE. — *Premiers p[rix]* : Christiane Hecht, Pierric Lema[...] (à l'unanimité), Jean Charles, A[...] Lemasson ; *deuxièmes prix* : D[...] Kientzy, Ghislain Mathiot, [...] Jezouin.

● ALTO. — *Premiers prix* : F[ran]çoise Sejourné (vote spécial [du] jury), Christian Ginat, Pierre-[...] Xuereb, Catherine Cochet ; *deu[xiè]mes prix* : Cécile Wenz, Pascal [...] et Françoise Beaucour.

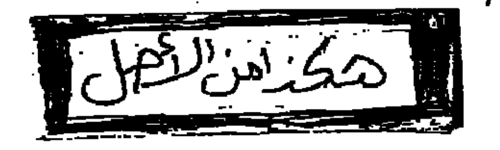
■ Le concert de gala au p[rofit] du Fonds international d'entr[aide] musicale (prévu pour le 2 juil[let à] la Grange de Meslay) a dû [être] annulé à la suite du désistement [du] Quatuor Amadeus, en signe [de] « protestation contre les mes[ures] discriminatoires prises l'an passé [par] l'UNESCO à l'encontre d'Israël ».

KINOPANORAMA
60, av. de la Motte-Picquet. FON. 50-50
ACTION RÉPUBLIQUE
18, rue du Fg-du-Temple. VOL. 51-33



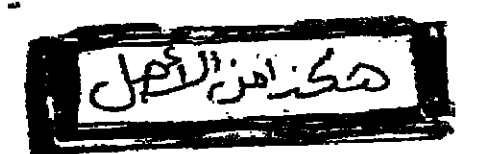
LA CAISSE DES MONUMENTS HISTORIQUES
ET
LA RECHERCHE ARTISTIQUE
PRÉSENTENT
STOCKHAUSEN
STERNKLANG
CRÉATION A PARIS
PARC DE SAINT-CLOUD
Vendredi 20 juin - Dimanche 22 juin, à 21 h. 15
Prix : 15 francs - Parking assuré - Navette gratuite aux métros : Pont-de-Sèvres - Porte-de-Saint-Cloud

un film de
JOSEPH LOSEY
GLENDA JACKSON • MICHAEL CAINE
HELMUT BERGER



CONCORDE PATHE I vo • GAUMONT LUMIERE vf • MONTPARNASSE PATHE vf
GAUMONT CONVENTION vf • CLUNY PALACE vo • ST GERMAIN HUCHETTE vo • CLICHY PATHE vf
périphérie : TRICYCLE Asnières • C2L Versailles • ARTEL Rosny • LE MARLY Enghien • GAUMONT Evry

هكذا من الأصل



SPECTACLES

théâtres

es salles subventionnées

pêra, 19 h. 30 : Coppelia (ballet).
péra-Studio, 20 h. 30 : Ensemble national folklorique du Mali.
omédie-Française, 20 h. 30 : Monsieur Le Trouhadec saisi par la débauche.
haillot, salle Gémier, 20 h. 30 : Hamlet, par le Théâtre Nottara de Bucarest (voir aussi Théâtre de la Cité internationale).
héâtre de l'Est parisien, 20 h. (cinéma) : *Zone interdite*; la Bataille du Chili (Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes).

,es salles municipales

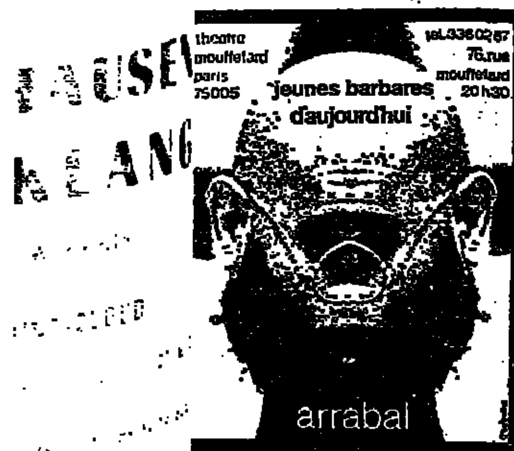
hâtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
ouveau Carré, 20 h. : Cirque Gruss (square Chautemps) ; 21 h. : Dimitri, clown. — Salle Papin, 21 h. : Spécial Blues.
héâtre de la Ville, 18 h. 30 : Leonide Kogan ; 20 h. 30 : Orchestre de Paris.

,es autres salles

ntoine, 20 h. 30 : le Tube.
iothéâtre, 21 h. : Andromaque.
artoucherie de Vincennes, Théâtre de la Tempête, 20 h. 45 : Dommage qu'elle soit une putain. — Théâtre de la Liberté, 20 h. 30 : le Cercle de craie caucasien.
entre culturel allemand, 20 h. 30 : Zarathoustra.
harles-de-Rochefort, 20 h. 45 : Plus on est de fous, plus on rit.
omédie des Champs-Elysées, 21 h. : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
our des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h : Elle, elle et elle.
aunou, 21 h. : Monsieur Masure.
ix-Heures, 20 h. 30 : Les petits cailloux sont contents.
cole normale supérieure, 20 h. 30 : l'Histoire merveilleuse de Karamalzaman et Boudour.
aîté-Montparnasse, 21 h. : le Fléau des mers.
alerie 55, 21 h. : On purge bébé ; Bonjour, monsieur Courteline.
ymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : les Branquignols.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Ce soir on fait les poubelles ; 18 h. 30 et 22 h. 15 : Sade.
Mathurins, 21 h. : Ballet populaire de l'Inde.
Michodière, 16 h. 30, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Hommage à Pierre Fresnay (films).
Moderne, 21 h. : les Nonnes.
Mouffetard, 20 h. 30 : Jeunes Barbares d'aujourd'hui.
Le Palace, grande salle, 21 h. : Athanase. — Petite salle, 18 h. 30 : Trois passagers clandestins.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Récamier, 20 h. 30 : le Balcon. — Petite salle, 22 h. 30 : Molly Bloom.
Renaissance, 21 h. : Luxa.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Monsieur.
ertre, 20 h. 30 : Corruption au palais de justice.
héâtre Campagne-Première, 19 h. : le Cracheur de phrases ; 20 h. : le Presse-Purée des Destaing ; 21 h. 30 : Musique folklorique martienne.
héâtre de la Cité internationale, la Resserre, 21 h : Van Gogh, le suicidé de la société. — La Galerie, 21 h : la Nuit du 28 septembre. — Grand Théâtre, 21 h. : C'est pitié qu'elle soit une putain (Chaillot). — Maison portugaise, 21 h. : Serafim Ponte Grande (en français).
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : l'Ecole des femmes ; 22 h. 30 : le Petit Chaperon rouge.
Théâtre de Fortune, 21 h. : Saint-Prépuce, ventriloque.
Théâtre Fou, 21 h. : Perseverare diabolicum est.

THEATRE DE LA VILLE
20 h 30
matinée dimanche - 14 h. 30
premier programme
ballets
félix blaska
à partir du 24 juin
deuxième programme
18 h 30
derniers concerts de la saison
léonide kogan
Beethoven - Brahms
Prokofiev - Gershwin
Location : 2, place du Châtelet
par téléphone : 887-35-39

11 DERNIÈRES
AVANT AVIGNON



Vendredi 20 juin

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Théâtre Oblique, 21 h. : Rodogune.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Christophe Colomb (dernière). — Petite salle, 20 h. 30 : le Poisson d'or de paradis.
Théâtre Present, 20 h. 30 : Ah bon !

Les théâtres de banlieue

Créteil, Maison des arts et de la culture, 21 h. : les Immigrés.
Montreuil, salle Marcelin-Berthelot, 20 h. : Maître Puntila et son valet Matti.
Orsay-les-Ulis, 21 h. : Amok et Elision (pop).
Sceaux, orangerie du château, 20 h. 45 : Orchestre de chambre de Toulouse (Vivaldi, Bartok).
Soisy, Centre culturel, 21 h. : Musique Cajun.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : Saravah (variétés). — Petite salle, 21 h. : l'Opossum.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Les autres c'est moi, mais moi c'est qui ? ; 21 h. 45 : Hypothénar tombe la veste ; 23 h. : Libido et Cie.
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : Philippe Val et Patrick Font ; 22 h. 15 : Sainte Jeanne du Larzac.
Bar du Marais, 22 h. 30 : Jacques Villeret.
Café d'Edgar, 20 h. : Maïakovsky ; 21 h. : Sylvie Joly.
Café de la Gare, 22 h. : les Semailles de la nuit.
Café-Théâtre de Neuilly, 22 h. : les Roses de Paracelse.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : les Chants de l'inexpiable.
Le Fanal, 21 h. et 22 h. 30 : Monsieur Barnett.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Michel Truffaut ; 23 h. : Jean Mauzac ; 24 h : Christian Mousset.
Petit Casino, 21 h. 15 : la Rentrée de Greta Garbo ; 22 h. 45 : l'Affaire du clip de la reine d'Angleterre.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : Jean Bois ; 22 h. 15 : P. et M. Jolivet ; 23 h. 15 : Luis Rego.
Le Splendid, 20 h. 30 : Ma tête est malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.
La Vieille-Grille, 21 h. 30 : Y en aura pas pour tout le monde.

Les concerts

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Leonide Kogan, violon (Beethoven, Brahms, Prokofiev, Gershwin) ; 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm (Bruckner).
Hôtel Herouet, 20 h. 15 : Simone Escure, piano, et le trio Revival (Bach).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Chorale populaire de Paris.
Abbaye de Royaumont, 21 h. : Jean Martin (Mozart, Schumann, Brahms, Debussy).

Festival du Marais

Hôtel d'Aumont, 21 h. 15 : Mozartement vôtre (théâtre).

Hôtel de Donon, 21 h. : Dracula.
Hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : la Jeune Philharmonie ; 22 h. : Jacques Leguay.
Hôtel de Lamoignon, 21 h. : Trio Athénée.
Hôtel de Marle, 21 h. 15 : Quatuor Saulesco.
Place du Marché-Sainte-Catherine, 20 h. 30 : la Farce de Maître Pathelin.
Place des Vosges, 21 h : Reconstitution du tournoi au seizième siècle.
Carrefour rues des Francs-Bourgeois-Vieille-du-Temple, 19 h. : Philippe Duval (mime) ; 20 h. 30 : Arnaud et Gaël (folklore).
Eglise Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, 21 h. 15 : Polyeucte.

Festival du Louvre

Cour Carrée, 20 h. 45 : la Belle au bois dormant (ballet de l'Opéra).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du pèze et du fisc.
Dix-Heures, 22 h. : Persiflons.

Le music-hall

Bobino, 21 h. : Dzi-Croquettes.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue de Roland Petit.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Olympia, 21 h. 30 : Brazil Maravilha.

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
L'Ange-Bleu, 23 h. : Spectacle de Jean-Marie Rivière.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Kiss me, 22 h. : Bons baisers de Paris.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand jeu.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Q... Nu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 20 h. : Tempête cosaque.

La danse

Voir Opéra-Studio, Mathurins et Festival du Louvre.
Goethe Institut, 20 h. 30 : Zarathoustra.
Palais des sports, 20 h. 45 : The Alvin Ailey City Center Dance Theater.

Le jazz

Théâtre Essaïon, 22 h. 30 : Alain Pinsolle et son ensemble.
Nouveau Carré, 21 h. : Dutch Swing College.
Mouffetard, 23 h. : Hamsa.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Les hommes ne comprendront jamais, de R. Crichton ; 18 h. 30 : Quelque part en Europe, de G. Radvanyi ; 20 h. 30 : Chasse tragique, de G. de Santis ; 22 h. 30 : Huit heures de sursis, de C. Reed.

Les exclusivités

L'AGRESSION (Fr.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Clichy-Pathé (18e (522-37-41).
AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All.), v.o. : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALICE N'EST PLUS ICI (A.), v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
ALLONSANFAN (It.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marais, 4e (278-47-86) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Studio-Raspail, 14e (326-38-98).
ALOISE (Fr.) : Studio-Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
L'ANTECHRIST (It.) (**), v.f. : Maine-Rive gauche, 14e (567-06-96) ; Galaxie, 13e (580-76-86) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Mariveaux, 2e (742-83-90) ; George-V, 8e (225-41-46).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A.) (**), v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA BALADE SAUVAGE (A.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
BELLADONNA (Jap.), v.o. : la Clef, 5e (337-90-90).
LE BOUGNOUL (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
CE CHER VICTOR (Fr.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (349-92-82).
LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Telstar, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CLAUDINE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA CLEPSYDRE (Pol.) : le Seine, 5e (325-95-99), à 20 h. et 22 h. 15.
DIVINE (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (359-42-33).
DR JEKYLL AND SISTER HYDE (Angl., v.o.) (*) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), (h. spec.).
EMILIENNE (Fr.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70) ; Images, 18e (522-47-94) ; Omnia, 2e (231-39-36) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Templiers, 3e (272-94-56) ; Montreal-Club, 20e (607-16-81).
LE HAREM (It., v.o.) : Studio Medicis, 5e (633-25-97).
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio Alpha, (325-92-46) ; Hautefeuille, 6e (633-(754-51-50).
IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Sèvres, 7e (734-63-88).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Balzac, 8e (359-52-70).
L'INTREPIDE (Fr.) : Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Gaumond-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE JARDIN QUI BASCULE (Fr.) : Pagode, 7e (551-12-15).
LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; v.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
KAFR-KASSEM (Lib., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
MITHILA (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86) (heure spectacle).
LES NOCES DE PORCELAINE (Fr.) (**) : Liberté-Club, 12e (343-01-59).
LES ORDRES (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Rex, 2e (236-83-93).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; Bilboquet, 6e (222-87-23).
SECTION SPECIALE (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Lux-Bastille, 11e (343-79-17) ; Boul' Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Plaza (073-74-55).
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16).
TROP C'EST TROP (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).

Les films nouveaux

LA FAILLE, film français de Peter Fleischmann, avec Michel Piccoli. Gaumont-Colisée (8e) (359-29-46) ; Français (9e) (770-33-88) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Cambronne (15e) (734-42-96) ; St-Germain-Studio (5e) (033-42-72) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Nations (12e) (343-04-67).
PAS DE PROBLEME, film français de Georges Lautner. Paris (8e) (359-53-99) ; Mercury (8e) (225-75-90) ; Gaumont-Richelieu (2e) (233-56-70) ; Wepler-Pathé (20e) (387-50-70) ; Danton (6e) (326-08-18) ; Gaumont-Bosquet (7e) (551-44-11) ; Gaumont-Sud (14e) (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta (20e) (797-02-74) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Victor-Hugo (16e) (727-49-75).
PROFESSION : REPORTER, film italien de Michelangelo Antonioni. V.O. : Quartier-Latin (5e) (326-84-65) ; Concorde (8e) (359-92-84) ; Mayfair (16e) (525-27-06). Gaumont-Rive Gauche (6e) (548-26-36). V.F. : Impérial (2e) (742-72-52) ; Nations (12e) (343-04-67). Gaumont-Convention (15e) (828-42-27).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE, film français de Christian Gion, avec Bernard Blier, Francis Perrin. France-Elysées (8e) (225-19-73) ; Maxéville (9e) (770-72-87) ; Quintette (5e) (033-35-40) ; Fauvette (13e) (331-56-86) ; Saint-Lazare-Pasquier (8e) (387-56-16) ; Nations (12e) (343-04-67) ; Murat (16e) (288-99-75).
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE, film français d'Alfred Vober. Rex (2e) (236-83-93) ; Cluny-Ecoles (5e) (033-20-12) ; Rotonde (6e) (633-08-22) ; Clichy-Palace (17e) (387-77-29) ; Mistral (14e) (734-20-70) ; Elysées-Cinéma (8e) (225-37-90).
EFFI BRIEST, film allemand de Rainer Werner Fassbinder. v.o. : Olympic-Entrepôt (14e) (783-67-42).
LES DEUX MISSIONNAIRES, film italien de Franco Rossi. v.o. : Ermitage (8e) (359-15-71) ; Studio Cujas (5e) (033-89-22) ; v.f. : Rex (2e) (236-83-93) ; Miramar (14e) (326-41-02) ; Mistral (14e) (734-20-70) ; Murat (16e) (288-99-75) ; Terminal-Foch (16e) (704-49-53).
LOS KACHOROS, film mexicain. v.o. : Studio de l'Etoile (17e) (380-19-93).
CHANGE PAS DE MAIN (**), film français de Paul Vecchiali : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

VIOLENCE ET PASSION (It., v. Ang.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Templiers, 3e (272-94-56) ; Athéna, 12e (343-07-48).

Les festivals

HOMMAGE A MICHEL SIMON. — André-Bazin, 13e (337-74-39) : la Maison.
HOMMAGE A RAINER W. FASSBINDER (v.o.). — Olympic-Entrepôt (783-67-42) : les Larmes amères de Petra von Kant.
DIX ANS DE NOUVEAU CINEMA AMERICAIN (v.o.) — Olympic-Marylin, 14e (783-67-42) : Le cœur est un chasseur solitaire.
PROGRAMME JEAN VIGO. — Le Seine, 5e (325-92-46), 12 h., 14 h. 10, 16 h. 20, 18 h. 30 : l'Atalante ; 13 h. 20, 15 h. 30, 17 h. 40 : Zéro de conduite.

Les grandes reprises

DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
MOULIN-ROUGE (A., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

GAUMONT COLISEE • FRANÇAIS • CLICHY PATHE • STUDIO ST GERMAIN
MONTPARNASSE PATHE • CAMBRONNE • LES NATIONS
MICHEL PICCOLI • UGO TOGNAZZI • MARIO ADORF



PETER FLEISCHMANN JEAN-CLAUDE CARRIERE
ADRIANA ASTI ENNIO MORRICONE
PARLY 2 • ARTEL ROSNY • VELIZY • ALPHA ARGENTEUIL • POMPADOUR MAISONS ALFORT
AVIATIC LE BOURGET • GAUMONT EVRY • PARINOR AULNAY

BALZAC - HAUTEFEUILLE - LE SEINE

India Song

Devant un pareil chef-d'œuvre, à quoi bon retenir son souffle, modérer ses transports, et jouer le critique impassible ? « India Song » est l'immense événement de ce festival, l'unique film qui ne ressemble à aucun autre, et de toute évidence, le seul qui restera longtemps dans nos mémoires lorsqu'on évoquera l'année 1975.
LE QUOTIDIEN de paris

India Song de Marguerite Duras : un grand événement dans l'histoire du cinéma
Henry Chapier

« INDIA SONG »
Avec des années d'avance

Avec cette œuvre, Marguerite Duras prend des années d'avance sur ceux qui veulent amener le cinéma à être autre chose que la transposition sur l'écran d'un récit romanesque.
ROBERT CHAZAL France-Soir

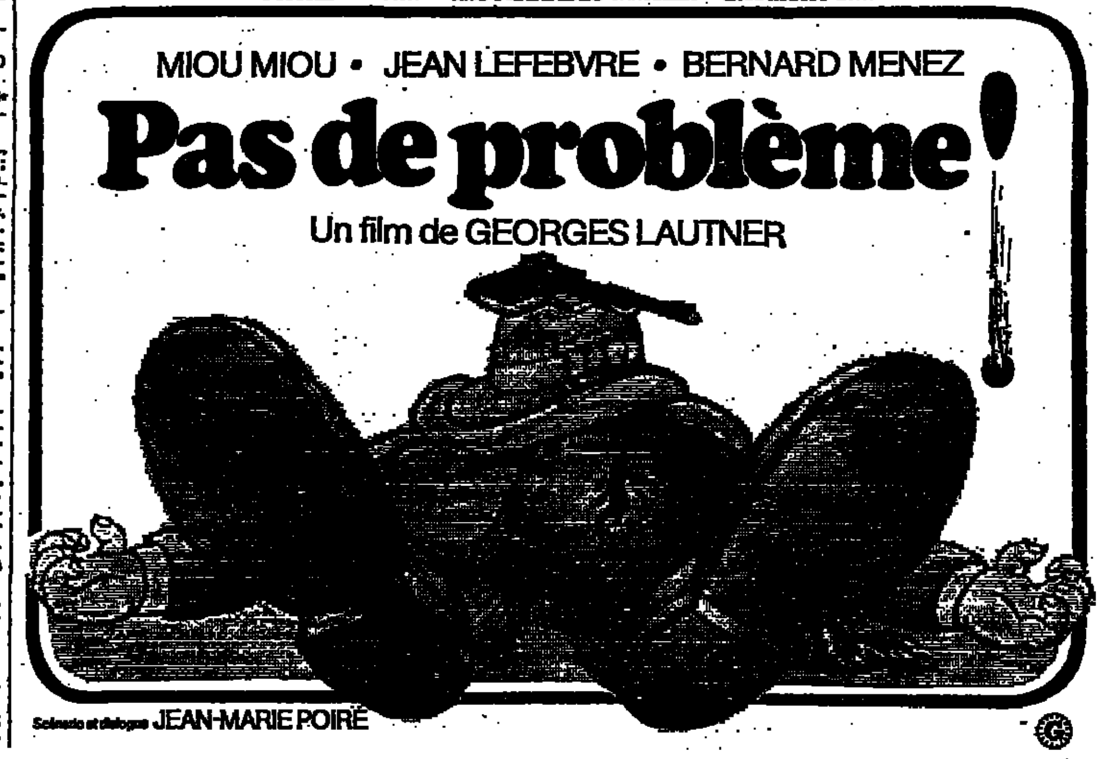
Anne-Marie Stretter, c'est Delphine Seyrig, qui n'a jamais été plus belle. Elle s'enroule comme une plante exotique autour des hommes, diplomates figés dans leur bonne éducation. Elle nous envoûte, comme nous envoûte la lenteur cruelle de ce jeu de la nuit, de la chaleur et de l'amour qui n'accepte pas de se taire et hurle sa souffrance. Car c'est l'amour le vrai sujet du film, un amour à l'antique où le vice-consul retrouve les fureurs d'Oreste. C'est là, sans aucun doute, l'œuvre la plus originale qui aura été montrée à Cannes et le meilleur film de son auteur.
LE FIGARO MICHEL MOHRT

Comment dire la beauté de ce film ? *India Song* est un film où le cinéma devient musique et qu'il faut recevoir comme de la musique. Un film qui nous entraîne très loin, très haut, qui bouleverse et fascine.
Le Monde JEAN DE BARONCELLI

LE NOUVEL observateur
EN VEDETTE
Cinéma de l'impression, du fantasme retrouvé, l'art de Duras est celui de la « non-représentation ». Personne ici ne joue — mais tout est signe. Du souvenir, de l'amour, de la peur (la lèpre, tout proche, et la famine). Génie de la suggestion évocatrice et sens de la durée : à sa manière, Duras réinvente le cinéma.
MICHEL GRISOLIA

PRIX
ART ET ESSAI
FESTIVAL
DE CANNES

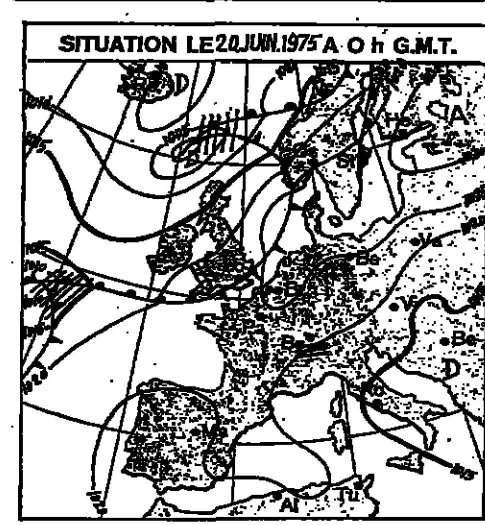
PARIS • MERCURY • GAUMONT RICHELIEU • CARAVELLE PATHE • DANTON • MONTPARNASSE PATHE
GAUMONT SUD • GAUMONT GAMBETTA • VICTOR HUGO PATHE • GAUMONT BOSQUET
PARLY 2 • TRICYCLE ASNIERES • BELLE EPINE THIAIS • VELIZY • ARIEL RUEIL
PATHE CHAMPIGNY • LES FLANADES SARCELLES • GAUMONT EVRY



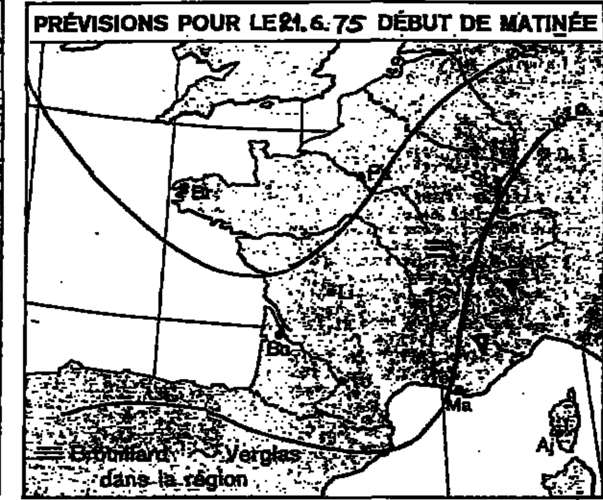
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20.JUIN.1975 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 21.6.75 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ∇ averses orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 20 juin à 0 heure et le samedi 21 juin à 24 heures :

Un centre de hautes pressions s'étend des Açores à la Scandinavie. Il protège la France d'un courant perturbé qui circule au nord des îles Britanniques. D'autre part, des masses d'air instable qui évoluent lentement sur l'Europe centrale affecteront l'est et le sud-est de notre pays.

Samedi 21 juin, après la dissipation de quelques brumes matinales, le temps sera beau et chaud sur la majeure partie du pays. Toutefois, quelques averses et orages se produiront sur le Jura, les Alpes et la Corse. Les températures continueront à s'élever, et les vents, souvent de secteur nord-est, seront faibles ou modérés.

Vendredi 20 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 024 millibars, soit 768,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juin ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Biarritz, 24 et 11 degrés ; Bordeaux, 25 et 11 ; Brest, 18 et 9 ; Caen, 19 et 13 ; Cherbourg, 20 et 12 ; Clermont-Ferrand, 21 et 8 ; Dijon, 21 et 10 ; Grenoble, 19 et 8 ; Lille, 20 et 10 ; Lyon, 20 et 10 ; Marseille, 25 et 16 ; Nancy, 20 et 7 ; Nantes, 23 et 12 ; Nice, 23 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 11 ; Pau, 24 et 9 ; Perpignan, 26 et 15 ; Rennes, 20 et 12 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 23 et 13 ; Toulouse, 24 et 9 ; Ajaccio, 24 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 22 et 9 degrés ; Athènes, 33 et 22 ; Bonn, 24 et 12 ; Bruxelles, 22 et 12 ; Le Caire, 32 et 23 ; îles Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 20 et 10 ; Genève, 17 et 6 ; Lisbonne, 27 et 13 ; Londres, 21 et 13 ; Madrid, 30 et 13 ; Moscou, 22 et 17 ; New-York, 24 et 20 ; Palma-de-Majorque, 24 et 15 ; Rome, 23 et 12 ; Stockholm, 24 et 11 ; Téhéran, 37 et 30.

Visites, conférences

SAMEDI 21 JUIN

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 heures, façade de la gare de Pontoise, Mme Carcy : « Promenade dans la vieille ville de Pontoise ». — 15 h., 53, rue Saint-Dominique, Mme Lamy-Lassalle : « Hôtel de Kinssky et son jardin ». — 15 h., 24, rue de Poissy, Mme Legregeois : « Le cellier gothique du collège des Bernardins ». — 15 h., 28, avenue de Friedland, Mme Oswald : « Chambre de commerce dans le riche cadre de l'hôtel des comtes Potocki ». — 15 h., station Bourg-la-Reine, Mme Pennec : « Le château de Sceaux ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Philippe : « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, hall gauche du château, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte ». — 21 h., marches de l'église Saint-Gervais, Mme Lemarchand : « Le Marais illuminé ».

Réunion des musées nationaux, 10 h. 30 et 15 h., musée du Louvre : « Visite des chefs-d'œuvre des collections » (français et anglais).

15 h., terrasse des Tuileries : « Musée du Jeu de paume » (L'Art pour tous). — 15 h., métro Cardinal-Lemoine : « Jardins et rénovation de la rue Mouffetard, les clochards de la Contrescarpe » (A travers Paris). — 10 h., métro Faidherbe-Chaligny : « Au cimetière Sainte-Marguerite » (M. Banassat). — 15 h., 2, place du Palais-Bourbon : « Le Palais-Bourbon, aujourd'hui Assemblée nationale » (Connaissance d'ici et d'ailleurs). — 15 h., Musée des monuments français : « La fin du Moyen Age » (Histoire et Archéologie). — 15 h. 30, façade, portail de droite : « Notre-Dame de Paris secrète » (M. de La Roche). — 15 h., 2, rue de Bellechasse : « Musée de la Légion d'honneur ». — 15 h., face à l'Hôtel-Dieu : « Le musée Notre-Dame et les mystères du cloître » (Paris inconnu). — 15 h., 33, rue du Général-Leclerc, à Issy : « Le parc d'Issy » (Paris et son histoire).

CONFERENCE. — 14 h. 45, cinéma Villiers, place Lévis, M. Michel de Saint-Pierre : « Je reviendrai sur les ailes de l'aigle » ; Mme Thérèse Sandrau : « La peur peut-elle se nommer maladie ? » ; M. Thierry Saussez : « La situation de la France. Bilan d'une année » (Club du Faubourg).

DIMANCHE 22 JUIN

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 heures, Grand Palais, porte D, Mme Détrez : « Les Jubés bretons ». — 15 h., 128, rue de l'Université, Mme Lamy-Lassalle : « Hôtel de Lassay ». — 15 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant, Mme Lemarchand : « Le Père-Lachaise ». — 15 h., grille d'honneur, place du Palais-Royal, Mme Legregeois : « Le Palais-Royal et le Conseil d'Etat ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Puchal : « Hôtel de Sully et exposition Influence de Palladio ». — 15 h., hall gauche du château, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte ». — 21 h., marches église Saint-Paul, Mme Pennec : « Le Marais illuminé ».

10 h., métro Champs-Elysées-Clemenceau : « Musée du Petit Palais » (L'Art pour tous). — 16 h., 9, rue Malher : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers. L'église des Blancs-Manteaux » (A travers Paris). — 10 h., métro Saint-Michel : « Eveil de l'île de la Cité au matin du Moyen Age » (M. Banassat). — 15 h., métro Lamarck-Caulaincourt : « Vieux village de Montmartre » (Mme Camus). — 10 h. 30, devant les grilles, place du Palais-Royal : « Le Palais-Royal, aujourd'hui Conseil d'Etat » (Connaissance d'ici et d'ailleurs). — 15 h., centre de la place de la Contrescarpe : « A travers les curiosités, cours et jardins du vieux Mouffetard » (Mme Hager). — 15 h., 60, rue des Francs-Bourgeois : « Les hôtels de Soubise et de Rohan » (Histoire et Archéologie). — 15 h., 23, quai Conti : « L'Académie française » (M. de La Roche).

CONFERENCES. — 10 h. 30, Musée national des techniques, 292, rue Saint-Martin : « Naissance et évolution de l'automobile » (entrée gratuite). — 19 h., salle Chopin-Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, M. Radovan Nedelkovitch : « Platon, le messager de l'Occident » (Union théosophique).

Religion

● *Le centre Saint-Dominique* propose cinq sessions internationales d'étude théologique ouvertes à tous. J.-P. Jossua, H. Cousin, Ph. Warnier, Mgr Rousset, M. Clavel, M. Legaut, M. Bosquet, B. Ribes, J.-Y. Jolif, J.-P. Lintanf, A. Dumas, etc., animeront ces rencontres. Parmi les thèmes proposés : « L'expérience chrétienne et sa communication » ; « L'Eglise, institution monarchique ou démocratique » ; « Disciples de Jésus, membres d'une Eglise » ; « Vérité de la morale et diversité des cultures ». (Renseignements : centre Saint-Dominique, Eveux, 69210 L'Arbresle.)

OPERATION POSE SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

POUR TOUTES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000F PASSEES AVANT FIN JUIN SUR PRESENTATION DE CETTE ANNONCE

MONDIAL MOQUETTE SOLDE

PLUS DE 1000 ROULEAUX

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

ET TOUJOURS... LES PRIX LA QUALITE LE STOCK

BAGNOLET : 191,193, av. Pasteur 5 mn Pte des Lilas, tél. 858.16.46

BOULOGNE : 82, bis, rue Gallieni, tél. 605.45.12

COIGNIERES (N10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau tél. 461.70.12

FOSSE-SURVILLIERS : zone industrielle de Fosse, Près Gare SNCF, tél. 471.03.44

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5, tél. 368.44.70

SARCELLES : 29, av. de la Division Leclerc, R.N. 16, tél. 990.00.77

SAINT-DENIS : 73, rue de la République, 820.92.93

PARIS 14e : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans, tél. 336.36.62

PARIS 13e : 40, quai d'Austerlitz, face gare d'Austerlitz, 331.72.38

PARIS 19e : 144, bd de la Villette, M° C. Fabien et J. Jaurès 203.60.79

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 181

HORIZONTALEMENT

I. De quoi faire frémir ! ; On est rarement prié de s'asseoir à sa table. — II. Guide mal récompensé ; Est incontestablement rétro. — III. Symbole chimique ; S'implore, à l'occasion ; Bien fourni. — IV. On y entre bien souvent sans raison apparente ; Grecque ; Orientation. — V. Indispensable auxiliaire de Viollet-le-Duc ; Nécessairement malheureuse. — VI. Fis un travail chirurgical ; Partie d'échecs. — VII. Classiquement triomphants ; Prendre sans délicatesse (épelé). — VIII. D'où partit un respectable vieillard ; Eminence ; Membres particulièrement actifs. — IX. A l'origine de certains transports ; C'est un jeu d'enfant. — X. Sans addition ; Se rencontre tout bêtement au coin de la rue ; Un petit verre a presque toujours raison de ses défaillances. — XI. Terme musical ; Divertit ; Combien y ont repris des forces ! — XII. Est très malléable ; En très mauvaise position. — XIII. Ne vont pas nécessairement droit au but ; Terre étrangère. — XIV. Engendrait la mélancolie ; Au nombre des vivants ou des morts ; Souvenir du bon vieux temps. — XV. Localisées ; Nageait dans l'opulence ; Barbares, chez les Huns.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I											■				
II	■							■							
III			■	■						■					
IV						■	■			■	■				■
V			■		■		■								
VI							■		■			■		■	■
VII		■		■									■		
VIII			■					■						■	
IX						■								■	
X	■				■	■						■			
XI			■							■	■				
XII						■									■
XIII							■							■	
XIV		■						■				■			
XV						■							■		

VERTICALEMENT

1. Abandonnent leurs savates pour effectuer leur première sortie ; Généralement plus efficace quand on le prend étendu. — 2. Sans lui, bien souvent, il n'est pas de pardon ! ; Fit en sorte de mieux se faire comprendre. — 3. Centre de fouilles ; Symbole chimique ; Continue à mouiller son lit en grandissant ; Dans le Gard. — 4. Couvert par des Jaunes ; Bénéficie donc d'un certain équilibre ; Un endroit où l'on n'a pas intérêt à mettre les pieds ! — 5. Pardonne rarement lorsqu'elle est fine ; Entre eux, ils parviennent parfois à se mieux comprendre ; Travaillas en vue d'une modification d'ordre végétal. — 6. Terminaison de maints produits pharmaceutiques ; Dans son genre, il est très fort ; Abréviation. — 7. Préfixe ; Rougit quand on le passe au bleu ; Jadis, tendrement murmuré par une fille d'Aquitaine. — 8. Dans la Somme ; Humbles charges. — 9. Ne fut jamais aussi brillant qu'après sa mort ; Dans les épinards, ça vaut bien le beurre ! — 10. Orientation ; Ne compromet donc pas la grâce ; Bien arrivées. — 11. Pronom ; Précisait une désignation ; Dans une locution prépositive. — 12. Croît en Virginie ; Son esprit est nettement caustique ; Des Anglais ou des Américains. — 13. Sa découverte ne date pas d'hier ; Enclins à frapper souvent. — 14. Bestioles ; En mauvais état ; Conjonction. — 15. Possessif ; En état de recevoir ou d'être reçus ; D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 1 180

Horizontalement

I. Fleurs. — II. Oui ; Ouies. — III. Rêveurs. — IV. Tu ; Eta. — V. Urate ; Rou. — VI. Ur ; Eaux. — VII. Estienne. — VIII. Poêle ; RA. — IX. Masque ; Or. — X. Ur ; Te ; LNA. — XI. Attestés.

Verticalement

1. Fortune ; Mua. — 2. Lueur ; Spart. — 3. Elv ; Autos. — 4. Trieste. — 5. Rouge ; Elues. — 6. Sûr ; Enée. — 7. Iseran ; Le. — 8. Dé ; Touerons. — 9. Seaux ; Ara.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel du 20 juin 1975* :

DES DECRETS :

● Etendant la circonscription territoriale du conseil de prud'hommes de Grenoble (Isère) et réorganisant cette juridiction ;

● Portant mise à jour du code du travail ;

● Relatif à la répartition des frais d'eau chaude dans les immeubles collectifs.

DES LISTES :

● D'admissibilité au concours d'admission à l'Ecole polytechnique en 1975 ;

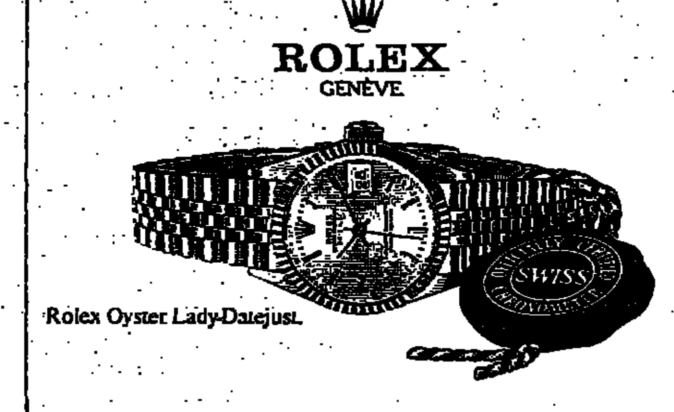
● D'admission à l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air ;

● Des élèves de l'Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes de Lyon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur.

Pour la femme qui demande à une montre d'être plus qu'un bijou : la Lady-Datejust de Rolex.

Son boîtier est sculpté dans un unique bloc d'acier ou d'or 18 carats. D'où une étanchéité absolue et une incroyable résistance aux chocs. Elle donne l'heure à la seconde près. Et la date. Et, en plus, elle est belle. Très belle. Rolex pense qu'une jolie femme a le droit d'aimer les bijoux.

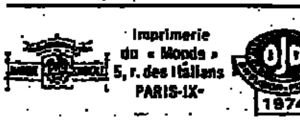
ROLEX GENÈVE



Rolex Oyster Lady-Datejust.

Documentation sur demande à SAF des Montres Rolex, 10, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX

OJD 1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE réservée aux lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

SOCIÉTÉ

A Mexico

LA CONFÉRENCE MONDIALE D[E] LA FEMME SERA MARQUÉE PA[R] DES AFFRONTEMENTS IDÉOLOGIQUES.

(De notre correspondant.)

Mexico. — En exprimant l'espo[ir] que « la révolution féminine don[nera] un élan décisif à la trans[formation] de la société », le ch[ef] de l'Etat mexicain, M. Echeverri[a] a donné dès la séance inaugura[le] de la conférence mondiale [de] l'Année de la femme le ton uni[versaliste] et favorable au tier[s] monde qui semble devoir marqu[er] l'ensemble des débats. Le pré[si]dent mexicain a mis en gar[de] contre « *une approximation [du] mouvement féministe par [les] forces conservatrices, notamme[nt] dans les pays industrialisés, q[ui] ne profiterait alors qu'à « u[ne] certaine catégorie de femm[es] nanties* ».

Pour sa part, M. Kurt W[al]dheim, secrétaire général [des] Nations unies, après avoir co[n]damné la discrimination [des] sexes : « *Nous ne pourons [pas] nous permettre de ne pas utili[ser] les talents, l'expérience et [la] sagesse de la moitié des habita[nts] de la planète si nous voulons n[ous] attaquer aux énormes problè[mes] économiques et sociaux auxq[uels] nous nous trouvons confronté[s]* » a défini, en termes beaucoup p[lus] généraux, la tâche de la con[fé]rence : « *Nous sommes ici*, a-t-il dit, *pour regarder avec réali[sme] les sociétés contemporaines, p[our] reconnaître franchement les [dif]férences dont l'histoire et la t[ra]dition ont marqué les nations [et] pour traduire dans la prati[que] l'objectif de la charte qui est [de] promouvoir le progrès social. N[ous] devons veiller aux intérêts à l[ong] terme de la race humaine.* »

M. Pedro Ojeda Paull[ada], ministre mexicain de la just[ice], a été désigné comme présid[ent] de la conférence, aux côtés [de] M. Waldheim, et Mme H[elvi] Sipila, sous-secrétaire adjo[int] de l'ONU, comme secrét[aire] générale. Les séances de tra[vail] ont commencé jeudi après-[midi] par la lecture de plusieurs m[es]sages, adressés notamment [par] Mme Isabel de Peron, pr[ési]dente de la République Arg[en]tine, le président de l'Un[ion] soviétique, M. Nicolaï Podgo[rny], le roi Hussein de Jordanie, et [le] pape Paul VI. Au cours de [la] séance inaugurale, un groupe [de] femmes distribuaient des tra[cts] demandant la libération des [pri]sonnières politiques en Esp[agne] et au Mexique.

Le début des travaux de [la] conférence et l'amorce d['une] conférence parallèle présidée [par] Mme Maria Echeverria, l'épo[use] du président du Mexique, laiss[ent] penser que les deux semaine[s à] venir seront marquées par [de] vifs affrontements idéologiq[ues] entre partisans d'aménageme[nts] pratiques plus ou moins imp[or]tants et tenants d'une libérati[on] intégrale de la femme fon[dée] sur la lutte politique, c'est-à-d[ire], finalement, entre pays nantis [et] pays du tiers-monde.

JOSÉ CARRENO.

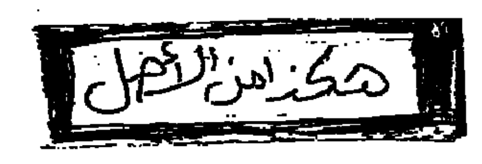
MÉDECINE

Selon le professeur Delbarr[e]

LA MOITIÉ DES MÉDICAMEN[TS] UTILISÉS DANS LE TRAITEME[NT] DES RHUMATISMES SONT INE[F]FICACES.

« *Cinquante-deux pour cent d[es] médicaments utilisés dans le tra[i]tement des rhumatismes so[nt] inefficaces* », a déclaré, mercre[di] 18 juin, le professeur Delbar[re] (hôpital Cochin, Paris). Il a no[tamment] dénoncé les produits [à] base de soufre, d'iode ou d'extrai[ts] de cartilage qui, pour lui, risquer[aient] au contraire de masquer dange[reusement] l'évolution de la mala[die]. Il semble donc urgent de dé[velopper] la recherche sur l'effe[t] véritable des médicaments sensé[s] agir sur les rhumatismes. A c[e] propos, il a annoncée qu'une en[quête] venait d'être entreprise qu[i] permettra d'étudier objectivemen[t] l'action de ces trop nombreu[x] produits, grâce à plus d'une centaine d'observations faites dan[s] vingt-cinq services de rhumatologie.

Présentant les résultats de troi[s] ans de recherches menées pa[r] l'Institut national de la santé e[t] de la recherche médicale (INSERM) sur la « physiopathologie de l'articulation », le professeur Delbarre a vivement regretté l'absence de statistiques valables en France sur les rhumatismes, qui toucheraient trois millions de Français. Les travaux présentés ont notamment mis en évidence la responsabilité probable d'un virus dans une affection très voisine de l'arthrite rhumatoïde, et montré l'inutilité, voire le danger, de l'utilisation abusive des immunos-suppresseurs qui n'ont d'action véritablement immunologique qu'au tout début du processus de l'inflammation.



هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

Schlumberger

offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des

INGENIEURS

débutants (ou presque), électriciens, électroniciens ou mécaniciens. Ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolière en Europe, Afrique, Moyen et Extrême Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon ceux-ci, le salaire débute entre 4.600 et 7.850 francs par mois. Outre un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'Anglais. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, Personnel Dept., 42 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

UN DES TOUT PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS COMPLETE ACTUELLEMENT L'EQUIPE DIRIGEANTE DE SA DIVISION PROMOTION

Le Directeur Général de cette DIVISION

recherche

UN MÉDECIN

pour prendre la

DIRECTION de la PROMOTION

d'un des Laboratoires du Groupe, pour l'ensemble de la France.

Ce cadre de haut niveau aura la responsabilité :
- de la recherche clinique ;
- de la Direction des 8 Régions de Visite Médicale ;
- des Relations Publiques.

Le poste à pourvoir à PARIS, au Siège, relèvera directement du Directeur Général et comportera des déplacements de courte durée.

Les candidats devront répondre aux exigences suivantes :
- être Docteur en Médecine ;
- connaître parfaitement l'Industrie Pharmaceutique dans le cadre de son rôle de promotion ;
- être un élément de valeur capable de prendre la tête d'une équipe jeune et dynamique de plus de 100 personnes.

Adresser curriculum vitae manuscrit avec photo récente sous la référence RH/122 à THIBAULT, B.P. 340. — 75624 PARIS CEDEX 13.

STAFF & LINE

Filiale Cadres de MANPOWER
98, rue Lafayette 75010 PARIS

examine en permanence les candidatures

d'INGÉNIEURS et CADRES disponibles

5 ans d'expérience minimum, intéressés par des missions de quelques mois en entreprises FRANCE et ETRANGER (Statut de salarié).

Réponse assurée après examen confidentiel de votre C.V.

CAISSE DE RETRAITE PARIS
recherche

1) RESPONSABLE INFORMATIQUE

370/115 96 K DOS/VS

Le candidat devra :
— être capable de gérer un système DOS/VS ;
— avoir la faculté de participer à des analyses fonctionnelles ;
— connaître une méthodologie d'analyse ;
— avoir la maîtrise de l'Assembleur et du Cobol ANS ;
— réaliser et sera aidé de 3 Collaborateurs.

Salaire annuel de l'ordre de 65.000 F.

2) RESPONSABLE EXPLOITATION

Le candidat devra :
— avoir de solides connaissances techniques au niveau du :
- JCL et système
- Matériel
- L'expérience pratique du pupitre (4 ans) ;

— être capable de créer et gérer une bandothèque ;
— avoir l'expérience de la réalisation de dossiers d'exploitation.

Salaire annuel de l'ordre de 45.000 F.

Ecr. n° 65.542, PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.





DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES
SECTEUR TRAFIC ROUTIER

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Ayant bonne expérience industrielle et commerciale pour négociations contrats et suivi d'affaires avec grandes administrations, dans le domaine de la régulation électronique du trafic routier et urbain.

Capable de s'intégrer à une équipe en expansion. Dynamisme commercial indispensable. Goût des contacts humains. Anglais indispensable et possibilité de perfectionnement.

Possibilité de prendre à terme la responsabilité d'un des secteurs d'activités du domaine.

Envoyer C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel, 1, rue des Mathurins. — 92-BAGNEUX.

Importante Société Industrielle
1.300 personnes - 2 établissements

crée le poste de

RESPONSABLE des RELATIONS HUMAINES

Membre du Comité de Direction, il assistera le Président-Directeur Général dans la définition et la réalisation de la politique humaine de la Société.

Ce poste intéressera un cadre de formation supérieure ayant déjà assumé les responsabilités complètes de la fonction en unité de production.

Lieu de travail : ville très agréable située à 80 kms de Paris.

Nous vous prions d'écrire sous référence 530 à

centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

UN DES PREMIERS GROUPES EUROPEENS du CAOUTCHOUC *INDUSTRIEL*

hutchinson-mapa

recherche pour Usines de 500 personnes région NORD de PARIS et TOURAINE

CHEFS de PERSONNEL

rattachés hiérarchiquement au Directeur de l'usine et fonctionnellement à la Direction du Personnel du Groupe, ils seront responsables de la gestion, formation et administration du personnel des relations et négociations avec Comité, Délégués et Syndicats.

Les candidats, âgés de 30 ans minimum, de formation supérieure auront acquis une solide expérience de la fonction Personnel en usine (4 à 5 ans au moins)

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions Dir. du Personnel 124 Chps Elysées Paris 8è

Urgent. Unité pédagogique d'architecture préparant au diplôme d'architecte D.P.L.G. recrute ENSEIGNANTS
— Architecture
— Construction
— Mathématiques
— Sc. humaines (Géo. Urbaine)
— Arts plastiques

Expérience pédagogique ou professionnelle requise. Ecr. av. CV, n° 13.716, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er.

URGENT
UNITE PÉDAGOGIQUE D'ARCHITECTURE préparant au diplôme d'architecte DPLG recrute ENSEIGNANTS :
— Architecture
— Construction
— Mathématiques
— Sces humaines (géo. urbaine)
— Arts plastiques

Exp. pédagog. ou profes. requise Ecr. av. CV, n° 13.611, Contesse P., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. t.

Ets d'Enseignement Technique supérieur ch. SURVEILLANT, instituteur en retraite de préfér. Tél. 770-61-60.

Ch. JEUNE FILLE pr s'occuper enfant de 3 ans pendant les vacances, 1er juillet au 31 août, Midi de la France. Tél. 705-38-68 ou 277-91-56.

MON JARDIN ET MA MAISON rech. COLLABORATEUR CCIAL pour prospection publicité. Ecr. ou tél. MON JARDIN ET MA MAISON, 31, route de Versailles - 78560 LE PORT-MARLY - Tél. 958-44-37.

IMPTE sté de Constructions d'APPAREILS de MESURES PARIS-13e, recherche
AGENTS TECHNIQUES
ELECTRONICIENS 2e catég. ét. Ecrire avec C.V. à A.O.I.P., bte postale 301, PARIS-13e.

Importante société (quartier La Défense), recherche pour son informatique de gestion des ANALYSTES-PROGRAMMEURS Titulaires du BTS ou équivalent. Téléph. 774-31-01.

Centre Doc. rech. INGENIEUR spécial. en mécan. des fluides. Anglais exigé, allem. ou russe souh. Poste plein temps. Adres. C.V. man. + photo au C.N.R.S. bureau 107. 26, rue Boyer - Paris (20e).

YVES ALEXANDRE CONSEIL recherche d'urgence CHEF DE PUBL. fem. confirm. Plusieurs années d'exp. agence, anglais indisp. Poste d'avenir pour candidate de valeur. Env. C.V. détaillé, salaire demandé à YVES ALEXANDRE CONSEIL, 41, rue Ybry - 92200 NEUILLY.

Importante Société Equipement automobile, banl. Ouest, rech. :
CHEF COMPTABLE
expérimenté DECS. Connaiss. Informatiq. Anglais parlé souh. Responsabilité serv. comptabil. générale (10 empl.). Envoyer C.V. et prétent. à M. HEMARD, B.P. 31 POISSY 78300.

IMPTE Sté de constructions d'APPAREILS de MESURES électriques et électroniques rech.
INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL pr vis. clients Paris et province. Adresser C.V. et prét. à n° 517, PUBLI G.R. 27, fg Montmartre (9e) (qui tr.).

SOCIETE DISTRIBUTION PRODUITS FRAIS (200 supermarchés - 8 entrepôts) recherche
ACHETEUR PATISSERIE-CREMERIE
Sera principal responsable de la gestion compl. de la gamme pâtisserie : sélection produits, achats, gestion, et assistera également les achats crèmerie. *Connaiss. du marché et expér. ds fonction simil. souhaitées.*
Lieu de travail : ESSONNE
Adresser C.V. et prétent. à : HAVAS CONTACT, 156, boulev. Haussmann, 75008, PARIS, sous la référence 57075.

Entreprise chauffage ventilation conditionnement d'air recherche
DESSINATEUR
EXECUTION expérimenté. Téléph. 286-18-80 ou 208-09-51, poste 096.

IMPORTANTE SOCIETE BANLIEUE NORD-EST recherche rapidement
RESPONSABLE
DE SON ADMINISTR. CCIALE. *Expérience valable exigée, en particulier de l'importation +* connaiss. parfaite de l'allemand, si possible connaiss. en anglais.
— 30 ans minimum ;
— Position cadre ;
— Salaire intéressant ;
— Avantages sociaux ;
— Semaine cinq jours.
Ecrire av. C.V. détail., photo + prétent., n° 29.841 B, à BLEU, 17, rue Lebel, 94-Vincennes, q.t.



emplois régionaux

EXPERTS FISCAUX EXPÉRIMENTÉS

sont recherchés par important CABINET de CONSEILS JURIDIQUES d'implantation nationale pour

PERPIGNAN - LIMOGES - NORMANDIE.

Formation universitaire et expérience professionnelle approfondie indispensables.

— Sens des contacts humains
— Goût du travail en équipe
— SITUATION LUCRATIVE ET D'AVENIR

Ecrire à n° 13.346, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

implanté à NICE

recherche immédiatement

CADRE de GESTION (HAUT NIVEAU)

de collectivité ou d'hôtellerie

— 40 ans minimum ;
— Formation supérieure + expérience hôtelière avec responsabilités dans gros établissement souhaitées ;
— Dominante du poste : définition, coordination et contrôle de la gestion de plusieurs villages de vacances ;
— Rémunération annuelle à partir de 80.000 F selon références.

Envoyer curr. vitae détaillé + photo à n° 13.312, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

implanté à NICE

recherche immédiatement

pour participer à l'élaboration du plan de développement de l'entreprise

UN CADRE

— 28 ans minimum ;
— Formation Science Eco + I.A.E. ou M.M.I.A.G., connaissances pratiques informatique, compta. et statistiques souhaitées ;
— 2 ans minimum d'expérience dans conception et mise en place de circuits administratifs ;
— Dominante du poste : prévisions d'évolution d'activité, détermination des moyens, études d'opportunité sur l'automatisation et circuits administratifs ;
— Rémunération annuelle à partir de 64.000 F selon références.

Envoyer curr. vitae détaillé + photo à n° 13.313, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

USINE SIDERURGIQUE
REGION THIONVILLE
recherche
pour gérer
important programme travaux neufs

INGÉNIEUR PRINCIPAL

Formation Grande Ecole. Ayant références. Logement assuré.

Ecr. s/n° 1.357 à Ag. HAVAS, 57017 METZ CEDEX.

ORGANISME INTERCONSULAIRE DE FORMATION

Ville universitaire Nord de la France

RECHERCHE

RESPONSABLE (Homme ou Femme) Administration des Ventes *(pour secteur Formation Continue).*

Expérience et références nécessaires dans fonction Administration des Ventes en entreprise.

Envoyer photo, C.V. et prétentions au n° 8.840, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e), qui transmettra. Discrétion absolue garantie.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

pour son **Département Organisation Nord de la France**

RESPONSABLE

Capable d'animer une équipe pluridisciplinaire (Informatique, Technique, Marketing)

SITUATION IMPORTANTE

Adr. C.V. détaillé et photo, n° 13.065, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

Organisme formation continue Le Havre, ch. PROF. d'anglais (Britanniq. ou améric.). Poste pl. temps. Expér. enseign. pr adultes souhait. Env. C.V., ph. à I.C.P. - B.P. 14-18. 76600 - LE HAVRE.

Société Ingénierie-Coordination recherche
INGENIEUR Bâtiment
pour Pyrénées-Atlantiques
Tél. 306-54-56, pr rendez-vous

La Centre de statistique de l'Université Louis-Pasteur de Strasbourg recrute un
INGENIEUR-STATISTICIEN
niveau troisième cycle universitaire ou grandes écoles. Candidatures et C.V. à adresser à M. J.-P. IGOT, Institut de Mathématiques, 7, rue René-Descartes, 67084 STRASBOURG CEDEX.

capitaux ou proposit. comm.

Seriez-vous intéressé à vendre le plus puissant aspirateur-chargeur de l'Europe ?

NOUS CHERCHONS des SOUS-AGENTS, de préférence des sociétés établies à vendre l'aspirateur-chargeur HILLCO dans différentes régions industrielles en France et en Belgique.

Cette puissante machine est actuellement utilisée dans beaucoup d'autres pays, dans les industries chimiques, de l'acier, du ciment, de grenaillage et de constructions navales, ainsi que par les entreprises de nettoyage.

Des détails complémentaires peuvent être obtenus par notre Bureau de SCANVAC - LUXEMBOURG, 9, avenue de la Gare, LUXEMBOURG.

STE libyenne, rech. sté franç. pour l'exploitat. en Libye de travaux publ., forage de puits d'eau, constr. de hang., etc. Ecrire *Mme Bauchenaga, chez M. Mesli, 47, r. Bois-d'Amour,* 93000 BOBIGNY.

CEDONS avantageusement
SOCIETE DE DIFFUSION DE MACHINES DE BUREAU à STRASBOURG avec importante clientèle A STE DE DISTRIBUTION ou PERSONNALITE
BIEN INTRODUITE disposant d'importants CAPITAUX
Ecr. s/n° 830.584, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur (2e), q. tr.

Prêts hypothécaires 12,5 - 14 %. PERRIER, 32, rue Damiette, 91-GIF-SUR-YVETTE. 907-63-57.

Sté Suisse de Commerce international ch. relations d'affaires avec fabricants d'outils pour exportation Europe et outre-mer. Participation financière possible. Réponses sous chiffre 43.138018, à PUBLICITAS CH-6300 Zug, Gubelstrasse 19.

HME, 28 ans, dom. Charente-Maritime (17), 5 ann. expér. direct. études sup. comm. gest., dispose burx, locx 200 m2, ch. propositions. Ecrire FIT/1023, 12, boulev. Poissonnière - 75009.

A céder sans compl. actions de Sté DECORATION (S.A.R.L.), à Paris (6e). C.A. 3 millions. Ecrire M. SOQUET, 90, rue d'Assas, PARIS (6e).

Société de placements immobil. ch. ASSOCIES pr augment. de capital. Ec. 2.765, FRANCACIF, 17, rue de la Banque, Paris-2e.

enseignement

ÉTUDES EN ALLEMAGNE

Selon le système français au campus universitaire à Sarrebruck (R.F.A.)

Licence et maîtrise d'Allemand
Premiere et deuxième année de Droit.

Les examens sont homologués par décret.

Pour renseignements, s'adresser à :
Auslandsamt Universitaet des Saarlandes
D-6600 Saarbrücken.

PARIS AMERICAN ACADEMY
9, rue des Ursulines, 75005 Paris
Tél. 325-08-91 / 35-09
Inscrivez-vous maintenant :
Juillet = Programme d'études à Paris : anglais, peinture, sculpture, céramique, danse, photographie, théâtre, musique, histoire de l'art.
Août = Visite U.S.A. 30 juillet au 28 août : *voyage d'étude et tourisme.*

demandes d'emploi

Enseign. 6 a. de prat. ch. empl. sept. éduc., ens., rég. ind. Six, *53, r. des Fusillés, 59770 Marly.*

Jeune femme B.T.S. secrét., anglais, esp., Chbre comm. britan., certif., lic. anglais, connaiss. audio-vis., ch. poste enseignante secrétariat ou angl. rég. Paris. 735-43-26, le soir.

Français 46 ans, très bne conn. anglais, ch. travail recyclage. Ecr. n° 9.802, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Pour remplacement JUILLET étudiante terminale, B.T.S., ch. emploi secrétaire sténodactylo. ANGLAIS - ALLEMAND. Ecr. n° 6.986, « le Monde » Pub., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

Cadre, spéc. gestion personnel, droit aff., éco., 28 ans, anglais cour., ch. sit. Paris, prov., étr. Téléph. 825-03-58 ou 783-44-84.

J. Fem., très bonne présentat., sér. références longue expér. direction, gestion, comptab., administ., relations publiques, ch. place stable région Centre (Orléans, Chartres, Châteauroux, etc.), mil. audio-visuel, théâtre, disques, édition, télév., cinéma. A partir de septembre. Ecr. n° 6.983 « le Monde » Pub., *5, rue des Italiens, 75427 Paris.*

DIRECTEUR COMMERCIAL et MARKETING poss. gde expér. produits pharmaceut., et prod. de consommation, actuellem. à Singapour - angl. lang. mater. - rech. poste intéressant dans le *SUD-EST asiatique. Disponible* en France pr contacts juill.-août. Ecr. n° 8.810 « le *Monde* » Pub., *5, rue des Italiens, 75427 Paris.*

Officier administ. subsistances domaine alimentat. ou annexes. Ecrire PUBLICITE MODERNE 0542 BELFORT.

techn. sup. froid, disp. août 75, cherche emploi région EST.

MEDECIN DU TRAVAIL

expérimenté cherche poste Paris ou banlieue à temps partiel, service Autonome de préférence, inter sinon.

Ecr. n° 3.619 « le *Monde* » Pub., *5, rue des Italiens, 75427 Paris.*

PUBLICITAIRE de mon état
— 3 ans en Agence Conseil,
— 5 ans en Régie,
je propose d'apporter au dynamisme de votre entreprise, mon expér. de la négociat. à ht niv.
Pour en savoir plus, écr. n° 6.980, « *le Monde* » Publ., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

J.H., 26 a., dég. O.M. le 1er-10-75, licence+D.E.S. droit affaires + I.D.A., rech. situation dans Contentieux, Cabinet d'affaires, Conseil juridique, Banque. Ecr. n° T 71.372, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2e)

autos-achat

PART. cherche RENAULT 12 Année 72-73. BON ETAT. Téléph. 205-00-25.

autos-vente

BENTLEY S. 3

2 tons - int. cuir beige clair Etat exceptionnel. Tél., *Mme* BARNETT, 742-03-40.

LANCIA AUTOBIANCHI
TOUS MODELES DISPONIBLES
Gge des PATRIARCHES
11 r. Mirbel Paris 5e
336.38.35 +

AZAM EXPORT 65 ». (Etat Part. vend voiture « 2 chevaux impecc.) Px 2.500 F à débattre. T. 660-84-04, P. 468 (hres bur.).

Caravanes

CARAVANE Henrymag « Grand Large », 4 m., sans permis E, tout équipée, chauff. et avancée excel. état. 8.000 F. T. 437-88-95. PIVERT, 4, r. de la Guinguette, 77000 LA ROCHETTE.

bateaux

PART. à part., loue août, sept., KETCH 10 mètres, 6 à 7 couch. Parf. équip. chauff. Px 30 % tarif agence. Tél. au 538-68-72.

Vend splend. Vedette 1972 GM 2X250 CV, 4 cab., cuis., cab. toil. Pont pêche équip complet. 2e cat. Tél. heures repas au (94) 29-42-95 Bandol.

Cormoran « Leader » + 55 CV + rem. UFAC + taud et accastil. compl. + skis. Tt a servi 3 sem. Prix total neuf 31.000 F, vendu 23.000 F. Tél. 989-59-79, soirs.

maisons d'enfants

Pour juillet, EDUCATEURS emmènent enfants à la montagne. Téléph. 871-08-77 ou 736-26-72.

sports loisirs

Prof. culture et éducation physique, dipl. d'Etat, entrain. athlét. recherche location ou gérance d'une salle ou événi.. diriger activités physiques dans comité d'entreprise, préférence Paris. Ecr. n° 6.977, « le *Monde* » *Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e*

occasions

VDS LOTS pièces anciennes. Pour rens. : M. MICHAUX, 22, avenue de Limburg STE-FOY-LES-LYON - 69110

CINQ SALONS LOUIS XV SIX CONTEMPORAINS cuir et tissu + une série de SIEGES style, dépareillés, à céder directement chez fabricant à prix confidentiel, 14, CITE DE L'AMEUBLEMENT, PARIS-11e.

---

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone

au

233.44.31

pour tous renseignements : **233.44.21**



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

L'immobilier exclusivités

Afin de faciliter la consultation de nos rubriques, la formule « EXCLUSIVITÉS » sera incorporée à l'ensemble des annonces immobilières du « Monde » à compter du lundi 23 juin.

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Centre Etoile : 525-25-25
Centre Nation : 346-11-74
Centre Maine : 734-17-09

Pour vous loger ou pour investir vous propose :

— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.
Service gratuit de la Compagnie bancaire.

« MONTROUGE 75 »
METRO A 200 M EN 1976
DU STUDIO AU 4 P.
PX FERMES ET DEFINITIFS
Livraison décembre 1975
CONSTR. TRES SOIGNEE
Vis. appt type mardi, mercredi, jeudi, 15-19 h. ; samedi, 10-19 h.
199, AV. P.-BROSSOLETTE
Tél. : 734-16-99 et 253-61-61.

19e Mº CRIMEE S/PARC
VERDURE, imm. stand. av. gds balc. et terrasses, jardin sud. Reste en cours de livraison des 3 pièces, 80 m2 + 12,70 m balc., à partir de 315.000 F. Des 2 p. 46 m2 + 80 m2 terras., jard., à partir de 220.000 F. Studios, grande cuisine, à partir de 132.000 F, parking compris. Vis. les samedis tte la journée, dim. et lundi, 14 h 30 à 19 h : 7, rue Duvergier, ou 742-63-91, de 10 h à 13 h.

CHAMPS-ELYSEES
11, RUE DE BERRI (7e étage)
TRES BEAU 6 PIECES 165 M2
TERRASSE 100 M2
PRIX FERME ET DEFINITIF
Livraison immédiate
POUR VISITER
P. DOUX 3, av. Grande-Armée (16e) - 553-16-62

COLLINE
CHAILLOT
6-8, rue CHARDIN, reste : un 3 pièces et jardin un duplex 6 p. + terrasse. Sur place de 14 h. 30 à 18 h. 30. Tél. : 527-33-20 et 622-16-08.

bureaux

GEORGE-V - ALMA
900 F le m2 + charges 10 %. Immeuble ancien, gde classe. Magnifique réception de 4 à 12 bureaux de prestige, pour siège société, à neuf, meublés, décorés, opérationnels, services en sus.
Tél. : E.C.E. — 359-17-91. (Parkings.)

appartem. achat

Sté rech. à acheter appart près de la NATION. TEL. : 343-62-14.

appartements vente

Paris

REPUBLIQUE - A SAISIR
60m2 à rénover. PLEIN SOLEIL 4e ét. Pptaire. Tél. : 033-56-72.

VOLTAIRE
Directement propriétaire STUDIOS tout conft, bloc cuis., moq., salle d'eau, w.-c., prix : 53.000 à 63.000, possib. crédit. Location assurée 6.600 F par an. Tél. : 548-25-21.

MONTPARNASSE Immeuble p. de t. rénové, 3 p. réf. à neuf. 255.000 F. SAB. 85-86, le matin.

VUE CONTRESCARPE
2 p. cuis., bns, tél, 42m2. Prix : 205.000 R. RIQUELME 325-49-71.

BON MARCHÉ. ODE. 42-70. Balcon, verdure, DUPLEX, gd séj., 2 chbres, 2 bs, asc., tél.

CHAMP-DE-MARS
Imm. classe, 3e ét., atel. artiste 58m2 env., tél., balc. Prix : 285.000 F. Tél. : 734-98-87.

METRO LEDRU-ROLLIN
Très beau 3 pièces, nf, stdg. T. 805-50-04. Sam. à part. 14 h.

MONTPARNASSE
Atelier artiste triplex tout confт tél., 3e ét., ascens. Imm. 1930. Surf. 55m2 env. T. LIT. 26-56.

PLACE CLICHY, face métro. Sur voie privée sans auto. Part. vd beau 3 p. cuis., ent., w.-c., s. de bns, tél., refait neuf, calme, sol., 4e ét, profess. autor. Prix 210.000 F., facil. si garant. M. PETIT 2 bis, passage Clichy. Samedi-lundi, de 10 h. à 17 h. ou R.-V. : 272-75-76 et 387-92-97.

16e tr. b. appt 250m2, b. récept., 4 ch., 2 bns, cuis., ch. serv. tél. Sur place lundi 23 juin de 9 h. à 17 h., 21, r. Marbeau, 4e étage.

DUPLEIX : 2 p. 35m2 90.000
Pte-Versail. : 2 p. 36m2 105.000
LOURMEL : 2 p. 45m2 110.000
Mº JAVEL : 3 p. 55m2 135.000
Boucicaut : 3 p. 45m2 155.000
LA MOTTE-PICQUET
5-6 pièces 105m2 .... 460.000
Jean FEUILLADE. T. 579-24-39.

FRONT DE SEINE. Imm. réct, stand., tr. bel, vue, ét. él. 4 PCES TT CFT, tél., parking. Uniquement samedi après-midi. Immeuble « TOUR DE SEINE » 39, QUAI DE GRENELLE

16e AUTEUIL
SUR RUE BOILEAU - CALME
Ds bel imm. p. de t., standing, 2e asc. S/rue et cour-jardin
GD 5 PIECES, entrée, cuisine, 2 s. de bns, moquette + CHBRE SERV. CONFORT

PARIS 16e
angle bd Murat et rue Daumier
A vendre APPTS **2 et 3 P.** Libres et occupés
Imm. refait à neuf avec asc. Vis. s/pl. ts les jours, 14-18 h : 1, RUE DAUMIER - PARIS-16e

GARE NORD. Pier. de t. ravalé Appt 3 p., cuis., cft, asc. 238.000 av. 45.000 F. TRU. 86-81.

POISSONNIERE. P. de t. ravalé Appt 3 p., c., tt cft, asc. 277.000 av. 50.000 F. TRU. 86-81.

ENTIEREM. REFAIT NEUF
PRIX 650.000 F
Me voir, 14-18 h 30, sam.-lundi : **41**, BOUL. EXELMANS ou BAL. 22-94

16e VUE S/SEINE. Charmant duplex, 110 m2, ét. élevé, soleil, parf. état. - LAB. 57-38.

NATION SUR AVENUE Imm. récent
Liv., 2 ch., tt cft, 6e ét., asc., excell. état. 260.000 F. 343-62-14.

« Résid. Monsieur-le-Prince » 48, rue MONSIEUR-LE-PRINCE
APPTS à vendre **STUD., 2-3-4 P**
rén., caract. Prox. Luxembourg. Vis. APPT témoin ts les jours, et samedi sur rendez-vous, de 10 h à 17 h : 633-74-51.

BOULOGNE BOIS - Cause départ propr. vd 4 pces, cft, calme, soleil. Tél. 604-39-08.

Région parisienne

ENGHIEN-LES-BAINS
BORD DE LAC, SPLENDIDE RESIDENCE de PRESTIGE
Livraison septembre
DU STUDIO AU 6 PIECES
av. immenses terrasses, garages voitures + bateau. DISTRIBUT. et DECORATION à votre goût. Résidence de classe inégalée en région parisienne. Reste quelques appartements,
PLAÇOR - 989-60-60

LUXUEUX 3 PIECES
92 m2 + balcon.
PRIX : 385.000 F.
Prix ferme et définitif.
« EVE » à la Défense.
Sortie nº 6.
Sur le circulaire.
Promogim - 775-85-37

Mº SCEAUX - ROBINSON
beau 2 p. 44m2 tout confort + terrasse 130m2. Tél. : 660-58-72.

FONTENAY-AUX-ROSES, près, Mº Robinson, dans pet. résid. tr. calme, part. vd 2 p. 51m2, cuis., w.-c., s. de bs, chauf. cent. rad., cave, park., 145.000 F. Libre en août. Tél. : 660-55-61, 10-13 h.

20 km Paris Sud. Part. vend 5 p. 120m2, vue sur site classé ds résidence stdg, petits imm. p. de t., parc 5 ha, pisc., chauff. 250.000 F. Téléph. : 901-14-44.

GENTILLY. Part. vend 3/4 p. standing 79 m2, balcon, sans vis-à-vis. Tél. : 588-09-37, le soir.

BOUGIVAL, ds résidence stdg, 2e ét., 5 p. pp., 95 m2, 5 min. SNCF, 250.000 F. affaire intéressante et urgente. T. 969-59-00.

LE RAINCY quart. résidentiel BD DU MIDI
Appt gd stand., 5 pièces, cuis., 2 sanit., surf. 160 m2, 2 park. + ch. bonne av. wc-dche. Prix 495.000 F. - SOGEPA, 936-28-69.

PARLY 2 Exceptionnel Urgt. 4 p. type 2, S.-O. Prix sacrifié 238.000 F. Valeur nf 320.000 F. - 954-68-08.

LEVALLOIS 5' Mº - Immeub. récent. Splendide appt s/rue, hall, 4 pièces, cuis. équipe, s. de bs, w.-c., ch. cl. Px 240.000 av. 50.000 F. ACL, 30, r. A.-France, Levallois - 757-15-85.

Province

Cannes B.-Californie, villa toit 4 p. 130m2+130m2 terras. gd liv. 3 ch., 2 bs., gar. V. mer, 750.000. Croisette 2.000. T. : (93) 99-38-14.

CANNES Californie, 4 p. duplex 125m2, 8e ét. Sud. Imm. luxe, piscine, tennis. Px 950.000 F. Age ANDRAU 16, r. des Belges. Tél. : 38-28-93.

CANNES CALIFORNIE. Ds pet. propriété, appartement luxueux avec mezzanine, 4/5 p., vue mer panoramique. Terrasse. Acc. direct plage. Prix 530.000 F. LA MERIDIENNE 13, r. de Latour-Maubourg, 06400 Cannes. Réf. 88.

Cannes ds lux. rés. av. parc. pis. ten., appt 3 p. 90m2+terras., c. éq., 2 bs, ét. éle. V. m. Neveu et Cie, rd-pt Duboys-d'Angers Cannes (93) 99-53-03/AUT. 20-00.

locations non meublées

Offre

Pptaire loue directement à part. 5, rue du Helder. T. 523-21-73.

LOCATION SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
9, rue de Hanovre, Mº Opéra,
8, rue Ph.-Dangeau, Versailles,
45, rue Héricart, Mº Dupleix.

fermettes

FORET DE BELLEME
Ferm. excell. état, 3 gdes pces, grenier amén. Dép., Eau, EL. Vue panor. 1.800 m2, terr. 59.000 av. 12.000 cpt - SOMBIN, 21, r. de Paris, 61-Longny - 700-46-21.

locaux commerciaux

STE cède bail 3/6/9, 1.000 m2. Etat nf. Centre de Versailles. Téléph. pour R.-V. : 951-00-55.

POUR PLACEMENT
propriétaire vend murs restaur. refait à neuf ds immeub. rest. Tr. bon. affaire près du Fg St-Antoine. Px : 300.000 F. Rapp. : 30.000 F - KLE. 11-52, Pas. 81-60

PLACE DE L'OPERA
ADRESSE DE PRESTIGE
CESSION BAIL 35m2 boutique, entresol/duplex sous-sol.
Tél. : 270-78-86.

propriétés

Spl. MAS 16.500 m2, parc clos, 8 p., dép., séjour 70 m2, 6 ch., 3 bns, 2 dches - H. MARION, 14, rue Pasteur - 06 CANNES Téléph. : 38-04-57.

BERGERIE
+ 30 ha bois et forêt
ALPES DE HTE-PROVENCE.
Prix : 190.000 F - MARTY, 99, rue Paradis - MARSEILLE Téléph. (91) 37-41-90.

VALLEE EURE, 80 km PARIS, prox. forêt dom., propriété en équerre, belle salle sél., 3 ch., salle de bns, w.-c., ch. cl, gdes pas. ds gren. et dép., cave voût., gar. 5.000 m2. Spl. terr., vue dégagée. 320.000 F. AVIS, 23, r. Harleville (15) 37-23-02. 29 Maintenon ou téléph. au 278-02-49.

Rég. ANTIBES-BIOT ds dom. résidentiel, MAS provençal en pierre, luxueux, piscine chauff. parc 2.500 m2, salon, salle à m. 80 m2, 3 ch., 2 bns, bureau bibl., imm. terr. Px 1.300.000 F. Cabinet PROTAT - F.N.A.I.M., 3, pl. de-Gaulle - ANTIBES (93) Téléph. 34-31-89.

A 15 km sud de Fontainebleau, sortie autoroute Ury, part. vd maison rurale, tt cft, 6 pces. 2 salles bns, chf. cent., 2 gar., dépendances, jardin de 1.800 m. Téléph. 428-16-40 (hres repas).

Prox. TOULOUSE, vds grande maison de maître. Belle situat. Libre avec 45 ha affermés. Rapport 3 %. Ecr. nº 8.829 « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens 75427 Paris (9e).

ANGIVILLERS, Oise, 83 km de Paris : Part. vd proté excellent état, 7 p. pp, tt cft. gd calme, 2000 m2, clos. Tél. : 450-28-46 tous les jours.

Gentilhommière dauphinoise (nord d. l. Drôme), merv. rest. 9 pces + poss. nombr. autres. chauff. centr., 3 ha terr. boisé. L'IMMOBILIERE, 2, avenue Pierre-Sémard 26-100 Romans - T. 16-75-02-21-08.

80 km autoroute du Sud.
A SAISIR
CAUSE MUTATION
Sortie gros bourg, tous commerces, Dr, pharmacien, la douceur de vivre dans le cadre d'un véritable parc de 1 ha clos, arbres séculaires, belle maison de maître, entrée, salon, séjour, cuisine, 8 chbres, cave, chauf. centr, téléph. + communs. garage. Prix total 395.000 F. Crédit fait par le vendeur. TEL. : (15) 38-85-22-92.

VALLEE CHEVREUSE
Belle propr. s/30.000m2 de parc boisé. Façade blanche élégant. Réception 75m2, 6 ch, 2 bains, 2 salles d'eau, dépend, piscine, 2 garages, appartement amis. Prix : 1.500.000 F. Cab. CHESNEAU, 43, rue du Mal-Foch, Versailles : 950-14-07.

VESINET Très résidentiel 700 m R.E.R.
Agréab maison MANSART 8 P. princ., cft, gar. B. jard. 2.300 m2 Agence TERRASSE - 976-05-90.

villas villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU
à 5 minutes de la gare de Melun
LA VILAUBOIS
Piscine chauffée. Club house, tennis
• 11 villas de 5 à 7 pièces principales avec jardin privatif, de 212.000 à 280.000 francs.
• PETIT IMMEUBLE 2 à 4 pièces principales, de 103.000 à 167.500 francs.
LIVRAISON JUILLET 75
PRIX FERMES ET DEFINITIFS NON REVISABLES
Apport personnel : 20 %.
PRETS PIC au taux moyen de 9,67 %.
Renseignements et vente :
CONSEIL S.A.R.L., 546, avenue Foch, Dammarie-les-Lys, tél. : 437-17-45, et sur place samedis et dimanches, de 14 h. à 18 h., avenue Emile-Zola Dammarie-les-Lys.

CAP D'ANTIBES, bord de mer, versant Garoupe, villa mod., gd séjour, 4 ch., 3 bns, terrain de 1.000 m2. Vendue meublée : 1.200 000 F - Cabinet PROTAT, F.N.A.I.M., 3, place de-Gaulle, ANTIBES (93) 34-31-89.

CANNES OUEST résid., 100 m. plage, belle villa, 8 p., garage, maison de gardien, joli jardin de 1.100 m2, vue mer impren. 840.000 F. AGENCE ANDRAU, 16, r. des Belges - Tél. 38-28-93

30 km Paris, autor. Ouest, villa neuve dispon. en octobre, prox. gare, 30' St-Lazare, 4 pces, cft, jard. privé boisé. Px 320.000 F. GRAVEY - Téléph. 965-69-59.

AGENCE DELTA - F.N.A.I.M., 30, av. Maizière - 06600 Antibes Spécialiste du Cap d'Antibes. Efficacité et discrétion assurée. Téléph. (93) 34-21-00.

PARC DE SCEAUX
Belle villa de 5 pièces, habitables, s/650m2 jardin 785.000 F à débattre. ROB.

CROISSY-SUR-SEINE Calme, VE
parf. état, séjour dble, 3 c bains, cuis. équipée, tt c gar. 2 voit. Jardin. 375.(Agence TERRASSE - 97(

AUVERS/OISE Pro Cergy-P
VILLA 7 pièces, caves, g grenier aménagé. 297.00 Sur place samedi-dimar de 11 h à 19 h 30, Villa le 60, rue Fr.-Villon, Auver

CHATOU A SAISI VILLA
séjour, 4 chbres, grand g A.P.C. - 976-38-98

pavillons

PARMAIN - 300 m2 jardin
PAV. 6 p., cuis., 2 s. de bs, gar. 290.000 F. - 469-32-29.

maisons de campagne

PRES MORET-SUR-LOING
Maison rurale de 4 gdes pièces, grenier, bains, chauff. mazout, jdin de 2.000m2.
PRIX : 250.000 à débattre.
Agence de VOULX, 41, Grande-Rue, MELUN, Tél. : 431-91-20.

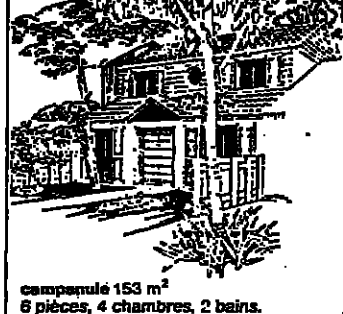
terrains

PART. vd tr. beau terr. (env. Faç. 15 m. Emplact Vue impren. Meudon-Be Téléph. : 626-07-40.

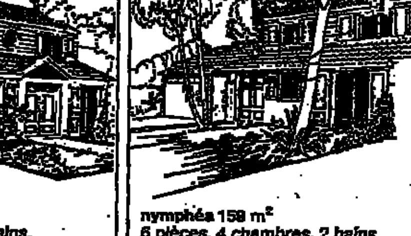
ALPES DE HTE-PROVE à 100 km de Cannes, à 1 piste de ski Lure, à 1 h. Pra-Loup, au lotissement MALLEFOUGASSE, lots de bois viab. avec piscine, 1 dans un parc de 25 hec Prix : 35.000 F. MARTY, 99, rue Parac Marseille - Tél. (91) 37

Voir la suite de notre immobilier en page 33

à champmesnil: le meilleur crédit de la région parisienne


campanule 153 m²
6 pièces, 4 chambres, 2 bains.


colchique 157 m²
6 pièces, 4 chambres, 2 bains.


nymphéa 158 m²
6 pièces, 4 chambres, 2 bains.



jonquille 135 m²
5 pièces, 3 chambres, 2 bains.


soleil 126 m² ou 129 m²
5 pièces, 3 chambres, 2 bains.


bleuet 104 m²
4 pièces, 2 chambres, 1 bain.

un crédit bancaire exceptionnel

Certainement l'un des plus bas de la région parisienne puisqu'il démarre à :
90 F par mois pour un emprunt de 10 000 F (assurance comprise), grâce à des accords spéciaux avec la BNP-Cogéfimo.

des prix compétitifs

Prix fermes, définitifs et tout compris : maison entièrement équipée, garage, jardin. 4 pièces : 216 500 F. 5 pièces : 270 500 F. 6 pièces : 298 500 F et seulement 10 % à régler jusqu'à la livraison. Prix maintenus depuis décembre 1974 (5 mois).

une situation privilégiée

Champmesnil est à 15 km de Versailles, 25 km du pont de Saint-Cloud et à quelques minutes de l'autoroute de l'Ouest ; gare SNCF à côté.

des équipements collectifs

Sur place, écoles, terrains de sports, piscine, maison des jeunes. En cours de réalisation, un CES et bientôt un centre commercial. Un nouveau groupe scolaire est également programmé.

des plans intelligents

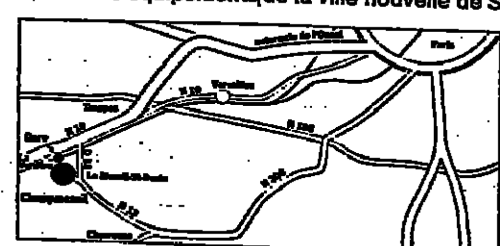
6 maisons au choix : de construction traditionnelle, elles possèdent de très grands espaces intérieurs et des aménagements luxueux et complets.

le charme

Champmesnil est au bord de la vallée de Chevreuse, au cœur du village accueillant du Mesnil-Saint-Denis, et à quelques kilomètres seulement des sites historiques de Port-Royal et de Dampierre.

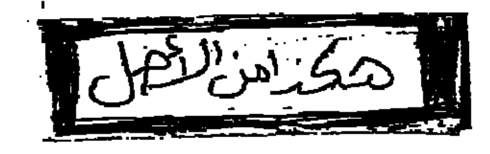
un environnement séduisant

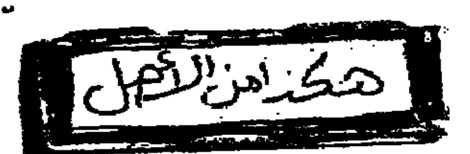
Tout est à la portée des résidents de Champmesnil : Paris (à 25 minutes par le train : liaison directe gare Maine Montparnasse-gare de la Verrière ; en voiture par l'autoroute de l'Ouest et la N 10, ou par la route de la Vallée de Chevreuse, la N 306 puis la D 13 jusqu'au Mesnil-Saint-Denis), les espaces naturels (centre de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines, 8 km ; forêt de Rambouillet, 15 km), et tous les équipements de la ville nouvelle de St-Quentin.





Visitez sur place les 6 maisons modèles, tous les jours de 10 h à 19 h.
Champmesnil. 78320 Le Mesnil-Saint-Denis. Tél 461 81 38 / 71 20 / 83 51.





l'immobilier

appartements vente

Paris

16e AUTEUIL
...S IMMEUBLE RECENT ...ET. ASCENS. SOLEIL ...ECES, cuis., 2 salles bains lux., 2 w.-c., parfait état. PRIX TOTAL 650.000 F
...ble de VENTE en 2 LOTS ...CES, cuisine, bains + 2 pces, cuis., bains. ...samedi, lundi, 14 h-18 h : ... rue Docteur-BLANCHE ou ALM. 35-15

RESID. PR. TRINITE
11, RUE MANSART
...P. de Taille. Belle allure. **4 PCES** spacieux et clair plan excellent ..., cuis., bains, dégagemts. ...e serv. Peintur. à prévoir. ... prof. libér. Aff. rare. Px ...0 F. Vr vend. sam. 14-19 h.

SEGUR Imm. standing Bon placement Studio confort, 30 m2 95.000 F — 325-40-66

TERNES
10, RUE PONCELET. Immeuble ancien, ravalé ... Ent., cuis., w.-c., bains, ... 38 m2 environ + dépend. ...rez-de-chaussée sur cour. ... calme. S/pl. vendr., sam., ... à 18 heures, ou 755-98-57.

...QUET - IDEAL PLACEM. ...p. pce, cuis. éq., calme, sol. ...cc. Av. 17.000 F. 555-73-54.

...BETTA. Ds imm. tt conft, chff. cent. Beau sél. dble ...re, c., s. de bs, entr., cave, ...é élevé. ETAT NEUF. Prix ...00 F. Tél. propr. 567-50-35.

RUE DU BAC ... Entièrement sur verdure ...se. Soleil. Living + 2 chbr. ...30 m2. - Tél. à 526-31-74.

...OMOTEUR VEND APPTS ...ng + 2 chbr., 2 bains, 90 m2 ...balc., loggia, 1er et 5e étage. ...ace ce jour, 14 h 30 à 18 h : ... rue de l'ABBE-GREGOIRE.

...ans magnifique immeuble ...MARAIS du XVIIe siècle ...érents appts 1-2-3-4 PIECES, ...PLEX, très beaux combles, ...e 98.000 F à 600.000 F. ... s/place ts les jours, 9/19 h : ... rue Vieille-du-Temple (4e)

...NGE, part. à part., 2/3 pces ...ardin, soleil, tt cft, v.-ord., ...ine équip., tél., 320.000 F. ...05-39 hres bureau ou vis. ...L 11 à 15 h., 33, r. Lacépède

PARC ROYAL - ODE. 95-10 cour classée, ensoleillée, ...sél., 2 p. + loggia, téléph.

BUTTES-CHAUMONT
...u 5 pces en duplex, conft., ... balc. sur jardin, soleil. ...000 F. Sur place samedi 15 ...7 h., 31, rue Cavendisch, ...étage, escal. 4 ou téléph. : 202-67-66, le matin.

LES HAUTS DE PARIS
50 M. Mo PELLEPORT PETITS ET GDS STUDIOS ...s imm. entièrem. restauré. Locat. et gestion gratuites assurées par nos soins. ...EAU de VENTE sur place ...s jrs (sf dim.) 11-19 h. : ... PELLEPORT. 636-52-68.

...Dalmaas. Prop. vd dir. 3 p. cuis., s. de bains, ds imm. ..., 5e ét., calme, ensoleillé. 280.000 F. - Tél. 647-77-48.

EXCEPTIONNEL POUR PLACEMENT
...PRIETAIRE VD DIRECT. ...NS IMMEUBLE RENOVE SUR SQUARE
STUDIOS
2 PIECES
DUPLEX
EQUIPES MODERNES
A PARTIR DE 53.000
...léphonez pour rendez-vous. ...E. 11-52 ou PAS. 81-60.

Région parisienne

NEUILLY AFFAIRES UNIQUES
(Près Hôpital Américain)
Lux. apparts, Prix imbattables. Supers STUDIOS et rav. 2 P. De 79.500 F à 165.000 F. Entièr. rénov. Asc. Chff. centr. Calme - Jardin - Plein soleil Livraisons immédiates. Visit. 14 h. à 18 h., vendredis, samedis, lundis : 85, rue de Villiers, Neuilly. (Bus 83, métro Pont-de-Levallois). Ou téléphoner : 325-15-76.

BOULOGNE DANS PARC
Sél. + 3 ch., tt conft. Garage. 18, rue de Sèvres - Bât. B, Esc. D, 4e étage. - 450.000 F. Samedi, 14/19 h. - T. 027-41-75.

Le Pecq/Marly, vd 3 p. impec. 78 m2 + balc., cave, park., tél. Px 190.000 F + 40.000 F C.F. sur 16 ans. Téléph. : 958-66-99.

ST-GERMAIN R.E.R., vue parc château, STUDIO, 55.000 F, 4 greniers. 60.000 F - 973-25-83.

OREE FORET ST-GERMAIN, Duplex sél., 4 ch., gd balc. 245.000 + garage - 963-22-09.

VERSAILLES, 2' gare, 5 p., 116 m2. Sud, balcon, s. de bns, s. d'eau, cave, 2 park. Prix : 457.000 F. Tél. pour rens. (15-93) 35-02-35 Roquebrune ou au : 950-95-08.

SCEAUX résident. Mo. Calme, Imm. p. de t., beau séjour, terrasse, 4 ch., 3 s. bns, belle cuis. 175 m2. Unique. 720.000 F. LETRANGE - 350-42-45.

RUEIL-MALMAISON
Splend. studio, tt confort 32 m2 + terr. et balc. 23 m2 - 115.000 F Tél. 633-65-14. Vis. dim. de 14 h. à 18 h. 30, 3, bd Gl-de-Gaulle.

FONTENAY-AUX-ROSES
près Mo, appt 5/6 p. 130 m2 + magnif. terrasse 48 m². Expos. sud et ouest, 6e et dernier étage, sél. 48 m2, cuis. 20 m2, gar. en sous-sol. Neuf. 622.000 francs. EFIMO - 660-45-96.

CHATOU - R.E.R.
pet. rés. tr. beau 4 p. + terras. park. sous-sol. Px. 300.000 F. S.A. H. LE CLAIR, 65, avenue Foch à Chatou. 976-30-02.

Province

NICE Terrasse sur port plaisance
4 pces, grand standing, garage. MATHIAS, 4, av. de Provence, NICE 06000.

« Là tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté ». Baudelaire.
Dans l'un des douze
STUDIOS - APPART.
uniques, prêts à vivre ; que nous vendons au CHATEAU DE PRETREVILLE Honfleur (14). (Réception, piscine, tennis, sauna, solarium, bar, parc 3 ha.) Ecrire ou tél. personnellement à Joseph DIEZ, 100, rue Gal-Giraud, ROUEN. (76000). Tél. (35) 70-33-39.

appartem. achat

URGT, ach. appt 3 ou 4 p. Préf. à rén. 17e et prox. - 427-22-71.

appartements occupés

NEUILLY Beaux apparts 6 P. sur jardin Imm. pierre de taille. Ascens. Crédit propriétaire. - 267-25-60.

viagers

LA VARENNE Coquet pavillon s/cave. 2 p., cuis., s. d'eau+1 p. indép. Garage. Chauff. central. Jdin. 25.000 cpt + rente 500 F par mois. 1 tête, libre au décès. Tél. : 885-56-02.

VIAGER libre, Chantilly, quart. résident. Maison très bon état, 70.000 F compt. 1.000 F par mois Tél. 457-30-98.

Cap Cabourg, à 12 pas de la plage, à 2 h de Paris.

A Cap Cabourg vous avez le choix entre des appartements de 2, 3, 4 et 5 pièces avec une double exposition sur la mer et les jardins. Chauffage tout électrique. Cuisines entièrement équipées. Garage en sous-sol avec ascenseur.
Avec le contrat prix bloqué (5 % à la réservation) 2 pièces entre 130.000 F et 225.000 F. 3 pièces entre 190.000 F et 299.000 F. Crédit possible jusqu'à 80 % sur 18 ans.
Visite sur place tous les jours même le dimanche, tél. 16 (31) 91.00.65.

Jacques Ribourel
71 av. Raymond Poincaré 75116 Paris. Tél. 704.55.89

Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
______ Profession ______

locations non meublées

Offre

Libre 1/7, prox. Pte-Italie, beau 3 p., imm. réc., 5e étge, ensol., asc., cuis équip, s. de bns, balc. park fermé ss-sol, cave, téléph. 1.000 mens. + ch. - 336-14-56 en semaine et le soir.

Libre 1/8, GRIGNY II, beau 3 pces 67 m2, 100 m. gare, dern. ét., vue dég., soleil, log., cuis. équip., rang., moq., tél., park., cave, asc., 850 F mens. + ch. 336-14-56 le soir et en semaine.

Direct. sur Esplanade Invalides, splend. 6 pces, 190 m2, téléph. 5.000 + charges - 555-43-59.

MAISONS-ALFORT
2 p. cuis., s. d'eau. Mo Stade. 700 F charg. comp. Tél. 875-07-70 après 14 heures.

Région NEMOURS, bord forêt, calme, fermette entièr. rénovée, chauff. central, gar., 6 p., cuis., s. de bs, 2 wc. 850 F. 428-02-87.

4 km NEMOURS, ds gde propr. entourée parc 4 ha clos, appart. gd stand., 3 p., cuis., s.-d'eau, chff. cent. 600 F. Tél. 428-02-87.

locations meublées

Offre

OISE - Charm. locat. meublée 6.000 F l'an. - Tél. 647-67-31.

maisons de campagne

A vendre 15 km. AMIENS maison 4 pièces, cuisine, salle de bains, grenier aménagé, jardin, grande cour, garage. 90.000 F. Téléphoner de 10 hres à 12 hres 15 (22) 94-13-87.

villas

CHAVILLE VILLA MEULIERE
S/883 m2 terrain. Parfait état. 200 m2 habitables. 10 pièces + ch. serv. et garage. 800.000 F. Tél. : 926-61-52.

CROISSY Lim. CHATOU 8' RER. Résid.
Belle VILLA pierre, liv., bur. 5 ch. Gd cft. Maz. Gar. Jdin. S/place : 1 bis, rue Cellfichet, samedi et dimanche, 10 à 18 h.

ANTONY Très belle villa Const. récente. 7/8 P. Dépend. Gd gar. Magnif. jdin 1.000 m2 env. Px 560.000 F. Tél. 233-55-08, ou lundi, 10-18 hres, 205, RUE DES RABATS.

CHANTILLY - LAMORLAYE
Propriétaire vend belle villa. Parc 3.000 m². Téléph. 421 - 59 - 22.

VESINET ULTRA-RESID.
PROP. 8 min. R.E.R. Sur 2.400 m2
Gd sél. dble, bureau, 6 chbres, tt cft. Pavillon gard. Sur place samedi 21 et dim. 22, de 14 h. à 19 h., 13, allée Lac-Inférieur.

Part. vd 6 km. Dijon-Sud, vue impren., b. villa F 4 + c., s. de bns, tt cft, ch. cl, ss combles amén. 2 p., sol tot., gar. extér. 2 voit., terr. 850 m², verg. 28 U. Ecr. D. Refroignet, 30, rte des Gds-Crus, 21160 Marsannay-la-C.

MOUGINS A 5 minutes de CANNES
Très belle villa - Vue mer Avec villa de gardiens Parc 3.000 m2, piscine poss. Parfait état - 1.300.000 F Ecr. MATHIAS, 4, avenue de Provence, NICE 06000.

constructions neuves



Rueil-Malmaison
Ds petit imm. centre ville
4 PIECES 80 m2 + loggia 17 m2
3 PIECES 65 m2 + loggia 15 m2
Chauffage individuel au gaz Prix fermes et définitifs Sur place : 8, bd Solférino, sam., dim., 11-19 h. ou 924-62-94

LE RAINCY
Accès rap. par A-3 et S.N.C.F. Dans petit imm. centre ville
3 P. P. 77 m2 + loggia 16 m2
4 P. P. 92 m2 + loggia 16 m2
Sur place : 44, avenue Thiers. Vend., lundi, 14 h. - 19 h. Sam., dim., 11 h. - 19 h.

92 - VANVES
41, rue Jean-Bleuzen Studio ou 2 pièces 48 m2 Jardin privé Sur rendez-vous 359-69-28 ou 736-33-21

immeubles

11e, PETIT IMMEUBLE Rez-de-chaussée, trois étages, une boutique, huit logements. Téléph. 622-30-86, poste 26.

hôtels-partic.

ETOILE 1.200 m2. Entièrement libre - Magnifique Imm. p. de t. s/4 niveaux, très belle récept., av. loge gardien. Conviendrait à ambassade. Ecr. SOGEPA, 6, allée V.-Hugo, 93390 CLICHY-SOUS-BOIS.

HOTELS MURS à MENTON. 32 chambres + dépendances. Centre et proximité bord de mer à vendre dans complexe immobilier début construction. Possibilité répartition interne à la demande. Ecrire HAVAS NICE, 0621.

pavillons

MORSANG-S.-ORGE. Meulière, 7 pièces, 180 m² habitable, tout cft, 2 bns, sous-sol, garage, ch. central mazout. Terrain 700 m². Téléph. Prix 380.000 F. 642-97-62.

Recherche préfér. CLAMART pavillon 100 m², calme. Téléphoner après 19 heures 631-01-30 ou écr. no 6.984, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JOUY-EN-JOSAS, résident., pavil. récent, cuis., sél., 4 ch., s. de bns, sal. douche. Gar. 2 v. Jardin 650 m², état impecc. Prix 600.000 F. Vis. s/pl. sam., dim., 14-18 h. et sur r.-vs 970-48-10.

CHAMPIGNY-SUR-M., 10' RER, magn. pav., ss-sol, cave, buand., gar., entr., liv. dble, c. équip., bur., 4 vastes chbres. tt conft. Dépend : 1 p.+c., w.-c., s. eau, 550 m² parc paysagé. 350.000, av. 70.000 F. — TIC, 706 - 14 - 52.

PARC SAINT-MAUR
PAVILLON ent. rénové 1974. Hall : sél. 45 m2 s/gde terrasse. Bureau. Cuis. s/terrasse. Chbre de service. Toilette avec w.-c. 1er étage : 5 chbr., gde s. bs. 3 cab. toil., w.-c. Ss-sol total. Garage - Beau jardin dessiné. Tél. : 883-51-48.

fermettes

Ancienne FERME limousine, groupe de bâtiments aménagés, conft. fonctionnant comme seul restaur. de spécial. régionales. Cadre pittoresq., vallée sauvage, dans lieu touristique fréquenté, près gde ville. Clientèle import. Ecr. no 6.981 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

YONNE : 130 km Paris par A-6. 4 pces, eau, électricité, possib. 4.000 m2. — Tél. : 636-46-50.

châteaux

M I D I. Région MONTELIMAR. Part. vend château XIe - XVIe, parf. état, gd cft. 19 p., 6 s. de bs, vue extraord. Parc 2.880 m². A 15 min. aéroport et autoroute. Libre. Prix demandé 1.200.000 F. Camarroque, 5, r. Mich.-Baltzer, 67100 Strasbourg. Tél. 34-23-21.

villégiatures

ST-TROPEZ - JUILLET, Villa 3 ch., s. de bs, s. à m., séjour, cuis., tt confort. Gd parc clos de murs. Px 5.000 F. Tél. M. Devos 747-12-80 h. de b., ou 260-91-55.

GRASSE Vieux MAS RESTAUR. 8 pers., pisc., 15 juillet-15 août, 8.000 F. - Tél. 429-01-29.

CORSE, 3 p., juil. et sept., 2 p., 23 août-sept. - 808-22-07 le soir.

IBIZA, sur plage, juillet, août, septembre, 4 à 6 pers., tt cft. RONCEY - 878-85-80.

DEAUVILLE, part. loue ds rés. nve, duplex, 2 s. de bns, T.V. couleur. Tél. lave-vaiss. Juill. : 4.500 F. Juill.-Août : 10.000 F. Matin, soir, téléph. 520-96-07. Dim. lundi s./pl. 16-31-88-42-85.

GRIMAUD pr. St-TROP., locat. juill., stud., cuis., cab. toil. Ecr. CAMI, 22, rue du Baou Grimaud 83360.

A louer, villa (8 pers.), juin, juill., sept., tt confort. S'adres. M. et Mme KERLOCH Fernand, Tromarzin Combrit Ste Marine Sud Finist. (29120), (98) 91-04-15.

terrains

A vendre CORSE terrain à bâtir viabilisé, « pieds dans l'eau », 1.600 m². 120.000 F. S'adresser Mme LECLERC, 34, quai de l'Ecluse, 78290 CROISSY-SUR-SEINE. Téléph. 20 h. : 976-20-67.

Ch. terrain à bâtir 1.200 m² env. Téléph. 631-01-30, après 19 h. ou écr. no 6.985 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

78 - ECQUEVILLY, 34 km. par autor., terrain 1.100 m², clos, viabilité. Px 130.000 F. T. 474-91-88.

propriétés

VESINET Résidentiel Propriété
Parf. état. Récept.+bur., 5 ch., cft, gar., PAV. Gard., séjour, chb., cuis., bains, beau jardin 1.700 m2, avec piscine. S/place 21 et 22, de 14 à 18 h : 49, route de Croissy, Le Vésinet, ou renseignements : 976-05-90.

67 km OUEST, près HOUDAN Ravissante ferme ancienne tt confort, S/3.000 m2 de PARC. RARE PR LE PRIX. ODE. 73-37

VAUCRESSON VILLA sur 1.000 m2 de terr. 6-7 P. 250 m2 habitab. Prix 940.000 F. - Tél. : 926-61-52.

Part. 6 km. Périgueux + aménag. + dépend., tt conft. 2 ha bord riv. Tél. jdi/vendr., 18 h. à 20 h., Neuilly-s.-S., 624-37-05.

PROPRIETE LIBRE VENTE. VENDOME comp. mais. de maître entièr. rénovée. R.-de-ch. : entrée, salon, salle à m., petit salon, office, cuisine, chaufferie. 1er étage : 5 chbres, 3 sal. de bains, 2 w.-c. 2e étage : 3 chbres, sal. de bains, maison gardien, dépend., garage. Parc 1 ha, piscine, tennis. Ecrire CARAYOL, B. P. 22, 41100 VENDOME.

EURE (27), dans petite ville, maison bourgeoise gd standing, prête à habiter. 385 m² : 4 p. pr., 5 ch., 2 s. de bs, 4 cab. toil., tr. bien aménag., cuis. éq. mod., terrasse. 10.300 m² terrain : verger, parc traversé ruisseau, DONT 6.000 m² peuvent être vendus séparés en 3 LOTS de 2.000 m² à 75 F le m2. Conviendrait à profes. libérale. Px intéressant cause départ étranger. Cabinet MEDIAN, LEC. 29-29, ou sur place le samedi 21 juin. 25 bis, rue Jules-Prior, 27 - BEAUMONT-LE-ROGER.

Anjou : petit manoir XVIIIe, parc 3 ha ;
Perche : 2 manoirs XVe ;
Région Vitré : petit château XVIIIe, très beau site ;
Golfe du Morbihan : belle villa bord de mer ;
Noirmoutier : 2 villas, grand terrain.
Plusieurs autres châteaux, manoirs et belles villas dans tout l'Ouest.
FORETS ET MANOIRS DE FRANCE, Les Nétumières, 35500 VITRE. Téléph. (99) 75-22-01.

60 km Paris - Rég. MARINES PPTE tt conft, aucun frais. 6 p. Cuis. 2 s. de bs, 2 w.-c., cave, chff. cent. 2 gar. 920 m2 jard. Bordé riv. Jolie vue. Px 268.000. JAILLET, MARINES. 466-70-90.

LA ROCHELLE - BANLIEUE MAGNIFIQUE VILLA neuve Sit. absolument exceptionn. Accès direct sur mer. 6 p., cuisine, tout confort. Piscine chauffée - Solarium 5.000 m2 de terrain clos. 600.000 F. S'adr. : Agence du Minage J. MARTINET, 42, r. du Minage 17000 LA ROCHELLE.

VAUREAL (95) Près Pontoise - Splend. ppté, mais. de maître, 12 P. P. Mais. gard. Ecurie. Garage. Parc arborisé 16.500 m2 - 567-22-88.

Bord du lac AIX-LES-BAINS, propriété 8.000 m2, arbres, piscine, bar, villa 2 niveaux de 150 m2. 750.000 F. Libre. Ecrire : E T S B.P. 268 CHAMBERY (73).

Vds à 4 km Nemours, fermette, grange, garage, à restaurer. 3.500 b2, bord parc et forêt. 150.000 F. — Tél. : 428-02-87.

CELLE-ST-CLOUD. 8 P. Tt cft. Pav. gardien. Jardin 1.150 m2. 800.000 F. Fac. — Tél. 027-57-40.

CŒUR FORET LYONS. Belle propté caract. Exc. état. Sél. 35 m2, 4 chbr., cuis., 2 bs, w.-c., ch. cl, penderie + ch. indép., atel., b. terr. planté. 235.000 F, av. 57.000. AVIS, 8, faubourg Cappeville, Gisors. T. 405 m.dim.

Limite AUBE-YONNE
BEAU MOULIN
entour. par rivière à truites. Cuis., sél., chem. 80 m2. 4 ch. Bns. Terr. 7.000 m2. Px 380.000. FAYE, B.P. 59, Troyes. Tél. : (25) 43-17-97.

agenda du Monde

...tres

particuliers

...culier vend tête de M. de ... avant sa mort (ténor ...ra), par Rodin en 1946, sur ... pour collectionneur. Prix ...000 F. Téléph. 735-73-08.

...Tuner QUAD FM-3 nf. Px. ... F. Ec. Walsburger, serv. ..., 5, r. des Italiens-9e 75427

... vend 2 fr. belles bagues ...MERAUDES de Colombie ...ourées brillants, pesant : ... carats 30 : 90.000 F. ... carat 50 : 80.000 F. ...nassey. B.P. 15, Le Raincy.

...CEDE COLLECTIONS ... Monde » depuis janvier 68, ... Express », « Nouv. Obs. », ...ne Afrique » période 62/69. Tél. (76) 09-36-55, soir.

...ticulier vend Dictionnaire Viollet-le-Duc complet, ... volumes. Tél. 924-55-12. (10-12 h - 14-18 h.).

...urs

... franç. orth. allemand ts ...niv. Rattrap. intensif. ...ill., août, sept. 250-77-71.

...prises ! Prof. dyn. organ. ... d'angl. Réf. T. 224-96-60.

...COURS DE LANGUES ...nglais, arabe, allemand, ...résilien. Cours intensifs ...tensifs. Juin, juillet, août, ...mbre et résidentiels du 15 juillet au 1er août. ...G. Départ. Linguistique, ...venue Kléber, Paris-16e. TEL. 704-84-58.

COURS secondaire privé mixte, 17, rue Paul-Bert, Angers. Tél. (41) 88-11-73. Rattrapage scolaire toutes classes, effectifs réduits (8 à 10 élèves par classe). Externat, internat, pourcentage de reçus en 1974 : B.E.P.C. : 80 %, BAC : 80 %.

6 A 9 ELEVES par classe. Nombre limité de places. Encadrement permanent. Vie familiale et de plein air, 11e à Terminale. Collège « Pierre-Grise », 49150 Baugé. Tél. 1-95. Possibilité cours de vacances.

I.F.G. DÉPARTEMENT LANGUES
...ganise des cours intensifs en anglais, allemand, ...abe, brésilien, espagnol, du 15 juillet au 1er août, ...ns son château résidentiel à FILLERVAL (60). ...n. individuel, pens. complète, tennis, piscine.
Inscription par semaine. Renseignements : ...F.G., 34, avenue Kléber, 75016 Paris. Tél. 704-84-58

Bijoux

TOUS BIJOUX, achat, or, brillants, argenterie. 22, rue Danielle-Casanova (entre av. Opéra et rue de la Paix). Opé. 25-72.

BIJOUX OR, brillants. Paie comptant. 24, rue du Faub.-Montmartre, 1er étage.

Artisans

Anc. étud. Bx-Arts F. pte entr. décoration et réfection (peint. tap., menuis., élec., etc.) d'Appartements, boutiques et Maisons de campagne. Tél. : 366-06-89 de 14 à 16 h.

Décoration

AUTOUR DU FEU
Tous les accessoires pour cheminées : plaques, grilles, chenets, soufflets, etc., sacs de bûches et fagotins. 24, rue de la Cerisaie, Paris-4e. Tél. : 272-36-00.

GUMAIR
Copies maquettes bateaux anc. Ouvert ts les jrs (sf dimanche) de 10 à 13 h. et de 15 à 18 h. 3, bd Victor, 75015 Paris. (Métro : Balard.)

« **SOUS L'ABAT-JOUR** » (**ILE SAINT-LOUIS**)
Une ravissante boutique vous propose des abat-jour personnalisés peints à la main (sur commande), des lampes pas comme les autres, de fines porcelaines anglaises, et de très jolies tables basses.
5, rue des Deux-Ponts. (Ouvert de 12 h. à 20 h.)

TOILE DE LIN + galon + molleton, 35 F. le m² pose comprise. Moquette, rideaux et tous travaux peinture. Décoration-Conseil. Devis gratuit. 580-94-91.

Je n'installe que 8 cuisines par mois. Pose plomberie, électricité, carrelage compris. Devis et maquette gratuits. Jacques Francolon, installateur-Conseil. Sur R.-V. 700-69-82.

VOUS AVEZ UNE MAISON A INSTALLER
VOUS SOUHAITEZ UNE AMBIANCE RAFFINEE ORIGINALE, ELEGANTE
Mme PARIS. 956-34-25 (après 19 h.)
Spécialiste d'installation de maisons de campagne, créera pour vous le décor dans lequel il fera bon-vivre.

Homes d'enfants

LE GRAND-CHAMP
Home d'enfants de 3 à 6 ans, séjours toutes durées, effectif réduit. Ambiance familiale. CHAUMONT-LE-BOURG, 63940 MARSAC. — Téléphone : (73) 95-91-11, le 25 à Beurrières.

Oenophilie

VINS CHOISIS à prix rationnels. UN CONSEIL ŒNOPHILE les sélectionne pour vous, vous évite les traquenards. Vous les commandez en direct à la propriété. Possibilité de gestion permanente de votre cave. Les mardis, de 15 h. à 20 h., les amateurs nous posent questions très diverses. JACQUES VIVET, 326-04-43.

Produits régionaux

Directement du PRODUCTEUR, vin blanc de Montlouis (A.C.). An. 64, 69, 70, 71, 72, 73, sec, 1/2 sec, moelleux, de 5 à 9 F, et champagnisé 1/2 sec et brut 7,50 F expéd. 12 ou 25 bout. embal. et port en +. A. CHAPEAU HUSSEAU, 37270 MONTLOUIS. Voir « Monde » daté 20-6, p. 30.

Agences de voyages

CHARTER INFORMATION
Premier centre d'information de vol à tarif réduit. 11, rue d'Armaillé (17e). Tél. 380-34-58 - 766-41-40.

Soldes

Csandra
PRET A PORTER DE LUXE
7 rue d'Aguesseau Paris 8è
solde robes
A PARTIR DE 150 F
(dès Lundi)

Teinturiers

Pendant les VACANCES faites nettoyer vos RIDEAUX ET TAPIS
Nous les garderons gratuitement jusqu'à votre retour.
Germaine Lesèche, 11 bis, rue de Surène, Paris. 265-99-32.

Agencements

— Agencement magasins.
— Restauration d'immeubles.
— Réfection d'appartements.
Devis et plans gratuits. Travaux rapides. Nombreuses références. B.B.B. Tél. 520-85-00.

Spécialités culinaires

FUENTES SANTA-MARIA ex. BLIDA livre à domicile sur simple coup de téléphone son couscous royal très complet 24 F par personne et vend ses célèbres mounas. Brasserie de l'Europe, 17, rue de Constantinople, Paris-8e. Tél. : EUR. 59-82.

CREPERIE BRETONNE, repas, crêpes et galettes. 14, rue J.-J.-Rousseau (1er). 508-50-01.

Yachting

STAGES-CROISIERES en hte-mer. 1 semaine de voile Sanary. CORSE ou BALEARES, sur « NESEA 3 » Ketch 17 m. gd conft. Armement moderne. Places disponibles 2/27-6, 1/21-7 et à partir du 16/8. Y.V.M., 164, chemin Menandière, 83110 SANARY. Tél. (94) 74-01-45.

200 F par personne et par jour LOUEZ KETCH CATA SOLARIS avec marin. LA ROCHELLE. Nourr. compr. 4 cab. individ.
Doc. PROUST, B.P. 5, 86700 COUCHE. Tél. (49) 49-20-49.

Ecole croisière sur Arpège, base Manche. Stages W.E. et location PANDOLFI, chem. des Plantes, L'ETANG-LA-VILLE. 953-07-95.

ECOLE DE CROISIERE PRELUDE NAUTISME PORT-GRIMAUD 83360. Tél. (94) 43-87-74. Bassin Méditerranée. TUNISIE.

EXCEPTIONNEL
LOUE TOUTE L'ANNEE SLOOP 12 M NEUF
Skipper ou non. 4 cabines. Frigidaire, chauffage. Tél. lundi soir : 722-50-72.

HOUSE-BOAT Vedette 14 m., neuf, Volvo 106 CV. Sondart, transfo, radio, etc. Intér. luxe. Prix. 190.000. 902-12-18.

Vds CHRIS-CRAFT, 55 pieds flush deck 2, 425 CV GM Diesel complet comme neuf 800 miles. Prix. 240.000 dollars, visible Côte d'Azur. Tél. (93) 38-80-79. (93) 80-52-68.

LOCATION VOILIERS — DUFOUR, 27 - 31 - 35. — ARPEGE-SORTILEGE. Base : LA GRANDE-MOTTE. Yachting-Loisirs, 113, rue Saint-Dominique. Tél. 555-00-33.

AU **DEPART D'ATHENES**
LOUE VOILIER 12,30 M.
AVEC SKIPPER - MONITEUR
8 couchettes, moteur 25 CV annexe moteur, équip. croisière hauturière. Disp. août, sept. ou à la semaine, suivant choix des locataires.
600 F P JOUR, SKIPPER comp.
Possibilité retour en Italie ou en Corse. Tél. 985-04-87, h. bur.

ECOLE DE CROISIERE DUFOUR 35 ANGLETERRE - IRLANDE Klopfer. 825-38-07.

BATEAU TYPE TJALK 15 M Voile 65 m², moteurs 62 CV. (Perkins diesel) coque acier, 3e catégorie, 8 couchettes. Prix. 170.000 F. Tél. 605-51-24.

Stages équestres

STAGES EQUESTRES Eure-et-Loir, manège, promenades randonnées, dortoirs, tt cft. 65 F par jour. Forfait mensuel : 1.500 F. Tél. 15 (37) 46-10-15.

Vêtements

LOCATION d'habits de cérémonie, jaquettes claires et sombres, smokings fantaisie et classique, costumes blancs et ville. Baral, 2, rue Caulaincourt. Métro Place Clichy. EUR. 72-37.

Vacances - Tourisme - Loisirs

La beauté, le calme de la Dordogne. Baignades, promen. équestres, cuisine fam. soignée dans hôtel tout confort. (45 F par jour). Hôtel du Périgord, Villamblard 24140.

PENSION FLEURIE
Week-end, cuis. soignée, séj. vacances convenant part. à personnes ne pouvant faire grands déplacements. 65 F jour. Mme Jannot, directrice, 17, rue Poissonnière, 60500. VINEUIL. Tél. 457-17-14.

Périgord, Paying guests. Accueil cft., calme, 45 F j. TC. Château de la Valade. 24310 Bourdeilles.

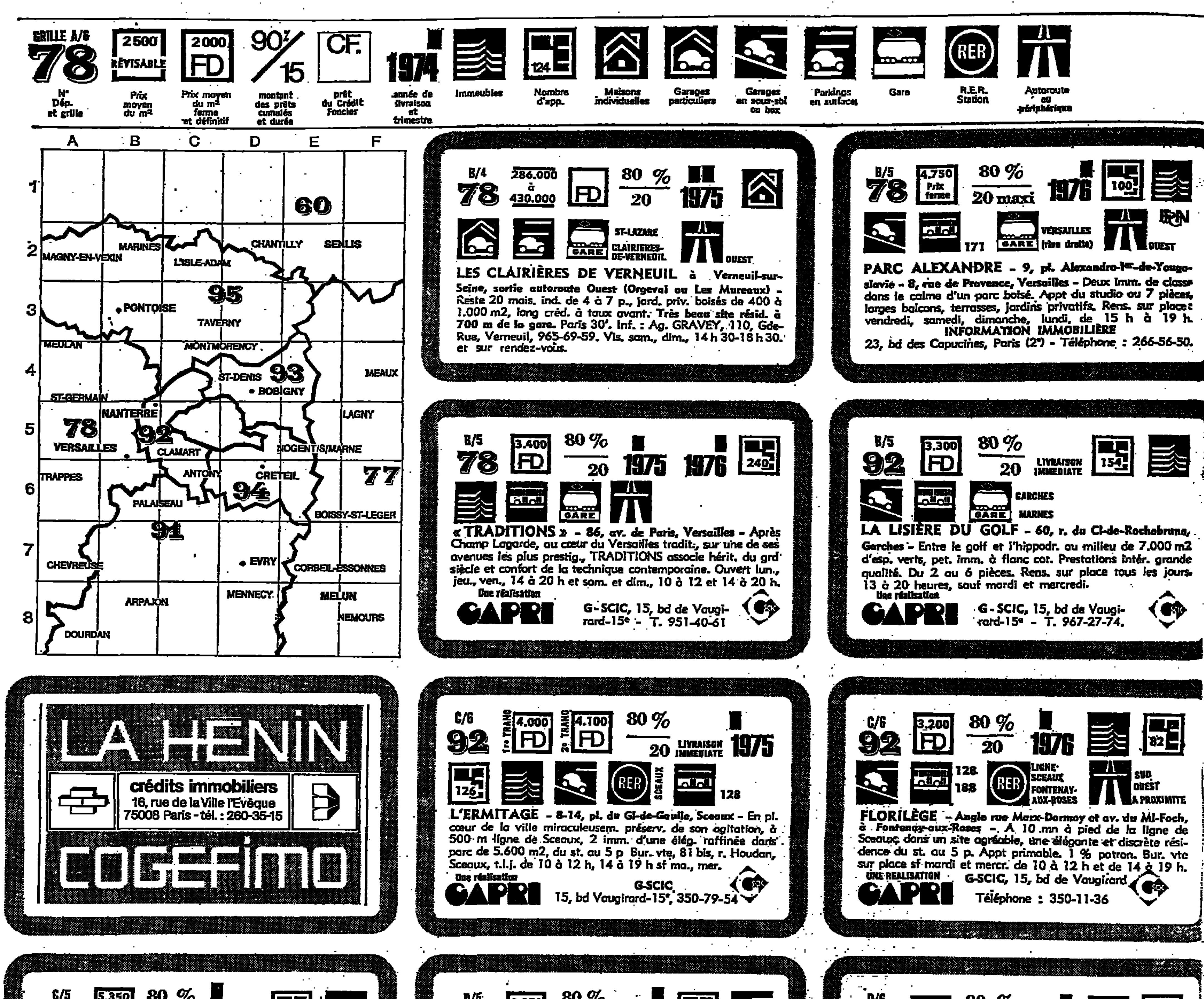
LANDEVENNEC ARGOL TELGRUC-SUR-MER
Plusieurs appartements à louer 2 chambres, cuisines, salle d'eau pour le mois de Juillet. Ecrire ou téléphoner à Mairie de LANDEVENNEC, téléph. : 81-08-07.

ANJOU. Repos, détente, dans petit château Renaissance. Château de Raguin, 49114 Chazé-sur-Argos.

Echange pour vacances avec famille anglaise. Renseig. : « Interhols » 15, Stroma Gardens, Urmston, Manchester, Grande-Bretagne.

Bretagne. Voile, plongée, loisirs. Px spéc. pr groupes et familles. Centre nautique Philippe Joppa, 22560 TREBEURDEN. Tél. 35-52-47 et 35-50-26.

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE



B/4 — 78 — 286.000 à 430.000 — FD — 80 % / 20 — 1975 — ST-LAZARE — CLAIRIÈRES-DE-VERNEUIL — OUEST

LES CLAIRIÈRES DE VERNEUIL à Verneuil-sur-Seine, sortie autoroute Ouest (Orgeval ou Les Mureaux) - Reste 20 mais. ind. de 4 à 7 p., jard. priv. boisés de 400 à 1.000 m2, long créd. à taux avant. Très beau site résid. à 700 m de la gare. Paris 30'. Inf. : Ag. GRAVEY, 110, Gde-Rue, Verneuil, 965-69-59. Vis. sam., dim., 14 h 30-18 h 30. et sur rendez-vous.

B/5 — 78 — 4.750 Prix ferme — 80 % / 20 maxi — 1976 — 100 — 171 — VERSAILLES (rive droite) — OUEST

PARC ALEXANDRE - 9, pl. Alexandre-Ier-de-Yougoslavie - 8, rue de Provence, Versailles - Deux imm. de classe dans le calme d'un parc boisé. Appt du studio ou 7 pièces, larges balcons, terrasses, jardins privatifs. Rens. sur place: vendredi, samedi, dimanche, lundi, de 15 h à 19 h.
INFORMATION IMMOBILIÈRE
23, bd des Capucines, Paris (2e) - Téléphone : 266-56-50.

B/5 — 78 — 3.400 FD — 80 % / 20 — 1975 — 1976 — 240 — GARE

« TRADITIONS » - 86, av. de Paris, Versailles - Après Champ Lagarde, au cœur du Versailles tradit., sur une de ses avenues les plus prestig., TRADITIONS associe hérit. du grd siècle et confort de la technique contemporaine. Ouvert lun., jeu., ven., 14 à 20 h et sam. et dim., 10 à 12 et 14 à 20 h.
Une réalisation CAPRI — G-SCIC, 15, bd de Vaugirard-15e - T. 951-40-61

B/5 — 92 — 3.300 FD — 80 % / 20 — LIVRAISON IMMEDIATE — 154 — GARCHES MARNES

LA LISIÈRE DU GOLF - 60, r. du Cl-de-Rochebrune, Garches - Entre le golf et l'hippodr. au milieu de 7.000 m2 d'esp. verts, pet. imm. à flanc cot. Prestations intér. grande qualité. Du 2 au 6 pièces. Rens. sur place tous les jours. 13 à 20 heures, sauf mardi et mercredi.
Une réalisation CAPRI — G-SCIC, 15, bd de Vaugirard-15e - T. 967-27-74.

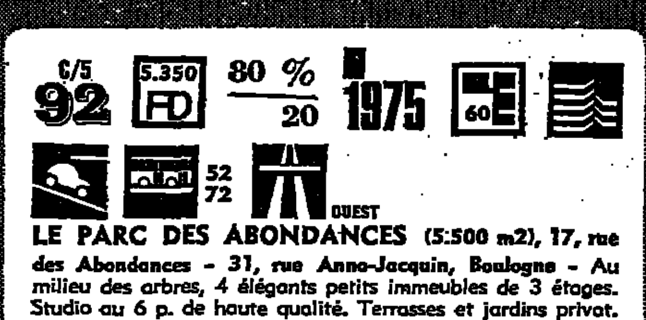
LA HENIN
crédits immobiliers
16, rue de la Ville-l'Évêque
75008 Paris - tél. : 260-35-15
COGEFIMO

C/6 — 92 — 1re TRANC. 4.000 FD — 2e TRANC. 4.100 FD — 80 % / 20 — LIVRAISON IMMEDIATE — 1975 — 126 — RER SCEAUX — 128

L'ERMITAGE - 8-14, pl. du Gl-de-Gaulle, Sceaux - En pl. cœur de la ville miraculeusem. préserv. de son agitation, à 500 m ligne de Sceaux, 2 imm. d'une élég. raffinée dans parc de 5.600 m2, du st. au 5 p. Bur. vte, 81 bis, r. Houdan, Sceaux, t.l.j. de 10 à 12 h, 14 à 19 h sf ma., mer.
Une réalisation CAPRI — G-SCIC, 15, bd Vaugirard-15e, 350-79-54

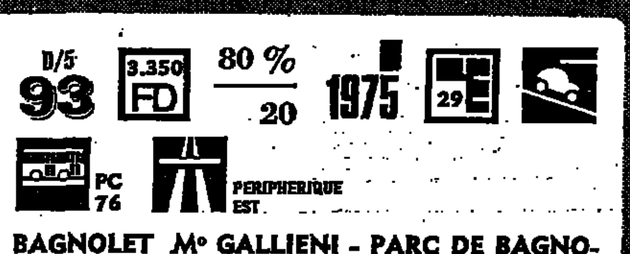
C/6 — 92 — 3.200 FD — 80 % / 20 — 1976 — 82 — 128 — 188 — RER LIGNE-SCEAUX FONTENAY-AUX-ROSES — SUD OUEST A PROXIMITE

FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du Ml-Foch, à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux dans un site agréable, une élégante et discrète résidence du st. au 5 p. Appt primable. 1 % patron. Bur. vte sur place sf mardi et mercr. de 10 à 12 h et de 14 à 19 h.
UNE RÉALISATION CAPRI — G-SCIC, 15, bd de Vaugirard — Téléphone : 350-11-36



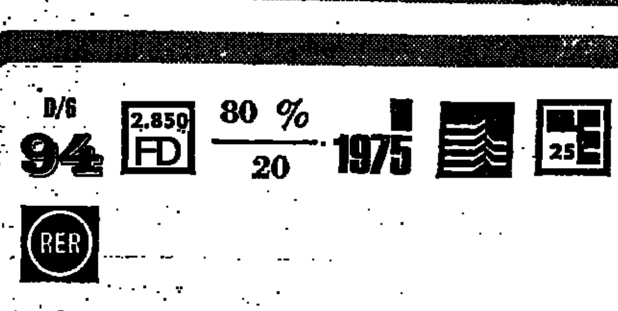
C/5 — 92 — 5.350 FD — 80 % / 20 — 1975 — 60 — 52 72 — OUEST

LE PARC DES ABONDANCES (5.500 m2), 17, rue des Abondances - 31, rue Anna-Jacquin, Boulogne - Au milieu des arbres, 4 élégants petits immeubles de 3 étages. Studio au 6 p. de haute qualité. Terrasses et jardins privat. Livraison printemps 75. Bureau s. pl. ts les A.-M. sf mardi.
PROMEX — Informat. et vente : PROMEX, 65, rue Rennequin, Paris-17e. Téléphone : 755-82-10.



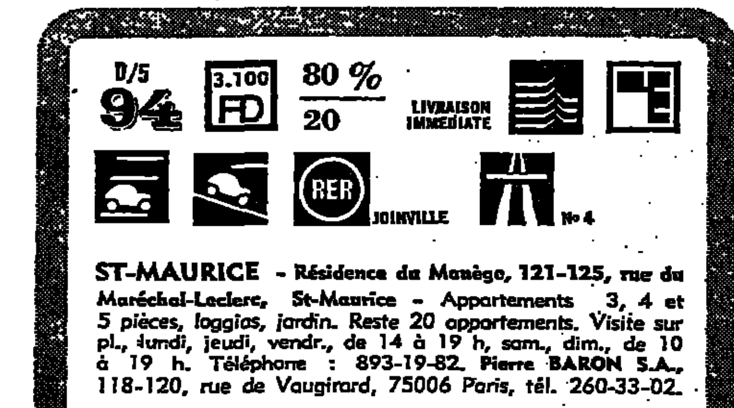
D/5 — 93 — 3.350 FD — 80 % / 20 — 1975 — 29 — PC 76 — PERIPHERIQUE EST

BAGNOLET Mo GALLIENI - PARC DE BAGNOLET - 53, av. Gambetta - Près du nouveau centre d'aff. en liaison directe avec Roissy, un élégant petit immeuble (studios et 2 pièces terminés fin 1975). Informat. et vente :
PROMEX — 65, rue Rennequin, Paris (17e) Téléphone : 755-82-10



D/6 — 94 — 2.850 FD — 80 % / 20 — 1975 — 25 — RER

LA BELLE AURORE - 23, rue Daloyrac - Fontenay-sous-Bois - Du studio au 6 pièces, livrables fin 1975. Prix fermes et définitifs. Appt modèle, samedi, dimanche, de 14 h 30 à 18 h 30. SOGIFRANCE, 43, rue de Lisbonne, 75008 Paris - Téléphone : 924-79-72.



D/5 — 94 — 3.100 FD — 80 % / 20 — LIVRAISON IMMEDIATE — RER JOINVILLE — No 4

ST-MAURICE - Résidence du Manège, 121-125, rue du Maréchal-Leclerc, St-Maurice - Appartements 3, 4 et 5 pièces, loggias, jardin. Reste 20 appartements. Visite sur pl., lundi, jeudi, vendr., de 14 à 19 h, sam., dim., de 10 à 19 h. Téléphone : 893-19-82. Pierre BARON S.A., 118-120, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 260-33-02.

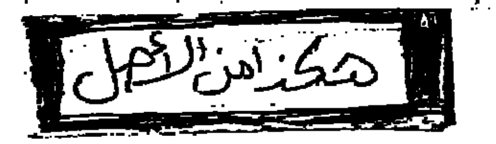
« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

vous avez choisi... réalisez votre projet...
avec un prêt cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
6, rue Volney, 75083 PARIS CEDEX 02
Tél. 260.35.10 et 742.73.15





ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Rhône-Alpes

RÉFÉRENDUM A BRINDAS

La banlieue lyonnaise résiste aux progrès de la ville

De notre correspondant régional

…on. — A première vue, c'est … fronde de plus parmi bien …res. Le dimanche 22 juin, les …tants de Brindas, petite com…e de deux mille habitants, à …st immédiat de Lyon, sont …lés à participer à un « ré…ndum sauvage ». Ceux qui …oudront répondront par oui …ar non à cette simple ques… : « Etes-vous pour la remise à …de du projet de plan d'occu…n des sols avec information …concertation de la popula…? »

…ute l'affaire s'est, en effet, …loppée autour d'une opéra… devenue banale : la vente à … promoteur de Lyon, la So… lyonnaise de construction …C.), de 70 hectares de terrains …ue-là agricoles. Mais comme …errain, le domaine des Ho…x, était la propriété de …Alexandre Bonjean, maire de …das, certains ont tiqué, d'au… que ce dernier est un diri…nt agricole national important. …e vente ne s'est-elle pas …lue au prix de 5 F le mètre …é, alors que le moindre ter… de Brindas, une fois viabi… se négocie entre 80 F et … F le mètre carré ? Fallait-il …rer une nouvelle opération …ulative ? Fallait-il surtout …quiéter de voir Brindas, jus…-là demeurée zone bucolique, …enir à brève échéance une …mune ordinaire de la ban…e de Lyon avec tous les dé…ts de la ville que comporte …ourd'hui l'expression ?

…ans un tel débat, il convient …endant de ne pas voir les …ses de façon manichéenne. Il … sûr que parmi les animateurs … l'Association pour le dévelop…ent harmonieux de Brindas … trouve des propriétaires qui ont …s occupations à Lyon et du …ne coup éprouvent évidemment …ucoup de plaisir à retrouver …que soir, à 15 kilomètres du …tre de la deuxième aggloméra…n de France, la paix de la …pagne. C'est en pensant à …x-là que M. Bonjean a pu …re dans un rapport récent que … membres de l'Association …ient essentiellement pour but … sauvegarde de situations pri…iées » et que « leur égoïsme …conduit à maintenir Brindas … un état de sous-développe…t inacceptable ».

…ais il est tout aussi vrai que …propriétaires de villas ne sont … aujourd'hui seuls à vouloir un débat réel sur ce fameux plan d'occupation des sols. Ils ont entraîné avec eux des ruraux, des natifs, des habitants de vieille souche, qui estiment, eux aussi, être trop peu informés et ne tiennent pas à voir leur commune prendre dans les années à venir des allures citadines.

Dès lors, on discute du Brindas futur et, pour commencer, de ce domaine des Hoteaux vendu par le maire. Combien de maisons y verra-t-on paraître ? Si, comme certains l'ont dit, il pouvait y avoir un bâtiment pour 1 000 mètres carrés, ce serait de six cents à sept cents maisons qui s'y bâtiraient en peu de temps, une fois pris l'arrêté de zone d'aménagement concerté (ZAC). Certes, M. Bonjean nie avec vigueur une telle densité. Il assure qu'il y aura au maximum trois cents maisons. De quel modèle ? C'est une inconnue de plus. Au début, on assurait qu'il s'agirait de logements sociaux. Aujourd'hui, on parle plutôt d'habitations pour cadres moyens. C'est aussi le langage de la préfecture, qui attend prudemment, tout en estimant qu'il doit y avoir de toute façon un « *équilibre à trouver* ».

Cependant, et ce fut la raison principale du succès de l'Association pour le développement harmonieux de Brindas, rien ne fut jamais net. Sans doute, le plan d'occupation des sols a-t-il été soumis à l'enquête publique, mais celle-ci s'est avérée aussi rituelle que symbolique. A cette occasion, l'Association a rappelé que Brindas se trouve en dehors de la communauté urbaine de Lyon, dans une zone dont le schéma de l'OREAM considère toujours qu'elle doit constituer une ceinture verte.

Le « référendum » du 22 juin changera-t-il quelque chose à un avenir encore incertain ? Ceux qui l'organisent ont l'avantage d'avoir bien préparé leur affaire, élargi leur audience, mois après mois, ce qui leur fait dire : « *Les Brindasiens, quand ils sont informés, sont capables de réagir.* » La réaction sera-t-elle de nature à inquiéter la municipalité au point qu'elle puisse y voir un signe de désaveu politique ? Une fois encore, la concertation risque d'être subordonnée à un rapport de forces.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

A PROPOS DE...

Les « jardins ouvriers » de Créteil

Pour quelques îlots de verdure

La police a, ce vendredi 20 juin, fait évacuer les « jardins ouvriers » de Créteil (Val-de-Marne), que leurs locataires refusaient d'abandonner.

Les « jardins ouvriers » s'étendent sur 5 hectares, non loin de la Marne, un peu en aval du pont de Créteil. Coupés d'allées à angles droits, parsemés d'arbres fruitiers et de petites cabanes qui servent de remises à outils, ces jardins ont été loués par l'Assistance publique à cent soixante familles aux revenus modestes. Celles-ci y cultivent la pomme de terre, le chou, l'ail et l'oignon, en plein cœur de la ville.

« A deux pas, c'est l'apocalypse : le béton, et le Créteil du maire, M Billotte », *disent les* « *jardiniers* ». *Ici, à 5heures du matin, on voit des ouvriers choyant leurs saladés, avant de partir au travail, dans un souci culinaire, mais aussi pour* « retrouver une raison de vivre ». *Les enfants ont délaissés* vivre ». *Les enfants ont délaissé les grands ensembles proches pour venir, comme des volées de moineaux, s'ébattre dans cet éden de banlieue.* « Qu'est-ce qu'on va faire d'eux cet été si on nous chasse d'ici ? », *demande avec anxiété une mère de famille.*

Déjà, le 13 juin, l'alerte avait été chaude : des travaux de démolition avaient commencé sans préavis. Presque clandestinement, une entreprise spécialisée de Saint-Maur avait eu le temps de couper deux arbres fruitiers et de saccager quatre o' cinq cabanes avant que le comité de défense des « jardins ouvriers » ne dépose une requête devant le juge des référés.

« Nous sommes locataires de nos jardins, *déclarent les travailleurs*. Nous avons un contrat. Le général Billotte n'a pas le pouvoir de le rompre unilatéralement. »

Pour M. Pierre Billotte, député et maire U.D.R. de Créteil, toutes les formalités administratives (enquête d'utilité publique, demande de permis de construire) ont été légalement effectuées. « Tous ces braves types, *dit-il*, ont été prévenus depuis longtemps. Je conçois que cela leur cause du désagrément — et je suis tout prêt à les indemniser. — mais il existe une opération concertée dans le détail, une affaire qui se commercialisera très bien et qui fera de cet ensemble un quartier convenable : un centre commercial, un groupe scolaire, et plusieurs petits immeubles, pour moitié des logements aidés et pour moitié des logements en accession à la propriété. »

Les jardiniers, dont certains sont là depuis vingt ans, ont appris qu'il étaient juridiquement considérés comme des « squatters ». Ils ont demandé à M. Billotte et à la municipalité de les rencontrer sur place pour s'entretenir de l'avenir des jardins

« Le juge des référés a prononcé un arrêté d'expulsion. C'est une affaire qui ne me concerne plus, et qui dépend maintenant de la justice et de la police », *a répondu M. Billotte. La police a fait son travail.*

FRANÇOIS MÉTAYER.

Faits et projets

Pêche

● GREVE DES PECHEURS A LA ROCHELLE. — Par 102 voix contre 2 et 1 bulletin nul, les marins pêcheurs du syndicat C.G.T. des gens de mer de La Rochelle ont décidé jeudi 19 juin de se mettre en grève. Ils ne reprendront la mer que lorsqu'ils auront obtenu des assurances quant aux cours du poisson, car ils « *ne veulent pas qu'on leur vole leur travail...* ». — (*Corresp.*)

Transports

● CONFLIT DU « MARY-POPPINS ». — La Fédération des marins C.G.T. considère comme « inacceptables et contraires aux intérêts des marins français » les intentions de la firme maritime allemande TT Lines qui consisteraient à rembarquer quelques Français dans l'immédiat sur le *Mary Poppins*, battant pavillon de complaisance, pour assurer la ligne Saint-Malo-Southampton à partir du 23 juin. La fédération rappelle que la société B.A.L., seul armateur français intéressé par le trafic, a pris des engagements pour mettre un navire en service à Saint-Malo à partir du 19 août 1975 pour la saison et assurer régulièrement la ligne à partir de Pâques 1976.

● SERVICE PUBLIC POUR LA CORSE. — Le conseil régional réuni le lundi 16 juin, a refusé, à l'unanimité, de délibérer sur la répartition des subventions accordées par l'Etat pour couvrir la différence entre le coût des transports maritimes et celui qui résulte de la tarification S.N.C.F. L'assemblée a refusé de ventiler elle-même les crédits d'Etat en fonction des produits exportés ou importés. Elle a réclamé « l'institution d'un véritable service public pour la desserte de la Corse, tant pour les passagers et leurs véhicules que pour le fret, dans les délais les plus brefs ».

Paris

● LA CITE DAVIEL A L'INVENTAIRE. — Construits en 1912 par l'architecte Walter, une quarantaine de pavillons de style anglo-normand forment, au 10, rue Daviel à Paris (13e), une cité en couronne. Dans un mémoire qui va être soumis aux élus, le préfet de Paris propose d'inscrire la cité Daviel à l'inventaire des sites.

155, FAUBOURG-SAINT-HONORÉ

Mc Douglas

…OUTIQUE

SOLDE 60 %

JUSQU'A

1.000 vêtements de peau

PARIS ⇄ LE CAIRE
sans escale
par Bœing 707

Lundi		Dimanche	
Dép. Paris (CDG)	12h25	Dép. Le Caire	15h40
Arr. Le Caire	18h45	Arr. Paris (CDG)	18h20

Consultez votre Agent de Voyages, ou
ABC Travel, 61, rue La Boétie - 75008 Paris - Tél. 359.02.88 - 359.86.44/45.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES Member of IATA
55, avenue George-V - 75008 Paris - Tél. 720.10.90/91

Sur le versant Ouest du Mont Valérien

appartements en duplex avec jardin privatif.

❑ 4 et 5 PIECES grandes surfaces
❑ LIVRAISON immédiate
❑ 2 800 F/m². Prix ferme et définitif

…ES TRIADES
…ue Paul Vaillant-Couturier - NANTERRE
…ISITES :
…medi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h
…ndi et mercredi de 14 h à 19 h

GROUPE ILE-DE-FRANCE
24, rue du Sentier - 75002 Paris
233 77 40 / 508 82 70

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Après l'accord Thomson-Northern sur le téléphone

La C.G.E. ne voit aucune justification à l'introduction en France d'un troisième système de commutation électronique

« *Nous avons en France une industrie du téléphone qui a fait ses preuves. Il existe deux excellents systèmes de commutation électronique* » (le métaconta des filiales françaises d'I.T.T. et le E 10 de la C.G.E.), « *capables de satisfaire la totalité des besoins français* ». Aussi, M. Ambroise Roux, qui s'adressait à la presse à l'occasion de la visite de la nouvelle usine de Tréguier (Côtes-du-Nord) consacrée à la production des centraux E 10, estime-t-il qu'il n'y a « *aucune justification, aucune nécessité à ce que l'on fasse entrer un troisième système* », en l'occurence celui du Canadien Norther Electric, qui vient de signer un accord de coopération avec le groupe Thomson.

M. Ambroise Roux évalue à cinq cent mille le nombre de lignes E 10 qui seront installées ou commandées dans le monde à la fin de 1976. Actuellement ce chiffre est de deux cent cinquante mille. Pour répondre à la demande, l'usine de Tréguier aura en 1976 une capacité de production de centraux E 10 de deux cent mille lignes par an.

A propos de l'informatique, M. Ambroise Roux a retracé, à son tour, l'historique de l'affaire de la C.I.I. Sa version et celle de M. Richard diffèrent quelque peu (*le Monde* du 19 juin). La C.G.E., comme Honeywell, a « *la volonté de faire participer Siemens et Philips à l'opération C.I.I.-Honeywell-Bull, soit par une participation financière, soit par une association* ».

L'évolution politique de l'Italie fait « *hésiter de plus en plus* » la C.G.E. à concrétiser le montage industriel mis au point avec la société italienne Breda pour la fabrication de cuves nucléaires. En fait, la question qui se pose aujourd'hui est celle-ci : la C.G.E. poursuivra-t-elle son effort dans le nucléaire ? « *Elle ne le fera*, a indiqué M. Roux, *que si ele obtient la certitude qu'E.D.F. lui commandera des centrales « en » séries » sur des bases de prix convenables...* »

AGRICULTURE

LA FIN DU CONGRÈS DES CÉRÉALIERS

Vers un développement des blés de mauvaise qualité boulangère

De notre envoyé spécial

Biarritz. — *Le congrès de l'Association générale des producteurs de blé (A.G.P.B.) s'est achevé, jeudi 19 juin, par l'adoption de motions demandant une revalorisation du prix des céréales, une minoration des taxes professionnelles et une modification des mécanismes de gestion des marchés européens. Le ministre de l'agriculture, M. Christian Bonnet, s'il a reconnu qu'une amélioration des mécanismes de gestion était nécessaire, a rappelé que les taxes professionnelles étaient un élément de solidarité entre producteurs, et qu'elles ne pouvaient donc être minorées. Mais l'essentiel du congrès a été consacré au débat sur la qualité des blés. M. Bonnet a annoncé à ce propos que Paris déposerait à Bruxelles un mémorandum demandant* « une distinctoin très nette entre le prix des blés panifiables et celui des blés fourragers ».

Ce n'est pas une surprise : les discussions très techniques sur la gestion des marchés des céréales ou les taxes professionnelles ont été éclipsées lors du congrès des céréaliers par le problème de l'introduction en France — et dans le reste de la C.E.E. — des blés à haut rendement et à forte teneur en protéines (*le Monde* du 19 juin).

La discussion a été acharnée. Les représentants des coopératives ont fait valoir que l'extension des surfaces ensemencées avec les variétés mises en cause risque de mettre à mal la réputation d'ensemble des blés français. Les arguments contraires n'ont pas manqué, un orateur, M. Sence, trésorier de l'A.G.P.B., allant même jusqu'à dire que ces blés seraient toujours assez bons pour les pays sous-développés.

Finalement, la thèse défendue par les dirigeants de la centrale céréalière l'a emporté à la faveur d'un vote. L'A.G.P.B. demande un prix d'intervention supérieur de 10 % pour les blés panifiables, l'alignement du prix d'intervention des blés fourragers sur celui du maïs et de l'orge. En contrepartie, elle va aider les organismes stockeurs à mettre en place un système de classement des grains.

Ne pouvant employer « *la méthode la plus radicale* », le ministre de l'agriculture s'est rendu aux arguments des céréaliers. Il a annoncé que la France déposerait prochainement à Bruxelles un mémorandum demandant « *une distinction très nette entre le prix des blés panifiables et celui des blés fourragers appelés à rejoindre le groupe des céréales fourragères* ».

Pour le ministre de l'agriculture, il s'agit surtout de ne pas « *laisser se créer progressivement dans le secteur du blé une situation du même type que celle dont la France subit les conséquences dans le domaine viti-vinicole* ».

L'affaire pourrait donc paraître entendue. Pourtant, on est loin du compte. Meuniers et courtiers étaient venus très nombreux pour assister au débat du congrès. Et ils ne sont guère satisfaits de ce qu'ils ont entendu.

Les négociants estiment qu'un double prix d'intervention compliquera à l'extrême le calcul des différentes taxes et restitutions qui sont applicables au blé lors des transactions avec des pays tiers de la C.E.E. En outre, ils assurent que cela les contraindra à traiter des céréales américaines plutôt que communautaires dans les ventes avec les pays de l'Est. Leur avis n'est pas négligeable puisqu'ils assurent grosso modo les deux tiers des exportations des céréales françaises, qui représentent au total 11 milliards de francs en 1974.

De leur côté, les meuniers pensent que rien ne pourra être fait dans le sens souhaité par l'A.G.P.B. tant que le ministère des finances n'aura pas donné son avis. L'augmentation du prix des blés panifiables entraînera une hausse des farines, et le pain devrait alors suivre. Or cela est incompatible avec la politique anti-inflation.

Reste maintenant à savoir dans combien de temps les spécialistes de la génétique végétale pourront fabriquer en grande série des variétés à haut rendement et de bonne qualité boulangère pour mettre un terme à ce débat.

ALAIN GIRAUDO.

● DES FERMIERS IRLANDAIS ont décidé de manifester, ce vendredi, devant l'ambassade de France à Dublin, pour « *protester vigoureusement* » contre les contrôles exercés par les autorités françaises sur les importations de viande d'agneau en provenance de la République d'Irlande. — (*A.F.P.*)

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

EMPLOI

Face aux mesures « superficielles » du gouvernement

Le parti socialiste propose des réformes de structure

Le parti socialiste vient de publier un plan d'action pour combattre le chômage qui, affirme-t-on place du Palais-Bourbon, est autant structurel que conjoncturel.

Après avoir qualifié de « *superficielles* » et « *discriminatoires* » les mesures d'urgence que le gouvernement vient de décider, M. Jean-Paul Bachy, délégué national pour les questions travail-emploi, a préconisé deux séries de mesures. Les premières devraient être immédiates : création de sections « jeunes » dans toutes les agences locales pour l'emploi ; coordination, puis regroupement des services de l'Agence nationale pour l'emploi, de l'Office national d'information sur l'enseignement et la profession (ONISEP) et de l'orientation scolaire et professionelle ; création systématique de services de placement dans les établissements scolaires et universitaires publics ; doublement pendant cinq ans du nombre des postes de conseillers d'orientation créés chaque année par l'éducation nationale.

Les deuxièmes sont plus ambitieuses mais aussi plus coûteuses. « *Le problème actuel du chômage implique, en effet, une approche globale. Les seuls vrais remèdes sont précisément ceux qui n'ont pas été envisagés par le gouvernement.* » Et de proposer, outre des aides aux investissements, la création d'emplois publics, la réforme du financement de la Sécurité sociale, la réduction des horaires, la taxation des heures supplémentaires, la limitation du travail en équipe, le développement de la formation et le départ en retraite à soixante ans qui, selon le P.S. coûterait 8 milliards de francs au lieu des 16 milliards annoncés par le C.N.P.F.

● DES MANIFESTATIONS POUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES se sont encore déroulées, le 19 juin, dans plusieurs villes : à Paris, au siège du C.N.P.F., où une délégation C.G.T. et C.F.D.T. a été reçue ; à Sainte-Suzanne (Doubs), à Lancey (Isère), à Sailly-Filbeaucourt (Somme), à Dijon, à Nancy, etc.

De nouvelles occupations d'usine par des grévistes ont eu lieu à Thaon-les-Vosges (emballages Mussy), à Vienne (vêtements Alpyr), à Orsay (France-Glace), etc.

● LA GREVE DE LA SAFE A HAGONDANGE (MOSELLE). — Une certaine reprise paraissait s'amorcer, vendredi matin 20 juin ; près de cinq cents ouvriers (sur deux mille huit cents) étant à leurs postes de tarvail, mais l'aciérie reste bloquée par les grévistes.

L'action en faveur des jeunes

LE C.N.P.F. MOBILISE SES ASSOCIATIONS DE FORMATION

Les responsables des quelque cent quatre-vingts associations de formation (ASFO) qui ont été créées par le patronat depuis quelques années se sont réunis, jeudi 19 juin, à Paris, au C.N.P.F., pour examiner les modalités d'application des contrats de formation pour les jeunes que le gouvernement a décidé de faciliter.

Trois étapes sont prévues, a indiqué M. Corpet, responsable de la formation au C.N.P.F. : une campagne d'information auprès des entreprises (rédaction et diffusion d'un guide pratique), visites dans les entreprises des dirigeants des ASFO pour connaître les besoins des firmes, préparation d'un catalogue des types de formation.

Les ASFO, qui ont reçu soixante mille stagiaires en 1972, deux cent trente mille en 1974, ont eu cette année une activité moins importante que prévu, en raison de la crise économique, si bien qu'au C.N.P.F. on estime qu'elles pourront sans difficultés faire face aux demandes de stages. Les indemnités horaires qui seront versées par l'Etat étant fixées à 6 francs, et le coût des stages évalué entre 8 et 12 francs, une utilisation du produit de la taxe sur la formation sera vraisemblablement nécessaire.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5	6	4	5	4 1/2	5 1/2
1 mois	5 3/8	5 7/8	4 3/8	4 7/8	2 7/8	3 3/8
3 mois	5 7/8	6 3/8	4 3/8	4 7/8	3 1/4	3 3/4
6 mois	6 5/8	7 1/8	4 3/4	5 1/4	4 3/8	4 7/8

SYNDICATS

RÉUNI AU BOURGET DU 22 AU 27 JUIN

Le 39e congrès de la C.G.T. procédera à un lar[g] renouvellement de ses instances dirigeantes

Quelques mille six cents délégués participeront au trente-neuvième congrès de la C.G.T., qui s'ouvrira dimanche 22 juin, au Bourget ; les travaux s'achevant le 27 juin. Quarante-cinq délégations étrangères, y compris celle de l'Intersyndicale portugaise, ont été invitées, et l'accent sera mis sur le caractère international de ces as par une séance spéciale. Les partis de gauche également été conviés : P.C. (M. Georges Mar viendra), P.S., radicaux de gauche et P.S.U plus, pour la première fois dans les annales confédérations françaises, la C.G.T. avait i la C.F.D.T., mais celle-ci s'est récusée.

Les dirigeants de la C.G.T., en présentant leur congrès à la presse, le 19 juin, ont souligné qu'il avait été préparé, dans les organisations de base, par de nombreux débats. Cela, afin de réaliser « *une vaste réflexion collective* » portant notamment sur la dégradation de la situation des travailleurs, les responsabilités du patronat et du gouvernement, à la fois dans la crise et aussi dans les atteintes à la liberté.

Les délégués étudieront la meilleure façon de poursuivre les luttes avec les autres formations syndicales et politiques, la C.G.T. réaffirmant sa foi dans l'efficacité de l'unité d'action avec la C.F.D.T. et sa fidélité au programme commun de la gauche. Enfin, ce sera l'adoption du document d'orientation et du programme d'action que les militants ont entre les mains depuis plusieurs mois.

D'autre part, M. Seguy a annoncé que la commission exécutive serait largement renouvelée. On compte, en effet, trente-huit nouvelles candidatures. Il en sera de même au bureau confédéral, où entreraient cinq nouveaux membres. Parmi eux, on cite les noms de Mme Jeanine Marest (m lurgie), de MM. René L (secrétariat général du bu confédéral) et Michel Warch (travailleurs de l'Etat).

Plusieurs postes du bu (dont le nombre de sièges varier) sont ou auront été re vacants : M. Louis Saillant décédé en 1974, M. Léon Ma prend sa retraite, M. Jean Sc fer se verrait confier d'autres ponsabilités. Et M. Benoît chon, pour qui avait été ex tionnellement créé un fau présidentiel, qui ne sera maintenu, deviendrait prés d'honneur.

FERMETÉ ET OUVERTURE

La C.G.T. tient son congrès au moment où les trois partis de gauche, après neuf mois de querelle, s'efforcent de rétablir la cohésion et le dynamisme qu'avait fait naître *la* campagne présidentielle.

Supporters, elles aussi, du candidat commun de la gauche, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont su se garder d'entrer dans les polémiques stérilisantes. Qui plus est, elles ont renforcé leur unité d'action par l'accord du 26 juin 1974.

Les dirigeants des deux confédérations n'ont cessé d'en confirmer la solidité. Bien que la C.G.T. ait peut-être encore plus voulu ce pacte que son associée, M. Edmond Maire rappelait tout récemment que l'accord du 26 juin « *reste pour nous une référence essentielle et le moyen de surmonter les divergences* ».

Celles-ci, bien souvent, se sont manifestées à la base, parmi les militants. Les échos s'en trouvent dans la tribune de discussion ouverte dans les derniers numéros du *Peuple*, organe bimensuel de la C.G.T. L'entente « au sommet » n'a pas effacé, dans les ateliers et les chantiers, les divergences sur les objectifs et, surtout, sur les moyens de les atteindre.

Tandis que la C.F.D.T., depuis quelques mois, s'est montrée moins offensive que par le passé, la C.G.T., à l'inverse, a presque constamment voulu se tenir sur la brèche, quitte, çà et là, à en descendre assez rapidement.

Même si la relance de leurs offensives a coïncidé avec le durcissement du parti communiste, à l'automne dernier, MM. Séguy et Krasucki et leurs amis ont veillé à ce que leurs actions ne soient pas mêlées aux initiatives des cellules du P.C. qui, dans les entreprises, ont redoublé d'activité (Renault, sidérurgie, métallurgie, etc.).

Ces péripéties seront-elles évoquées à la tribune du Bourget ? Les responsables cégétistes, depuis des mois, ont fait savoir qu'ils consacraient tous leurs efforts à une « *démocratisation encore plus grande, une liberté de discussion encore plus large* » du haut en bas de leur organisation. La répartition des tes, y compris à la comm exécutive et au bureau conf va être assez profondément r velée pour faire une plus large déclare-t-on, aux éléments listes, aux femmes, aux jeune chrétiens et autres représentai courants de pensée ou de catég

L'unité, l'ouverture, n'ont autant été à l'ordre du jour, d C.G.T., même si, pour ne parle du monde syndical, jamais no la confédération n'a été aussi sive vis-à-vis de Force ou aussi hostile à la FEN.

M. Séguy a exprimé le regr M. Maire ait refusé l'invitation lui avait adressée pour le c du Bourget. La C.G.T. avait accepté que les cédétistes pr la parole. Mais cela n'a pas convaincre ceux qui, *rue Mont* ont craint que leur présenc interprétée comme un pas c vers l'unité organique. Il faut d'a *disent-ils*, créer de meilleures c tions pour des recherches approndies entre les deux cen Certains ont peut-être eu aus mouvement de recul en cons la vision assez différente des qui est enregistrée, dans chacun deux confédérations, quand on les yeux vers le Portugal et l'. *Républica*.

JOANINE R(

● LE DERNIER NUMÉRO « LA CHRONIQUE SOC DE FRANCE » (7, rue du 69288 Lyon) est consacr « Service public en crise ». exemples ont été choisi l'hôpital, dans les trans urbains, les entreprises l'énergie, les banques, recherche en sciences soc

(PUBLICITÉ)

COUP DOUBLE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

La 51e Foire de Marseille, première Foire internationale de France, sera aussi l'une des plus importantes manifestations du tiers-monde en Europe

Les résultats de la 50e Foire sont là qui le prouvent : tous les records de participation en matière de fréquentation, volume des affaires traitées et représentations ont été battus. Ces résultats, spectaculaires, ne s'expliquent que par la qualité professionnelle des interlocuteurs qui se sont rencontrés à Marseille, la qualité et la nouveauté des productions industrielles qui y ont été présentées, la nouveauté des marchés qui se sont ouverts.

CES NOUVEAUX DÉCIDEURS, MAIS QUI SONT-ILS ?

Quelque 30 000 visiteurs professionnels ont été recensés lors de la 50e Foire, venus de 61 pays du monde : jeunes managers du Proche-Orient ou jeunes « décideurs » d'Asie et d'Amérique du Sud, ils sont attirés par la qualité et la compétitivité de nos productions, qui bénéficient, là comme en Afrique, d'un préjugé favorable grandissant. Que représentent-ils ? Des pays en pleine expansion, qui amorcent leur décollage industriel. Donc, à portée de la main, à Marseille, des marchés nouveaux, vitaux, en cette période cruciale de relance économique où l'aide de l'Etat aux entreprises qui exportent se monte actuellement à 7 milliards de francs.

Une enquête, réalisée selon les normes I.N.S.E.E., précise d'ailleurs le profil du « décideur » qu'on rencontre désormais à la Foire.

Un visiteur sur deux est un jeune cadre d'entreprise ; 27 % ont un âge compris entre 35 et 49 ans, 22 % entre 25 et 34 ans. Pour 52 %, ils désirent s'informer sur un achat envisagé. Pour 13 %, Marseille, c'est déjà l'occasion de signer un nouveau marché. Enfin, 82 % apportent une conclusion sans appel : ils se déclarent satisfaits de leur visite.

Parallèlement, dans l'immense Parc Chanot, dans des halls et palais parfaitement adaptés aux normes des présentations internationales, l'exposition des productions nouvelles, issues des technologies les plus avancées, assure à la Foire un rentetissement commercial exceptionnel.

La conclusion s'impose d'elle-même. Etre présent à Marseille comme exposant, bien sûr, mais même comme visiteur, est l'acte le plus prometteur qui puisse être actuellement proposé à un responsable d'entreprise.

Marseille, europort de demain

Au moment même où de récentes réalisations industrielles (importante usine de chlore, dans la région de Fos, construction d'une usine d'enrichissement d'uranium pour EURODIF, au sud de Pierrelatte, etc.), témoignent de la vitalité sans cesse croissante du Sud-Est français, une chance nouvelle s'offre à toute la région : la réouverture du Canal de Suez.

Admirablement situé, le complexe Marseille-Fos a, en effet, l'ambition et les moyens de devenir le véritable « Europort » du Sud, grâce à un ensemble exceptionnel de liaisons Méditerranée-Mer du Nord, l'Allemagne et la Suisse. La prochaine électrification des voies ferrées sur la rive droite du Rhône, le raccordement des autoroutes avec le réseau suisse et allemand et, surtout, la réalisation d'un grand dessein, le plus passionnant, le plus fructueux sur le plan des infrastructures, le canal Rhin-Rhône feront de Marseille l'aboutissement naturel et privilégié du trafic en provenance des grands ensembles industriels de l'Europe du Nord.

Devant de pareilles perspectives, un tel développement économique, inéluctable, il est essentiel d'être présent au rendez-vous que la Foire Internationale de Marseille donne en septembre à tous les industriels. Lieu de rencontre privilégié, carrefour de tous les grands courants d'idées, d'hommes et de techniques, la Foire Internationale de Marseille peut apporter sur le « terrain », à l'endroit et au moment précis où se dessine le grand essor industriel et commercial du Sud-Est français, les contacts et les marchés dont les responsables industriels français ont plus que jamais besoin.

Un marché régional en pleine expansion

Associée à tout le développement économique du Sud-Est français, la Foire Internationale de Marseille a déjà profondément modifié les habitudes d'achat dans le Sud de la France. Son retentissement annuel fait que les acheteurs professionnels ne « montent » plus automatiquement à Paris, à l'occasion de telle ou telle manifestation. Une chose est sûre : les responsables d'industries implantées dans le Midi se retrouveront tous le 19 septembre à la FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE.

FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

13266 Marseille - Cedex 2

Tél. : (91) 54-15-60 - Télex 41021 F



Un des plus grands constructeurs européens de remorques utilitaires et d'attelages recherche, pour la France :

IMPORTATEURS

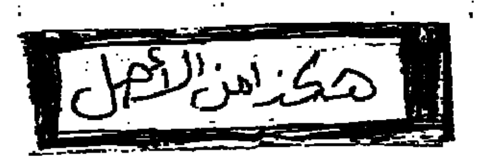
Conditions : Situation locale avantageuse
hall d'exposition et ateliers

WESTFALIA - WERKE K.G.
D-4832 Wiedenbrück - R.F.A.



EN BORDURE DU PERIPHERIQUE, 40.000 M2 DE BUREAUX A LOUER (AMENAGEABLES SELON VOS BESOINS). L'UN DES MEILLEURS CHOIX QUE VOUS PUISSIEZ FAIRE ACTUELLEMENT :
UN DOSSIER MARKETING COMPLET VOUS LE CONFIRMERA.
TELEPHONEZ A : JONES LANG WOOTTON : 720.21.23
SPEI : 256.55.11





LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

M. Chirac : les chances d'une reprise économique à bref délai sont plus fortes que jamais

M. Chirac a déclaré jeudi 19 juin, devant l'assemblée générale de l'assemblée des chambres de métiers, que « les chances d'une reprise économique à bref délai lui paraissent plus fortes qu'elles ne l'ont jamais été ».

... ertes, a reconnu M. Chirac. ... faut pas attendre des me... [de relance de l'investisse... qui viennent d'être prises]. ... dépit de l'effort exception... qui a été fait par le gouverne... pour les mettre en place ... rapidement, un effet radical ... médiat. Mais je crois désor... que notre économie est en ... re de reprendre sans à-coup ... progression dès la fin de ... ée. »

Le premier ministre a ensuite ... é les problèmes de l'artisanat qu'il a qualifiés de « secteur important de notre économie ». Il a rappelé que le nouveau relèvement des prestations d'assurance-vieillesse sera effectif au 1er juillet et a souligné qu'en dix-huit mois l'écart dans ce domaine aura été réduit de 28 à 12,5 %.

M. Chirac a, d'autre part, annoncé la signature dans les prochains jours d'un décret instituant une prime d'installation, versée en capital, pour les artisans, aussi bien en milieu rural que dans les nouveaux ensembles urbains. Il a ajouté qu'il avait été décidé de réserver au secteur de l'artisanat une tranche exceptionnelle de 200 millions de francs sur l'emprunt de 5 milliards de francs garanti par l'État qui vient d'être lancé.

LA CROISSANCE DANS LE MONDE SERAIT DE 5 % EN 1976 CONTRE 0,6 % CETTE ANNÉE

New-York (Agefi). — Deux études effectuées par la Morgan Guaranty Trust et la firme McGraw Hill Publications indiquent que les effets de la récession économique mondiale seront sévèrement ressentis en 1975 et que la reprise, plus longue à venir que prévu, s'accompagnera d'une persistance des tendances inflationnistes.

La Morgan Guaranty Trust, après avoir rappelé la gravité de la présente récession, insiste sur la sous-utilisation des capacités de production et sur le taux de chômage élevé qui persisteront dans le monde pendant les prochaines années.

La reprise, aux Etats-Unis et ailleurs, souligne le bulletin, sera probablement lente en raison de la nécessité de rééquilibrer des balances de paiements déficitaires, en raison aussi de la crainte de l'inflation qui restreindra les politiques expansionnistes. En outre, la perspective d'une hausse des prix pétroliers, en septembre, retardera la reprise en incitant plusieurs pays à poursuivre des politiques restrictives.

Pour McGraw Hill, 1975 restera dans les annales comme la plus mauvaise des quinze dernières années en termes de croissance économique réelle. La croissance combinée de vingt-sept pays industrialisés ne sera que de 0,6 % cette année, parallèlement à une inflation de 12,7 % pour un produit national brut globalement estimé à 5 000 milliards de dollars. En 1976, estime la firme, la croissance sera de 5 % en termes réels, avec une inflation de 9 % et un P.N.B. total de 5 700 milliards de dollars. Mais peu de pays seront en mesure d'atteindre leur plein potentiel de croissance.

FAITS ET CHIFFRES

...aires

● DANS L'AFFAIRE DE L'IMPRIMERIE OBERTHUR DE RENNES, filiale du groupe Néogravure, la deuxième chambre civile de la cour d'appel de cette ville a infirmé en partie le jugement du tribunal de commerce de Rennes du 4 mars 1975. Elle n'a pas remis en cause l'homologation du plan de redressement proposé par M. Jeanson, mais a annulé les autres dispositions du jugement du tribunal de commerce concernant la cession des parts sociales détenues par la Néogravure dans sa filiale, le problème du fonds de commerce Oberthur et les mesures prises quant aux règlements des clients en suspens. — (Corresp.)

...riculture

● LE DIRECTEUR NATIONAL DU SERVICE DES ALCOOLS, M. Veron, a déclaré devant le congrès des coopératives de distillation, qui vient de se tenir à La Crau (Var) : « Il y a actuellement en France un stock d'alcool qui ne sera pas écoulé avant douze ou quinze ans. Les mesures de distillation normales et exceptionnelles prises par le gouvernement pour une durée de cinquante-cinq jours n'ont fait qu'accentuer cette surabondance d'alcool. Toutes les capacités de logement sont dépassées. Il va falloir confier notre production à des coopératives à l'étranger. Nous envisageons même de stocker les alcools dans les cuves d'anciens pétroliers désaffectés. »

...nomie étrangère

● EN ALLEMAGNE FEDERALE, la hausse moyenne des salaires s'est établie à 6,8 % par an au cours du premier trimestre de 1975 contre une moyenne de 11,5 % en 1974. Cependant la hausse des prix de gros se ralentit, s'établissant à 5,6 % en mai par rapport à mai 1974 contre 8,2 % en avril, ... % en mars et 14,9 % pour l'ensemble de l'année 1974. Enfin l'industrie ouest-allemande continue de réviser en baisse ses prévisions d'investissements, qui reculeraient de ... % en 1975, après avoir diminué de 8 % en 1974. — (A.F.P.)

● EN ITALIE, le coût de la vie a augmenté de 0,7 % en mai contre 1,4 % en avril. En un an, par rapport à mai 1974, la hausse des prix a atteint 20,3 %. — (Reuter.)

● AUX ETATS-UNIS, les prix de gros ont augmenté de ...4 % en mai, après avoir progressé de 1,5 % en avril et diminué au cours des trois mois précédents. La hausse de mai est due pour les deux tiers aux prix agricoles.

...ustrie

● M. ROGER MARTIN QUITTE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IDI. — M. Roger Martin, président-directeur général de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat d'administrateur de l'Institut de développement industriel (IDI), qui expire le 27 juin prochain. M. Martin, qui était administrateur de l'IDI depuis sa création, en 1970, estime souhaitable que les administrateurs se renouvellent afin que des points de vue différents puissent être donnés sur les affaires traitées par l'IDI.

● LES BANQUIERS DU GROUPE BOUSSAC ont fait savoir, jeudi 19 juin, qu'ils n'avaient pas accepté de fournir de nouveaux crédits au groupe, mais s'étaient contentés de reporter l'échéance de fin juin, primitivement fixée au 23 juin, en attendant que M. Marcel Boussac accepte de mettre en gage une partie de son patrimoine personnel.

● MANNESMANN ET LA FILIALE ALLEMANDE DE PONT-A-MOUSSON S.A. ont l'intention de s'associer dans le secteur des plastiques (tubes, moules et produits semi-finis). Sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, Mannesmann Plastic GmbH apportera à la filiale allemande de Pont-à-Mousson S.A. « Rhein Plastic Rohr GmbH » ses actifs, à l'exception de l'usine de Duisbourg, qui sera fermée. Mannesmann et Pont-à-Mousson se partageront par moitié le capital de Rhein Plastic Rohr GMBH.

● I.C.I. MENACÉ DE PARALYSIE. — L'activité du premier groupe chimique britannique, Imperial Chemical Industries, risque d'être totalement paralysée par la grève des neuf mille travailleurs de l'usine de Wilton, dans le nord-est de l'Angleterre, ont indiqué les dirigeants du groupe. Cette usine fournit les principaux produits de base nécessaires à la fabrication des matières plastiques et des fibres chimiques. — (A.F.P.)

● LA PRODUCTION D'ACIER dans vingt-sept pays du monde occidental a fléchi de 16,9 % en mai 1975 par rapport à mai 1974. Cette baisse est la plus forte depuis vingt ans et a atteint 22,5 % aux Etats-Unis et 27,2 % dans les neuf pays du Marché commun. L'Institut international de l'acier, qui communique ces chiffres, prévoit une reprise prochaine, bien que ses pronostics antérieurs n'aient pas été vérifiés.

● LA PRODUCTION AUTOMOBILE BRITANNIQUE à son plus bas niveau depuis 1962. — La production automobile britannique pendant le mois de mai a été de 72 173 véhicules (contre 158 113 en mai 1973). Ce chiffre est le plus bas enregistré depuis 1962 pour cette période. Selon les experts, cette baisse de la production est due en partie aux conflits sociaux qui ont touché l'industrie automobile mais reflète également « le bas niveau persistant de la demande, particulièrement sur le marché national ».

L'ASSOCIATION NIGÉRIANNE DES CHAMBRES DE COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'AGRICULTURE

EN VOYAGE D'AFFAIRES D'UN MOIS EN EUROPE

Chief (Dr.) Henry O. Fajemirokun



Président de l'Association Nigérianne des Chambres de Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Agriculture.

La mission, constituée des 62 premiers dirigeants du Nigéria, a commencé son périple le 31 mai 1975 en Angleterre et sera de retour à Lagos le 1er juillet 1975.
ANGLETERRE : *Londres - Birmingham Manchester - Liverpool* et IRLANDE.

La mission se rendra également en *Allemagne*, en *France*, en *Belgique*, aux *Pays-Bas* et en *Suisse*.

Les 62 délégués, choisis parmi les hommes d'affaires nigérians les plus importants, représentent des branches diverses, telles que les Assurances, le Commerce, la Finance, le Tourisme, l'Industrie et l'Agriculture. Le but de cette opération est d'établir de nouvelles relations d'affaires et d'examiner les possibilités d'association ou de représentation avec des hommes d'affaires européens. Si vous souhaitez rencontrer ces délégués pour établir de nouveaux contacts d'affaires, écrivez à :

Monsieur l'Attaché Commercial des Ambassades Nigériannes de Paris (*), Bonn, La Haye, Bruxelles et Berne.

L'Association Nigérianne des Chambres de Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Agriculture
Barclays Bank Building (3rd Floor), 131 Yabuku Gowon Street
P.O. Box 109, Lagos, Nigéria.
Tél. 21910 - Télég. : Commerce Lagos

(*) Ambassade du Nigéria à Paris, 173, avenue Victor-Hugo, tél. 704-68-65.

LES ROSENBERG NE DOIVENT PAS MOURIR
d'Alain Decaux
Un livre qu'il faut lire
PERRIN

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 30 juin 1975, à 14 heures

IMMEUBLE PARIS (16e) - LIBRE LOCATION

16, r. JOUVENET et IMPASSE JOUVENET, Sans numéro 4 étages

MISE A PRIX 500.000 F.

S'ad. Me SCEMAMA, avoc., Paris (9e), 10, r. St-Lazare ; Me ABADIE, avoc., Paris (8e), 54, Fg-St-Honoré ; Me Roland SCEMAMA, adm. jud., 49 bis, av. F.-Roosevelt, Paris (8e), à ts avoc. près T.G.I. Bobigny, Créteil, Nanterre.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 juillet 1975, à 14 heures
En un lot

UNE PROPRIÉTÉ sise à FRESNES (94)

Contenance 4 A. 25 CA.

5, rue Henri-Barbusse

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

S'adresser à Me CHARTIER, avocat à Paris (2e), 34, avenue de l'Opéra, tél. 073-88-27 ; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente en 4 lots sur licitation au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 30 JUIN 1975, à 14 heures
Premier lot de l'enchère

TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ AVEC DÉPENDANCES

VASTE PARC ET JARDIN

sise à

CHAMPAGNE-SUR-OISE (VAL-D'OISE)

Rue François-Collas (sans numéro), dénommée « LE SABLONNET »
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

MISE A PRIX : 200.000 FRANCS

Troisième lot de l'enchère :

BELLE MAISON BOURGEOISE

AVEC COUR ET JARDIN

sise à

PRESLES (VAL-D'OISE)

118, rue Pierre-Brossolette
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

MISE A PRIX : 70.000 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à Me Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Clichy ; Me JARRY, avocat à Paris, 50, boulevard Malesherbes ; Me BAILLY, avocat à Paris, 18, rue Duphot.

Adjudication Chambre des Notaires de Paris, le mardi 24 juin, à 15 h. 15

UN PAVILLON à CHAVILLE

6, RUE JULES-FERRY

2 pièces et cuisine au rez-de-chaussée, grenier et petite pièce, jardin
Contenance 195 m2 environ

LIBRE - MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

Consignation pour enchérir : 10.000 F par chèque certifié.
Me DEJEAN DE LA BATIE, notaire, 10 bis, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris (10e), tél. 523-35-35.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Pontoise, jeudi 3 juillet 1975, à 14 h.

MAISON D'HABITATION ET DE COMMERCE à ARGENTEUIL (95)

51, avenue Paul-Vaillant-Couturier - 5 étages

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

S'adresser à Me BUISSON, avocat à Pontoise (95), tél. 464-31-62.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 1er JUILLET à 14 h. 15. - Fds **TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES** « CABINET GAMA »
17, r. Grange-Batelière à PARIS (9e).
M. à prix (NE pouv. ét. bais.) 16.000 F. C. 16.000 F. S'ad. Me FERRARI, synd., 85, rue Rivoli ; Me DEMORTREUX, not., 67, bd Saint-Germain.

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice à CORBEIL-ESSONNES (91), le mardi 24 juin 1975, à 14 heures

UN PAVILLON

situé à

SAULX-LES-CHARTREUX

1 bis, rue de Villebon
MISE A PRIX : 2.400 FRANCS
Consignat. indispensable pour enchér.
Renseign. Mes TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlouis (tél. 496-30-26, 496-14-18, de 14 heures à 16 heures).

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 3 JUILLET 1975, A 14 HEURES
EN TROIS LOTS AVEC FACULTÉ DE RÉUNION

SUR LE TERRITOIRE DE POMPONNE (77)

Premier lot

IMMEUBLE A USAGE D'USINE

2-4-6-6 bis, RUE MAURICE-LAINE et 2-4 RUE DU GÉNÉRAL-LECLERC

Contenance superficielle cadastrale 9.448 m2 comportant divers bâtiments, subdivisions de bâtiments ou appentis - Ensemble surface couvrante : 6.588 m2 - Surface développée : 11.171 m2 Installations diverses - Entrée en jouissance : 15 jours après l'adjudication définitive à l'exception de deux logements à usage d'habitation pour lesquels le délai est de deux mois.

Deuxième lot

a) ENTREPOT, 16 quai Gaudineau
Comprenant hangars à usage d'entrepôts et entretien - Contenance superficielle cadastrale : 40 A. 15 CA. - Surface couverte : 288 m2 env.

b) TERRAIN, quai E.-Gaudineau
Lieudit « Le Bas de la Rivière » - Contenance superficielle cadastrale : 23 A. 08 CA. - Entrée jouissance 15 jours après l'adjudicat. définitive.

Troisième lot

A) PROPRIÉTÉ A USAGE D'HABITATION, RUE MAURICE-LAINE, N° 8

Contenance superficielle : 56 A. 75 CA. comprenant : PAVILLON élevé sur caves en sous-sol d'un rez-de-chaussée (ent., cuis., s. à manger, 2 salons), d'un 1er étage (4 chambres, cab. toilette, salle de bains, w.-c.), d'un 2e étage mansardé (bibliothèque de 2 pièces, 3 chambres, grenier, w.-c.) Le tout couvert ardoises et zinc - Jardin - Pavillon gardien dans jardin - Garage avec logement chauffeur - Ancienne remise - Entrée en jouissance UN MOIS à compter de l'adjudic. définitive.

B) ENTREPOT, 2, quai Gaudineau, lieudit « LE BAS DE LA RIVIÈRE »

Contenance cadastrale : 15 A. 25 CA - Hangars et maisonnette à usage de bureaux d'une superficie couverte de 830 m2 - Entrée en jouissance 15 jours à compter de l'adjudication définitive.

LE TOUT LIBRE DE LOCATION

Mises à prix : 1er lot : 400.000 F - 2e lot : 160.000 F - 3e lot : 240.000 F

TOTAL DES MISES A PRIX : 800.000 FRANCS
S'adr. à Me Georges MIELLET, avocat à 75001 Paris, 14, rue des Pyramides ; Me Louis RODOLPHE, syndic à 75006 Paris, 5, r. du Pont-de-Lodi, et s. pl. pr vis. sur permis délivré par l'avoc. poursuiv.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SYNTHELABO

Les assemblées générales ordinaire et extraordinaire, réunies le 19 juin 1975 sous la présidence de M. Charles-Henri Génot, président du conseil de surveillance, ont approuvé les résolutions présentées par le directoire présidé par M. Guy Villepelet.

Assemblée ordinaire

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 421 millions de francs en 1974, marquant une progression de 19,2 % sur l'activité réalisée en 1973, qui était de 353 millions de francs. Il s'agit du chiffre d'affaires réalisé par les divisions spécialités pharmaceutiques, produits chirurgicaux, hôpital, chimie, vétérinaire et internationale, y compris les ventes des filiales dans lesquelles la participation de SYNTHELABO est égale ou supérieure à 50 % ainsi que les ventes de la Société de sutures chirurgicales Robert & Carrière-Lederlé constituée en septembre 1974, consolidée à 50 %.

Le bénéfice net consolidé s'établit à 33,82 millions de francs en 1974, mais il comprend cette année des plus-values exceptionnelles dégagées par suite des apports faits à la Société des sutures chirurgicales Robert & Carrière-Lederlé et des cessions d'immobilisations représentant 7,8 millions de francs nets d'impôts ainsi que la réintégration de la provision pour investissements dotée en 1969, soit un résultat net consolidé de 25,38 millions de francs, contre 23,56 millions de francs en 1973, calculés sur les mêmes bases, marquant une progression de 7,7 %.

Ce résultat s'entend après constitution d'une dotation aux amortissements de 13,5 millions de francs, d'une provision pour impôts de 37,9 millions de francs, de la contribution exceptionnelle payée en 1974 s'élevant à 6 millions de francs, déduction faite de diverses provisions pour 13,9 millions de francs, dont une provision de 2,7 millions de francs pour hausse de prix, dotation de 6,3 millions de francs à la provision pour participation de l'exercice et de 3,8 millions de francs à la provision pour investissements dotée en 1974.

Le cash-flow consolidé, comprenant le bénéfice comptable corrigé des plus-values et de la provision pour investissements, les amortissements et certaines provisions à caractère de réserves, s'élève à 45,2 millions de francs contre 43,1 millions de francs en 1973. Corrigé de la contribution exceptionnelle, il serait de 51,2 millions de francs pour 1974.

SYNTHELABO, société mère, a réalisé un bénéfice net de 24,7 millions de francs contre 12,1 millions de francs en 1973, après dotation de 9,8 millions de francs aux amortissements et provision pour impôts sur les sociétés de 10,3 millions de francs.

Le revenu global par action a été fixé à 16,50 F dont 5,50 F d'impôt payés au Trésor (avoir fiscal), soit un dividende distribué de 11 F. Le coupon n° 18 sera payable le 18 juillet 1975 à la Société française de banque, à la Banque nationale de Paris, à la Société générale, chez MM. Lazard frères et Cie et au Crédit commercial de France.

Dans son allocution, M. Guy Villepelet, président du directoire, a indiqué que, durant les cinq premiers mois de 1975, les ventes ont marqué une progression de 25,5 % et que le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger représentait 22,6 % de l'activité totale du groupe contre 18,1 % en 1974 ; cette progression s'inscrivant dans l'effort de développement et d'implantation à l'étranger.

La division hôpital, avec une progression de 72,1 %, intensifie son développement qui doit être encore renforcé par la conclusion prochaine d'accords qui auront pour objectif d'assurer l'internationalisation du groupe dans cette activité.

Au plan de la recherche, les études relatives à la localisation d'un nouveau centre sont terminées et elles sont soumises, actuellement, à l'examen des autorités administratives. L'effort de recherche est particulièrement sensible dès cette année où le budget marquera une augmentation de 40 % sur le budget précédent.

Assemblée extraordinaire

L'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social de la société SYNTHELABO pour le porter de 41 981 000 F à 83 962 000 F par incorporation au capital d'une somme de 41 981 000 F prélevée sur la réserve dénommée « Prime de fusion ».

Cette augmentation de capital est réalisée par voie de création de 839 620 actions nouvelles de 50 F chacune, attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne. Ces actions nouvelles, entièrement libérées, porteront jouissance au 1er janvier 1975 et seront assimilées aux actions anciennes.

Tous pouvoirs ont été donnés au directoire pour fixer la date de distribution des actions nouvelles en fonction du délai nécessité pour l'impression des titres.

Bayerische Vereinsbank
1974 — Aperçu annuel

Groupe BV	1974	1973
Total du bilan	41 224	35 938
Total des dépôts	12 300	12 198
Créances sur clients	9 681	8 888
Obligations en circulation*)	21 942	18 518
Prêts hypothécaires et prêts aux autorités publiques**)	22 221	18 633
Fonds propres	1 104	1 015
Bénéfice consolidé	63	55
BV		
Personnel	9 127	9 321
Succursales et Agences	367	362
Dividende en DM par action***)	9	9

Sommes en millions de DM au 31. 12.
*) y compris obligations non encore délivrées et fonds empruntés
**) Il s'agit de prêts à long terme gagés par hypothèques de premier rang ou par cautions d'autorités publiques et nourris par l'émission d'obligations.
***) dividende privilégié de DM 10.50 par action de DM 50.—

Président du Conseil de Surveillance: Dr. Ludwig Mellinger
Conseil de Direction (Affaires Internationales): Dr. Walter Diehm, Peter Reimpell, Dr. Arno Puhlmann, Suppléant.
Siège Social Munich
Affaires Internationales, D-8000 München 2
Kardinal-Faulhaber-Strasse 1, Télex: 05 23 321
Succursale à Francfort-sur-le-Main:
D-6000 Frankfurt am Main
Bleidenstrasse 12, Télex: 04 16 719
Bayerische Vereinsbank International Société Anonyme
14, rue des Bains, Luxembourg, Télex: 2652
Succursales à l'étranger:
UNION BANK OF BAVARIA
‹Bayerische Vereinsbank› New York Branch
430 Park Avenue, New York, N.Y. 10022,
Télex: 66 527, 423 757
Grand Cayman, Cayman Islands (Antilles Britanniques)
Bureaux de représentation à:
Paris, Rio de Janeiro, Téhéran, Tokyo

Participations dans plus de 20 banques et sociétés de financement dans le monde entier.

Franz Seiderer
9, rue de la Paix
F-75002 Paris
Télex: 21219 f

BAYERISCHE VEREINSBANK

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

Société anonyme de gérance et d'armement SAGA

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie, le 18 juin 1975, sous la présidence de M. François Cariès, pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Le bénéfice net s'élève à 5 231 844 F, à rapprocher du bénéfice de 3 975 422 F réalisé en 1973 et d'une perte de 503 012 F en 1972.

Cette évolution favorable des résultats provient essentiellement de l'augmentation des revenus de portefeuille, parmi lesquels on note le premier dividende de Multinational Gas and Petrochemical Company dans laquelle la SAGA détient une participation de 32,9 %.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 3,50 F par action, contre 3 F pour l'exercice précédent ; compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, le revenu global par action se montera à 5,25 F.

La société a poursuivi, au cours de l'exercice 1974, son action de restructuration et de regroupement dans ses différentes filiales.

En Europe, les activités de transit, de commission de transport et d'exécution de transports spécialisés de bout en bout ont été regroupées au sein de SAGATRANS. Il convient également de signaler le lancement du département « SAGASTOCK », spécialisé dans les opérations de stockage, de distribution et de conditionnement.

Dans le domaine portuaire, Jokelson & Handtsaem a obtenu de bons résultats, malheureusement amputés par les pertes de sa filiale Somejok, qui a arrêté des opérations à compter du 1er octobre. Jokelson & Handtsaem anime et coordonne également les agences implantées à Anvers et Rotterdam. Enfin, cette filiale a pris le contrôle des Ets Le Bras, à Brest, et a ouvert un bureau de représentation à Londres.

Outre-mer, les résultats d'ensemble des agences portuaires S.O.A.E.M. et Umarco, sur la côte occidentale d'Afrique, ont progressé remarquablement malgré les difficultés rencontrées au Congo.

La Cie Transafricaine, dont les filiales exercent leurs activités dans le secteur des transports routiers, présente une situation redressée qui lui permettra d'assurer la distribution d'un dividende.

Enfin, dans le secteur des transports et commerce de gaz liquéfiés, Multinational Gas and Petrochemical Company a encore affirmé, en 1974, sa position prépondérante sur ce marché : les tonnages transportés ont augmenté de 50 % et son résultat net de 1974 est en forte progression.

DOCKS DES PÉTROLES D'AMBÈS

Les actionnaires, réunis en assemblée ordinaire, le 17 juin 1975, sous la présidence de M. Jules Armand, président-directeur général, ont approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Dans son rapport, le conseil d'administration indique que le trafic des entrepôts de la société a diminué en 1974 de 3,50 %, cette régression étant d'ailleurs inférieure à celle constatée au niveau national sur la consommation des produits pétroliers.

Le chiffre d'affaires, qui comprend en 1974 quelques recettes exceptionnelles, a peu varié (17 686 000 F contre 16 946 000 F en 1973), tandis que la limitation de la hausse des charges a pu être obtenue, grâce notamment aux économies réalisées sur les frais financiers qui enregistrent l'amenuisement des engagements à long et moyen terme de la société.

Après dotation aux amortissements industriels (3 561 357 F), à la provision pour renouvellement des installations du domaine concédé (1 million 855 000 F) et pour amortissement financier (735 000 F), le bénéfice net atteint, compte tenu de divers ajustements, 258 561 F (contre 230 281 F en 1973).

L'assemblée a voté le prélèvement d'un montant de 489 000 F sur la provision pour amortissement financier, chacune des 97 800 actions composant le capital social devant recevoir, à titre d'amortissement du capital et en franchise totale d'impôts, une somme de 5 F (contre 4,50 F en 1973).

Cette distribution s'effectuera contre le coupon n° 6 à partir du 7 juillet à tous les guichets de la banque Worms.

Le président a indiqué que, grâce à de nouveaux clients acquis à la fin de 1974, le trafic des cinq premiers mois de 1975 était au même niveau que celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Au sujet des perspectives de résultats pour l'exercice en cours, il a précisé que l'augmentation des redevances pour occupation des terrains appartenant au port autonome de Bordeaux risque d'être préjudiciable à la société. En effet, celle-ci se devant d'être concurrentielle si elle veut conserver ses clients, il est probable qu'elle ne pourra répercuter dans ses tarifs les hausses qu'elle vient de subir.

L'assemblée a ratifié la cooptation comme administrateur de M. Philippe Walser.

SALVE

Société alsacienne et lorraine de valeurs et d'entreprises

L'assemblée générale réunie le 13 juin 1975 a approuvé les comptes de l'exercice 1974 faisant apparaître un bénéfice distribuable de 3 millions 592 548,89 francs. Le dividende a été fixé à 18 francs — y compris l'impôt déjà versé au Trésor pour 6 francs — contre respectivement 17,25 francs et 5,75 francs l'année précédente.

Après affectation de 487 024,48 F à la réserve générale, il subsiste un report à nouveau de 1 443 924,41 F.

A l'issue de l'assemblée, le président a indiqué que les recettes attendues des filiales permettraient à la société de servir l'an prochain un dividende au moins égal à celui de cette année.

CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire réunie le 18 juin 1975 sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, président-directeur général, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Le bénéfice d'exploitation de la société s'est élevé à 26 833 842 F contre 37 456 008 F en 1973 ; les amortissements de l'exercice ont atteint 4 472 089 F contre 3 744 761 F en 1973 ; une provision pour hausse de prix de 15 483 268 F a été constituée en même temps qu'il était réintégré une provision de même nature de 2 714 197 F provenant de l'exercice 1967. La provision nette pour hausse de prix constituée en 1973 s'était élevée à 15 479 796 F.

Le bénéfice net de l'exercice, après impôts et provisions, se monte à 6 304 408 F contre 11 186 285 F en 1973. Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 7,35 F par action qui, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, donne un revenu global de 11,03 F.

Dans son allocution, M. Alain de Gunzburg a souligné que les stocks de la société ont atteint fin 1974 l'équivalent de 23 millions de bouteilles.

A fin mai 1975, le chiffre d'affaires hors droits et hors taxes de la société est en retrait de 31,61 % par rapport à celui de l'année précédente à la même époque.

RICOLÈS-ZAN

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 19 juin 1975, sous la présidence de M. André Baudry, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1974 est en accroissement de 22 % par rapport à 1973.

Après amortissements de 1 929 202 F contre 1 636 162 F, constitution d'une provision pour hausse de prix de 1 510 142 F contre 242 624 F, impôts sur les sociétés de 1 449 056 F contre 956 689 F, le bénéfice net ressort à 940 876 F contre 932 581 F.

Le bilan consolidé de RICQLES-ZAN et de ses filiales : Laboratoires Thelfar, Réglisse Florent et Extraits végétaux & dérivés, fait apparaître un bénéfice net de 1 214 927 F contre 1 227 442 F en 1973. Le bénéfice avant amortissements, provisions et impôts s'élève à 9 330 664 F contre 4 593 769 F en 1973.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 3,50 F par action, ce qui augmenté de l'impôt déjà payé au Trésor de 1,75 F, correspond à un revenu par action de 5,25 F contre 4,50 F en 1973. Ce dividende sera mis en paiement le 30 septembre 1975.

La progression du chiffre d'affaires pour les quatre premiers mois de 1975 est de 29 %.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE

L'assemblée générale, réunie le 17 juin 1975 sous la présidence de M. Roland Haas, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 ainsi que les résolutions qui lui ont été présentés.

Dans son rapport, le conseil a souligné le fait que l'activité de la société et de ses filiales a été satisfaisante en 1974 en raison notamment de la conjoncture qui a été, durant la majeure partie de l'année, favorable à la plupart des industries des métaux ferreux et non ferreux.

Cette activité s'est traduite par un montant des ventes et produits accessoires de 44 723 179 F contre 23 896 914 F en 1973, soit une progression de 87 %. Le solde du compte d'exploitation s'élève à 5 981 212 F qui se compare à 1 815 155 F pour l'exercice précédent.

Le bénéfice net après amortissements, provisions et impôts, ressort à 2 197 993 F contre 255 232 F pour l'exercice 1973. L'assemblée a approuvé la proposition du conseil de mettre en distribution un dividende de 7 F par action, soit, avec un avoir fiscal de 3,50 F, un revenu global de 10,50 F par action.

UNION POUR L'HABITATION

L'assemblée générale s'est tenue le 18 juin 1975 sous la présidence de M. de Lauriston et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

L'exploitation des immeubles a été très satisfaisante en 1974, le coefficient d'occupation demeurant voisin de 100 %.

Aussi, en dépit des mesures gouvernementales limitant la hausse des loyers, le bénéfice de l'exercice écoulé s'est-il établi à 20 458 207 F, marquant une augmentation de 16 %.

Celle-ci a permis de majorer le dividende de 25 %, en le portant de 8 F à 10 F par action. Ce dividende sera mis en paiement le 16 juillet prochain.

Après l'achèvement, dans quelques semaines, d'un nouvel immeuble d'habitation à Saint-Mandé, le domaine de la société se composera de 1 732 appartements, représentant 124 453 m2 utiles, et de 18 674 m2 de bureaux et locaux commerciaux.

Ce patrimoine représentera un investissement de 218 770 000 F, et ses bases locatives annuelles, primes à la construction incluses, dépasseront 28 000 000 de francs.

Le président a indiqué que l'exploitation se poursuivait favorablement depuis le début de l'année. Sauf aggravation de la situation économique générale ou nouvelles mesures gouvernementales en matière de loyers — celles prises en 1974 ont coûté environ 400 000 F à la société — le dividende devrait à nouveau pouvoir être augmenté au titre de l'exercice 1975.

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

C.D.E. lancera, à compter d[…] juin, un emprunt obligatair[…] 250 millions de francs.

COMPAGNIE DU NORD

L'assemblée générale ordinair[…] nue le 19 juin 1975, sous la[…] dence de M. Alain de Rothsch[…] approuvé les comptes de l'ex[…] 1974 qui se soldent par un bé[…] net de 22 513 830,31 F (contre […] lions 275 504,90 F au titre de […] cice 1973) sur lequel un prélèv[…] de 20 000 000 F a été affecté […] provision pour risques immol[…]

Elle a décidé la répartition […] dividende de 1,20 F auquel s'[…] un avoir fiscal de 0,60 F ([…] 2,20 F + avoir fiscal 1,10 F […] l'exercice précédent).

Ce dividende sera mis en pai[…] le 30 juin 1975.

Au cours d'une récente lett[…] actionnaires, le président ava[…] pliqué les raisons de cette po[…] et dans son allocution il a […] que la fixation du dividende […] veau de 1,20 F par action avai[…] objet de mettre en harmonie […] tribution et le montant du b[…] d'exploitation. Les prochains […] cices devraient permettre de r[…] dre une progression du divide[…] rythme de l'augmentation de […] néfice.

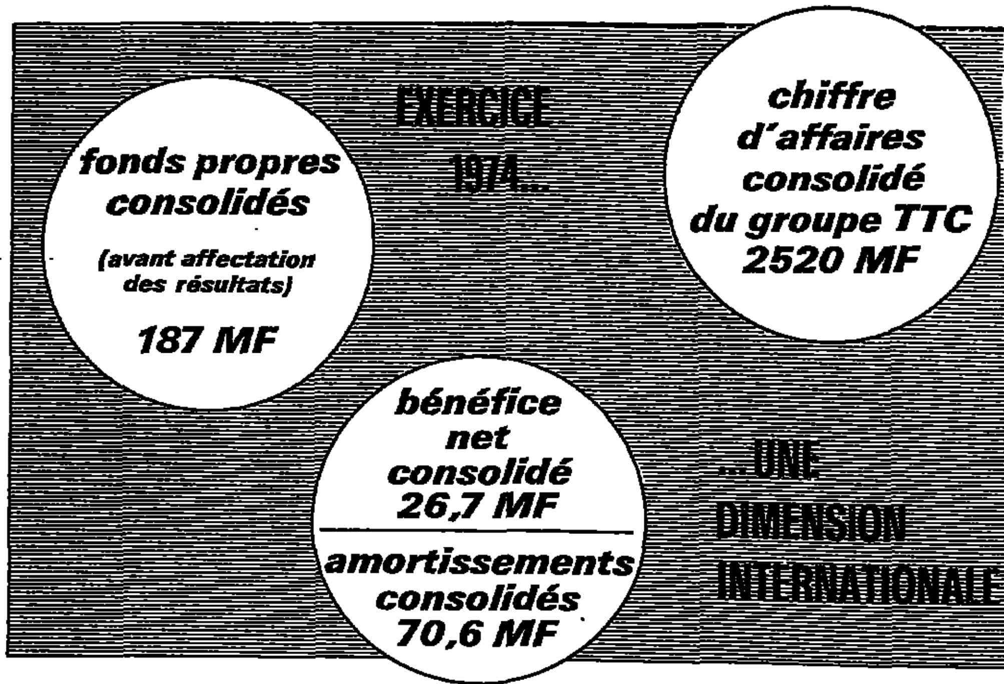
L'assemblée a d'autre part […] au renouvellement annuel du […] d'administration, qui compren[…] sormais : MM. Alain de Roth[…] Michel de Boissieu, Jean-[…] Hottinguer, André Pélabon, […] de Rothschild, Elie de Roth[…] Eric de Rothschild, Guy de […] schild, Jacques Thierry, Ber[…] Villeméjane, la Compagnie […] Life and Casualty représent[…] M. Donald G. Conrad, et Inte[…] nale Holding Fiat représent[…] M. Cesare Rolando.

SOCIÉTÉ DU PIPELIN SUD-EUROPÉEN

L'assemblée générale or[…] réunie le 18 juin 1975, sous […] sidence de M. Henri Debra[…] approuvé à l'unanimité les […] de l'exercice 1974 se soldant […] bénéfice net de 25,4 milli[…] francs après affectation aux […] tissements d'un montant de […] lions de francs.

Dans son rapport, le […] d'administration informe les […] naires que les quantités tr[…] tées en 1974 ont atteint 41 […] lions de tonnes, à comp[…] 42,3 millions de tonnes en […] diminution étant due à la b[…] la demande des raffineries de[…] par l'ouvrage.

FOUGEROLLE



Ces chiffres consolidés intègrent, cette année, pour la première fois, les comptes du Groupe de la Société Chimique de la Route (dont Fougerolle détient environ 97 % depuis l'OPE proposée en 1974 aux actionnaires de cette société) ainsi que ceux des sociétés spécialisées dans les travaux de fondations que la société s'est adjointe en juin 1974.

L'activité du Groupe se répartit entre **4 GRANDS SECTEURS** qui représentent (en % du chiffre d'affaires consolidé TTC) : TRAVAUX PUBLICS (France et Etranger) 26 % ; BATIMENT 41 % ; TRAVAUX ROUTIERS et AUTOROUTIERS 31 % ; FONDATIONS 2 %.

DES STRUCTURES SIMPLIFIEES

Le Groupe procède à la simplification de ses structures en regroupant autour de :
- **LA SOCIETE CHIMIQUE DE LA ROUTE,** l'ensemble des activités routières en France ;
- **FOUGEROLLE CONSTRUCTION,** l'ensemble des activités Bâtiment. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1975 a, en effet, approuvé l'apport de la branche Bâtiment de la Société Française de Travaux Publics Fougerolle à FOUGEROLLE CONSTRUCTION ;
- **ETUDE ET TRAVAUX DE FONDATIONS,** les activités de pieux et fondations.

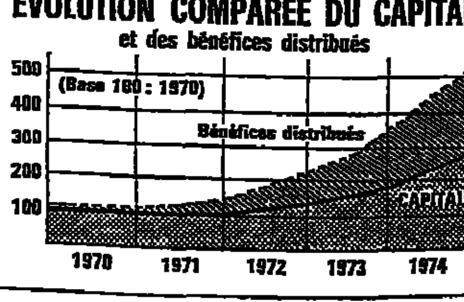
FOUGEROLLE, Société-mère du Groupe se consacre, essentiellement, à l'activité Travaux Publics en France et à l'étranger.

BÉNÉFICES DISTRIBUÉS : + 49 %

L'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 1975 a fixé le dividende net à F 6,50 comprenant le dividende complémentaire de F 0,20 réservé au titre de l'exercice précédent ; mis en paiement à compter du 7 juillet 1975, ce dividende est versé à un capital augmenté de 161.700 actions.

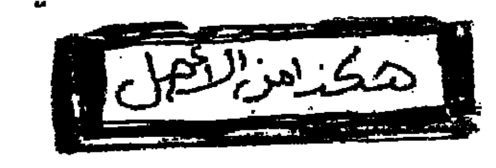
Compte-tenu de l'avoir fiscal de F 3,25, le revenu global par action est de F 9,75.

EVOLUTION COMPAREE DU CAPITAL
et des bénéfices distribués



Pour obtenir le texte intégral du Rapport de l'Exercice 1974, s'adresser à :

FOUGEROLLE, 3 av. Morane Saulnier, 78 Vélizy-Villacoublay



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 JUIN

…veau et sensible repli

…nouvement de repli, qui af- …le marché depuis plusieurs … s'est poursuivi ce jeudi, …le réponse des primes, et … parfois accéléré.

…un compartiment n'a été …lé. Mais ce sont, une fois …s, la construction électrique … établissements financiers …ont subi les plus lourdes …

…baisses de 1 % ont été lé- …et l'on a dénombré une trentaine de valeurs en re- …2 %. Bref, le bilan a en- …té assez lourd ainsi qu'en …me l'indice Cappeliez, qui, …l. 15, accusait déjà un recul …51 points à 765,71.

…Bourse n'a décidément plus …ral. Il est vrai que les en- …s menées par la Banque de …e et par l'INSEE, l'une au- …les chefs d'entreprise, l'autre …s des ménages, n'étaient pas …ture à la réconforter. Il est …mais à peu près acquis que …rise de l'expansion sera beau- …plus lente et surtout plus …e que prévu. Dans ces con- …s, l'impact des mauvaises …elles est davantage ressenti. …égard, la tenue médiocre de …Street a causé une mauvaise …ession. De plus, les ventes …aniques, qui s'étaient ralen- …es derniers temps, ont repris, …ibuant ainsi à peser sur les …

…r le marché de l'or, les cours …étal fin ont un peu fléchi. …ngot a perdu 25 F à 21 645 F …s 21 700 F), le kilo en barre … à 21 600 F. Légère reprise du …léon à 235,40 F (+ 0,30 F) …s 235,90 F. Le volume des …actions a augmenté : … millions de F contre …millions.

…s américaines se sont un peu …ssées. Mais les autres valeurs …ngères se sont alourdies.

…URS DU DOLLAR A TOKYO

	19-6	20/6
…lar (en yens) …	294 20	293 98

LONDRES

Dans l'attente du résultat des discussions entamées entre la direction des chemins de fer et le Syndicat des cheminots, le marché se montre indécis. Les industrielles s'effritent après une avance initiale. Irrégularité des pétroles et des mines d'or. Léger tassement des fonds d'Etat.

OR (ouverture) dollars : 162 50 contre 162 85

VALEURS	CLOTURE 19/6	COURS 20/6
War Loan 3 ½ %	24 1/8	24 …
Beechams	293 …	292 1/2
British Petroleum	527 …	527 1/2
Shell	313 …	313 ..
Vickers	135 …	136 …
Imperial Chemical	280 …	282 ..
Courtaulds	123 ..	125 ..
De Beers	305 …	306 1/2
* Western Holdings	36 1/2	38 3/8
Rio Tinto Zinc Corp.	177 …	187 …
* West Driefontein	49 3/4	48 7/8

(*) En livres

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	18 juin	19 juin
Valeurs françaises ..	121,2	120
Valeurs étrangères ..	121,8	121,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	71,4	70,5

NOUVELLES DES SOCIETES

COMPAGNIE DU NORD. — La part du groupe dans les résultats s'élève à 27,99 millions de francs en 1974 contre 37,79 millions de francs en 1973 et la valeur nette globale de l'action à 93,96 F contre 76,16 F. Les engagements dans l'immobilier (rénovation du 13e arrondissement à Paris) s'élèvent à 120 millions de francs, une provision de 20 millions de francs ayant déjà été inscrite pour couvrir les pertes prévisibles.

SKIS ROSSIGNOL. — « La politique de prix agressifs menée par le groupe Rossignol depuis plusieurs années lui permettra de dépasser plus rapidement que prévu les 20 % du marché mondial du ski », a déclaré le président, M. Boix-Vives.

ROUSSEL - UCLAF. — Emission prochaine d'un emprunt obligataire de 80 millions de francs à 11,30 %.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Denain-N.-E.-Longwy, c. 11	1 p. 10	3 30
Jacques Borel Int., c. 17	1 p. 5	6 ..
Océanic, c. 20	1 p. 1	0 10
Paravail, dr.	2 p. 5	10 50
Thomson-Brandt, c 27	1 n.p. 5 a.	6 50
Norsk Hydro, dr.	1 p. 3	32 ..

NEW YORK

Vive reprise

Une très vive reprise s'est produite jeudi à Wall Street. En hausse dès l'ouverture, les cours ont progressé régulièrement durant toute la séance, et en clôture l'indice des industrielles enregistrait un gain de 17,52 points à 845,35.

Parallèlement, le volume d'affaires a fortement augmenté : 21,45 millions de titres ont changé de main, contre 15,59 millions la veille.

Ce brusque redressement a surpris de nombreux analystes américains. Il a donné lieu à diverses interprétations. On a cité notamment la forte augmentation des mises en *chantier de maisons* d'habitation en mai, la baisse moins vive que prévu du P.N.B. durant le premier trimestre, et la diminution du déficit de la balance des paiements au cours de la même période. L'on disait également que le Trésor ne lancerait pas pour l'instant d'emprunt pour financer le déficit budgétaire et que l'Iran souhaiterait limiter la hausse des prix pétroliers. Tous ces facteurs ont sans doute joué, mais il ne fait guère de doute que des causes techniques expliquent pour l'essentiel ce revirement de tendance.

A l'exception des mines d'or, tous les compartiments ont monté.

Sur 1 828 valeurs traitées, 1 112 ont progressé, 354 ont baissé, et 362 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 168,38 (+ 1,80) ; services publics, 86,37 (+ 2,97).

VALEURS	COURS 18/6	COURS 19/6
Alcoa	44 1/4	45 1/4
A.T.T.	49 1/8	49 7/8
Boeing	28 3/8	29 …
Chase Manhattan Bank	35 3/4	36 5/8
Du Pont de Nemours	116 1/2	120 …
Eastman Kodak	100 ..	103 3/4
Exxon	88 7/8	93 1/2
Ford	36 1/4	37 3/8
General Electric	46 3/8	47 7/8
General Foods	25 3/4	26 1/4
General Motors	43 3/8	45 1/8
Goodyear	17 1/2	17 5/8
I.B.M.	204 1/4	208 3/8
I.T.T.	23 1/4	23 7/8
Kennecott	37 1/2	37 3/8
Mobil Oil	46 …	47 …
Pfizer	31 1/4	31 …
Schlumberger	85 …	83 3/4
Texaco	26 1/4	26 5/8
U.A.L. Inc.	17 1/4	18 1/8
Union Carbide	57 5/8	60 1/8
U.S. Steel	58 …	60 3/8
Westinghouse	17 1/4	18 …
Xerox	66 3/8	68 …

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/2 %

BOURSE DE PARIS — 19 JUIN — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
…	.. ..	2 153	France (La)	388	378	Séquanaise Banq.	200 ..	202	Un. Imm. France	113 50	113 50
…	55 40	1 904	Préservatrice S.A	344	341	St Im. INCO	C146 ..	195 ..	Acier Investiss.	100 50	100
… 1920-1960	134 50	1 894	Prévoyance	1101	1101	Ste Cent. Banque	71 ..	70	Gestion Sélect.	170	168 50
…amort. 45-54	72 20	2 655	Protectrice A.I.E.	230	232	SOFICOMI	146 20	141	Invest. et Gest.	135 50	131 50
… % 1963	100 ..	0 360				Sovabail	150	147	Parisienne Plac.	143 ..	140 10
…4 3/4 % 63	87 60	3 410				UCIP-Bail	110	110 50	Placem. inter.	80 ..	80
…N. Eq. 5165	99 90	3 737	Alsacien. Banque	368	368	Unibail	125	125 ..	Sofragi	203 ..	203 50
…N. Eq.6%66	98 20	4 387	(Li) Banq. Dupont	220	220	Un. Ind. Crédit	149 50	148 50			
…N. Eq.6%67	.. ..	8 311	Banque Hervet	250 60	250 80						
…7 % 1973	180 ..	2 973	Banque Indochine	188 50	187 ..				Abeille (Cie ass.)	208	208
…6 1/2 1950	115 30	0 561	Sté G. et Particip	396	400				Applic. Hydraul.	378	360
…5 % 1960	100 50	1 689	Banque Worms	162	164	Fonc. Chât.-d'Eau	581	581	Artois	84 60	85
			C.F.E.C.	540	548	(M) S.D.F.I.P.	146	285 ..	Centen. Blanzy	…	285
			C.G.I.B.	78	75	Fonc. Lyonnaise	633	635	C. Roussel-Nobel	230	231
			Codetel	108	108	Immob. Marseille	898	902	(Ny) Centrest	111	111
			Cofica	70	68	Louvre	206	203	(Ny) Champex	108	108
			C.A.M.E.	.	57	Midi	458	o481	Charg. Réun. (p.)	2880	2881
			Créd. gén. Indust	130	130	Rente foncière	642	620	Orléans	82	82
			(M) Crédit Mod.	.. ..	60 ..	SINVIM	180	180	(Li) Dév. R. Nord	125	126 50
			Financière Sofal.	158	155	Voitures à Paris	232	225	Electro-Financ.	276	270 20
			Finextel	111	108	Cogifi	118	118	Fin. Bretagne	39 50	39 50
			Fr. Cr. et B. (Cie)	85 70	85	Foncina	101	103 30	Fin. Haussmann	45 20	46 50
			France-Bail	202	202 50	Gr. Fin. Constr.	108 50	108 50	Financière Iéna	o 47	45 50
			Hydro-Energie	.. ..	35	Immindo	103 80	103 50	Gaz et Eaux	301 ..	300
			Immobanque	148	147	Immoinvest.	88 80	88 80	La Mure	71 50	73 ..
			Immofice	113 ..	112 50	Cie Lyon Imm.	95	95	Lebon et Cie	145 50	147 ..
			Interbail	131	128 60	Sagimo	106 80	107 20	(Ny) Lordex	106 50	106 20
			Locafinancière	113	115	UFIMEG	84	84	Cie Marocaine	27 ..	C 27 ..
			Lyon-Alemand	118 50	119 ..	U.S.I.M.O.	105	105	O.V.A.I.M.	47 20	47 20
			Soc. Mars. Crédit	267	267	Union Habit.	129 40	130	OPB-Paribas	91	92 50

…LEURS	Cours précéd.	Dernier cours
… parts 1950	… ..	367 50
… parts 1959	378	3/8
…rance 3 %	126	126
…le-I.G.A.R.D.	441	442
…la (Vie)	207	207
…	330	330
…orde	281 70	281 70
…ne France	334	334
…T.I.A.R.D.	102 50	102 50
…ière (Vie)	236	232
…e (I.A.R.D.)	280	280

…chiffre …d'affaires …consolidé …du groupe …2520 MF

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Akzo	63 40	62 95
Dart Industries	.. ..	98 50
Foseco	15 ..	15 ..
Gevaert	135 60	133 80
Glaxo	32	31 80
Grace and Co.	109 80	110 ..
Pfizer Inc.	125 20	129
Procter Gamble	370 ..	371 ..
Courtaulds	11 30	10 85
Est Asiatique	108 ..	107 ..
Canadian Pacif.	59 50	59 ..
Wagons-Lits	95	93 ..
Barlow-Rand	17 10	17 .
British Am. Tob.	28 ..	29 ..
Suéd. Allumettes	.. ..	91 ..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alsar	1094	1088
Cellulose Pin	123 ..	d131 ..
Coparex	285	280
Dofan	o 54	o 54
Ecco	356	352
Eurafrep	1400	1405
Francarep	90 10	95
Intertechnique	161	154
Locatel	715 ..	705 ..
Métall. Minière	.. ..	68 80
Pronuptia	368	o332 ..
Sab. Mor. Cor.	…	150 ..
S.P.R.	… ..	202 ..
Tranchant Electr.	.. ..	27 ..
Ufiner	… ..	130 ..
Oca v. Gristen	… ..	280 ..

OBLIG. ECHANG.

Valeur d'échange au 20/6	
U.C.B. : Val. de 2 actions, sait.	646 20

SICAV

Plac. institut.	11715 74	11319 56
1re catégorie	10050 34	9853 28

20.6	Emission frais inclus	Rachat net
Actanca	105 85	101 05
Actions sélec.	137 70	131 46
Aedificandi	145 19	138 61
Agfimo	148 85	141 34
A.L.T.O.	139 99	133 64
America-Valor	230 97	220 50
Assurances Plac.	108 73	103 80
Bourse-Investiss.	115 36	110 13
B.T.P. Valeurs	120 82	116 74
C.I.P.	236 30	225 59
Convertibles	102 68	98 02
Convertimmo	120 34	114 88
Drouot Invest.	137 87	131 62
Elysées-Valeurs	155 74	148 68
Epargne-Croiss.	483 36	461 44
Epargne-Inter.	218 18	208 28
Epargne-Mobil.	148 68	141 94
Epargne-Oblig.	128 67	122 74
Epargne Revenu	248 02	236 77
Epargne Valeur	158 44	151 26
Foncier Investiss.	267 60	255 37
Fortune 1	110 49	106 48
France-Croissance	118 37	113 ..
France-Epargne	106 84	101 99
France-Garantie	201 01	197 13
France-Invest.	114 86	109 45
Laffitte Rend.	113 88	108 72
Laffitte-Tokyo	121 83	116 31
Nouv. France-Obl.	248 28	237 03
France Placement	132 70	123 61
Gestion Rendem.	174 32	166 42
Gest. Sél. France	138 61	132 32
I.M.S.I.	129 40	123 47
Indo-Valeurs	155 74	148 68
Intercroissance	138 55	132 27
Intersélection	125 09	120 37
Livret portef.	175 88	167 91
Paribas Gestion	113 76	108 60
Pierre Investiss.	156 69	149 58
Planinter	250 28	238 93
Rothschild-Exp.	224 45	214 28
Sélect-Croissance	479 88	458 12
Sélection Mondial	101 98	97 36
Sélection-Rend.	125 33	119 65
Silvafrance	154 94	147 91
Silvam	106 89	102 04
Silvarente	135 33	C139 21
Silvinter	110 58	105 37
Sogepargne	266 29	253 26
Sogevar	274 97	260 50
Soleil-Investiss.	134 76	128 65
U.A.P. Investiss.	110 68	105 64
Unifoncier	265 81	253 78
Unijapon	142 94	136 46
Unisic	115 90	110 62
Worms Investiss.	203 01	193 80
20/6		
Credinter	124 51	118 86
Croissance-Imm.	128 32	122 50
Epargne-Unie	261 03	249 19
Euro-Croissance	121 89	116 37
Financière privée	292 29	279 04
Fructidor	129 ..	123 15
Gestion Mobilière	172 99	165 16
Mondiale Invest.	167 92	160 31
Obligem	125 64	119 94
Optima	126 32	120 59
Sicavimmo	169 30	161 62
S. I. Est	324 31	309 60
Soginco	109 36	104 40
Sogintar	353 49	337 46
Univalor	142 59	136 13
Valorem	140 72	134 34

*Cours précédent

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Shell Française	.. ..	75 70	West Rand	18 50	19
			Alcan Alum.	.. .	91 50
			Cominco	116	C119
Carbone-Lor.	100 ..	100	Finoutremer	138 ..	132 ..
Cochery	40 ..	40 ..	Mineral Resourc	15 30	15 10
Delalande S.A.	435 ..	430	Miranda	140 ..	136 50
Finalens	33 ..	33	Vieille Montagne	504 ..	505 ..
FIPP	38 60	38 30			
(Ly) Gerland	235	235	Am. Petrofina	131	129 20
Gévelot	328	d333	British Petroleum	45	46 80
Grande-Paroisse	92 70	93 10	Gulf Oil Canada	118 10	123 80
Huiles G. et dér.	139	135	Petrofina Canada	.. ..	88 80
Labaz	…	355	Shell Tr. (port.)	27 80	28 ..

…pte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote …plète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer …s les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
	4,50 % 1973	512 90	514 ..	514 60	518
	C.N.E. 3 %	1208 80	1205	1205	1205
	Afrique Occ.	342	340	340	346 70
678	Cie Gle Eaux	665	665	666	661
105	Electro-Méc.	107 20	103	103 20	103
280	Eng. Matra	285	284 20	284 20	284 20
187	E. I. Lefebvre	179	179	179	179
173	Olida-Caby	165 20	153		
75	Opfi-Paribas	74 20	74 ..		
	Talcs-Luz.	235 ..	233 80	233 80	233 80
	T.R.T.	405	403 50	403 50	403 50
	Tél. Electr.	911	910	908	898 ..
	Tel Ericss.	705	705	705	706 ..
	Terres Roug.	88	83	83	* 68 ..
	Thomson-Br.	186 ..	189 90	189	*183 40
	U.I.S.	154 80	155 ..	156	153
	U.C.B.	334 ..	328	329 10	323 10
	Un. Fr. Bques	258 ..	258 50	256	255 50
	U.T.A.	50 50	50 50	50 70	50 50
	Usinor	G 78 40	77 20	77 20	77 50
	— (obl.)	123 10	125 10	125 10	124
245	Astur Mines	C231 ..	230 ..	233 ..	234 50
275	B. Ottoman	264	257 ..	258 ..	256 10
245	BASF (Akt)	221 80	220	221 50	220
210	Bayer	200 20	200	200 ..	198
110	Buffelsfont.	112 50	112 50	111 80	111
17	Charter	15 80	15 60	15 50	15 40
133	Chase Manh.	145 ..	143 90	143 80	146 10
370	C.F. Fr.-Can.	365	365	365 50	365
15	De Beers (S.)	16 40	16 85	16 10	16 05
	Deuts. Bank	489 ..	488 80	488 50	491 ..
210	Dome Mines	204 50	202	203 50	201
495	DuPont Nem.	C457 ..	465 50	469 ..	470
410	East. Kodak	397 50	404 50	405	402
66	East Rand	58 50	58 80	58 80	58
235	Ericsson	231 10	232	232	229
320	Exxon Corp.	C357	358	358	357
152	Ford Motor	145	148 60	146 40	148
170	Free State	161	158 ..	158 10	159 90
182	Gen. Electric	186 ..	188 70	189 10	188 50
182	Gen. Motors	174 60	175 20	175 30	171 70
26	Goldfields	22 40	22 35	22 35	22
48	★ Harm. Co.	44 40	44 50	44 40	44 50
228	Hoechst Akti	210 ..	209	209 ..	207 50
25	Imp. Chem.	25 65	26 ..	25 50	25 50
112	Imperial Oil	115 50	114	113 80	111 80
860	I.B.M.	817 ..	824	823	813
111	Internickel	106 50	106 30	106 80	106
92	I.T.T.	92 90	92 60	93 ..	92
168	Mob. Oil Co.	183 30	181 50	181 60	180 10
5900	Nestlé	5150 ..	5150	5150	5140 ..
315	Norsk Hydro	352 50	348	359 50	*273 50
6 50	Olivetti	6 35	6 45	6 35	6 35
560	Petrofina	549	543 ..	541	535
43	Philips	40 10	40 ..	39 50	40
143	Prés. Brand.	130 90	131 ..	131 30	133 ..
215	Quilmès	223 ..	220 ..	220 ..	220 10
172	★ Randfont.	161 ..	161 ..	160 60	158 50
52	Rand. Selec.	58 60	58 ..	58 10	57
138	Royal Dutch	149 60	148 70	149 90	148 90
18	RioTinto Zinc	16 20	16 15	16 10	16 05
209	St-Helena	170	169	169 50	172 ..
330	Schlumberger	338 ..	337 ..	337 ..	337 ..
31	Shell Tr (S.)	28 10	28	28 10	28
450	Siemens A.G.	427 ..	424	427 ..	430
42	Sony	45	45 90	46 70	45 90
19	Tanganyika	18 80	18 60	18 60	18 90
172	Unilever	174 20	171 80	171 80	172 40
27	Union Corp.	27 50	27 10	27 10	27 40
173	O. Min. 1/10	153 60	150 90	152 ..	150 10
270	West Drief.	269 ..	263 20	263 20	265
116	West Deep	114 30	112 80	112 50	110 60
205	West Hold.	198 50	194	194 ..	197 50
3 50	Zambia Cop.	3 25	3 30	3 25	3 25

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/6	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	3 992	3 997	3 99
Canada ($ can. 1)	3 893	3 892	3 54
Allemagne (100 DM)	171 025	170 975	170 25
Belgique (100 fr.)	11 436	11 438	10 95
Danemark (100 krd.)	73 920	73 720	74 12
Espagne (100 pes.)	7 167	7 175	7 17
Grande-Bretagne (£ 1)	9 073	9 093	9 15
Italie (100 lires)	0 638	0 638	0 63
Norvège (100 kr.)	81 820	81 770	82 25
Pays-Bas (100 fl.)	165 850	165 825	165 40
Portugal (100 esc.)	16 555	16 530	16
Suède (100 krs.)	102 370	102 370	101 75
Suisse (100 fr.)	160 350	160 450	160 60

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/6
Or fin (kilo en barre)	21669 ..	21650
Or fin (kilo en lingot)	21670 ..	21646
Pièce française (20 fr.)	235 10	235 40
Pièce française (10 fr.)	167 50	168
Pièce suisse (20 fr.)	224 40	224 40
Union latine (20 fr.)	207 20	207 10
Souverain	206 50	206 50
Pièce de 20 dollars	988 40	982 80
Pièce de 10 dollars	490 20	482 20
Pièce de 5 dollars	347 10	347 ..
Pièce de 50 pesos	864 50	867 ..
Pièce de 10 florins	192 30	193 80

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE
— R.F.A. : M. Helmut Kohl est désigné comme candidat chancelier de l'opposition chrétienne-démocrate.
— ITALIE : la démocratie chrétienne n'a pas encore tiré la leçon de la victoire communiste.

3-4. PROCHE-ORIENT
— « L'Arabie Saoudite après Fayçal » (II), par J.-P. Peroncel-Hugoz.

5. AFRIQUE
— ANGOLA : les trois mouvements de libération décident de créer une armée unique.

6. AMÉRIQUES
— « Femmes d'Amérique latine » (II), par G. Rozental.

7. OUTRE-MER

8 à 12. POLITIQUE
— Le « sommet » de la gauche et le problème des libertés.
— Le VIIe Plan est critiqué par les sénateurs.
— Avant la convention nationale du P.S. sur l'autogestion.

13. ÉDUCATION
— LIBRES OPINIONS : « Relancer la recherche universitaire », par J.-P. Kahane.
— La conférence des présidents d'université propose de créer un organisme de consultation sur la recherche.

13. RELIGION

14. PRESSE
— POINT DE VUE : « Le Parisien libéré, le monopole du Livre et la liberté », par M. Henry.

15. JUSTICE
— Le procès du Patrimoine foncier : le témoignage de Candide.

16. SPORTS
— FOOTBALL : la leçon des Brésiliens de Flaminense.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
PAGES 17 A 25
— Vacances à l'anglaise.
— Les guides changent de casquette.
— Rome fait de l'ombre à Lourdes.
— Les week-ends bourguignons de Mme de Sévigné.
— PLAISIRS DE LA TABLE : Hemingway à la terrasse.
— HIPPISME : Inventer un nouveau cheval.
— JARDINAGE : Roseraies.
— SPORTS : Radioscopie de l'équipe.
Mode. Maison. Jeux. Philatélie.

27 à 29. SPECTACLES
— FORMES : tumultes et apaisements.
— CULTURE : le P.C.F. et le cinéma.

30. MÉDECINE

35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— RÉGION PARISIENNE : la police fait évacuer les jardins ouvriers de Créteil.

35 à 37. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— CONJONCTURE : les chances d'une reprise économique à bref délai sont plus fortes que jamais, déclare M. Chirac.
— AGRICULTURE : le congrès des céréaliers.
— SYNDICATS : le 39e congrès de la C.G.T. procédera à un large renouvellement de ses instances dirigeantes.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (31 à 33) ; Aujourd'hui (30) ; Carnet (16) ; « Journal officiel » (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Finances (39).

● *M. Jacques Chirac* a reçu, vendredi 20 juin, M. Papilio, sénateur U.D.R. de Wallis-et-Futuna, puis M. Mérillon, ancien ambassadeur à Saigon, et Mme Suzanne Ploux, ancien secrétaire d'Etat.

Le premier ministre a ensuite visité le centre Georges-Pompidou. Il devait se rendre samedi en Corrèze.

Le numéro du « Monde » daté 20 juin 1975 a été tiré à 539 982 exemplaires.

Pour louer une voiture au Maroc, réservez chez Europcar au : 645.21.25

A B C D F G H

DANS LE GARD

Quatre jeunes Français musulmans retiennent comme otage le dirigeant du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise

Quatre jeunes Français musulmans du camp de harkis de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard) se sont enfermés volontairement dans la mairie de Saint-Laurent-les-Arbres — à quelques kilomètres du camp, — où, depuis le jeudi 19 juin à 16 heures, ils retiennent en otage le directeur du camp, M. François Lanouet. Masqués, et armés de fusils, de dynamite et d'essence, les quatre jeunes gens, âgés de dix-huit à vingt ans, entendent ainsi protester contre la « situation qui est faite aux supplétifs de l'armée française et à leurs enfants, treize ans après la fin de la guerre d'Algérie ».

Dans les différentes conversations téléphoniques qu'ils ont pu avoir, depuis jeudi après-midi, avec les autorités et la presse, les auteurs de la séquestration ont précisé également qu'ils réclamaient la suppression du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, « le camp de la honte », et l'intégration à part entière des Français musulmans dans la communauté nationale. Ils se sont dits décidés à occuper la mairie jusqu'au 24 juin à moins que « *la commission interministérielle chargée d'examiner (nos) problèmes ne vienne à Saint-Maurice-l'Ardoise se rendre compte dans quelle misère nous sommes contraints de vivre* ».

Ce vendredi 20 juin, dans la matinée, alors que d'importantes forces de police avaient pris position tant à Saint-Laurent-les-Arbres qu'autour du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, situé à 3 kilomètres du village, les négociations menées entre les autorités et les quatre jeunes gens, par l'intermédiaire de M. Laradji, président de la Confédération des musulmans rapatriés d'Algérie, venu sur les lieux à la demande des « insurgés », avaient été interrompues, faute d'accord, à 11 h. 40.

La séquestration du directeur du camp de harkis de Saint-Maurice-l'Ardoise est un nouvel épisode de la lutte que, depuis plusieurs années, les harkis ont engagée pour être considérés comme des « *citoyens français à part entière* ».

Après une autre récente séquestration, celle du colonel Delnc, président du Comité national pour les musulmans français, retenu durant plusieurs heures dans son bureau du Conseil d'Etat (*le Monde* du 19 juin), les harkis ont donc décidé de recourir à la violence. On notera, il est vrai, que leur dernière manifestation — pacifique — n'a à ce jour donné aucun résultat : depuis le 19 mai dernier, en effet, deux cents jeunes Français musulmans occupent les locaux administratifs du camp de Saint-Maurice-l'Ardoise (*le Monde* du 21 mai).

« Ceux qui se sont dévoués pour la France »

Ils ont demandé, en vain, à être entendus par la commission interministérielle permanente pour l'étude des problèmes intéressant les Français rapatriés d'Afrique du Nord d'origine islamique, créée le 14 mai dernier, et présidée par M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur. Leur seul interlocuteur aura été en définitive le préfet du Gard, M. Delaunay, qui, après les avoir rencontrés, a adressé un rapport à Paris. Rapport resté apparemment sans effet.

Le 7 octobre 1974, la présidence de la République rendait publique une lettre adressée par M. Valéry Giscard d'Estaing à une personne — dont l'identité n'avait pas été précisée — qui avait attiré son attention sur le sort des harkis.

Dans cette lettre, après avoir rappelé la désignation, le 2 octobre, d'un parlementaire en mission, M. Mario Bénard, député du Var (U.D.R.), « *chargé spécialement de s'occuper du sort de nos compatriotes rapatriés, et notamment des harkis* », M. Valéry Giscard d'Estaing écrivait : « *Je regarderai personnellement ses propositions et ses conclusions pour qu'en effet la France traite dignement, humainement, ceux qui se sont dévoués pour elle.* »

Or, dans un reportage récent (*le Monde* du 3 juin 1975), notre correspondant à Montpellier présentait encore le camp des harkis de Saint-Maurice-l'Ardoise, comme un « *véritabe ghetto qui les isole physiquement et moralement de la population* » et où les harkis et leurs familles attendent « *ce qu'ils considèrent comme leur libération* ».

● *Le gouvernement de la République démocratique populaire du Yémen* a remis au gouvernement français la rançon qu'avaient demandée les ravisseurs de l'ambassadeur de France à Mogadiscio, indique un communiqué du Quai d'Orsay.

(...) « *Le gouvernement français tient à exprimer au gouvernement yéménite sa vive appréciation pour l'heureuse conclusion de cette affaire.* »

[L'ambassadeur, M. Jean Gueury, enlevé le 23 mars par un commando du Front de libération de la côte française des Somalis (Territoire français des Afars et des Issas), avait été échangé le 28 mars à Aden contre deux détenus djiboutiens libérés par la France et une rançon de 100 000 dollars.]

Malgré le « message » de la reine Elizabeth

LA RADIO OUGANDAISE ANNONCE QUE M. HILLS SERA EXÉCUTÉ LUNDI MATIN

La radio ougandaise a annoncé, vendredi, que le professeur Hills serait exécuté lundi matin 23 juin. Pourtant, le président Amin avait réservé, vendredi 20 juin, un accueil exceptionnel au général britannique Chandos Blair, qui, porteur d'un message de la reine Elizabeth, avait pour but d'empêcher l'exécution, prévue primitivement pour samedi, de M. Denis Hills. Ce ressortissant britannique est acusé d'avoir rédigé un livre subversif.

Le général Blair, à l'aéroport, était accompagné du major Ian Graham. Tous deux furent les supérieurs hiérarchiques du président Amin lorsque celui-ci servait comme sergent dans le régiment des King's African Rifles.

Le chef de l'Etat ougandais avait exigé la venue de M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, ou de M. Mason, ministre de la défense du gouvernement britannique. Londres n'a pas accédé à sa demande, et le général Blair n'est sans doute pas prêt à accepter toutes les exigences du président.

Jeudi soir, en effet, un autre Britannique, M. Smolen, accusé d'avoir stocké une trentaine de bouteilles d'huile de table, avait été acquitté par le tribunal militaire de Kampala. — (Reuter

Vendredi matin, le Parlement européen a protesté à l'unanimité contre les menaces qui planent sur M. Hills. Les parlementaires ont demandé au président, le général Amin Dada, de gracier le condamné — (Corresp.)

M. ANDRÉ DILIGENT EST ÉLU PREMIER SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION DES RÉFORMATEURS

Les compétences des différents membres du secrétariat de la Fédération des réformateurs élus lors des assises constitutives des 14 et 15 juin derniers (*le Monde* du 17 juin) ont été précisées par le comité directeur de cette formation, qui s'est réuni jeudi 19 juin à Paris.

M. André Diligent, ancien sénateur du Nord, a été désigné comme premier secrétaire. Il sera assisté de MM. Bernard Stasi et Jean-Jacques Carpentier, qui seront d'un autre côté responsables respectivement de l'information et des relations avec la presse, d'une part, et de la sratégie politique et des études, d'autre part. Les autres membres du secrétariat sont MM. Claude Chambard (administration), François Garcia (élections), Georges Nicod (organisation) et Joseph Voyaut (relations avec les élus). M. Jean-Claude Colli a en outre été désigné comme président de la commission des programmes.

● *Au Front national*, M. Jean-Marie Le Pen, président de cette formation d'extrême droite, a désigné comme vice-président M. Gilbert Sincyr responsable de la région Midi-Pyrénées, qui avait accédé au bureau politique lors du troisième congrès du mouvement (*le Monde* du 6 mai).

Les prolongements du co au « Parisien libéré »

M. GEORGES SÉGUY : la (est hostile à toute form censure.

Au cours de sa conféren presse organisée avant le c de la C.G.T., M. Séguy, int au sujet du « caviardage » article de *Minute* consac conflit du *Parisien libér* *Monde* du 19 juin), a d jeudi : « *Nous sommes toute censure d'où qu'elle quels qu'en soient les aute quelles qu'en soient les vi*

« *Il y a cependant de qu scandalisé de voir une publ typiquement fasciste et rac prétendre le défenseur liberté d'expression* », ajouté.

M. Bergeron dépose une contre la C.G.T.

M. André Bergeron, sec général de Force ouvrière, de signer la plainte en di tion contre la C.G.T., le Sy du livre C.G.T. et le *l'Humanité*.

Une vingtaine d'homm attaqué le dépôt central de de Versailles, le jeudi 19 3 h. 30 du matin, peu apr rivée des camionnettes tra tant deux mille exemplai *Parisien libéré*.

Une plainte a été dép commissariat central de Ve

● *Les machinistes de* de Paris ont repris le dans la journée du jeudi la direction acceptant de cier sans préalable. Une a lieu ce vendredi 20 ju cas d'échec des discussic machinistes se mettrai nouveau en grève.

Les représentants du S des employés techniques et nistratifs du spectacle attenden t la satisfactior certain nombre de rev tions : parité des salaires lification égale, et améli des conditions d'hygiène sécurité à l'Opéra.

● *A la S.N.C.F., les débr sporadiques* des agents de cc continuent à provoquer de turbations, généralement li d'un réseau à l'autre.

Ce vendredi 20 juin, les affectaient surtout les ba Nord et Ouest, où le trafi assuré de 60 à 70 %. En di de Rouen, deux trains sur quatre ont été supprimés localement le trafic de B Narbonne est irrégulier.

assurez-vous
sans vous déranger des
intérêts
au taux actuariel annuel brut de
9,25 à 11,50%
en ouvrant
un compte bancaire
à échéance de 6 à 12 ans - à partir de 5000 f -
SOBI
SOCIETE DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.
26, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Documentation N° 504 H sans engagement de votre part.

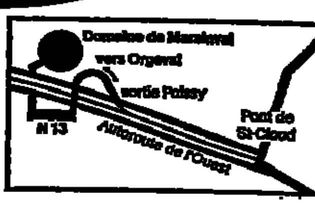
VOUS ETES ACTIF. VIVEZ AU CALME
A quoi bon se donner tant de mal pour vivre à l'étroit dans un Paris invivable (loyers catastrophiques, garages impossibles, pollution, bruit, écoles bondées) ?
A quelques minutes de plus de votre bureau, vous pouvez habiter une grande et luxueuse maiso dans un grand jardin. Dans un domaine privé comprenant club-house, tennis, commerces, écoles. Dans un site magnifique et préservé.
Réagissez vite. Demain, des maisons comme celles-là, si proches de Paris, seront aussi rares et chères que les appartements du Bois de Boulogne.

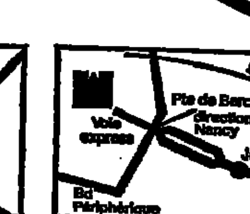


"Chêne", 230 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.
DOMAINE DE MARSINVAL
78 Vernouillet.
Tél. 965.87.00 et 88.60.
à 27 km
du Pont de St-Cloud par l'Autoroute A 13

"Chelsea", 120 m², 5 pièces, 2 s. de b., garage.
DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
77 Pontault-Combault.
Tél. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km
du Bd Périphérique.
A 12 mn à pied de la gare.

Livrables immédiatement : maisons de 161, 182, 230 m². 5, 6, 7 pièces. Façade brique. Garage double. Jardin 800 à 1800 m². Cuisine équipée (réfrig. 390 l, lave-vaisselle). 2 à 3 s. de b. Club-house. Tennis. Ecoles. Piscine chauffée. Crédits LA HENIN.





Nouveau programme. 5 modèles de maisons de 90 à 150 m². 3 à 7 pièces livrées complètement terminées. Grand jardin. Garage. 1 à 3 s. de b. Club-house (un majestueux château). Tennis. Ecoles. Centre commercial. Crédits LA HENIN. Prix de 220 à 320 000 F.

VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.
Breguet Construction

